

DE
Dim

OU 100

17 AVR. 1969

Musée Neuchâtelois

Revue d'histoire régionale fondée en 1864

Sommaire

1969

janvier / mars

N° 1

	Pages
1. Jean COURVOISIER. <i>Pour les deux cents ans de l'ancien concert, devenu le théâtre de Neuchâtel.</i> (avec illustration)	3
2. Fernand LOEW. <i>Les conditions serviles à Neuchâtel au XV^e siècle</i>	9
3. Charles BÉGUIN. <i>Trois lettres du docteur Pierre Coullery au temps de ses études à Paris (1854)</i>	27
4. Fernand LOEW. <i>La Maladière, de Neuchâtel</i>	32
5. Jean COURVOISIER. <i>De quelques artisans neuchâtelois mis en cause à l'époque de la Révolution française</i>	38
6. <i>Chronique</i>	48

Troisième série Cinquième année Livraison trimestrielle



Le *Musée neuchâtelois* est publié en collaboration avec la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel.

Comité de rédaction :

M. Alfred SCHNEGG, président, 22, rue Matile, Neuchâtel.

M. Léon MONTANDON, secrétaire de rédaction, 2, rue des Brévards, Neuchâtel.

M. Jean-Pierre MICHAUD, trésorier, 4, rue de la Poste, Colombier.

M^{lle} Gabrielle BERTHOUD, MM. Eddy BAUER, Eric BERTHOUD, Jean COURVOISIER, François FAESSLER, Maurice FAVRE, Philippe GERN, Fernand LOEW, Louis-Edouard ROULET.

Président de la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel (Suisse) :

M. Philippe GERN, 65, chemin des Pavés, Neuchâtel.

Administration et abonnements : M. Jean-Pierre MICHAUD, 4, rue de la Poste, Colombier, tél. (038) 6 33 02.

Prix de l'abonnement :

Suisse : Fr. 15.—

Etranger : Fr. 17.50

Pour les membres de la Société d'histoire :

Suisse : Fr. 12.50

Etranger : Fr. 15.—

Compte de chèque postal : MUSÉE NEUCHATELOIS 20 - 1622.

TROISIÈME SÉRIE. SIXIÈME ANNÉE

MUSÉE NEUCHATELOIS

Revue d'histoire régionale fondée en 1864

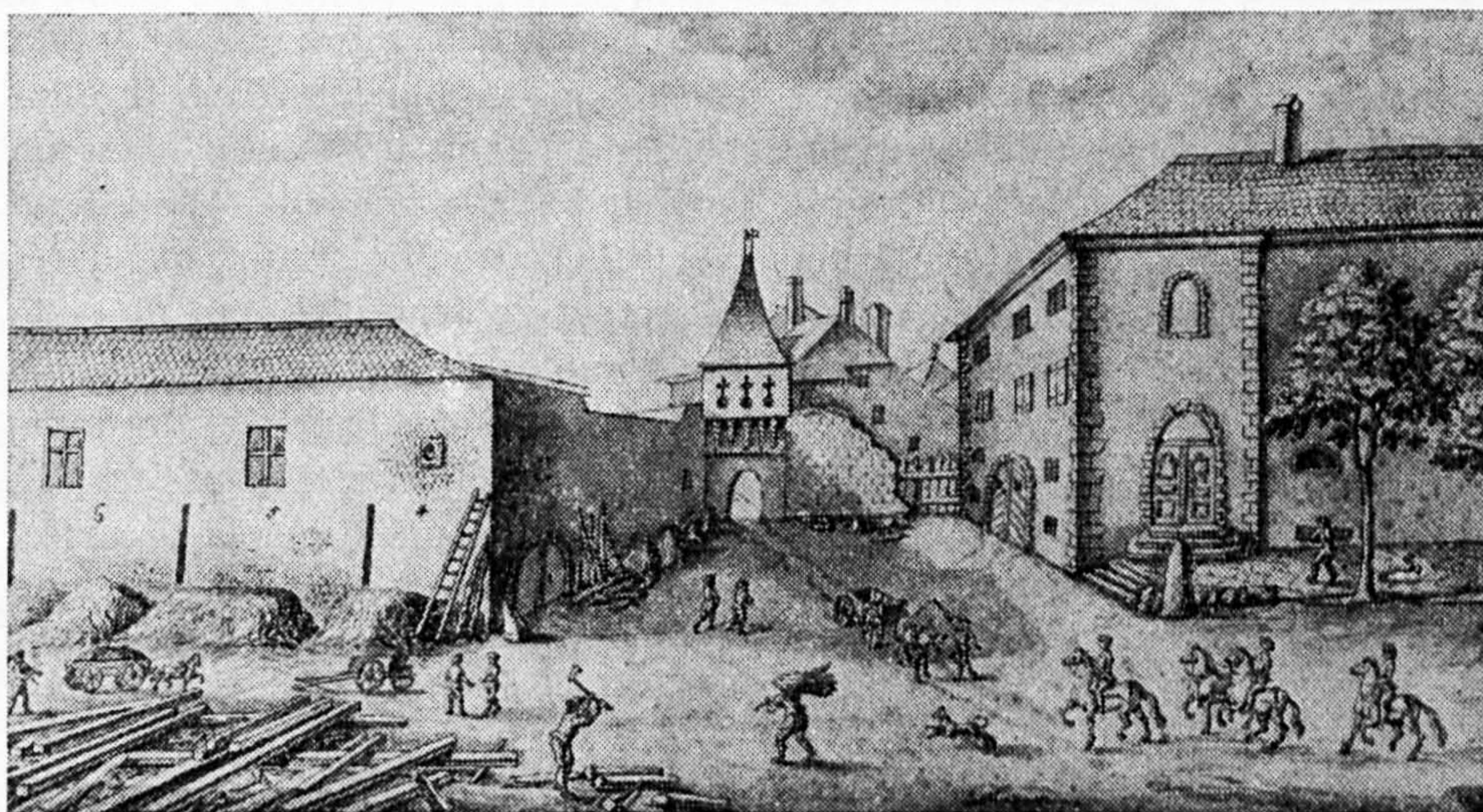
1969

NEUCHATEL
IMPRIMERIE CENTRALE

Tous droits réservés

**POUR LES DEUX CENTS ANS
DE L'ANCIEN «CONCERT»,
DEVENU LE THÉÂTRE DE NEUCHÂTEL**

A la rue de l'Hôtel-de-ville, dans le flux et le reflux de la circulation parfumée par les gaz d'échappement des voitures, bien peu de passants songeront que le bâtiment du théâtre fête deux cents ans d'existence cette année. Quant aux abonnés des spectacles, leurs conversations ou la scène captivent trop leur attention, pour qu'ils puissent encore déchiffrer la date 1769 peinte dans le cartouche moderne de l'encadrement. Au reste, le bâtiment racheté par la ville en 1958 suscite, dans les propos du public, plus de critiques pour ses dispositions étriquées et désuètes, que de reconnaissance pour les notables fort aisés qui prirent l'initiative de faire construire, à leurs frais, une salle de concert privée. La disparition des peintures d'ornement, l'adjonction de galeries, la transformation de la scène et la pose de sièges basculants surprendraient sans doute beaucoup les premiers propriétaires de cette salle métamorphosée et devenue publique.



LE TRIPOT, LA PORTE SAINT-MAURICE ET LE CONCERT VERS 1783.
DESSIN DE JONAS-PIERRE THIÉBAUD.

Pierre-Alexandre DuPeyrou — initiateur de tant de choses à Neuchâtel — Jean-Frédéric de Pierre, membre du Petit Conseil de ville, et Abraham de Pury, conseiller d'Etat, tous membres de la direction du « Concert », offrirent de faire les avances de fonds nécessaires à la construction d'une salle uniquement destinée à la musique, en 1766. L'entassement des abonnés à la lumière des chandelles, dans un local de l'ancien hôtel de ville placé à cheval sur le cours du Seyon, faisait en effet redouter quelque incendie catastrophique¹. Encore fallait-il trouver un terrain approprié. Le 18 mars 1766, DuPeyrou acheta de Jean-Jacques Giauke « un jardin situé dans les fausses brayes de cette ville entre la porte de l'Hôpital et celle de Saint-Maurice »². Le dessin tracé vers 1783 par Jonas-Pierre Thiébaud, et reproduit ci-devant, situe parfaitement le nouvel édifice par rapport à la porte, disparue, qui fermait alors la rue Saint-Maurice. Les fausses brayes étaient des fossés, limités à l'ouest par les murs de la ville et, à l'est, par un chemin devenu notre rue de l'Hôtel-de-ville. Dans le secteur qui nous occupe, elles furent accensées à des particuliers en 1593, à la condition d'élever une muraille de 5 à 6 pieds de haut sur les anciens murs, de la couvrir de pierres plates et de ne rien y appliquer, hormis des rosiers. La veuve du trésorier général Josué Chambrier de Travanet possédait le jardin au midi de celui de Giauke, tandis que les filles du docteur David Bazin en tenaient un au nord, en partie devant le vieil hôpital de ville. Ce secteur allait faire place, dès 1783, aux fondations du nouvel hôtel de ville financé par David de Pury. Un croquis de plan exécuté par Frédéric de Chaillet d'Arnex, administrateur du Concert, montre que le jardin acheté par DuPeyrou incluait un secteur oblique du mur de ville³. Il fallut détruire cette enceinte et aussi la déborder à l'angle nord-ouest, dans un jardin de la famille Redard, afin de pouvoir bâtir la nouvelle salle sur un plan régulier. Une entente intervint avec les Quatre Ministraux, mandatés par le Conseil de Ville. L'abandon d'un secteur de l'enceinte était du reste lié à l'élargissement nécessaire de l'actuelle rue de l'Hôtel-de-ville, puisque les foires du bétail se tenaient là. Le voisinage — à des heures et des jours différents — était pour le moins piquant, mais l'endroit n'était pas négligé pour autant. En effet, les Quittances de la ville apprennent que la chaussée, bien entretenue, avait été recouverte d'un char de débris de pierre jaune en 1743, et que Samuel Voruz et David Philippin pavèrent le passage sur 273 pieds de long et 34 et demi de large (environ 82 mètres sur 10) en 1754, sans compter diverses réparations atteignant 7 toises carrées. La plantation de sept arbres près de la porte de l'Hôpital et de quatre autres pour le « Concert », par Abraham Delay, en 1769, ne coûta que 14 batz au lieu de 22 à Messieurs les Quatre Ministraux ; c'est dire que les initiateurs du « Concert »

payèrent leur part de cet embellissement constitué, sans doute en partie, de huit tilleuls livrés par le forestier Guinand, pour le prix de 18 batz. En 1773 encore, on « attach[a] et garni[t] de terre grasse les jeunes arbres au faubourg devant l'hôpital »⁴.

Sur la construction même du bâtiment, fort peu de renseignements ont subsisté. Les frères Rosselet entrepreneurs — sans doute Jean-Jacques et Jacob, à la même époque constructeurs du clocher de Couvet — furent autorisés par les magistrats à prendre du sable sur la presqu'île de la Salle, près du Bassin, autrement dit au midi de l'actuel Collège latin. Messieurs du « Concert » se virent permettre d'entreposer leurs tuiles sur le terrain acquis par la ville des Demoiselles Bazin, près d'un pavillon de jardin touchant l'hôpital. Les déblais de la tour de l'Hôpital, prête à être démolie en juin 1766, devaient remplir le fossé sur un alignement déterminé par la nouvelle salle. Le maître maçon Jean-Jacques Rosselet paya 6 louis d'or à la ville, pour les matériaux de l'enceinte qu'on lui abandonnait ; il s'engagea en outre à refermer la brèche du mur, afin que la cité reste close comme auparavant⁵. Au moment de l'affaire Gaudot, lorsque les troupes des Cantons alliés occupèrent Neuchâtel, François de Diesbach voulut voir :

la salle pour les bals, concerts et comédies qu'une société a fait faire, tout nouvellement, au même faubourg ; je fus assez content des peintures à fresque que deux Fribourgeois, [Joseph] Sutter et [Gottfried] Locher, y ont faites. Il y a entre autres un jeune homme représenté donnant un bouquet à une dame ; il est habillé en officier des Entlibuchers : habit brun, collet, revers, parement, veste et culotte rouges ; le chapeau agrafé d'un seul côté. En sortant de là les ouvriers voulurent, à la mode allemande, nous essuyer les souliers avec un mouchoir, pour avoir la pièce ; nous les grondâmes et ils n'eurent rien.

En juillet 1768, l'ouvrage n'était donc pas encore assez avancé pour permettre l'occupation des locaux. Le petit incident, au départ, donne une note rare et révélatrice des coutumes observées par les ouvriers sur la place de Neuchâtel. Le 27 novembre 1768, peu avant les adieux du baron Scipion de Lentulus, le nouveau gouverneur de Neuchâtel qui venait d'apaiser les esprits et réconcilier le souverain avec ses sujets :

une société de personnes distinguées de la Ville et connue sous le nom de « la Société du Jardin » eut aussi l'honneur de donner à S.E. un dîner dans la salle nouvellement construite pour les concerts. Les convives étoient au nombre de 60 ; le repas fut somptueux, élégant et animé par une musique guerrière. S.E. consentit qu'on l'agrégeât à la société ... Le soir il y eut dans la même salle bal général aux frais de la société ; S.E. l'honora pendant quelques heures de sa présence.

Il fallut cependant attendre 1769, pour que la société du Concert puisse utiliser et inaugurer ses nouveaux locaux.

La mise de l'immeuble en société par actions intervint en 1776, six mois après que la « société d'amateurs de musique » eut obtenu du souverain l'autorisation d'acquérir la moitié du bâtiment. En dépit de grandes dépenses qu'il invoquait pour faire valoir sa faveur, Frédéric II accorda une exemption de lods, le Conseil d'Etat ayant rapporté « que cette propriété, loin de procurer aucun avantage pécuniaire aux dits amateurs leur sera[it] vraisemblablement coûteuse à bien des égards ». On créa cent quatre-vingt-treize actions de 50 livres, dont Pury, de Pierre et DuPeyrou se réservèrent cinquante-neuf (2950 livres), les cent trente-quatre premières actions (6700 livres) étant réparties entre un grand nombre de sociétaires. Pratiquement, les trois fondateurs vendirent

tout le haut de la maison appelée la maison du Concert, consistant en une salle de musique, chambres, anti-chambres, galetas ou grenier, etc., etc., avec leurs appartenances et dépendances, sauf et expressement excepté tous les bas de la dite maison, consistans en cave et pinte, ainsi que leurs entrées et issues qui restent en toute propriété à Messieurs les vendeurs⁷.

Ainsi, la partie de rapport de l'immeuble fut détachée de la salle de fête et de ses dépendances.

Détails non négligeables pour la connaissance des lieux, la construction de l'hôtel de ville entraîna la suppression des latrines du Concert, en 1783, mais en 1790 la ville paya la couverture d'un « cabinet adapté au bâtiment du Concert ». L'établissement d'une ruelle, entre les deux édifices, amena la disparition de deux escaliers donnant accès à deux caves ; il fallut établir un escalier commun, permettant d'accéder dans la cave orientale par celle de l'ouest ; les magistrats payèrent une indemnité de 500 livres pour le terrain et de 360 livres aux locataires. L'administration des sels de la principauté, locataire de caves au Concert, ne craignait pas, quand ses locaux étaient vides, de les mettre à disposition de négociants de la ville, les sieurs Amiet, et Borel et Roulet, afin d'en tirer quelque profit. Après la mort de DuPeyrou, Abraham de Pury racheta les deux autres parts de cave et devint seul propriétaire du sous-sol⁸. Quant à la malheureuse salle, elle servit à loger les soldats galeux du général Oudinot, lors de l'occupation de Neuchâtel par les Français, en 1806, après quoi elle fut rafraîchie en jaune et rouge par le plâtrier Petitpierre, utilisée comme salle de bal le 21 avril pour la société et les officiers, et enfin comme salle de comédie par la volonté du général, en dépit de la résistance des magistrats⁹. Le théâtre l'avait du reste emporté depuis des années sur la musique, sans qu'on eût songé à payer au souverain les droits de lods, comme cela était expressément prévu en cas de changement de destination des locaux.

Le dessin de Thiébaud, conservé au Musée d'art et d'histoire de Neuchâtel, mesurant 38 centimètres sur 20,3 centimètres, est fort instructif. A droite, quelques marches, une borne élevée et deux arbres plantés en 1769 délimitent le passage apparemment pavé, longeant le « Concert ». Dans les grandes lignes, et malgré les travaux de 1861, puis de 1927, le théâtre d'aujourd'hui est bien reconnaissable par ses deux étages de fenêtres quadrangulaires au midi, et par l'entrée orientale dans un avant-corps ; quelques marches précèdent la porte cintrée ornée de panneaux Louis XV. Les petites fenêtres et la porte de cave, au midi, ont changé, comme la baie en demi-cercle remplacée par des boutiques, à l'est. La cheminée visible est sans doute celle dont la souche fut démolie en 1963 ; plutôt qu'au chauffage, on a supposé avec de bonnes raisons que cette cheminée devait servir à l'aération de la scène, vu son emplacement. Une mauvaise palissade (contrastant avec les obligations imposées au maçon Rosselet en 1766) reliait l'angle de l'édifice au dernier secteur du mur d'enceinte, en pierre de taille, si on en croit le dessin. A la veille de sa démolition, en mai 1783, la porte Saint-Maurice devait encore avoir l'allure reçue lors de sa construction en 1598-1599. Derrière elle se profile la maison que le lieutenant-colonel François-Frédéric Perregaux céda par échange à Guillaume-David Berthoud, en 1775. A gauche, le bâtiment et la cour fermée d'un mur sont ceux du Werkhof, ou Tripot, que nous appellerions aujourd'hui le chantier des Travaux publics de la ville. C'est sans doute le charpentier Frédéric Menoud-dit-Gendre qui exécuta la toiture visible, en 1749, avec un pan rabattu au nord, avant d'exécuter un couvert en 1751. Le serrurier Jérémie Varnod avait livré une clé pour la porte. Le long du mur, des fumiers numérotés étaient loués à des particuliers ; ils ne devaient disparaître qu'en 1811, lorsque fut percée la rue Saint-Honoré, et qu'on abattit la partie du Tripot voisine du Concert ¹⁰. Un secteur de ce terrain allait servir, en 1836, à la construction de l'Hôtel du Lac que nous avons vu démolir en 1957.

Quelques défauts d'échelle et de perspective n'enlèvent rien à la vie des personnages et des animaux du premier plan. A voir le croc de l'homme tout à gauche, le char doit être chargé de fumier. Deux hommes discutent près d'une charrette, tandis qu'un charpentier équarrit des bois en tournant le dos à des pièces déjà travaillées, prêtes pour la pose. Une rosse attelée à un tombereau, et réagissant mal au fouet de son maître, contraste avec les chevaux de selle montés ou tenus en laisse par trois cavaliers. Où se rendent le bonhomme portant une planche sous le bras et celui, au centre du dessin, ployant sous un fagot ? Apparemment au Tripot et sur la rive du lac.

Voilà une brassée de petits faits significatifs pour situer notre théâtre à ses origines, puisque rien d'éclatant ne s'y rattache. Poursuivant les travaux de M. Roethlisberger et de M^{me} Petitpierre, il faudrait évoquer les auditions et les spectacles vécus par les dernières générations, à l'abri de murs deux fois centenaires : générales d'étudiants, troupe de la Saint-Grégoire, musique de chambre, chansonniers, cinéma, conférenciers, acteurs célèbres, des Pitoëff à Louis Jouvet. Ce serait en définitive tout un pan de la vie sociale que l'on peindrait en oubliant les défauts de l'édifice, ce vieux serviteur point encore remplacé, faute de la ferveur qui animait la bonne société de 1769.

Jean COURVOISIER.

NOTES

¹ Voir à ce sujet ce qui a déjà été publié dans le *Musée neuchâtelois* par Louis GUILLAUME (1877, pp. 251-252), par E. ROETHLISBERGER (1920, pp. 187-201) et D. PETITPIERRE (1925, pp. 81-98), et ce qu'en disent S. de CHAMBRIER (*La mairie de Neuchâtel*, pp. 136-137), Ed. QUARTIER-LA-TENTE (*Le canton de Neuchâtel*, première série, premier volume, pp. 171-172), Ph. GODET (*Madame de Charrière*, t. I, p. 196), Ed. FALLET (*La vie musicale au pays de Neuchâtel*, pp. 241-244) et J. COURVOISIER (*Monuments d'art et d'histoire du canton de Neuchâtel*, t. I, pp. 216-217).

² G. Jeannin, notaire, vol. I, p. 84, 18 mars 1766.

³ Archives de la ville, M. II, N° 14, 1583, et P 17, case 4 (entre 1781 et 1783).

⁴ Archives de la ville, *Manuel du Conseil*, vol. 23, p. 54, 6 mai 1766. Quittances, 1743, 1754, 1769 et 1773.

⁵ Archives de la ville, *Plumitif des Quatre Ministraux*, 17 juillet 1766, et copies diverses.

⁶ Textes publiés dans le *Musée neuchâtelois*, 1898, pp. 255-256, et 1893, p. 226.

⁷ Archives de l'Etat, *Lettres à Sa Majesté*, vol. D, p. 169, 23 mai 1775. G. Jeannin, notaire, vol. I, p. 329, 26 janvier 1776.

⁸ Archives de la ville, Quittances, 1791, 1792. Archives de l'Etat, *Plumitif de la Chambre des comptes*, 22 janvier 1796. A. L. Matthey, notaire, vol. I, p. 35, 18 mars 1802.

⁹ *Musée neuchâtelois*, 1896, p. 282 ; 1916, p. 126 ; 1925, pp. 95-96.

¹⁰ Archives de la ville, Quittances 1749, 1751. Procès-verbaux des Travaux publics, 7 décembre 1810, avec la mention : adopté en Conseil le 16 décembre.

LES CONDITIONS SERVILES A NEUCHÂTEL AU XV^e SIÈCLE

Depuis plus d'un siècle, il n'y a plus à Neuchâtel de conditions différentes entre les Neuchâtelois. Nobles, bourgeois, francs-habergeants, francs sujets, commands, taillables et mainmortables divers ont été remplacés par les citoyens égaux en droits de la République et Canton de Neuchâtel. Cette période a suffi pour nous faire oublier que, durant des siècles, l'égalité sociale n'existait nullement dans notre pays, ou, du moins, pour qu'il nous soit difficile de nous représenter réellement les gens des diverses conditions qui se côtoyaient chez nous. Les conditions serviles ont disparu dans notre petit pays au début du XVII^e siècle, et il est plus difficile encore de s'en faire une idée précise, basée sur des documents d'époque et non sur des idées générales abstraites et souvent fausses. Or, dans les minutes des notaires, la condition des parties est presque toujours indiquée, car elle jouait un rôle dans les contrats. Cette source précieuse peut nous permettre aujourd'hui d'examiner certains problèmes sociaux que nous connaissons encore très mal.

Au bas de l'échelle sociale, la condition servile était représentée par les taillables et les commands dont la caractéristique essentielle n'est plus, au XV^e siècle, la soumission à la taille arbitraire, mais la qualité de mainmortables, ce qui signifie qu'ils ne pouvaient disposer librement de leurs biens après leur mort, tandis que les bourgeois de Neuchâtel acquirent ce droit en 1214. La mainmorte, rappelons-le, avait des effets réels et des effets personnels, c'est-à-dire que la servitude affectait les personnes et les biens. Mais ces effets variaient selon les coutumes des divers pays, et les coutumes d'un pays, orales souvent, évoluaient selon l'époque. C'est l'état de fait au XV^e siècle à Neuchâtel dont il s'agit ici.

Au XV^e siècle, les taillables n'étaient pas tous de condition servile par hérédité. Certaines terres étaient des biens taillables et contaminaient de leur condition celui qui les possédait. A côté des terres taillables anciennes, nous trouvons des terres taillables nouvellement défrichées, dont le concessionnaire reconnaissait expressément devenir taillable du seigneur qui les lui concédait. On pouvait donc devenir taillable par contrat, dans un but lucratif.

Parmi ses sujets, le comte de Neuchâtel avait quelques taillables, au Val-de-Travers surtout. Mais c'est dans les terres de ses vassaux, les

seigneurs de Colombier, de Vaumarcus, de Travers, de Gorgier, que se trouvaient les taillables les plus nombreux. Au XV^e siècle, les montagnes du Val-de-Travers n'ont pas encore été défrichées dans leurs derniers recoins, et des habitants nouveaux s'y établissent. Ainsi Jean Perrin, de Sonvilliers, se fixe en 1431 (n. s.) sur les terres de Jean de Neuchâtel, seigneur de Vaumarcus et de Travers, qui lui remet le maix taillable de Raymond Perrin, chargé des cens et des servitudes usuelles sur de telles terres, à condition que Jean Perrin se reconnaisse taillable et mainmortable de son nouveau seigneur. Jean de Neuchâtel promet au nouvel arrivant de lui remettre en plus le maix de Jean Toz et de ses enfants, Girard et Perrin, s'il lui revenait par échute, ou, à défaut, le premier maix qui lui écherra. Et effectivement, quelque temps après, Jean de Neuchâtel remet à Perrin et à ses enfants le maix de Combe-Varin, sur Rosières, comme maix taillable chargé d'un cens de cinq florins d'or, à verser chaque année à la Saint-Martin. En outre, Jean Perrin et ses enfants se chargent de garder, de la Saint-Georges à la Saint-Martin, le bétail que le sire de Vaumarcus pourrait avoir dans sa grange du Val-de-Travers. Ils s'engagent, selon une coutume dont nous trouvons de nombreux exemples à cette époque, à lui remettre pour chaque vache un quartier et demi de fromage et deux pots de beurre. Perrin et ses enfants garderont aussi les génisses durant cette période, mais le sire de Vaumarcus fournira le sel dont elles ont besoin, tandis que le taillable devra fournir celui des vaches. Finalement, Jean Perrin s'engage à construire, à Combe-Varin, une maison à sept pannes, c'est-à-dire à sept rangs de poutres, et à défricher la région tant qu'il pourra¹.

La terre contamine l'homme, disait-on alors, c'est-à-dire que, sauf autorisation spéciale du seigneur, celui qui la tenait ne pouvait être d'une autre condition que celle de la terre qu'il prétendait tenir. Un bourgeois ne pouvait donc posséder un maix taillable.

Chez les taillables, comme chez les bourgeois, à la mort du mari les biens passaient aux enfants, mais la veuve en conservait l'usage. S'il s'agissait de biens de mainmorte l'usage n'en subsistait pas moins, mais celle qui en bénéficiait les tenait comme biens taillables, et si elle se remariait son second mari faisait de même. Le cas échéant, il devenait taillable pour un certain temps, celui de l'usage dont jouissait sa compagne. Cela arriva à Perrin Buchillon, de Montlebon². Ce personnage dut en effet reconnaître, en 1411, qu'il était taillable du comte de Neuchâtel, Conrad de Fribourg, au nom de sa femme, à cause des biens dont elle avait l'usage à Montmollin. Il précise qu'il ne le sera que « durant ledit us », mais promet de venir habiter sur les maix en question, et d'être féal et loyal, sous peine

d'une amende de quarante livres de Lausanne, garantie par son frère. Finalement il s'engage, comme tous les taillables, à ne pas quitter la seigneurie sans que le comte ait le droit de le reprendre partout où il serait ³.

On pouvait tomber dans la condition de taillable pour d'autres raisons que pour des raisons de terres. Jean Biellele, de Valangin, y tombe pour avoir offensé son seigneur, on ne sait de quelle manière, en 1429. Perrod Genebriel, de Neuchâtel, a la même mésaventure et devient taillable du seigneur de Valangin quelques jours plus tard ⁴.

Bien que cela paraisse contradictoire, la richesse ne dépend pas absolument de la condition. Un taillable tient des biens de mainmorte, certes, mais il arrive parfois à posséder une fortune assez importante. La somme de cent florins d'or que divers bourgeois de Neuchâtel, Jean, André et Pierre Bergier, empruntent à Etienne Vuilthenbach, de Bienne, sous la garantie de quatre autres personnages, afin de racheter certaines terres engagées à un taillable de Peseux, Jaquet Gorgolion, en 1425, en est la preuve évidente ⁵. L'acte dressé à ce propos prouve en outre qu'un bourgeois peut engager ses terres à un taillable.

Le comte de Neuchâtel et le seigneur de Valangin donnent à cens prés ou champs à leurs taillables aussi bien qu'à leurs autres sujets, et à des conditions semblables en tous points. Guillaume de Valangin, par exemple, remet diverses terres à Henri Colet, du Petit-Savagnier, son homme taillable, pour vingt-trois sous d'entrée et un cens annuel de six deniers, dont il se réserve le droit de rachat. Il n'est pas précisé que ces terres soient des terres de mainmorte, et la clause de rachat nous fait présumer qu'elles ne l'étaient pas ⁶. En revanche, d'autres actes indiquent expressément que les terres remises à cens à des taillables sont des biens de mainmorte échus au comte par le décès de celui qui les avait tenues. En 1416, un taillable du comte de Neuchâtel, Viennet Perreguel, et sa femme Agnelette, reçoivent à cens diverses terres qui viennent de faire échute au seigneur par la mort, probablement, de deux de ses taillables, Jean Bergier et Perrin Cuenet, de Montésillon. Perreguel verse sept écus d'entrage et s'engage à payer un cens annuel de cinq sous ⁷. Quand Jean de Colombier, chevalier, acense à Jean Pectavez (Pétavel) de Buloz (Bôle) et à Pierre, son fils, ses hommes taillables, une vigne de seize à dix-huit *fosseriez* située dans le vignoble de Bôle, au lieu-dit au Combet, il a le soin de préciser que ces terres nouvelles qu'il leur concède seront de la même condition que celles de leur maix taillable et supporteront les mêmes servitudes. Le cens de ces terres est de deux muids de vin blanc par an. Jean de Colombier promet en outre à son taillable de lui donner à l'échute un autre *fosseriez* de vigne

qui pour le moment se trouvait entre les mains de Margot, fille de feu Jacobe.⁸

S'il arrive que des terres franches soient acensées à des taillables par des bourgeois, elles courent le risque d'être considérées, un jour ou l'autre, comme biens de mainmorte. C'est pour y obvier que les bourgeois qui donnent à cens une de leurs terres prennent parfois le soin de spécifier que le preneur n'aura le droit ni d'aliéner les biens qu'on lui remet ni de les mettre en mains taillables ou commandes⁹.

Inversément il peut y avoir aussi des ennuis à remettre à cens à un bourgeois une terre taillable ou commande, le seigneur ayant le droit de la confisquer s'il l'apprend. Nous ne savons comment Guillaume Serjan, de Peseux, bourgeois de Neuchâtel, et divers autres bourgeois étaient entrés en possession d'une terre commande à Boudevilliers et l'avaient acensée à Jean Evesque pour dix hémines de froment par an. Le comte de Neuchâtel l'ayant appris demande à ces bourgeois d'être ses commands, puisqu'ils ont joui d'une terre de cette condition et l'ont acensée à un autre bourgeois. Il demande en plus l'énorme somme de deux cents florins d'or pour la jouissance usurpée des fruits de cette terre. Le Conseil de Neuchâtel intervient et nomme deux de ses membres, Nicolet Varnod et Nicolet Bergier, pour assister ces bourgeois contre les prétentions de Rodolphe de Hochberg. Ce dernier finit par se contenter de quarante écus de Savoie. Mais il confisque l'objet du litige bien que Jean Evesque prétende avoir amélioré cette terre de moitié. Il fallut un arbitrage du Conseil de ville pour répartir équitablement la somme que les *comparsonniers* durent débours¹⁰. Autre exemple. Au Landeron, en 1477, un pré situé à la montagne, au lieu-dit « Es aultres cerniez », dépendait de biens taillables. Néanmoins, un bourgeois s'en croit en bonne et légitime possession, car un autre bourgeois l'a tenu avant lui à cens pendant une période indéterminée pour douze deniers qu'il a régulièrement versés au comte de Neuchâtel, et ses hoirs l'ont tenu ensuite sans empêchement. Mais un jugement rendu, après que le comte a été consulté, dépossède le bourgeois de ce pré, attendu que *nul bourgeois ne pouvoit tenir nul mas tallable ne aléguer possession sur iceulx mas sans la license du seigneur*¹¹. Le fait que pendant une période assez longue cette terre ait été acensée à un bourgeois, par le comte lui-même, sans qu'il se soit aperçu qu'il s'agissait d'un bien taillable, nous fait voir qu'une administration assez lâche pouvait permettre à certaines terres d'échapper pour quelque temps à la condition à laquelle elles étaient soumises. Cela arrive même lorsque le seigneur est à proximité immédiate. En 1480, Guy de Luryé, prieur de Corcelles, s'aperçoit que Renaud Bellenot, de Corcelles, et sa femme, taillables de l'église et du prieuré de cette localité, ont vendu leurs biens à Jeannette et à Jordan

Gaulieure, à l'époque où Etienne Menod était prieur, sans avoir obtenu le consentement de ce dernier, comme ils y étaient tenus par la coutume. Guy de Luryé, à la supplication de Gaulieure, confirme cependant cette vente, mais Gaulieure doit reconnaître par écrit et devant notaire qu'il est taillable de l'église de Corcelles. Cette lettre ne manque pas d'intérêt. La voici :

Je Jannet Gaulieure de Corcelles fait scavoir a tous que je tient et tiegne et moy tenir leaulment confesse pour moy et mes hoirs leaulment procreés de mon corps par ces presentes lettres de venerable religieuse personne frere Guys du Larieux, prieur de Notre Dame de Corcelles, et de ses successeurs, pour et en nom de ladite eglise, les heritaiges ci apres escripts et limitez, acquis par moy et Jordain Gaulieure, mon frere, de Regnaud Bellenot et de feu Jaquete sa femme, par la forme et maniere comme lesdits Regnaud et Jaquete les tenoient, et premierement une maison et chesaul, etc. [des vignes], ensemble tout et singulieres les appartenances et pour audit monseigneur le prieur de Corcelles chacun an ung florin d'or de tallie chacuns an (*sic*) et deux sestiers et demi de vin blanc de cense, par tel (condition) que pour ladite terre et heritages, je, ledi Jannet, confesse pour moy et les myens que dessus estre homme talliable de ladite esglise et priorez, et par tel condicion comme sont les aultres hommes que tiegnent lettre, heritaige ou possession de ladite esglise et priorez de Corcelles, et de estre obeysent en tous les cas que je devray estre pour moy et les miens que dessus segon ce que ma condicion le veult et requiert, comme ung des aultres hommes de ladite esglise, c'est assavoir audit monseigneur le prieur ou a ses successeurs. (le 10 mai 1480) ¹².

Le seigneur pouvait autoriser un taillable à remettre à cens, à perpétuité, une partie de ses biens. En 1431, Jaques Pétavel, de Bôle, taillable du seigneur de Colombier, par exemple, remet à cens perpétuel une vigne située sous Corcelles, au lieu-dit Treporte, à un bourgeois de Neuchâtel, Estévenin Amoiroux, habitant à Cormondrèche. Mais il lui faut obtenir l'approbation de Jean de Colombier, son seigneur, et le consentement de sa propre femme ¹³. Au début du XV^e siècle, un taillable a aussi la possibilité d'engager ses terres, ou du moins une partie de ces dernières. C'est ce que font Perrin Martin, de Peseux, sa femme et ses enfants taillables de Conrad de Fribourg. En 1411, ils donnent en gage une de leurs vignes de Peseux, située en Bobin, à un bourgeois de Valangin, Jean la Quance, pour vingt quatre florins d'or, s'engageant à la cultiver « à meteresse », c'est-à-dire à mi-fruits, jusqu'au jour où ils l'auront rachetée pour la même somme de vingt-quatre florins ¹⁴.

Il faut également une autorisation seigneuriale en cas d'échange de biens entre deux taillables. Regnal Clerc, de Corcelles, homme de l'église Notre-Dame de cette localité, reçoit l'approbation de Pierre de la Vignie, prieur de Corcelles, tandis que Vuillemin Sarragny, de Cormondrèche,

homme taillable des seigneurs de Colombier, obtient celle de Jean de Colombier, en 1428, pour échanger une vigne située à Cormondrèche contre quelques droits précis sur une maison située à Corcelles « cest assavoir d'ung chat et dou peloz estant en ladite maison gesant à Corcelles »¹⁵.

Une vente de biens entre deux taillables était également subordonnée à une autorisation seigneuriale. Le comte de Neuchâtel consent, en 1411, à ce que Willemete, veuve de Burquier Rainal, d'Auvernier, une de ses taillables, vende une vigne, située au lieu-dit « il mucez », pour neuf florins d'or à un autre taillable, Nicolet, fils d'Estevenant, du même endroit¹⁶. Jean Prieur, de Corcelles, reçoit une autorisation semblable, en 1412, pour vendre une vigne, située à la Rochette à un autre taillable d'Auvernier, Jean Robert¹⁷. Nous ne pensons pas que cette autorisation n'était qu'une pure formule bien qu'elle ne soit pas mentionnée dans tous les actes semblables, celui, par exemple, de la vente d'un cheseau à Corcelles, faite entre deux taillables du prieuré, Jean Menod et Jean Favre, en 1438. Ce dernier acquiert en outre le droit d'appuyer la maison de bois qu'il se propose de construire sur ce terrain, contre le mur de la demeure de Menod¹⁸. L'autorisation seigneuriale n'est pas exprimée non plus lorsque le même Menod, fils de Nichod Cornuz, de Corcelles, engage à perpétuité un pré situé derrière les Sagniales, à son frère Menod Cornuz pour la somme de douze livres, en 1431¹⁹.

L'autorisation seigneuriale est indispensable aussi pour qu'un taillable puisse faire dresser une reconnaissance de dettes. Jean Jardeni, taillable, de Valangin, et Jaquet Favre, bourgeois de la même ville, requièrent celle de leur seigneur pour reconnaître valablement qu'ils doivent quarante-cinq florins d'or au donzel Louis de Vaumarcus qui leur a vendu un cheval noir²⁰. Constatons pour résumer qu'avec l'autorisation du seigneur, exprimée ou implicite, les taillables pouvaient comme les bourgeois de Neuchâtel, vendre, engager, acenser et échanger leurs biens et faire des reconnaissances de dettes. Ce sont les droits essentiels obtenus par les bourgeois de 1214.

Mais voici ce qui est moins favorable.

Faute d'héritiers directs et légitimes ou de comparsonniers, c'est-à-dire de gens vivant en communion avec lui, les biens d'un taillable font échute au seigneur et ce dernier les remet à d'autres taillables pour les mêmes prestations, après versement d'une somme d'entrage. Voici un article des livres de recettes du comte enregistrant une telle échute en 1421 :

A receu pour la part de monseigneur pour deux vaches vendues et lesquelles estoient escheutes par la mort de la femme Duprin, lequel estoit homme taillable de mondit seigneur. Et estoit comme userin des biens de sondit mary.

Et lesquelles deux vaches ont esté vendues pour le droit de monseigneur six florins.

Item pour deux cent de pois blanche et un coudre de cherue qui ont esté extimé et taxé a seize sols.

Item VIII sous que ly devoit Jehan le vié.

Item trente sols que ly devoit Lambelet Olivier.

Item un pot, une paillette pendant, une bouloire, une eschaupé, un racle a pain, quatre malan ou lames, une couverte de lit, ung matelas coissin, et toutes lesquelles choses ont esté mises ou chestel par l'ordonnance de monseigneur, réservé ce qui a esté vendu, dont cy dessus est item mentionné, qui se monte (a) sept livres quatre solz, et ainsy VII livres IIII solz. Et avec ce soixante grans blancs qui vallent vint solz, lesquelx avoient esté trouvez en l'ostel de ladite femme, pour ce XX solz lausannois ²¹.

Toutefois il arrive que le seigneur fasse une exception et autorise son taillable à transmettre à d'autres, faute d'enfants, les biens qu'il tient de lui. Ainsi Guy de Luryeux, prieur de Corcelles, accorde cette faveur à Vaucher Clerc, fils de Regnaud Clerc, un de ses taillables. Vaucher Clerc avait épousé Alexie, fille de Rolin Cornuz, qui lui avait apporté quelques biens. Malheureusement elle tombe malade, devient infirme, nécessite des soins constants, et ne peut ni ne pourra avoir d'enfants. Cela signifie pour Vaucher Clerc la perte des biens que sa femme lui a apportés lors de son mariage, si elle vient à mourir. Vu les circonstances déplorables dans lesquelles il se trouve, Vaucher Clerc obtient la permission d'hériter des biens de sa femme et le droit de choisir un héritier ou une héritière, à la condition que celui-ci contribue à soigner sa femme, sa vie durant, et à lui faire un enterrement digne d'elle après sa mort ²². Si un tel acte d'humanité est le fait d'un seigneur ecclésiastique, il n'en est pas le monopole. Ainsi, en 1463, le comte de Neuchâtel lui-même autorise une « commande » qui a perdu son mari à remettre ses biens à un autre « command » afin qu'il puisse l'aider à élever ses enfants. Mais le bénéficiaire doit promettre de venir résider sur les terres qui lui sont remises ²³.

Une des obligations des taillables et des commands est, en effet, de résider sur les terres qui leur ont été concédées. Dès que la protection accordée par le seigneur n'est plus indispensable, et que les obligations particulières des taillables n'en sont plus la contrepartie normale, les taillables sont tentés de se réfugier dans les villes qui leur accordent abri et protection, ou de disparaître dans les forêts encore indéfrichées du Haut-Jura. La crainte de les voir s'en aller contraint les seigneurs, chez nous aussi, à améliorer leur sort en fixant avec plus de précision corvées, tailles et redevances auxquelles ils sont astreints. Ainsi, au XV^e siècle, les deux conditions serviles des taillables et des commands finissent par ne

différer que fort peu de la condition des autres habitants du comté de Neuchâtel et de la seigneurie de Valangin. Néanmoins, un certain nombre d'actes nous prouvent que taillables et commands sont parfois tentés, alors encore, de s'établir ailleurs. Afin de les prévenir, s'ils sont nouveaux, ou pour les retenir, après les avoir repris, le seigneur leur fait jurer devant témoins de faire résidence dans ses terres et de ne pas aller chercher d'autres seigneurs, sous peine de perdre tous leurs biens et d'être repris où qu'ils se trouvent. Ainsi, en présence de Mathez de Costens, écuyer, de Vauthier Cordier, bourgeois de la ville et de plusieurs autres personnages, Berthoud, de Montésillon, et son frère Estévenin doivent promettre de faire résidence sur les terres de monseigneur de Neuchâtel, en 1430 ²⁴.

Parfois la somme que le taillable ou le command fugitifs risquent de perdre, à part tous leurs biens, est fixée expressément dans la promesse solennelle de résidence. Elle est de deux cents livres lorsque Estevenin, fils de Jean Girard, des Grands-Geneveys-sur-Fontaine, promet à Jean de Fribourg de résider dans la châtellenie de Saint-Blaise, en 1446. Ce taillable renonçait expressément à toutes franchises de quel lieu que ce fût, et acceptait d'être repris où il serait trouvé. D'autres personnages étaient caution de sa promesse ²⁵.

Jean Kaprez, fils de Nychod Belperrod, de Dombresson, et Jeannette, sa femme, qui, en 1455 déclarent être de la condition « de la comandisse » et promettent de demeurer dans le comté de Neuchâtel, reconnaissent en ces termes le droit du seigneur de les rechercher partout :

Et ou cas que nous en départient pour aller demorer autre part, nous fumes obligier et obligeons a notre tres redoubtez seigneur que en tout luef qui nous troveroit en franchise ou de fuert, qui nous puisse panre et estre ses sars de mortemain et de serve condition ²⁶.

Janninoz, de Cormondrèche, dans un projet de lettre établi en 1454 pour reconnaître sa condition d'homme taillable de Jean de Colombier, afin que ce dernier consente à l'autoriser à tenir certaines terres taillables, exprime cette partie de sa promesse ainsi : « Et vuil et concède que ou cas que je m'enpartiray de dessoubz luy ou sesdits hoirs, que luy dit messire Jehan et ses dits hoirs me puissent porsegre en tous et par tous payes, citel, ville, chastiaux et seignories queconques, panre et ramyner et de moy fare a lours bon plaisir quecunque, droiy, costume et franchises de pays et de villes le contraire volant non obstant. » ²⁷ La promesse que font en 1469 Genod Badefoz et Annez, sa femme, au seigneur de Colombier n'est pas moins explicite. Cet « homme taillauble et de serve condition » promet dans les mains du notaire Philippe Bugnot, et en présence du curé

de Colombier, Jean Hudriet, de Hugue de Boncourt, bâtard dit d'Asué, de Humbert Vauthié, Guillaume Maublan, Jehannet Junod :

de non jamais partir de desoubx ledit monseigneur de Colombier, ne de faire homage ne sairemant a quelque seigneur soit spirituel ne temporel, ne requerir franchise ne bourgeoisie en quelque ville que soit, et ou cas ou quel que nous ledit Junod et Annez, sa femme, le voudriens faire, contre la teneur de ces presente lettre, que la où ledit monsieur de Colombier nous trouvera manans et resident, luy ou ses serviteur et commys nous puissant prandre et emmener audit Coulombier ou la où bon ly semblera. Et avons renucié nous lesdit Junod et Annez, sa femme, et par ces presentes lettres renunssons à toutes franchises c'est d'eglise, de franchise de chatiaulx et de bonne ville, que sans iniure et sans nullement quasser les franchise du lieux la où nous serons manans ne resident nous puisse prandre ledit seigneur de Columbier ou les siens et faire de nous tout a son bon vouloir et plaisir, commant dit est (le 3 juillet 1469) ²⁸.

Un taillable abandonnant sa terre et son seigneur était poursuivi, et, s'il était repris, il était châtié. Il était plus facile à ceux qui connaissaient un métier de s'enfuir et de vivre ailleurs. Jacques Paige, de Colombier, un jeune charpentier, en avait profité pour quitter son seigneur et se marier ailleurs sans son consentement. Malheureusement pour lui, il fut repris et jeté en prison. Néanmoins, les prières de ses parents et de ses amis finirent par l'en tirer, mais il dut faire en public, devant de nombreux témoins une déclaration très détaillée concernant sa condition et ses obligations, et obtenir la caution de seize autres taillables de Colombier. Ce document de 1475 mérite d'être cité intégralement, car il indique avec précision les obligations des taillables et contient en outre une liste importante de personnages de l'époque.

L'an notre seigneur courant mille quatre cent septante et cinq, le XXIX^e jour du moys de jullet, etc., en la presence de moy notaire subscript et des temoings cy apres nommes, au lieu de Columbier, a heure de deux apres mydy d'icelluy jour, en la place devant la tort de Columbier, personelment establiz Jaique Paige, chapuis, le juesne, homme talliable et de serve condition de noble homme Anthoinne de Columbier, seigneur dudit lieu, lequel adressant ces paroles audit noble seigneur de Columbier en effet et substance et i a recognuz les choses cy apres escriptes. Mon très cher seigneur, je, il est vray et reconnoisse moy estre et vouloir estre vostre homme talliable et de serve condicion, de telle et semblable condicion comme sont voz aultres hommes talliables, et de vos faire les corvées, payé les tallies gectée par vos a volunter, et de faire tous les aultres usaiges a vous acostumés de faire, et de non pouvoir departir de desoubz vous pour aler faire manance ou residance en aultres terres et seignories, sans le votre loud et consentement. Et est vray que je me suis aler mariés a aultre seignories sans votre loud et consentement, et pour laquelle chouse m'aves pris, comme votre

homme talliable, et detenuz en voz prisons en jusques aujourd'huy, date de cestes, que m'aves fait celle grace de moy deliber[er] de vosdites prisons, a la grande et humble priere et supplicacion de mes parens et amis, par ce que je me suis obliger et oblige comme votre homme talliable et de serve condicion, et tosjours envers vous demorer votre homme talliable comme dessus, de faire residance et demorance riere votre terre et seignorie et desoubz vous, et vous estre obeyssant, faire les ruetes, corvees, payer les tallies et aultres usaiges et servitudes comme la condicions le requiert et de non despartir de desoubz vous sans votre loud, licence et consentement et de voz hoirs et successeurs. Et ou cas que feroie du contraire, en celluy cas, vous, monsieur de Columbier, et les vostres que dessus me porrés poursuiure en tous lieux et en toutes plaices qu'il vous plairaz moy prandre comme votredit homme talliable et de serve condicion, en quelque lieu que me troverés, soit en esglise, en cimistière, en cité, ville, chastel ou deffeur, sur aigue et sur mer, en quelque lieu que je saroie, non obstant toutes libertés, franchises et costumes d'esglise, de cité, de ville et de tous aultres lieux ou je saroie trouver, esquelles, par ces presentes renonce et que icelles ne me doigent aidier ne secourir en quelque manière que ce soit. Et de moy emmener laz ou bon vous sembleraz et ad moy faire comme parjuz et comme appartient de faire a son homme talliable, comme dessus, et qu'il aroit renoyer son seigneur. Et de ce fiance Guillemme Paige, Henri Paige, pere dudit Guillemme, Jaïque Paige, son frere, Junod Paige, Jehan Estevenier Paige, Jaïque Morel, Jaïque Rossel, Petit Girard, Jaïque Mathés, Jehan Vaulthier, Jehan Rossel, Jehan Collin, Othoin Tissot, Jordain Colin, Junod Badeffoy, tous hommes talliables et de ladite serve condicion dudit sire, et Jehan Mablan, filz Guillemme Mablan, de l'autorité de sondit père, et presents discrettes personnes messire Jehan Udryet, prestre, curez dudit Columbier, messire Bovin chapellain residant a Columbier, Jehan Rosset, de Ponterly, Guillemme Mablan et Jaïque de Myeville demorant a Columbier, bourgeois de Neuschastel, tesmoins ²⁹.

En 1412, un taillable de Conrad de Fribourg domicilié à Fleurier avait eu plus de chance. Nommé Jannin Quincquan, il s'était enfui et réfugié à Grandson où le comte avait tenté de le reprendre, puis l'avait libéré et déclaré son franc bourgeois, à cause de bons et agréables services que lui avait rendus Jannin. Néanmoins, ce taillable dut restituer tous les biens qu'il tenait de son seigneur et promettre de verser, lui et ses hoirs, une livre de cire par an à la recette du Vautravers ³⁰. Il va de soi que les biens de Jannin Quincquan récupérés par le comte restèrent des biens taillables ³¹.

Afin que les gens de condition servile ne fussent pas attirés par les libertés plus grandes des villes voisines, certains traités d'alliance et de combourgeoisie prévoient qu'ils ne sauraient y être accueillis. Celui de 1495, entre Fribourg et Philippe de Hochberg, spécifie, après avoir stipulé que les bourgeois de chaque partie ne pourraient être reçus dans l'autre bourgeoisie qu'avec l'approbation des magistrats du pays dont ils dépendaient et dont ils voulaient partir, que les taillables du comte sont réservés. « Si, réservons

nous en cest endroit les subjectz d'estat et de condition taillable et servile de mondict seigneur le marquis, lesquels nous laissons a leur debvoir, servitude, obligation et estat de mainmorte et taillable. »³² L'inconvénient pour les taillables de ne pouvoir aller résider hors de la terre à laquelle ils étaient rattachés, sans une autorisation particulière de leur seigneur, était moins gênant, au XV^e siècle, qu'il ne nous paraît aujourd'hui, car taillables ou non, les gens quittaient peu l'endroit qui les avait vus naître. La mainmorte à laquelle ils étaient soumis était certes plus gênante. Toutefois, il convient de ne pas opposer dans l'esprit une classe qui n'eût rien possédé à d'autres classes qui auraient joui de toutes les richesses. Comme chacun, les taillables possédaient des biens meubles et immeubles qu'ils pouvaient régulièrement transmettre à leurs enfants légitimes. En revanche, ils n'étaient pas autorisés à en disposer par testament, ni à les vendre sans une autorisation spéciale, accordée bénévolement parfois, et moyennant de « bons services », c'est-à-dire une somme d'argent, d'autres fois. Il convient de ne pas oublier, d'autre part, que la possession n'avait pas alors la signification pleine et entière qu'elle a maintenant. Elle était pour les autres classes également un droit de jouissance plus qu'un droit de propriété, l'Empereur étant seul le véritable propriétaire durant la période féodale.

Au XV^e siècle, la taille n'est plus arbitraire depuis longtemps. Elle est fixée par la coutume qui protège le taillable contre l'arbitraire du seigneur et met le seigneur à l'abri d'une opposition concertée des classes serviles. Les corvées également sont limitées par la coutume dont le seigneur ne peut guère s'écarter, sinon les taillables refusent d'exécuter ses ordres. La preuve ? En 1479, Claude d'Arberg, au nom de son père, convoque les taillables du Val-de-Ruz, c'est-à-dire ceux de Dombresson, de Fontaines, de Fenin, de Cernier et d'Engollon pour qu'ils viennent faire les corvées à Bussy. Ils n'en font rien, protestent et comparaissent devant leur seigneur en compagnie de divers notables de Neuchâtel, Nicolet Varnod, Nicolet Bergier, Pierre Bergier, notaire, et déclarent qu'ils ne sont nullement tenus de faire ces corvées-là, car une prononciation de Messieurs de Berne les en a libérés. Claude d'Arberg conteste cette interprétation de la sentence de Berne. Les bourgeois de Neuchâtel proposent alors de faire venir des experts sachant l'allemand afin de savoir à quoi s'en tenir et, en attendant, de faire les corvées. Et pour faire preuve de bonne volonté, Claude décide de réduire, pour cette fois, les corvées de moitié, sans préjudice de ses droits³³. Les prononciations dont il s'agit sont celles que Berne rendit, le 4 décembre 1476, et confirma en 1478. Elles n'étaient pas favorables aux taillables, mais il semble que pour des questions de langue ces derniers ne s'en rendirent pas compte avant l'épisode que nous venons de relater³⁴.

Un taillable pouvait épouser une femme qui ne l'était point. Nous en avons trouvé divers exemples. Toutefois, les enfants ne pouvaient tenir les biens taillables du père s'ils n'étaient eux-mêmes taillables. Pour être de la condition de leur mère ils devaient renoncer aux biens patrimoniaux. Les exemples d'une telle renonciation étant fort rares, nous en citerons un en entier.

Pierre, filz Jehan Perrin, derrier escript, [et] de ladite Francese, comme bien advisez, non vuillant estre de la condicion taillable de laquelle son pere estoit, mais soy vuillant tenir de la condicion de sa mere, franche femme, quicte et laisse, pour ly et ses hoirs, a Jehan Perrin, alias Rosselet, de Boveresce, son frere, pour ly et ses hoirs, tel droit, accion, partage, canonique porcion a luy competant ou debvoir convenir, a cause de sondit pere, etc. Et promet par son serment, etc. ne obligacion, etc. de non aler au contraire, etc. Donné le XVIII^e jour de may l'an mil IIII^e XXXVII³⁵.

Les taillables affranchis individuellement ou par groupes sont assez nombreux. En 1357, par exemple, le comte Louis affranchit de la taille une soixantaine de ses sujets des Verrières. Certains taillables de la seigneurie de Valangin sont affranchis de la mainmorte en 1412. Les affranchissements particuliers sont dus à des causes diverses. La comtesse Isabelle, en 1395, affranchit sa « donzelle », Perrenette, de Peseux, de la condition serve³⁶. Rodolphe de Hochberg affranchit en 1466 (n. s.) Pierre Goutte, fils de Jean Lechardet, son homme taillable et command, dont le père avait abandonné le Val-de-Ruz où il était taillable, et dont la mère, venant de l'évêché de Bâle, était également de condition servile. Par grâce particulière, il le fait bourgeois du Landeron, l'affranchissant, lui et ses descendants légitimes, et lui concédant toutes les libertés et franchises de cette ville, à condition qu'il réside dans le comté de Neuchâtel, qu'il observe les coutumes du Landeron et qu'il ne se fasse bourgeois de nulle autre ville. Le cens symbolique dû pour cet affranchissement est d'une livre de cire par an³⁷.

Certains affranchissements ne sont que temporaires ou partiels, tel celui de Hinslino Lancelot, de Champion, à qui Jean de Fribourg remet une vigne à mi-fruits, près de Cerlier. A part les obligations et les avantages usuels lors d'une telle concession, ce vigneron a l'autorisation de paître quatre porcs dans les bois du seigneur à époque convenable. En outre, il est libéré, lui et les siens, de toute taille et de toute servitude tant qu'il cultivera la vigne en question³⁸.

Les vassaux du comte de Neuchâtel n'affranchissaient pas volontiers leurs taillables, et c'est sur leurs terres qu'ils sont les plus nombreux lorsque Henri II, en 1618, décide de procéder à un affranchissement général,

pour des raisons pécunières masquées par un prétexte humanitaire³⁹. En 1430 cependant, Jean de Colombier affranchit partiellement Colet, fils de Jenholet, « escoffier », « tailliable, de morte main et de serve condition », parce qu'il désire apprendre le métier de son père et ne le peut, dit-il, s'il est astreint aux travaux de la vigne du seigneur. Le seigneur de Colombier l'affranchit pour sa vie durant, non pour ses descendants, des corvées de culture⁴⁰. En 1452, Antoine de Colombier affranchit totalement un de ses taillables de mortemain, Guillaume, fils de Jaquet, de Savagnier, pour la somme de vingt florins d'or d'Allemagne, en considération de divers services que cet homme lui a rendus. Il l'autorise expressément, lui et ses descendants, de se marier et d'aller habiter où bon lui semblera, en ville comme ailleurs, et promet de le considérer comme homme franc⁴¹. Quelques années plus tard, en 1459, Jaquet Genesvelet, de Savagnier, épousait en secondes noces Jeanne, fille de Pierre Pochon. Nicolet Varnod, représentant Antoine de Colombier, promet à cette occasion, au nom de ce dernier, d'affranchir en temps opportun les enfants de Jaquet provenant du premier lit aussi bien que ceux que Jeanne pourrait avoir⁴². Nous ne connaissons pas les modalités de cet affranchissement, mais nous savons, en revanche que Jean Mermod, des Geneveys-sur-Coffrane, affranchi par Claude d'Arberg, seigneur de Valangin, en 1486, donne, en 1492, à son seigneur, un muid de vin de cens annuel et perpétuel que Michel Convert lui doit⁴³.

Dans le comté de Neuchâtel, les biens acquis par les curés étaient réputés biens de mainmorte, afin, sans doute, que les ecclésiastiques ne fussent pas tentés de s'enrichir. Ici donc, la fonction créait la condition. Il est probable que les biens laissés au comte par les curés à leur décès n'étaient pas considérables, si l'on se réfère aux cas peu nombreux que nous connaissons, celui du curé de Corcelles, messire Jean, par exemple, qui, en 1463, ne laisse qu'une robe de vair, un manteau de vair et une épée dont l'amodiateur du prieuré du Vautravers, messire Jean Massuer, s'est emparé induement et qu'il doit rapporter à Rodolphe de Hochberg⁴⁴. Le comte affranchit d'ailleurs de cette servitude peu rémunératrice certains de ses curés. Le prévôt du chapitre de Neuchâtel l'est à perpétuité en 1447⁴⁵. Le curé du Locle, messire Jean, dit Guillaume, alias Furore, de Courchavon, dans la paroisse de Porrentruy, l'est en 1453⁴⁶. Nous avons montré ailleurs que ses biens n'étaient pas très abondants⁴⁷. Maître Louis de Pierre, chanoine de Neuchâtel et curé du Landeron est affranchi de la mainmorte à laquelle il était soumis à cause de sa cure, en 1470, à condition de célébrer solennellement l'anniversaire du comte et de sa femme⁴⁸. En revanche, les biens que laisse en 1486 le curé de Corcelles, Regnald Rousset, à cause de mainmorte « et lesquelx biens monditseigneur parsoit sur tout

les curé dudit contés de Neuschastel » sont donnés par le comte à son écuyer et maître d'hôtel, Antoine de Pierre. Ils se composaient en tout cas d'une vigne, vendue cinquante livres par le bénéficiaire mais nous ignorons le reste ⁴⁹. Le curé de Pontareuse, Jean Chiquant, originaire de Port-sur-Saône, et qui d'ailleurs était aussi chanoine de Neuchâtel, est affranchi de la mainmorte, lui et ses successeurs, par Philippe de Hochberg, à condition qu'il fonde un anniversaire à Pontareuse pour le repos de l'âme de Rodolphe de Hochberg, mort en 1487 ⁵⁰.

Les pages précédentes ne permettent pas de voir en quoi différaient la condition de taillable et celle de command. Or la différence n'est pas facile à établir, car les contemporains appliquent parfois simultanément les deux qualifications à un même individu. Pierre Goutte, par exemple, fils de feu Jean Lechardet, est qualifié en 1466 (n. s.) par Rodolphe de Hochberg de « notre homme taillable comment ». L'acte par lequel il reçoit la bourgeoisie du Landeron et son affranchissement nous apporte cependant quelque lumière. Nous y apprenons qu'il était devenu taillable command du comte, d'une part parce que Jean Lechardet, son père, avait quitté le Val-de-Ruz où il était taillable du seigneur de Valangin, et d'autre part, parce que sa mère était partie de l'Evêché de Bâle. Il était donc taillable de naissance, mais en se réfugiant sur les terres du comte de Fribourg il s'était recommandé à la bienveillance de ce seigneur, d'où sa qualification de command. Rodolphe de Hochberg d'ailleurs ne l'affranchit et ne lui donna la bourgeoisie du Landeron que pour autant qu'il resterait dans le comté, lui et ses hoirs et qu'il ne prendrait pas bourgeoisie ailleurs. Cette restriction montre combien les conditions étaient individuelles. Pierre Goutte ne devient pas bourgeois du Landeron au même titre que ses nouveaux compatriotes. Pourquoi le comte impose-t-il cette clause restrictive ? Parce qu'il lui importait avant tout de retenir les hommes sur ses terres qui n'avaient de valeur que si elles étaient peuplées, exploitées, et par conséquent soumises à des redevances ⁵¹.

Le même objet : retenir ses gens sur ses terres est exprimé dans d'autres actes ou d'autres personnages reconnaissent qu'ils sont commands du comte, promettent de résider dans le comté, de n'en pas partir et de ne pas aller s'établir ailleurs. Comme les taillables ces commands se coupent toute possibilité de fuite en autorisant leur seigneur à les reprendre où que ce soit s'ils s'en vont et renoncent aux privilèges et aux franchises des places où ils s'établiraient. Outre leurs biens, ils perdront, s'ils partent, une somme de garantie très élevée dont quelques personnages se portent caution. Cette garantie s'élève à deux cents livres pour l'un d'eux. Un command est donc un mainmortable attaché à une terre tout comme un taillable.

Toutefois nous n'avons trouvé aucune preuve qu'il payait la taille. De nombreux commands versaient, en revanche, une redevance particulière d'une livre de cire, qui semble-t-il les exonérait de la taille. Cette redevance ne manque pas d'intérêt quant à sa nature. La cire provient alors d'abeilles sauvages et c'est l'une des denrées utiles que peuvent se procurer les nouveaux colons qui s'établissent dans les régions encore incultes du Jura. Ainsi les gens d'Arçon, de Hauterive, de la Fresse, des Alliés sont commands du comte de Neuchâtel à cause des pâturages qu'il leur a concédés aux confins de ses terres, et ils versent à ce titre la cire qu'ils doivent à la recette du Vautravers. Selon l'acte de 1342, les gens de Montbenoit, pour se chauffer et pour construire, ont le droit d'abattre des arbres dans les pâturages et les joux qu'ils tiennent du comte de Neuchâtel. Mais ils lui paient une redevance de quinze livres de cire. Bien que le mot ne soit pas prononcé alors, il s'agit là de commands du comte, selon le titre que leur donnent effectivement les livres des recettes du XV^e siècle. Cependant, dans ce cas particulier, ces commands ne restent pas moins taillables de l'abbé de Montbenoit. Très peu nombreux, les commands qui ne vivent pas sur les terres du comte, mais y tiennent tel droit ou tel avantage, ne sont pas taillables chez nous mais dans l'endroit où ils habitent. En revanche s'ils s'établissent dans le comté ils sont soumis aux mêmes redevances que les taillables. Quand au terme de command, il est tiré d'une expression ancienne pour indiquer qu'un étranger se mettait sous la protection d'un seigneur. On disait : « *ad alium patrem se commendare* », selon l'Épitome de Saint-Gall.

Si j'ai peu parlé des tailles, des corvées, des reutes, des bannalités que devaient les taillables, c'est que les documents se taisent. La raison en est que ces services, si vous me permettez d'appeler ainsi ces taxes que versaient les sujets, et le travail qu'ils effectuaient, diffèrent moins qu'on ne le croit souvent d'une classe à l'autre. Francs habergeants, francs sergents, et bourgeois sont soumis aussi à des bannalités, à des reutes, à des corvées et à des taxes. Pour les seigneurs, ou pour les bourgeois, tous ils réparent les chemins en groupes, ce sont les reutes. Ils vont moudre au moulin du seigneur et cuire leur pain à ses fours, ce sont les bannalités. Les uns font des charrois, deux ou trois journées par an, les autres réparent les murs de leur ville ou ceux du château, ce sont des corvées, comme le sont aussi la garde d'une tour ou d'un passage. Ces services sont utiles à tous, et personne ne s'en plaint, car l'arbitraire a cessé et la coutume règne et règle, contraignant le seigneur, aussi bien que le taillable, ou le bourgeois.

Certes, il serait intéressant de comparer dans le détail les services de chaque classe sociale ou de chaque individu, énumérés dans les franchises,

reçues par groupes ou individuellement, ou apparaissant dans les livres de comptes des receveurs. Ce serait là un long travail qui n'est encore qu'ébauché. Mais d'ores et déjà, on peut affirmer que les taxes perçues sur les individus de conditions différentes varient plus par les termes qui les caractérisent que par leur importance. Au début du XV^e siècle, les taillables du Val-de-Travers versent au comte un chapon à l'entrée du carême. Puis, les quatre-vingt-sept taillables versent ensemble septante-sept livres de Lausanne. Ensemble également, ils donnent un peu plus de soixante-quatre muids d'avoine par an, donc moins d'un muid par personne.

Finalement, pour la garde de la Clusette, ils donnent neuf deniers et deux hémines de froment.

Les bourgeois, eux, doivent l'héminage, le pesage, une taxe sur le vin vendu, une taxe des boulangères, une taxe des bouchers, une taxe sur les maréchaux, une taxe sur les cordonniers, une taxe sur les chesaux situés hors du châtel, le service d'host. Il est peu probable que l'addition soit moins lourde. La commune, en outre, doit lever des taxes pour ses propres besoins. Il faut bien le constater, les taillables ne sont pas écrasés chez nous par les redevances. Si néanmoins, au XVI^e siècle (non au XV^e), on perçoit le désir bien net qu'ils ont de se libérer, ce n'est pas pour des raisons d'argent ou de travail, c'est pour des raisons morales. La mainmorte et l'obligation de résider les entravent, et parfois ils ont de la peine à trouver femme. Leur qualification ne rapporte rien au seigneur, c'est donc un handicap inutile. C'est ce que font remarquer aux ambassadeurs des Ligues les commands de Cortaillod, en 1527. Les seigneurs des Ligues en conviennent et en font des « francs bourgeois », à condition qu'ils paient les cens et les rentes qu'ils ont toujours payés. Cette libération n'est pas un mot seulement. C'est la suppression de la mainmorte, qui ne rapportait plus rien au seigneur, mais qui était infamante, et la suppression de l'obligation de résider, qui n'avait plus de sens, à une époque où la population du pays s'était tant accrue qu'elle était plus forte que celle que la terre pouvait nourrir. Il faut néanmoins attendre jusqu'au début du XVII^e siècle pour que le souverain libère tous les taillables de ses Etats neuchâtelois. Mais Henri II n'était pas homme à faire des cadeaux, même s'ils ne lui coûtaient rien. Les quelque quatre cents taillables du pays durent se racheter en payant des taxes plus lourdes que ne l'avaient été les redevances, les tailles, et les corvées du passé. Ils achetèrent très cher la suppression de la servitude morale où ils se trouvaient et acquirent, en fait, des droits dont le prince ne pouvait plus rien faire.

F. LOEW.

NOTES

¹ Henri Pigaud, not., vol. 2 fol. 114 v^o et 119.

² Montlebon, Franche-Comté.

³ Henri Pigaud, not. vol. 1, fol. 31 v^o.

⁴ *Ibidem*, vol. 2, fol. 71 v^o et 72 : « Jehan Bielle de Vaulengin pour certaine offense par luy faicte et perpetrée envert monseigneur de Vaulengin se oblige envert monditseigneur de extre son home tailliables tant luy comme ses biens quelconques et de faire le servituz de la dite taille touteffois quanteffois par la forme et maniere que font les aultres tailliables dou Vauldruez et de ne faire residance desoubz aultre seignour ne aultre part exceptez desoub monseigneur de Fribourg. En renunsant a toutes franchisses de bonnes villes. En soit obligant de extre prenable en tout lieux comme tailliable en cas que il feroit le contrairez, donné le XVI^e jour dou mois de decembre en l'an que dessus (1429). »

Ces exemples montrent que chez nous, au XV^e siècle, Dunod n'aurait pas pu affirmer ce qu'il dit pour la Franche-Comté en 1733 : « J'ai bien vu des actes par lesquels l'on a donné des meix à charge de les tenir en mainmorte et que le premier serait homme mainmortable du bailleur pour lui et sa postérité ; mais je n'en ai point vu par lesquels la mainmorte personnelle ait été constituée pour d'autres causes. » DUNOD, *Traité de la mainmorte, et des retraits*, Dijon et Besançon, 1733, p. 25.

⁵ Jaquet de Grad, not., vol. 2, fol. 101.

⁶ Henri Pigaud, not., vol. 1, fol. 121 v^o (1418). Hugue JÉQUIER, *Le Val-de-Travers*, Neuchâtel, 1962, p. 62, cite deux recueils d'actes des XIV^e et XV^e siècles qui contiennent plusieurs lettres de vente à cens ou acensements perpétuels faits par le comte à des taillables.

⁷ Henri Pigaud, not., vol. 1, fol. 96 v^o.

⁸ *Ibidem*, vol. 2, fol. 76.

⁹ Uldri, not., vol. 1, fol. 32 v^o (1436). Lors de l'acensement d'une vigne à Saint-Blaise par un bourgeois de Neuchâtel à Jean de la Sagne, on précise à part les conditions usuelles : « ... et aussi ledit Jehan de la Saigne ne les siens ne la puevent alier ne mettre en nulle main tailliable ne commane se non a bourgeois. »

¹⁰ Pierre Bergier, not., vol. 4, fol. 321 v^o (1465).

¹¹ Othenin Gruyère, not., vol. 1, fol. 94 (1477).

¹² Pierre Bergier, not., vol. 1, fol. 155 v^o.

¹³ Henri Pigaud, not., vol. 2, fol. 123.

¹⁴ Pierre Bergier, not., vol. 4, fol. 208.

¹⁵ Henri Pigaud, not., vol. 2, fol. 25. Le *peloz* est un pilon, selon Godefroy, t. 6, p. 76, et le *chat* une galerie couverte.

¹⁶ *Ibidem*, vol. 1, fol. 29 v^o.

¹⁷ *Ibidem*, fol. 33. Hugues JÉQUIER, *Le Val-de-Travers*, p. 65, donne un exemple de la formule utilisée par le comte Louis de Neuchâtel en 1344 pour ratifier une vente de terres entre deux taillables. « Nos vero dictus Ludovicus comes et dominus Novicacri ad preces et instancias dicte Perrussone salvo jure meo et pro justo precio laudis nobis inde soluto sigillum nostrum quo utimur in Valletransversa presentibus litteris duximus apponendi. »

¹⁸ Uldri, not., fol. 49 v^o.

¹⁹ Henri Pigaud, not., vol. 2, fol. 113 v^o.

²⁰ *Ibidem*, vol. 1, fol. 121 v^o (en 1418).

²¹ Archives de l'Etat, *Recettes diverses*, vol. 37, fol. 249 v^o. Une *eschaupe* est un ciseau de menuisier ou de maçon.

²² Pierre Bergier, not., vol. 1, fol. 112 v^o (19 août 1472).

²³ *Ibidem*, vol. 4, fol. 282 v^o et 283 (1463).

²⁴ Richard le Pic, not., vol. 3, fol. 146.

²⁵ Uldri, not., fol. 166 v^o.

²⁶ Richard le Pic, not., vol. 2, fol. 40.

²⁷ Jaquet de Grad, vol. 1, fol. 164.

²⁸ Philippe Bugnot, not. fol. 40 v^o.

²⁹ Pierre Bergier, not., vol. 5, fol. 136.

³⁰ Mentha, not., cahier 2, fol. 7. Cf. aussi F. LOEW, *Les Verrières*, Neuchâtel, 1954, pp. 155-157. N'ayant pas encore découvert l'acte de Mentha j'avais admis à tort que Jannin Quicquan était revenu en 1413, car dès cette date la livre de cire qu'il paie est inscrite dans les comptes.

³¹ Hugues JÉQUIER, *Le Val-de-Travers*, p. 64. Il cite Archives de l'Etat, H 14/12, N^o 17, acte de 1423, concernant un pré provenant de Quicquant. Cf. aussi p. 68.

³² Jules JEANJAQUET, *Traités d'alliance et de combourgeoisie*, Neuchâtel, 1923, p. 191. Par un traité conclu en 1359 déjà, le comte de Neuchâtel et le sire de Valangin avaient convenu que les taillables du comte qui s'établiraient au Val-de-Ruz ne seraient ni poursuivis ni recherchés mais deviendraient taillables du sire de Valangin. En cas d'échute leurs biens devaient revenir au comte de Neuchâtel. Il en allait de même en sens inverse. Cf. MATILE, *Monuments*, Neuchâtel, 1844, pp. 823 et 401.

³³ Pierre Bergier, not., vol. 1, fol. 154 : « ... sur quoy par le moyent des dessus nommés de Nuefchastel a esté apointier que lesdits gens faront lesdites corvées dès maintenant, ad ce que lesdits bonnes gens saront entenuz de amener gens qu'il saront entendre la langue d'alleman pour scavoir reconnaistre et entendre le contenuz desdites pronnunciations et ce il se trove qu'il soient quite desdites corvées de Bussy, il ne les faront plus, et se il ne se trove qu'il soient quicte que adonc il les faront comme ont accostumé anciennement. »

³⁴ Jonas BOYVE, *Annales*, t. 2, pp. 121-122.

³⁵ Uldri, not., fol. 34 c^o. Rappelons que dans la comté de Bourgogne la condition de la mère n'influaient point en mainmorte sur les enfants. DUNOD, *op. cit.*, p. 14. Hugues Jéquier, d'autre part, constate que, selon l'extente de 1340, le mariage entre hommes et femmes de condition différente était courant. Cf. Hugues JÉQUIER, *op. cit.*, p. 56.

³⁶ MATILE, *Musée historique*, t. 3, p. 70. Il cite Archives de l'Etat, A4, N^o 7.

³⁷ Gruyère, not., vol. 1, fol. 164.

³⁸ Henri Pigaud, not., vol. 2, fol. 19.

³⁹ Cf. F. LOEW, *Les Verrières*, p. 165 et suiv.

⁴⁰ Henri Pigaud, not., vol. 2, fol. 77 v^o : « ... havons outroyé et outroyons par ces presentes qu'il soit quicte des ruetes de notre vigne de la cutre et de aultres a nous appartenant, c'est assavoir de tel servituz comme noz aultre homes taillables sont entenuz et acoustumez de faire, ... et pour ce que ledit Nycholet appreignie le mestier de sondit pere. »

⁴¹ Jaquet de Grad, not., vol. 2, fol. 142, troisième pagination.

⁴² Pierre Bergier, not., vol. 4, fol. 41.

⁴³ Pierre de la Haye, not., vol. 1, fol. 208 v^o.

⁴⁴ Pierre Bergier, not., vol. 5, fol. 24 en 1463.

⁴⁵ MATILE, *Musée historique*, t. 3, p. 90. Il cite Archives de l'Etat, E 6 N^o 4.

⁴⁶ Jaquet de Grad, not., vol. 2, fol. 172.

⁴⁷ *Musée neuchâtelois*, 1963, pp. 67 et 70.

⁴⁸ MATILE, *Musée historique*, t. 3, p. 115. Il cite Archives de l'Etat, H 7 N^o 2.

⁴⁹ Philippe Bugnot, not., vol. 1, fol. 225.

⁵⁰ MATILE, *Musée historique*, t. 3, p. 132. Il cite Archives de l'Etat, U 6 N^o 15.

⁵¹ Othenin Gruyère, not., vol. 1, fol. 164.

TROIS LETTRES DU DOCTEUR PIERRE COULLERY AU TEMPS DE SES ÉTUDES A PARIS (1854)

Pierre Coullery, qui fut le « médecin des pauvres » à la Chaux-de-Fonds, de 1855 à sa mort en 1903 ¹, était né à Villars-sur-Fontenais, dans l'Ajoie, en 1819 ; d'un milieu fort modeste, il évoquait ainsi ses années de jeunesse ² : « A six ans, j'étais bouvier, à treize j'étais domestique, à quatorze j'étudiais au collège, de 1842 à 1848, j'étais aux Universités de Munich, de Paris et de Berne ³. Jusqu'au moment où j'ai quitté ma patrie, j'ai employé tous mes loisirs à travailler à la campagne... Pour étudier, j'ai donnée des leçons..., je n'ai dépensé l'argent de personne ». Cette misère n'a jamais découragé notre homme qui reprenait ses chères études dès qu'il disposait de quelque argent ; ne nous étonnons pas si, dans ces conditions, il lui est arrivé d'échouer aux examens, à Berne, puis à Neuchâtel ; c'est après ces deux échecs qu'un heureux hasard lui fit rencontrer le pharmacien chaux-de-fonnier Célestin Nicolet (1803-1871) qui lui conseilla de retourner à Paris pour se perfectionner ; ce deuxième séjour parisien fut d'une dureté presque inimaginable, comme en font foi les lettres ci-dessous. En 1855, Coullery, après un examen passé à Neuchâtel, devant un jury nommé par la Commission de santé, reçut l'autorisation de pratiquer la médecine dans le canton ⁴. Il s'établit à la Chaux-de-Fonds où il a laissé le souvenir d'un médecin d'un dévouement exceptionnel, « soignant les pauvres et les déshérités, qu'il visitait à toute heure du jour et de la nuit, oubliant ensuite volontairement d'envoyer sa note d'honoraires » et leur faisant parvenir aliments, couvertures et médicaments ⁵. Améliorer les conditions de vie des travailleurs fut un de ses soucis majeurs qui se traduisit entre autres par sa lutte contre l'alcool et le tabac, sources de misère, et, d'autre part, par son activité politique.

Très proche du monde ouvrier et de sa situation sociale plus que modeste, P. Coullery adhère de tout son cœur aux groupements et partis politiques qu'il pensait pouvoir contribuer à améliorer ces conditions : parti radical en 1855, fondateur de la Section Chaux-de-Fonds de la 1^{re} Internationale en 1865, parti libéral lors de sa fondation en 1873, parti socialiste dont il fut un des fondateurs en 1889. Les contemporains se sont quelquefois étonnés de ces changements successifs, mais ils purent conserver leur estime à P. Coullery, comme cet adversaire politique que fut Philippe

Godet ⁶ qui écrivait : « Ceux que l'esprit de parti rend obtus et féroces lui ont reproché d'avoir été tour à tour radical, libéral, socialiste. Oh ! la superstition des étiquettes. Je connaissais Pierre Coullery depuis trente ans et j'affirme que ce n'est pas lui qui a changé. Était-ce donc sa faute si les groupements politiques qu'il a honorés de sa confiance ou de sa crédulité étaient plus savamment opportunistes que lui ? Il est resté jusqu'au bout le serviteur fidèle et désintéressé du même idéal » (1903).

Cet idéal, fortement imprégné de la doctrine chrétienne, qui lui fit défendre, par exemple, la représentation proportionnelle ou l'émancipation de la femme, il cherche à le répandre par la presse ⁷ ainsi que par son activité au Grand Conseil (En 1889, il a été le premier représentant des travailleurs élu député dans un canton. Président en 1898) ; son idéal, il l'a lui-même résumé en ces termes : « Le bonheur, c'est la liberté. La liberté, c'est la possession des moyens nécessaires à l'exercice de ses droits et à l'accomplissement de ses devoirs ». — « Pour être libre, il faut avoir les moyens de l'être ».

Nous avons trouvé à la bibliothèque de la Chaux-de-Fonds ⁸ trois lettres autographes de Pierre Coullery à Célestin Nicolet, toutes trois de 1854, soit du second séjour à Paris ; en voici l'essentiel qui illustre les conditions de travail d'un étudiant pauvre au milieu du siècle passé :

I. Dans une lettre du 28 septembre 1854, (« Cher Monsieur et ami », écrit-il) P. Coullery décrit en détails sa vie à Saint-Cloud, où il habite chez un oncle « plus original que jamais », le « père Boillat », qui, au début, fut d'une prévenance rare à l'égard de son neveu ; « mais bientôt, on est revenu sur mon passé, on m'a fait voir tout le mal que je me suis fait ⁹, puis on m'a déclaré positivement qu'avec tant de talents, il m'était facile de gagner q. q. chose à Paris ». — Plus loin : Mon oncle et ma tante « ont cette idée fixe que quand on est savant, il est facile de gagner de l'argent. Oh s'ils avaient mon instruction ils rouleraient bientôt en carrosse. »

Aussi, P. Coullery est-il décidé à abandonner « la bourse de son oncle » pour trouver leçons ou traductions qui lui permettraient de payer ses cours et ne pas « continuer ce voyage, quatre lieues à pied »... « j'y gagnerais tout les jours 4 heures de temps et beaucoup de tranquillité de corps et d'esprit ». En plus de ces quatre heures, il faut « compter les courses dans Paris. Je pars à six heures et rentre à la nuit ; c'est bien long sans rien prendre, heureusement que je me suis habitué à ces douceurs de la vie. » ¹⁰

Au sujet de son travail, P. Coullery nous donne les renseignements suivants : « Je fréquente un cours bien fait d'accouchement (sic) théorique et pratique, et aussi la clinique... je commencerai un cours d'opérations chirurgicales ; je travaillerai d'abord bien ces deux objets, et ces deux cours

terminés, je ferai de la percussion, de l'auscultation, des maladies de la peau, des yeux et ce sera tout. » (N'oublions pas que P. Coullery est à Paris pour se perfectionner et non pour des études régulières.)

Comme on comprend l'alinéa suivant :

« Ce séjour à Paris sera, bien sûr, une triste page à ajouter à l'histoire de ma pauvre vie (il avait 35 ans !). Quant à présent, ———, j'ai été obligé de mettre ma montre au Mt de Piété pour payer mon cours d'accouchement (sic). Je voudrais bien en avoir une autre pour payer le cours d'opération. »

Citons intégralement la fin de cette terrible lettre :

« Ma lettre n'est pas propre à vous égayer et cependant le finale sera bien plus terrible encore.

» Ecoutez ! Si avec quelques amis vous pouviez encore faire pour moi un sacrifice ; je vous serais bien reconnaissant. Mon Dieu, j'atteindrai mon but quand même ; mais cependant, je vous dirai que mon existence est désolante, et ne me permet pas de profiter de mon séjour comme je le pourrais avec quelques petites choses.

» Je sais bien que les temps sont durs pour tout le monde ; mais cette noble réflexion ne me soulage que moralement, sans me donner les véritables moyens de marcher à mon but.

» Que fait l'Ecole Industrielle ? ¹¹

» Quoique (sic) vous fassiez pour moi quelque chose ou rien, répondez-moi s'il vous plaît. »

II. La seconde lettre que nous possédions (du 5 novembre 1854) semble subsister seule d'une série dont il n'est pas possible dévaluer l'importance. P. Coullery y remarque en effet : « Je vous accable de lettres », et il ajoute : « Que voulez-vous ; je ne suis pas heureux et ce n'est qu'à vous que je puis conter mes peines. »

III. Enfin, la lettre du 25 décembre 1854 est une lettre de remerciements qui reflète bien l'honnêteté foncière de P. Coullery ; il n'a eu recours à C. Nicolet que pressé par une nécessité inéluctable : « J'ai reçu votre bonne lettre avec tout son contenu. Voilà ma dette augmentée. Cent francs que vous m'aviez remis avant mon départ, 20 francs que vous y ajoutez par votre petite traite, cela fait monter ma dette à 120 francs.

» J'ai peur des dettes, leur croissance et (sic) pour moi un phénomène de désolation ; cependant tout est relatif ; la preuve c'est qu'en ce moment, la multiplication de ces 120 ff ne ferait que me réjouir... additionnez tout ce que vous pourrez. »

Nous n'avons rien trouvé quant au résultat de cette dernière demande ; mais P. Coullery va arriver au but qu'il poursuit depuis si longtemps : il

est autorisé à pratiquer la médecine à la Chaux-de-Fonds par l'arrêt du 12 septembre 1855 qui a la teneur suivante : ¹²

Vu un rapport du vice-président de la Commission d'Etat de santé du 19 septembre et, constatant que le citoyen Pierre Coullery, de Porrentruy, domicilié à la Chaux-de-Fonds, admis par arrêt du 6 janvier 1854 à subir les examens de médecin-chirurgien, puis renvoyé par arrêt du 5 mai 1854, à subir d'autres examens au bout d'une année, vient de subir ces derniers d'une manière satisfaisante, et que le jury d'examen a été unanime à lui reconnaître les connaissances théoriques et pratiques suffisantes pour l'exercice de la médecine et de la chirurgie dans le Canton ;

Vu le chapitre 1^{er} et l'art. 33 de la Loi sanitaire du 27 novembre 1851 ;

Vu les art. 22 et 23 du Règlement sur la police sanitaire ;

Entendu la Direction de l'Intérieur,

Le Conseil autorise le citoyen *Pierre Coullery* Dr à pratiquer la médecine et la chirurgie dans le Canton, ce qui sera annoncé en la forme ordinaire par la feuille officielle.

Le Préfet du district de la Chaux-de-Fonds est chargé de lui intimer le serment prescrit par l'art. 33 de la Loi sur la Police sanitaire.

P. Coullery n'est peut-être qu'un exemple de plus de ces êtres supérieurs qui arrivent à vaincre les pires difficultés matérielles pour atteindre leur idéal humain, grâce à une volonté et à un esprit de suite sans faille. Il est peut-être encore plus remarquable, plus rare, qu'il ne se soit pas laissé aigrir, ni, au contraire, que son succès ne lui ait pas fait perdre le contact avec le modeste milieu social qui avait été celui de sa jeunesse ; son expérience précocement douloureuse de la vie, il a fait tout son possible pour l'éviter aux déshérités envers lesquels il se sentait une belle responsabilité.

Que de grandeur aussi dans l'intérêt qu'il a porté, du fond de sa détresse, à l'Ecole Industrielle chère à son ami Nicolet auquel il décerne en passant le plus beau certificat d'humanité : « Ce n'est qu'à vous que je puis conter mes peines. »

Ch. BÉGUIN.

NOTES

¹ Sauf une interruption de 1869 à 1878 pendant laquelle il fut le médecin de la Fabrique d'Ebauches de Fontainemelon.

² Charles THOMANN, *Pierre Coullery, le médecin des pauvres*, La Chaux-de-Fonds, 1956.

³ P. Coullery retourna à Paris en 1854.

⁴ Le « Diplôme suisse » dont parle M. Ch. THOMANN n'existait pas encore en 1855 ; renseignements pris auprès de M. RUHIER (chef de la section Examens de maturité et Examens de médecine du Service fédéral de l'hygiène publique), que nous remercions ici de son aimable communication, le premier texte fédéral en ce domaine est le *Concordat concernant l'exercice*

des professions de médecin, de pharmacien et de vétérinaire daté du 22 juillet 1867 seulement ; il fut signé par 14 cantons ; il a été remplacé le 19 décembre 1877 par une *Loi fédérale concernant l'exercice des professions de médecin, de pharmacien et de vétérinaire dans la Confédération suisse* ; en vertu de cette loi, toujours en vigueur, la Confédération a pu instituer les diplômes suisses de médecin, de pharmacien et de vétérinaire, dont les conditions d'obtention ont été fixées dans des règlements successifs dont le premier date du 17 mai 1878 ; le premier diplôme fédéral de médecin a été délivré le 3 février 1878, celui de pharmacien le 8 août de la même année.

Pour ce qui est de la Principauté puis de la République et Canton de Neuchâtel, il n'y a jamais été délivré de diplômes des professions médicales ; les porteurs de diplômes pouvaient recevoir l'autorisation de pratiquer sur le territoire neuchâtelois. D'après des renseignements fournis par le Dr Raoul ROBERT, médecin cantonal, que nous remercions ici de l'accueil qu'il a réservé à notre demande, les conditions d'octroi de cette autorisation étaient les suivantes :

Le Conseil d'Etat de la Principauté, sur préavis du Dr J.-L. BOREL, médecin du roi Frédéric-Guillaume III, a pris, le 3 décembre 1838, un *arrêt instituant une Commission de Santé*, « chargée de fournir au Gouvernement les renseignements dont il pourrait avoir besoin, touchant l'hygiène publique et la police médicale, et de faire subir des examens de capacité aux personnes qui voudront exercer dans la Principauté la médecine ou l'une de ses différentes branches ». Le *Règlement sanitaire du 27 février 1839* impose aux candidats à la pratique médicale un examen qu'ils subiront devant la Commission de Santé.

Le Dr BOREL resta à son poste après 1848, en prenant le titre (encore utilisé aujourd'hui) de « médecin cantonal » ; il participa à l'élaboration de la *Loi sur la Police sanitaire du 27 décembre 1851* ; l'examen de capacité auquel doivent se soumettre « ceux qui veulent exercer une branche quelconque de l'art de guérir » est ouvert à des citoyens suisses ainsi qu'aux étrangers au bénéfice d'une autorisation spéciale du Conseil d'Etat (art. 3) et « qui ont obtenu le grade de docteur en médecine dans une université ou une académie reconnue » (art. 4) (Coullery possédait un doctorat de Munich).

Quant au programme de cet examen, voici les renseignements que me transmet le Dr ROBERT :

Programme d'examen

- Posséder des connaissances étendues dans toutes les branches de la médecine et dans les sciences accessoires.
- Les examens sont au nombre de trois : 2 théoriques et 1 pratique.
- Le premier portera sur l'anatomie et la physiologie ; la matière médicale et la pharmacie. Le second portera sur la pathologie interne, la pathologie externe et les accouchements.
- L'examen pratique aura lieu sur la clinique externe, il se fera à l'hôpital, au lit des malades, et le médecin de l'établissement aura toujours le droit d'y assister.

⁵ Ch. THOMANN, *L'histoire de la Chaux-de-Fonds inscrite dans ses rues*, Neuchâtel 1965, p. 60.

⁶ Ch. THOMANN, *op. cit.*

⁷ Fondateur ou collaborateur de divers journaux, P. Coullery publie de nombreux articles, déployant une activité de polémiste qui mériterait une étude ; ses convictions profondes, sa sincérité aussi, l'entraînèrent parfois à des attaques virulentes qui lui attirèrent des ennuis et même une peine de prison !

⁸ *Lettres de savants à Célestin Nicolet*, vol. I, lettres 102, 103 et 104. (Bibliothèque de la Chaux-de-Fonds, 8316.)

⁹ Allusion probable, entre autres, à son passage au Grand Conseil bernois (1849-1850) où il fit scandale en se présentant « vêtu d'une blouse brune et coiffé d'un bonnet de jacobin ! » (Ch. THOMANN, *op. cit.*)

¹⁰ P. Coullery quitte en effet Saint-Cloud et se fixe à Paris, d'abord à la rue Montholon (9^e arr.), puis à la rue du Ponceau (2^e arr.).

¹¹ A la création de laquelle Célestin Nicolet prenait alors une part très active.

¹² Selon la copie remise par M. le Dr Robert ; le serment auquel étaient soumis les médecins a disparu depuis lors.

LA MALADIÈRE DE NEUCHÂTEL

Si au moyen âge les malades étaient soignés chez eux par leur famille, et non à l'hôpital, qui n'était alors qu'un hospice pour les voyageurs et les pauvres, c'est dans des maisons spéciales, les maladières, que l'on reléguait les contagieux et surtout les lépreux. De nombreux villages et presque chaque région avaient une léproserie. Au XV^e siècle, il s'en trouvait à Neuchâtel, à Serrières, à Colombier, à Saint-Blaise, au Landeron, à Fleurier, attestées encore, ici et là, par un lieu dit ¹.

A Neuchâtel, la maladière a existé jusqu'en 1724, année où il fut décidé, faute de lépreux, de la détruire. Mais la région où elle s'élevait a conservé son nom. Selon Samuel de Chambrier, cette léproserie est mentionnée déjà en 1289 ². On sait qu'en 1300 Vuillemette de Fero lui lègue un cens de six deniers. Un acte de 1304 parle des oblations de la maladière. En 1360, Jeannette, fille de Jeannod Paris, fait aussi cadeau d'un cens de six deniers à la maladière ³. Cette léproserie était située au pied des rochers, dans la région du Nid-du-Cro. Un texte de 1412 dit d'une vigne qu'elle « siet au say dessus la malatiere ⁴ ». On répara ou reconstruisit ce refuge, en 1419, et il fallut quatre mille bardeaux et quatre mille clavins pour le couvrir. Vingt ans plus tard, la commune doit déboursier le prix de trois mille bardeaux dans le même but ⁵.

Rien n'indique, dit Chambrier, si la caisse publique pourvoyait à l'entretien des malades et si on s'occupait de leur guérison. Toutefois cet historien présumait que la ville avait un fonds destiné à subvenir à leurs besoins. Il avait raison. Les notaires du XV^e siècle nous font connaître divers avoyers de la maladière, personnages chargés de représenter cette institution et de défendre ses intérêts. En effet, il ne s'agit pas seulement d'une demeure et de ses habitants, mais d'une véritable institution possédant quelques terres, un peu d'argent, et quelques cens. Henri Pigaud, notaire, était avoyer de la maladière en 1444. Menod Menchet lui doit alors, à ce titre, la somme de dix-huit livres de Lausanne, et divers autres débiteurs des montants de cinq ou dix florins.

Normalement, cet argent était utilisé directement par les malades. Mais il est précisé dans certains actes qu'en cas de décès des lépreux, et si la maladière était vide, les cens seraient versés au conseil de la ville ⁶.

Henri Pigaud ne porte pas, il est vrai, le titre d'avoyer de la maladière dans un acte de 1436, selon lequel Henri Varnod lui doit 12 florins d'or de 28 sols faibles de Lausanne, mais il passe contrat pour la ville, et comme Varnod lui doit cette somme « pour unq barraud de vin paier a la malatiere de Nueschastel », il est permis d'en déduire que Pigaud exerçait déjà à cette date les fonctions d'avoyer de cet établissement ⁷.

En 1454, Nicolet Varnod est encore gouverneur et avoyer de la *malatière* de Neuchâtel. En cette qualité, il consent à ce que Jean des Côtes, alias Quartier, bourgeois de Neuchâtel, cède à Jean Tholomer une vigne et une planche, sises *en la reppaire*, qu'il tenait de la maladière. Jean Tholomer payera le cens annuel d'un setier de vin que devait Jean des Côtes aux recteurs et gouverneurs de la maladière au profit des malades ⁸.

En 1459, Richard le Pic est avoyer de la maladière. Il acense une nouvelle vigne située aux Repaires à Jean Tholomer pour un demi setier de vin blanc à payer chaque année à la maladière. L'acte prend soin de préciser de nouveau que, faute de malades dans la maison, Jean Tholomer verserait le vin en question aux Quatre-Ministres de la ville « pour mectre au prouffit de ladite malatiere ». Il est donc tout à fait certain que la ville avait un compte en faveur de la maladière et qu'elle gérait cette institution. Un acte de 1474 le confirme. Les Quatre-Ministres et le Conseil de la ville agissent en s'autorisant par les termes suivants : « et comme ceulx qu'ilz ont la totale gouvernacion et pollice de ladite malatiere, de leurs biens, censes et rentes ⁹ ».

Les vignes qui s'étendaient au sud et à l'est de la maladière appartenaient à cet établissement. Mais les lépreux ne les cultivaient pas toutes eux-mêmes. Au milieu du XV^e siècle, Jean Dingé (d'Enge) et Henriette, sa femme, les tenaient à la *tierce gielles*. En 1474, elles étaient tenues par Vauchier Charbonnier et Alisson, sa femme, fille des tenanciers précédents. Leurs lettres de possession ayant disparu lors de l'incendie de la ville ¹⁰, ils demandent qu'on veuille bien les refaire. Les Quatre-Ministres et le Conseil de la ville en qualité de propriétaires y accèdent en précisant, comme de coutume, les conditions selon lesquelles les vignes doivent être cultivées. Les vignes sont remises au tenancier *es deux pars*, ce qui signifie que ce dernier prend les deux tiers de la vendange, des noix et des fruits, et que l'avoyer de la maladière en reçoit le troisième tiers. Si ces vignes sont négligées, l'avoyer, « ou nom desdits malaide » peut les reprendre « de son propre autorité ou nom de ladite ville de Neufchastel ¹¹ ».

Les actes établissant des cens en faveur de la maladière ne sont pas très nombreux. Les donations, en général, ne sont pas faites non plus « pour le remède de l'âme » du donateur, comme le sont les donations à des institu-

tions ecclésiastiques. C'est que la maladière n'avait rien à faire avec l'Eglise jusqu'à la fin du XV^e siècle. Ce n'est, en effet, qu'en 1492 qu'une chapelle fut érigée pour les lépreux, chapelle à laquelle l'évêque de Lausanne attacha des indulgences¹². Malheureusement, le curé et le vicaire de Neuchâtel considérèrent cette chapelle comme une nouvelle source de revenus et prirent l'habitude de s'emparer des aumônes faites aux lépreux. Le Conseil de la ville, défendant les intérêts matériels de ces derniers, s'en plaignit et les ambassadeurs des Douze cantons qui s'étaient substitués alors au comte de Neuchâtel tranchèrent en faveur des lépreux. Le jugement précise que « toutes les aumônes faites au dit lieu demeureront aux lépreux, ne réservant au curé et au vicaire que les offrandes qui se déposeront sur l'autel pendant qu'ils diront la messe, lesquelles leur appartiendront exclusivement ; de plus qu'il sera donné aux dits lépreux, pour soigner leur bien, un avoyer de la ville de Neuchâtel qui en rendra compte annuellement au baillif et aux Quatre Ministres¹³ ». Quartier-la-Tente en a conclu trop hâtivement que la maladière a été régie par les ecclésiastiques qui desservaient la chapelle. Nous ignorons si ce fut le cas entre 1492 et 1524, mais les avoyers que nous rencontrons au XV^e siècle prouvent que la maladière était administrée avant ces dates par des laïcs¹⁴.

Voici quelques-uns des cens de la maladière. En 1472, Jaquet, fils de feu Louis Rossel, bourgeois de Neuchâtel, doit un cens de trois setiers de vin blanc à la maladière « pour réponse faite pour Nycolet Varnod¹⁵ ». En 1480, Nicolet Varnod, bourgeois et conseiller de Neuchâtel, est avoyer de la maladière. Au nom de ses malades, il échange un baril de vin de cens que devait Amiet Bourquin contre 6 florins d'or de 35 sols faibles¹⁶. En 1481, Nicolet Varnod, avoyer de la maladière, donne quittance à Pierre de sous la vy (Desoulavy) d'un setier de vin blanc de cens que ce chanoine devait à la maladière sur une maison de la rue des Escoffiers (la Grand'rue actuelle). Claude Guydon, bourgeois de la ville, payera dorénavant ce cens et l'assigne sur tous ses biens¹⁷. En 1482, Cuene Cosandier et sa femme doivent à Nicolet Varnod, avoyer de la maladière, « ou nom desdits malades », onze pots de vin blanc de cens¹⁸. En 1488, Pierre de Clérier, bourgeois de Neuchâtel, et Nicolet Varnod, « ou nom et comme advoyé des malades de la maladière », acensent une maison à Girard Barbuz¹⁹. En 1490, Huguenin Clerc, de Fenin, doit à la maladière cinq hémines de bon froment « net et bien revanné, tel qu'il croistera audit Fenin », et une hémine de pois de cens annuel. Il les payera, est-il précisé, aux malades ou à leur avoyer²⁰. Deux ans plus tard, Nicolet Varnod prête 10 livres au nom de la maladière à Jean Roussellet, bourgeois de Neuchâtel, cautionné par Guillaume de Porrentruy. Cet argent provenait de 16 livres dont Nicolet Gerdon de Dombresson

avait fait cadeau à la maladière. Les 6 livres restantes furent gardées par Nicolet Varnod qui fit faire une pièce pour l'attester ²¹.

Les revenus, la fortune et la maison de la maladière nous permettent de constater que les malades étaient logés et nourris, et que leurs intérêts étaient défendus au XV^e siècle par un avoyer, membre du conseil de la ville. S'ils ne nous permettent pas de connaître le nombre des malades, ils nous autorisent à assurer qu'ils n'étaient jamais très nombreux et qu'il arrivait qu'il n'y en eût aucun. Le hasard des documents nous en fait connaître quelques uns. Williomier était à la maladière en 1420, atteint de lèpre. Jaquenod Chollet lui vend à cette date un setier de vin de cens que lui payait Nicolet Bossenez, bourgeois de Neuchâtel. Ce vin était assigné sur une vigne située en Bobin. Le lépreux versa cinquante sous pour acquérir ce vin pour la maladière « au nom de son âme ²² ». En 1459, Louis Trout est à la maladière, où il écrit son testament. C'est au cimetière de la maladière qu'il sera enterré selon son vœu et probablement selon la nécessité :

« Je Loy Trout, bourgeois de Nuefchastel, sant de pensée et en bonne mémoire, combien que je soye entachiez de la maladier de lepre, non voulant aler de viez a trespassement sanc faire testament... ». Après diverses donations nous lisons : « Item ma sepulture de mon corps je eslit ou cemetiere de la malatiere dudit Nuefchastel ²³ ».

Huguenin Sandoz, du Locle, reçut l'ordre de verser aux Quatre Ministraux de la ville de Neuchâtel douze florins d'or pour un lépreux qu'on avait recueilli à la maladière, mais dont le nom n'est pas indiqué ²⁴. Nicod Botterel, d'Avenches, avait également la lèpre et résidait « à la malattière près dudit Neuschastel ». En 1483, Girard Bouvard, d'Auvernier, lui devait la somme de sept livres parce qu'il avait échangé un cheval de moindre prix contre un cheval meilleur que possédait Botterel ²⁵. Que faisait Nicod Botterel de ce cheval ? L'utilisait-il comme bête de trait pour cultiver quelque terre ou comme bête de somme ? Nous n'en savons rien. Les ladres n'étaient pas totalement reclus et ils avaient vignes et jardin qu'ils cultivaient probablement eux-mêmes en partie.

Ce n'est pas la seule mention d'un cheval à la maladière. En 1492, la confrérie du Saint-Esprit prête six livres à Guillaume Quinchely, pour acheter un cheval aux malades qui alors se trouvent à la maladière ²⁶.

Le serment que l'on contraignait les lépreux de prêter, et dont le plus ancien que l'on connaisse chez nous est du XVII^e siècle, prouve bien que les malades pouvaient sortir de la maladière où ils étaient logés, mais à condition de n'entrer nulle part, de passer au milieu de la rue, de ne toucher ni poignée, ni porte, ni goulot de fontaine, et de n'approcher personne sans se

faire connaître comme lépreux. Ils promettaient en outre de ne jamais toucher d'argent la main nue.

Mais quant à leur logis, ils n'avaient pas le choix. Un acte du XIV^e siècle, de la main du notaire Mentha, nous fait connaître la manière de procéder en cas de lèpre. Mentha était notaire de la curie de Lausanne et l'acte en question concerne un Lausannois, mais il est probable que dans tout le diocèse la méthode était semblable. Jean Giliet, de Cour, sous Lausanne, faisant partie de la paroisse de Sainte-Croix, était suspect de lèpre, selon la voix populaire. Pour éviter la contagion que l'on craignait s'il vivait parmi les autres gens, les paroissiens et le curé de Sainte-Croix en informèrent l'official de la curie de Lausanne, en le suppliant de le déclarer lépreux et de le séparer de la communauté des gens bien portants. Jean Giliet fut donc convoqué à la curie et prié de se soumettre à un examen médical fait par deux médecins, Pierre de Saint-Amour, licencié en médecine, et recteur des écoles de Lausanne, et Perrod, barbier. Ces deux médecins constatèrent qu'il était effectivement infecté de lèpre et devait être conduit à la maladière ²⁷.

La maladière ne servait d'ailleurs pas aux seuls lépreux. Les comptes de la bourserie nous prouvent qu'on y mettait également les pestiférés ou ceux qui étaient suspects de l'être. « Délivré à celui qu'ilz mena l'omme à la malatière, que l'on disoit qu'ilz avoit la bosse, pour ce 2 sols ²⁸ ». Mais il est évident que la peste était trop contagieuse pour s'arrêter aux murs de la maladière. Elle se répandait et durait des années. On la signale au moins pendant trente ans à Neuchâtel, à la fin du XV^e siècle et au début du XVI^e siècle.

C'est à cause de la peste qu'on fait de nouvelles réparations à la maladière en 1525, et qu'en 1529 on achète une paire de gants et un cache-nez, *unq carquenert*, pour y conduire Jean Perrot ²⁹.

Était-il utile de reprendre ce problème des premiers hôpitaux de la ville à la lumière de quelques documents nouveaux ? Il m'a paru qu'il n'était pas sans intérêt de le faire dans une ville où *la rue de l'Hôpital*, se continue par le *faubourg de l'Hôpital*, et se poursuit, un peu plus loin, par la *rue de la Maladière* dans laquelle débouche la *rue de Pierre-à-Mazel*, dont le nom, malgré l'avis de Pierrehumbert, et à cause de la situation même de la pierre à Mazel, assez proche de l'ancienne maladière, signifie beaucoup plus vraisemblablement pierre aux lépreux que pierre de boucherie ³⁰.

F. LOEW.

NOTES

¹ Henri Uldri, not., vol. 1, fol. 27 v^o, fol. 64 v^o; Pierre Gruyère, not., vol. 1, fol. 11 et fol. 64; Debrot, not., fol. 28 v^o. Hugues JÉQUIER, *Le Val-de-Travers*, Neuchâtel, 1962, p. 123.

² Samuel DE CHAMBRIER, *Description topographique et économique de la mairie de Neuchâtel*, Neuchâtel, 1840.

³ P 10 N^o 6; A 6 N^o 3; K 7 N^o 23.

⁴ Besançon, Archives de l'Hôpital Saint-Jacques, fonds de l'Hôpital du Saint-Esprit, casier C, lettre B, cote J. Voir *Les premiers hôpitaux à Neuchâtel*, note 4.

⁵ *Musée neuchâtelois*, 1905, p. 57.

⁶ Henri Uldri, not., fol. 131.

⁷ Henri Uldri, not., fol. 26 v^o.

⁸ Pierre Gruyère, not., vol. 1, fol. 110.

⁹ Pierre Bergier, not., vol. 2, fol. 98 v^o. Acte analogue et formule semblable, la même année, dans le vol. 4, fol. 32 v^o.

¹⁰ Pierre Bergier, not., vol. 2, fol. 98 v^o: « par les ovales des feu qui sont estés en ladite ville de Neufchastel ».

¹¹ Pierre Bergier, not., vol. 2, fol. 980 v^o.

¹² Samuel DE CHAMBRIER, *op. cit.*, p. 30.

¹³ *Ibidem*, p. 478.

¹⁴ QUARTIER-LA-TENTE, *Le canton de Neuchâtel*, vol. 2, p. 410.

¹⁵ Pierre Bergier, not., vol. 4, fol. 190 v^o.

¹⁶ Pierre Bergier, not., vol. 3, fol. 44: « ou nom des malades de ladite malatiere ».

¹⁷ Pierre Bergier, not., vol. 4, fol. 377 v^o.

¹⁸ Pierre Bergier, not., vol. 4, fol. 395.

¹⁹ Pierre de la Haye, not., vol. 1, fol. 147 v^o.

²⁰ Pierre de la Haye, not., vol. 1, fol. 184.

²¹ Philippe Bugnot, not., vol. 1, fol. 1 v^o.

²² Henri Pigaud, not., vol. 1, fol. 144.

²³ Richard le Pic, not., vol. 3, fol. 3.

²⁴ Pierre Bergier, not., vol. 1, fol. 163.

²⁵ Pierre de la Haye, not., vol. 1, fol. 30.

²⁶ Philippe Bugnot, not., fol. 100 et fol. 3.

²⁷ Vuillème Mentha, not., fol. 28.

²⁸ *Musée neuchâtelois*, 1906, p. 36 (en 1495).

²⁹ *Musée neuchâtelois*, 1906, p. 165.

³⁰ Rappelons que masel, maisel, boucherie, vient de macellum, marché aux viandes, tandis que masel, mesel, lépreux, vient de misellum, diminutif de miser. Notre point de vue n'est pas nouveau. C'était déjà celui du D^r Guillaume, en 1864, dans la notice sur les maladières du canton de Neuchâtel qu'il a publiée dans le *Bulletin des sciences naturelles*, t. IV. Ajoutons que masel, diminutif de mais, maix, signifie aussi parfois petite maison. On en trouve des exemples neuchâtelois.

DE QUELQUES ARTISANS NEUCHATELOIS MIS EN CAUSE A L'ÉPOQUE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Quelques petits faits divers, relatant les activités ou les tentations d'artisans neuchâtelois pendant les troubles années 1792 et 1793, permettent des sondages révélateurs, quant à la mentalité des habitants des Montagnes neuchâtelaises. Les questions des enquêteurs et les réponses des témoins, interrogatoires et résultat des investigations, donneront à cette esquisse un petit air de roman policier, fort à la mode.

Dès 1789, la Révolution française, par son dynamisme contagieux, avait franchi les limites du royaume et semé l'inquiétude dans les pays voisins. Férus de lecture et d'idées nouvelles, ouverts aux courants du siècle, commerçants et horlogers des Montagnes s'étaient rapidement passionnés pour les événements extraordinaires qui bouleversaient la France, avec laquelle ils entretenaient tant de relations diverses. Cette revue a déjà consacré plusieurs articles au problème¹. Il semble toutefois utile de voir plus en détail comment certains artisans furent impliqués professionnellement dans tel remous marginal. Au moment où se déroule le premier incident, les troupes françaises viennent d'occuper l'ancien évêché de Bâle, et les mesures prises par le Conseil d'Etat neuchâtelois pour occuper les frontières suscitent beaucoup de mécontentement dans le corps des bourgeois de Valangin, notamment aux Montagnes.

Premier « acteur », le ferblantier Samuel Desplands, « sujet de l'Etat » mourra onze ans plus tard à la Chaux-de-Fonds, âgé de 49 ans, le 9 avril 1803. Il était fils de Henri-Paul Desplands, d'Anduze, qui avait quitté la France pour des raisons religieuses et s'était fixé à Genève, puis à Neuchâtel, où il avait été naturalisé gratuitement en 1755. Samuel reçut des lettres de naturalité le 3 juin 1784, mais n'acquiesça apparemment pas le droit de cité dans une commune. Sa veuve, Marie-Elisabeth Renaud, lui survécut jusqu'en 1817. La seule œuvre identifiée (et existant encore) du ferblantier est le « chelte » ou enseigne fait à Môtiers, en 1800, pour la maison des Halles, actuel hôtel des Six Communes, au prix de 8 louis². Fixé à la Chaux-de-Fonds, notre homme eut quelques difficultés à subsister, de sorte qu'en 1792, pour vivre, il s'enhardit jusqu'à exécuter un bonnet de la liberté, c'est-à-dire un bonnet phrygien de tôle, peint en rouge. Il ne s'agissait point d'une simple feuille de métal, mais d'un objet traité en volume, car le témoin Barrelet,

qui se pose en ami bienveillant, suggéra de transformer le bonnet en arrosoir, pour éviter toutes suites fâcheuses. Desplands, bien sûr, répondra à la Justice ne pas connaître celui qui avait passé commande ; il ne mettra en cause, indirectement, qu'un officier de milices déjà compromis : Henri Benguerel-dit-Perroud³. Quant au notaire Abraham-David Barrelet⁴, c'est apparemment lui qui mit la puce à l'oreille de l'autorité centrale, puisque le 5 septembre 1792 le châtelain du Val-de-Travers, Samuel Monvert, pouvait écrire au Conseil d'Etat :

Un nommé Desplan, Français, ferblanquier, habitant à la Chaux de Fond avait chés lui la veille de la revuë dud. lieu un bonnet de fer blanc peint en rouge qu'il avait travaillé d'ordre de quelques particuliers du village, et qui était destiné à figurer le jour de la revue. Un particulier le tança vivement et blâma des entreprises de cette nature, et l'on suppose que ces observations ont été cause que le bonnet ne parut pas le jour de la revue. Ce fait est facile à établir.

Le ton de ce rapport est évidemment assez différent de celui de la déposition du notaire. Dans l'enquête ordonnée par arrêt du Conseil d'Etat, le 25 septembre, il est dit que :

1^o Le jour de la revue on sollicitoit pour que l'on plaçât aux coins de la tente des bonnets de Jacobins. 2^o Que l'on se permet de porter en plein jour des dits bonnets qui ne peuvent être envisagés que comme des signes séditionnels.

Constatation amusante, mais pas surprenante, les coiffures incriminées sont décrites non sans variantes par les témoins cités. Moïse Othenin-Girard a vu Philippe-Henri Matthey « avec un bonnet rouge » — rouge et bleu disent Théodore Sandoz et plusieurs autres — « bleu avec un bord ou casque rouge » précise Isaac Vuille, mais « rouge et bleu avec un lisère blanc pour bordure », selon le témoignage de Moïse Robert-Nicoud. Le greffier, par ironie un peu lourde, écrit « un bonnet de Jacotpin » ou « le bonnet Jacotbin », alors qu'il sait aussi écrire « des bonnets que l'on appelle Jacobin », ce qui est une curieuse dégradation du sens du mot. Seul le « sautier » Calame a vu un certain Rouvière (Français d'après son nom) porter « un bonnet rouge avec une cocarde tricolore », tandis que les enfants du capitaine-lieutenant François Sandoz-Gendre, aux dires d'un voisin, avaient porté des « cocardes nationales » (évidemment celles de la Nation française, et pas des cocardes neuchâteloises). En conclusion, il n'est pas exclu qu'on ait porté plusieurs types de bonnets.

Quant à la tente, c'est celle des officiers, dit l'un. Le juge suppléant David-Louis Ducommun-dit-Boudry « a appris, par entendre dire, que le sieur Justicier Henry Courvoisier Voisin, le jour de la dernière revue de ce lieu, avoit dit que le bonnet de la liberté iroit bien sur la tante (sic) que

Daniel Jacot avoit dressé sur le camp ». David-Henri Sandoz, lieutenant civil de la Chaux-de-Fonds, et le greffier Jean-Jacques Brandt parlent de la tente des vivandiers. Abraham Courvoisier-Voisin a simplement entendu dire qu'on voulait « planter le jour de la revue un arbre de la liberté en face du bataillon ». Seul Jonas-Pierre Bolle, un témoin courageux qui, dans l'intérêt de sa sécurité personnelle, n'a aucune raison d'inventer, « remarqua le jour de la revue que lorsqu'on jouoit l'air ça ira, on donna des aplodissements depuis les deux premières compagnies et que cela étoit du gré des officiers ; il vit des soldats qui mettoient leurs chapeaux au bouts de leurs fusils et sautoient et dansoient ». Cette scène significative est indirectement confirmée par Charles-François Jeanrichard, lorsqu'il rapporte que le jour de la bourgeoisie (le même que celui de la revue?), François Roy avait menacé de caillouter les musiciens, si ceux-ci ne jouaient par l'air « Ça ira », et aussi que Victor Matthey avait eu l'intention de placer un « bonnet de la liberté » sur l'auberge du Lion d'Or. Après avoir relevé « que les témoins qui ont été entendus étoient dans la sollicitude et la détresse, craignant de sortir et d'être attaqués ⁶ », il vaut la peine de reproduire la déposition du notaire Barrelet :

Le sieur Notaire Abraham David Barrelet a déposé qu'étant arrivé à la Chaux de fonds la veille de la revue, il prit son logement au Soleil d'or, et s'étant ensuite rendu chez Samuel Des Plans, ferblantier, le déposant lui demanda comment les affaires alloient ici ; il répondit pas trop bien, et lui ayant répondu on dit que l'on est bien françois ici, il répondit : oui, la preuve en est que l'on m'a fait faire un bonnet de la Liberté. Le déposant lui dit qu'il avoit eu tort, qu'il faisoit mal. Sur quoi il dit, que veux-tu, je suis payé, c'est mon métier. Le déposant lui dit ne t'avise pas de le poser. Il répondit qu'il s'en garderoit bien. Le surlendemain, le déposant étant chez le dit Des Plans, celui-ci lui dit, en ouvrant une porte : tient, le voilà celui que l'on devoit poser, et lui montra un bonnet rouge verny tout fraix. Le déposant lui dit ensuite : j'ai besoin d'un arrosoir de jardin, fais-moi le plaisir de l'arranger pour cela afin qu'on ne le voye plus.

Samuel Des Plans, ferblantier, a déposé sur les interrogats suivants.

D. 1^o S'il a fait des bonnets de Jacobin.

R. Le déposant a fait un bonnet en fer blanc, suivant qu'il lui avoit été indiqué.

D. Qui est-ce qui vous a commis ce bonnet.

R. C'est un inconnu ; il lui paroît que c'étoit un Bourguinon.

D. Comment s'appelle-t-il ?

R. Il ne le sait pas, mais quelques tems après, et quelques jours avant la revue, le nommé Banguerel, officier militaire lui dit : on vous a commis un bonnet de Liberté ; le déposant répondit qu'oui, ayant reçu des arrhes dessus.

D. Quel étoit le but que l'on se proposoit avec ce bonnet ?

R. Il l'ignore.

D. Ne vous a-t-on pas dit que l'on vouloit le poser le jour de la revue ?

R. Il ne lui a pas été dit ce que l'on en vouloit faire, mais il lui fut commis de le tenir prêt pour le jour de la revue.

D. Qui est-ce qui vous tint ce propos.

R. C'est l'inconnu qui le lui commit. Le déposant lui ayant dit qu'il ne se soucioit pas de travailler cet ouvrage pour une personne qu'il ne connoissoit pas, sur quoi il lui remit un écus neuf d'arrhes.

D. Ce qu'il a fait de ce bonnet ?

R. Il l'a encore chez lui, sans qu'il en soit sorti ni qu'on l'ait réclamé.

D. Etoit-il peint ?

R. Il étoit peint en rouge.

D. N'avez-vous jamais entendu parler des propos indécens contre Sa Majesté ?

R. Que non, excepté qu'il a ouï dire, sans se rappeler à qui, que l'on trouvoit mauvais que Sa Majesté se fut mêlée des affaires de France.

* * *

Une seconde enquête découla de la première. Le 1^{er} octobre 1792, en effet, les autorités exécutaient une fouille chez un Parisien nommé Brun, habitant au Creux des Olives chez Charles Vuille. Un procès-verbal antérieur de trois semaines accusait ce personnage de « faire passer des écrits en Franche Comté ». Dans les papiers que Brun montra, on saisit une lettre du curé Ravier, président du Club des Jacobins de Morteau, un diplôme de réception dans ce club, « enfin une pièce qui contient le détail de ce qui s'est passé à la Revue de la Chaux de Fonds, tel qu'il a été porté sur le *Courrier de Strasbourg* ». Prise de corps fut accordée contre Brun, qui avait disparu entre temps⁷. Cette lettre insérée dans le *Courrier de Strasbourg* avait provoqué pas mal d'effervescence à la Chaux-de-Fonds le dimanche où, après l'arrivée de la diligence, le notaire Henri-Frédéric Vaucher (plus tard compromis par ses idées favorables à la Révolution) la lut devant beaucoup de monde à l'auberge de la Fleur de Lys. Le capitaine François Leschot calma les esprits, car au vu d'initiales D.G. on accusait Daniel Gagnebin⁸ de ce mauvais coup. Le fils d'Abraham-Louis Humbert-Droz, échauffé, s'étant rendu chez Gagnebin lui déclara mériter d'être hâché en mille briques, s'il était l'auteur de cet écrit. Gagnebin se défendait en alléguant que dans ce cas il n'aurait pas offert 3000 écus à celui qui lui procurerait l'original de la lettre. Or, des gens apparemment désireux de se blanchir aux yeux du public firent « chercher à Strasbourg, auprès du rédacteur du *Courrier*, l'original de la ditte lettre avec celle qui l'enveloppoit ». L'innocence de Gagnebin apparut immédiatement. La victime, frappée au premier coup d'œil par une écriture qui lui était familière, déclara que c'était celle de Henri Roy. Le lieutenant David-Henri Sandoz qui remplaçait le maire Jonas-Pierre Robert, empêché par des liens de parenté, obtint des réponses vagues, bien qu'il ait recouru à des pièces permettant la comparaison

réclamée par des témoins, documents réunis par Charles-Philippe Brandt, secrétaire de la Société patriotique de la Chaux-de-Fonds⁹. En effet, cette société présidée par le graveur Isaac-Charles Droz, sollicitée par Gagnebin de prouver son innocence, envoya deux personnes à Strasbourg. Celles-ci ramenèrent la lettre incriminée, mais n'obtinrent aucun témoignage de satisfaction du Conseil d'Etat qui jugeait la société inconstitutionnelle, car elle s'était formée sans autorisation officielle¹⁰. Les pièces présentées par Brandt au tribunal comprenaient : « 1^o, la prétendue lettre interceptée ; 2^o, celle adressée au citoyen Lavaux et qui servoit d'enveloppe, laquelle avoit été cachetée avec un oubli dont on distingue l'empreinte ; 3^o, une lettre écrite par les frères Roy à la société patriotique ; 4^o, une empreinte en cire d'un cachet que Florian Courvoisier a gravé pour Henry Roi ; 5^o, un mémoire ou adresse justificatif d'Henry Roy ; 6^o, et enfin une liasse de cinquante et une lettres fournies par les frères Roy pour servir de pièces de confrontation ». Sur ordre du Conseil d'Etat, un témoignage fort important et délicat fut ensuite demandé à divers graveurs de la place, le 19 avril 1793. En voici la teneur :

1^o Si par l'examen exact que vous êtes requis de faire du cachet, dont la lettre qui vous est présentée étoit scélée, et de l'empreinte en cire qui vous est de même présentée, vous ne reconnoissez pas ledit cachet, et si l'un de vous ne l'a pas gravé ; dans ce cas, il nommera la personne à qui il appartient et pour laquelle il l'a gravé.

2^o Connoissez-vous quelqu'un qui ait un cachet conforme à celui dont on s'est servi pour fermer ladite lettre.

Les soussignés ayant été assermentés et requis comme graveurs de faire l'examen de l'empreinte de cachet apposée à une enveloppe de lettre (adressée au citoyen Lavaux à Strasbourg, et contre signée par Henry Courvoisier, Daniel Chasseur, Isâc Charles Droz, Louis Jeanrenaud, Charles Philippe Brandt) à eux remise en même tems qu'une empreinte de cachet en cire rouge, la confrontation faite des deux empreintes, nous soussignés déclarons unanimement que, quoique la dite empreinte de l'enveloppe ne soit pas imprimée en entier, cependant après l'avoir examiné scrupuleusement dans les détails qui sont les plus reconnoissables, ils ne peuvent douter que le même cachet n'aye fait l'une et l'autre des dites empreintes. Une autre lettre adressée à Monsieur François Meuron, signée Henry Roy, ayant été remise aux soussignés pour que son empreinte de cachet soit aussi confrontée aux deux ci dessus désignées, cette dernière pièce ne peut que les confirmer dans leur opinion qu'un seul et même cachet a servi pour faire ces trois empreintes. Fait à la Chaux de fonds le 19^e avril 1793.

Signé : Charles Louis Leschot, Moïse Perret Gentil, H. Courvoisier Voisin, Isâc Charles Droz, Isâc Vuille, Charles Henry Perret.

Je déclare en outre avoir gravé le cachet qui a produit les empreintes ci dessus dites à Henry Roy m[archan]d à la Chaux de fonds. Signé : Florian Courvoisier Voisin.

Les graveurs qui vinrent déposer peuvent être identifiés ainsi : Charles-Louis Leschot (1742-1821), fils de Pierre et de Marie-Madeleine, née Huguenin, était lieutenant de milices et bourgeois de Valangin — incorporé en 1768. Moïse Perret-Gentil (1744-1815) est surtout connu par ses travaux d'architecte pour la reconstruction de la Chaux-de-Fonds, après l'incendie de 1794. Henri Courvoisier-Voisin (1757-1830), fils d'Abraham et de Judith-Marie née Sandoz, épousa à Cornaux, en 1784, Rose-Elisabeth Perrot, la fille d'un notaire et conseiller de Bienne. Graveur de talent et auteur de vues très documentaires de la principauté, Courvoisier-Voisin, revêtu de la charge de juge suppléant depuis 1788, quitta le pays en 1795. Installé à Bienne, il devint juge de paix et chaud partisan du régime français. Le jour de la revue de la Chaux-de-Fonds, on l'a noté ci-dessus, il se serait exprimé en faveur de l'érection d'un bonnet rouge sur une tente. Son frère, Florian Courvoisier-Voisin (1764-1794), vivant aux Olives et mari de Jeanne-Marie Matthey-Junod, dès 1789, avait offert de graver gratuitement un cachet pour la société patriotique de la Chaux-de-Fonds. Isaac-Charles Droz était sans doute un Droz-dit-Busset, né en 1759, époux de Marie-Charlotte Sagne. Secrétaire de la société patriotique, on l'a vu, il fut destitué de sa charge de capitaine-lieutenant du bataillon de la Chaux-de-Fonds en 1794, et prit des passeports pour la France en 1798 et 1799. Maître graveur, louant une maison et un pâturage en 1787, Isaac Vuille, né à la Sagne en 1745, et mort en 1820, était le fils de Jean-Louis et de Suzanne-Marie, née Matile. Il n'a pas été possible d'identifier Charles-Henri Perret. Notons en passant que la bonne moitié de ces graveurs avaient « des idées avancées » — qui les rendaient suspects aux autorités.

Il est piquant de savoir que ce n'est pas un hasard si le coupable présumé, auteur de la lettre à Strasbourg, Henri Roy, usa des initiales D.G. pour détourner les soupçons des particuliers, puis des autorités, sur Daniel Gagnebin. En effet, environ six mois plus tôt, on avait prononcé, à la Chaux-de-Fonds, la faillite de MM. François Roy, frères et C^{ie}, négociants. Les gérants de la société étaient les frères François, Henri et Frédéric Roy, bourgeois de Neuchâtel et de Valangin, dont le rôle de simples associés était inférieur à celui des personnes assurant la commandite, soit Daniel Gagnebin, de la Chaux-de-Fonds, Abraham Roulet et Erhard Borel, grands commerçants bien connus, de Neuchâtel. La paralysie du commerce due à la Révolution française, la variation continuelle des charges et les obligations des gérants à l'égard des commanditaires expliquaient cette faillite des commerçants en horlogerie (mouvements, boîtes d'or et d'argent, pendules, marchandises à Amsterdam et pour près de 200.000 francs français de traites ¹¹). Il est évident que les obligations des Roy à l'égard des associés

commanditaires, dont Daniel Gagnebin, premier en liste et habitant le même lieu, expliquent cette vengeance. En revanche, l'enquête n'explique pas pourquoi Henri Roy avait jugé bon de faire insérer un récit des troubles chaux-de-fonniers dans un journal de Strasbourg, plutôt qu'à Besançon. Relations d'affaires, distance plus favorable à une manœuvre ? Henri était sans doute dans les mêmes sentiments que son frère François Roy qui, le jour de la revue, voulait faire jouer le « ça ira » aux musiciens, on l'a dit. Cette affaire n'entraîna apparemment point de poursuites, les Roy en faillite s'étant souvent absentés et ayant eu un interminable procès avec Borel et Roulet.

Notons enfin, vu l'intérêt documentaire de l'opération, que le Conseil d'Etat ordonna encore « une vérification d'écriture », dont le rapport fut déposé le 5 septembre 1793. Trois experts, Isaac Vuagneux, greffier du Locle, Jean-Jacques Brandt, greffier de la Chaux-de-Fonds, et Frédéric-Olivier Convert, notaire et juge suppléant à la Sagne, se virent demander : 1^o, de comparer l'écriture de la lettre signée D.G. à l'écriture de lettres de Henri Roy ; 2^o, de dire si divers traits et notamment les syllabes « ment » ne se ressemblaient pas ; 3^o, de relever si, format fabrication et qualité du papier n'étaient pas les mêmes ; 4^o, enfin de signaler toutes les ressemblances. Assermentés, les experts déclarèrent l'écriture de la lettre signée D.G. contrefaite, l'écrivain ayant eu de la peine à maintenir l'uniformité des traits ; ils relevèrent la ressemblance particulière de certains traits et mots, sans qu'on pût affirmer l'identité de la main. L'enveloppe expédiée à Lavaux, rédacteur du *Courrier de Strasbourg*, n'était en tout cas pas écrite par Henri Roy. Quant au papier à lettres, format, signes, marque et qualité étaient les mêmes ¹².

* * *

Un troisième cas, indépendant des deux premiers, mais fort significatif du trouble des esprits, parvint à l'appréciation de la Justice et des autorités, en juin 1792. De la déposition prudente des deux uniques témoins (et acteurs), le graveur Abraham-Louis Othenin-Girard et sa femme ¹³, il ressort qu'un inconnu s'était montré fort pressé d'obtenir l'exacte reproduction d'un cachet, dont il présentait un tirage en cire, plaqué sur un document en latin. La femme du graveur, apparemment fille d'un sujet du prince-évêque de Porrentruy, comprit pour sûr très vite qu'il s'agissait d'un sceau de ses anciens souverains ; c'est sans doute bien elle qui engagea son mari à ne pas presser l'ouvrage, qui obtint l'aveu du faux, qui discuta le prix en représentant le danger de l'opération, et fit enfin le nécessaire pour prévenir de tout

le maire — et chef de la Justice — de la Chaux-de-Fonds. Dès lors, il suffisait de mettre la main sur ce client suspect et compromettant, rapidement identifié à son retour de l'auberge de la Croix-d'Or ¹⁴. Jean-Pierre Gilbert, de Damvant près de Porrentruy, allait payer cher cette tentative de faux pour se faire un passeport ou un laissez-passer, plus aisément disait-il. Quoi qu'il en soit, en expédiant le procès-verbal et le sceau de feu Joseph-Guillaume Rinck de Baldenstein commencé par le graveur, le maire Robert prévint le Conseil d'Etat que le coupable était enfermé au château de Valangin. Immédiatement prévenu, le prince-évêque de Bâle, Joseph-Sigismond de Roggenbach, accepta par retour de courrier l'extradition de Gilbert, qui s'était « rendu très suspect et très punissable ». Le bailli d'Erguel devait s'entendre avec le maire de Valangin pour les modalités du transfert, contre remboursement des frais aux Neuchâtelais ¹⁵. Nous n'avons pas cherché à connaître le sort de Gilbert, écroué à Courtelary. Peut-être échappa-t-il au châtiment encouru, en raison des bouleversements survenus peu après dans les terres du prince-évêque. Voici le procès-verbal dressé pour cette affaire :

Monsieur le Maire ayant fait assembler les sieurs jurés avant nommés, leur a exposé qu'étant informé qu'un étranger s'étoit rendu chez Abram Louis Othenin Girard, graveur à la Chaux de Fonds, pour lui faire graver un s[c]eau aux armes du Prince de Porentruy. Il a cru convenable de faire saisir cet étranger pour le faire conduire dans les prisons de Vallangin, attendu qu'un pareil procédé est des plus suspect et punissable. Et désirant de faire déposer des témoins pour constater les circonstances de cette affaire, il demande que l'enquête lui en soit connue, mettant sous les yeux des juges les papiers qui se sont trouvés dans le portefeuille de cet étranger nommé Jean Pierre Gilbert, de Danvan près Porentrui, l'un desquels est en latin et porte le s[c]eau de Son Altesse, sur lequel il exigeoit du graveur d'en tirer une exacte empreinte.

Connue ladite enquête.

Et sur le champ, Monsieur le Maire a fait appeller en témoignage les témoins suivants, et les ayant interrogés et assermentés en la manière ordinaire, ils ont déposé sur le champ comme suit.

Abram Louis Othenin Girard, graveur, a déposé que samedi dernier un étranger vint chez lui et lui demanda s'il voudroit bien lui graver un cachet. Le déposant lui répondit que oui. Alors ledit étranger lui dit qu'il lui pressoit beaucoup de l'avoir, et il dit qu'il apporteroit une empreinte pour en faire un pareil. Et effectivement il revint le dimanche soir et remit un papier écrit en latin, portant l'empreinte d'un sceau, et requit le déposant de faire le cachet de manière à imiter exactement ladite empreinte, désirant l'avoir au plutôt. Et le lendemain, dans la matinée, il retourna chez le déposant pour voir s'il avoit déjà avancé l'ouvrage. Et ayant remarqué qu'il y travailloit, il réitéra de le tirer exactement conforme à l'empreinte. Alors la femme du déposant lui fit plusieurs questions à ce sujet, auxquelles il ne répondit que très peu. Il avoua que c'étoit le s[c]eau du Prince de Porentrui. Surquoi la femme du déposant étonnée de ce que cet homme ne demandoit point le prix qu'il en vouloit coûter, lui dit que c'étoit un ouvrage considé-

nable, et qu'il en couteroit plus qu'il ne presumoit, que son mary ne pourroit pas le faire à moins de cinq écus neufs. Alors il dit que c'étoit trop cher, qu'il ne pourroit pas tant payer pour l'usage qu'il s'en proposoit, qu'il ne vouloit s'en servir que pour cacheter un papier, ajoutant que comme il étoit difficile de voyager, il avoit l'intention de se faire un papier pour passer plus librement, que le papier qu'il avoit étoit celui de son père. Enfin il convint de donner trois écus neuf et il en remit deux comptant. La femme du déposant lui représenta que c'étoit un ouvrage très délicat et qu'il y avoit du danger de le faire. Alors l'étranger dit qu'il promettoit un secret inviolable, et il s'en alla disant qu'il reviendrait le lendemain pour chercher cette pièce. Le déposant envoya aussitôt sa femme pour informer Monsieur le Maire de cette affaire, afin qu'il prit les mesures qu'il trouveroit à propos. Cet étranger étant revenu a trouvé que l'ouvrage n'étoit guère avancé et s'en est fort plein, disant qu'il lui étoit nécessaire de l'avoir pour les six heures du soir. Et pendant qu'il étoit à raisonner avec eux, la femme du déposant a envoyé avertir Monsieur le Maire, et le dit étranger s'en est allé à la Croix d'or, dans l'idée que le déposant travailleroit de suite à son ouvrage. Le déposant ajoute que dans les commencements il ne vouloit avoir cette empreinte qu'en plomb, que cela seroit suffisant pour ce qu'il en avoit à faire.

La femme d'Abram Louis Othenin Girard a déposé consonnement.

Ces dépositions ainsy rendues, Monsieur le Maire a ordonné au greffier sous-signé d'en faire l'expédition, pour l'envoyer à la Seigneurie.

Jean COURVOISIER.

NOTES

¹ D^r GUILLAUME, *Le Club helvétique de Paris et ses relations avec le pays de Neuchâtel* (1880) ; A. GODET, *Serment de Confédération fait à Morteau en 1790* (1895) ; M. DIACON, *L'enterrement de la royauté à Morteau, en 1790* (1895) ; C. PERREGAUX, *Laurent Mégevand et l'émigration de l'horlogerie neuchâteloise à Morteau en 1792* (1914) ; L. MOREL, *Le contrecoup de la Révolution française dans le canton de Neuchâtel* (1921 et 1922), et *Les Sociétés patriotiques de 1793* (1920) ; J. COURVOISIER, *Echos neuchâtelois de la « Grande peur » de 1789* (1966).

² Archives de l'Etat, Actes de chancellerie, vol. 28, p. 362, 1784. *Les Monuments d'art et d'histoire du canton de Neuchâtel*, tome III, p. 73.

³ Fils d'Abraham-Louis et de Suzanne, née Sandoz, Henri Benguerel-dit-Perroud avait été baptisé le 19 décembre 1760 à la Chaux-de-Fonds, où il fut enterré le 4 mai 1831. Enseigne de la compagnie de milices de la Ferrière, il fut exempté du service militaire pendant un an (19 août 1790), et apparemment soumis aux enquêtes ordonnées en janvier 1794. Destitué en 1797, il demanda sa réintégration dans son grade d'officier à la 3^e compagnie de la Chaux-de-Fonds, le 30 novembre 1807. C'est sans doute le même personnage qui devint conservateur des titres de l'or et de l'argent dans son lieu de naissance, le 18 janvier 1820.

⁴ Abraham-David Barrelet, né et mort à Môtiers (1752-1816), fils de David, fut aussi aubergiste à la maison de ville, actuel hôtel des Six communes.

⁵ Archives de l'Etat, Série *Evénements politiques*, 5 septembre 1792.

⁶ Archives de l'Etat, Justice de la Chaux-de-Fonds, *Manuel seigneurial*, 1792-1797, spécialement aux pages 79, 88, 91, 92-95, 98, 107, 114, 126, 135, 136, 140, 144, 145, 147, 25 septembre au 2 octobre 1792.

⁷ Archives de l'Etat. Justice de la Chaux-de-Fonds, *Manuel seigneurial*, 1792-1797, pp. 144, 151, 157, 158, 1^{er} octobre 1792. *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 136, pp. 715, 740, 750, 4, 8 et 9 octobre 1792. Le sautier Calame agissant avec maladresse et violence pour arrêter Brun provoqua une manifestation très revêtue. Le Conseil d'Etat supprima le décret de prise de corps, mais donna ordre au maire de prévenir Brun qu'on aurait l'œil sur lui — s'il repa-
raissait après sa fuite. Voir aussi sur cette affaire une lettre du 6 octobre 1792, écrite par le
maire Jonas-Pierre Robert (dossier *événements de 1792*).

⁸ Il s'agit sans doute de Daniel, fils de Daniel Gagnebin, né et mort à la Chaux-de-Fonds (1726-1800).

⁹ Archives de l'Etat. Justice de la Chaux-de-Fonds, *Manuel seigneurial*, 1792-1797, pp. 189-191, 31 janvier 1793 ; pp. 240, 249, 251-253, 19 avril 1793.

¹⁰ Archives de l'Etat, *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 139, p. 43, 21 janvier 1793.

¹¹ Archives de l'Etat, Justice de la Chaux-de-Fonds. *Inventaire de discussions*, 1781-1798, sans pagination, 12 mars 1792.

¹² Archives de l'Etat. Justice de la Chaux-de-Fonds. *Manuel seigneurial*, 1792-1797, p. 303, 5 septembre 1793.

¹³ Abraham-Louis Othenin-Girard était sans doute fils de Pierre, en ce cas, né et mort à la Chaux-de-Fonds, 1751-1821, époux de Marianne, née Marchand, aussi morte en 1821.

¹⁴ Archives de l'Etat, Justice de la Chaux-de-Fonds. *Manuel seigneurial*, 1792-1797, 5 juin 1792.

¹⁵ Archives de l'Etat, *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 136, pp. 375 et 390, 1792. *Missives*, vol. 41, pp. 315 et 321, 7 et 9 juin 1792.

CHRONIQUE

A PROPOS DE VATTEL

Le deuxième centenaire de la mort de Vattel survenue le 28 décembre 1767 a été l'occasion pour un étudiant zurichois, M. Johannes J. Manz, de rappeler sur deux pages de la *Neue Zürcher Zeitung* du 17 décembre 1967 les idées maîtresses de l'auteur du « Droit des gens » et la place que cet ouvrage occupe dans l'histoire du droit international. M. Manz prépare d'ailleurs une thèse de doctorat sur Vattel, montrant ainsi, une fois de plus, que cet auteur n'est pas seulement un classique en la matière, mais qu'il mérite toujours d'être étudié et médité.

Relevons dans le même ordre d'idées que M. Hisakazu Fujita, de l'Université de Kanazawa, a entrepris avec quelques collègues de traduire Vattel en japonais. Leur traduction a commencé à paraître dans la *Ritsumeikan Law Review*, revue mensuelle publiée par l'Université de Ritsumeikan à Kyoto.

H. T.

PRIX FRITZ KUNZ 1968

Le jury, assemblé le mercredi 22 mai à Neuchâtel, a attribué le prix Fritz Kunz à M. H.-L. Henriod, pour le travail présenté le 18 janvier à Neuchâtel, travail intitulé : *Une famille neuchâteloise du XVI^e au XIX^e siècle, les Gélieu*.

La tâche du conférencier était difficile. Il devait, en effet, extraire d'une documentation très abondante sur les Gélieu, la matière d'une conférence d'une heure et demie. D'autre part, une simple leçon de généalogie eût pu nous paraître un peu ennuyeuse. M. Henriod a surmonté avec succès ces difficultés ; son exposé vivant dépassait le cadre du résumé et celui de l'histoire d'une famille pour nous faire revivre quatre siècles d'histoire neuchâteloise. Ainsi, les lettres analysées par le conférencier nous ont entraînés à travers tout le canton, évoquant mille questions de tous ordres, religieux, social, politique et économique. Tout cela à partir des réflexions de plusieurs dizaines d'hommes et de femmes, c'était vraiment une leçon d'histoire modèle. Merci à M. H.-L. Henriod à qui nous présentons nos vives félicitations.

P. K.



Le château des Frêtes vers 1830 (côté habitation)



Le château des Frêtes vers 1830 (côté rural)

Deux dessins de Hermann Früauf au Musée des Monts

LE CHATEAU DES FRÊTES ET SES PREMIERS PROPRIÉTAIRES

Le voyageur qui se rendait autrefois du Locle aux Brenets devait emprunter la route qui gravissait les Monts aux Malpierres, dévalait la Combe-Monterban, passait aux Moives, à l'Adeu pour aboutir directement au village. Au moment d'amorcer la dernière descente il ne pouvait manquer de voir, sur sa droite, une construction de dimensions imposantes et d'un caractère particulier : c'était la propriété des Fraîtes (ancienne orthographe).

Pendant longtemps, dans nos régions, les constructions ne visaient qu'à assurer aux habitants un abri pratique contre les intempéries et la rudesse du climat. Les artisans qui les édifiaient n'étaient que des maçons et des charpentiers, parfois des entrepreneurs spécialisés dans les seuls genres de bâtiments de la région : la ferme jurassienne à la campagne, la maison locative à un ou deux étages dans les localités de quelque importance comme le Locle ou la Chaux-de-Fonds. Il faut arriver à la fin du XVIII^e siècle pour voir s'édifier chez nous des constructions d'un certain style dans lesquelles le caractère utilitaire a fait place à des préoccupations d'esthétique et de confort. Telles sont, en particulier, les châteaux des Frêtes aux Brenets, des Monts au Locle et des Arbres à la Chaux-de-Fonds. Ils sont probablement tous l'œuvre d'artisans franc-comtois attirés chez nous par des propriétaires aisés. Le terme de « château » qu'on donne à ces constructions, bien qu'elles n'aient ni tourelles, ni mâchicoulis s'explique par le fait que ces demeures étaient propriétés de familles aisées et influentes rappelant la situation du seigneur propriétaire et protecteur des gens d'alentour. Elles étaient souvent flanquées d'un rural et entourées de terres qui assuraient au propriétaire un revenu et des commodités appréciables.

Le château des Frêtes a été à l'origine propriété de la famille Donzel. L'ancêtre Isac-François Donzel, communier de Montmollin, ancien lieutenant de Rochefort, bourgeois de Neuchâtel est domicilié aux Brenets dès 1752¹. Il avait épousé Judith-Marie Huguenin du Locle, tante du lieutenant Jean-Jacques Huguenin, connu par sa réussite de la percée du Col-des-Roches. Un frère d'Isac-François Donzel, Abraham, mort à Lyon où il avait fait son testament² en 1755 a fait carrière à Surinam en Guyane hollandaise. Comme il avait gardé contact avec sa famille restée au pays,

c'est probablement par son intermédiaire que deux des fils Donzel des Brenets, Aimé et Charles-Henri dont nous aurons à parler par la suite, ont fait carrière dans cette colonie et ont acquis la fortune qui leur a permis de faire de la propriété des Frêtes la belle demeure que nous connaissons.

La construction du bâtiment primitif remonte selon une mention d'un bon connaisseur de l'histoire des Brenets à l'année 1770³. Parlant de la propriété des Donzel il peut préciser : « le toit de ce beau bâtiment fut terminé, puis orné du bouquet le 14 septembre 1770 ». D'emblée la construction devait avoir un caractère particulier qui retenait l'attention des passants. C'est ainsi qu'elle frappa le pasteur Frêne de Tramelan, grand voyageur devant l'Eternel, qui, de passage aux Brenets en 1786, écrit dans son journal : « Nous passâmes par les Frêtes où est située la grande maison de Madame Donzel, ruinée par les buralistes (douaniers) sur la frontière, qui lui saisirent pour 20.000 francs de montres en contrebande ; mais elle a des fils qui sont bien et qui l'entretiennent dans sa vieillesse en sa maison. »⁴

Dès 1774, date de la mort du père Donzel, c'est sa veuve qui gère le domaine des Frêtes, jusqu'à sa mort survenue en 1790. Ce n'est pas encore le vrai château mais une propriété importante qu'un contemporain appelle la « résidence agricole des Fraîtes ». A partir de ce moment le domaine est administré par les deux frères Aimé et Charles-Henri Donzel qui en sont devenus propriétaires après avoir racheté la part de leurs six frères et sœurs⁵. Ce sont eux qui transformeront en maison de maîtres la résidence agricole de la famille. Ils commencent par assurer au domaine des terrains importants aux alentours immédiats : en 1797, Charles-Henri se rend propriétaire d'un terrain situé « aux Combots, quartier du Champ Naugé »⁶, en 1799, son frère Aimé achète une terre « située sur la commune du Locle » d'une valeur de 10.000 florins (430.000 livres faibles), trois ans plus tard, nouvel achat « au Vorpet, pré, pâturage, bois, jardin closel et maison sus assise ». Puis, « un canton ou pièce de terre en partie labourable et partie en cotards et rapes situé aux Fraîtes contenant une faux et 13 perches ». En 1803, « un bien-fonds appelé les Moives avec jardin, verger auprès et la terre en nature de prés et champs »⁷.

En 1802 enfin, Aimé Donzel fait entreprendre d'importantes transformations aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du bâtiment. La cheminée de la salle du premier étage ainsi que les deux beaux poêles de catelles, encore utilisés aujourd'hui, doivent dater de cette époque. Un incident a même failli tout compromettre alors. Les ouvriers chargés des travaux semblent avoir, par imprudence, provoqué un début d'incendie que leur reprocha vivement Aimé Donzel. Le maître maçon Schenabel de la Chaux-

de-Fonds, de caractère irascible et probablement pris de boisson, nia toute responsabilité, proféra des menaces à l'adresse de Donzel qui porta plainte à la Seigneurie. Après enquête l'affaire se termina par trois jours et trois nuits de prison pour le maître maçon et ses ouvriers⁸. L'importance des travaux exécutés est attestée par le cartouche encore visible au-dessus du balcon de la façade et qui porte la date de 1802, avec le monogramme DZ, ainsi que par l'expertise du bâtiment faite l'année suivante par le maire du Locle, probablement en vue de son assurance⁹.

Le bâtiment n'a pas subi de transformations importantes depuis lors et l'extérieur, du moins, se présente encore aujourd'hui tel qu'il était à l'origine. D'aspect classique et un peu froid, le château des Frêtes ne compte qu'un étage avec onze fenêtres de façade. Au midi, cinq marches précèdent la large et haute porte d'entrée que surmonte le balcon orné de l'écu des Donzel. Un corps central en faible relief sur la façade, percé de trois ouvertures par étage, se détache nettement des deux ailes symétriques pourvues de quatre baies légèrement arquées dans le haut. Le large toit à pans coupés est percé d'un attique central donnant le jour à trois fenêtres de même style que celles de la façade mais plus petites. Deux lucarnes et deux larges cheminées dominant encore le toit. Sur la façade est se trouve l'entrée de service donnant accès à la cuisine et à l'office.

A l'ouest du bâtiment principal se trouve le rural — sans doute la partie la plus ancienne de la propriété — mais qui contrairement à la maison d'habitation, a subi d'importantes transformations et agrandissements. Etable et grange sont flanquées d'une écurie et d'une remise, bientôt insuffisante puisqu'il a fallu, par la suite, créer un bâtiment spécial à l'usage de lessiverie et remise.

L'entrée principale donne accès à un vaste hall précédant un bel escalier tournant conduisant à l'étage. Au rez-de-chaussée une grande salle boisée servant aujourd'hui de restaurant devait être autrefois aménagée en salon et fumoir, peut-être aussi en salle de jeu puisque dans un inventaire de 1805 figurent : un jeu de dames, un de Bégame, un tric-trac, un bac à jouer au Passe-dix. Seul un poêle en faïence bleue a heureusement bravé les aménagements successifs et reste comme témoin des fastes passés.

A l'étage, un long corridor court d'un bout à l'autre du bâtiment et donne accès au nord à une série de chambres de grandeur variable. Au midi règne la grande salle qui devait être affectée aux réceptions, aux soirées, aux repas offerts par les maîtres de céans. Le parquet de marqueterie, le plafond cloisonné et les deux beaux poêles en dôme, de catelles blanches, couronnés par des urnes fleuries donnent encore aujourd'hui un ton

d'élégance distinguée au local. L'étage mansardé pris dans le toit devait être affecté au logement du concierge et des domestiques.

Devant le bâtiment, un jardin d'agrément encadré d'un haut mur de pâture permettait aux hôtes de la maison de s'y promener sans être dérangés par le bétail qui pâturait à l'entour. L'accès à la propriété était marqué à l'est comme à l'ouest par d'imposants piliers de pierre que reliaient sans doute autrefois des grilles de fer forgé, aujourd'hui disparues. A ce propos nous devons mentionner qu'en 1806, lorsqu'il s'est agi de modifier le tracé de la route du Locle aux Brenets, Charles-Henri Donzel offrit de participer pour le double de sa contribution à condition qu'on établisse le tracé de la route devant le château plutôt que, comme prévu, par les Frêtes-Dessous. Ce qui fut fait.

Les propriétaires n'occupaient le château que pendant de courtes périodes car, depuis de nombreuses années, ils étaient établis en Guyane hollandaise ou en Hollande.

Aimé Donzel, l'aîné était né aux Brenets en 1740, huit ans avant son frère cadet Charles-Henri. Tous deux ont fait carrière en Guyane hollandaise où ils acquirent la fortune qui leur permit de racheter puis d'entretenir la propriété des Frêtes. Leur oncle Abraham avait déjà vécu dans cette colonie et à sa mort, avait légué à la famille les 30.000 écus qui permirent à Aimé Donzel de s'expatrier le premier et de s'établir à Surinam (nom qu'on donnait alors à la colonie hollandaise, d'après la principale rivière qui l'arrosait).

Cette colonie connaissait à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e une grande prospérité. Les plantations de café, de sucre, de coton et de cacao étaient d'un rapport intéressant pour les propriétaires hollandais et étrangers, grâce à la pratique encore courante de l'esclavage. Quand les richards de rio Berbice rentraient, après fortune faite dans leur pays, leur opulence irritait la bourgeoisie appauvrie de la métropole. D'où une campagne anti-esclavagiste qui aboutit en 1862 à l'adoption d'une loi supprimant l'esclavage dans toutes les colonies hollandaises.

Bien que terre lointaine, la Guyane hollandaise était bien connue des Neuchâtelois : Pierre-Alexandre du Peyrou, récemment reçu bourgeois de Neuchâtel (1748) était né à Paramaribo, il restait propriétaire là-bas d'importants domaines, sources de sa richesse. En outre, une dizaine de Neuchâtelois étaient établis dans la colonie dans le même temps que les frères Donzel et y exerçaient les professions les plus diverses : négociants, comme Guillaume-Auguste Montandon de Rochefort, Daniel Leuba et Georges Simon-Pierre de Buttes ; charpentiers, comme Jean Vaucher de Fleurier ; chirurgien, comme Elie Virchaux de Saint-Blaise ou encore

agents du Gouvernement hollandais comme Philippe de Chambrier qui fut « Commandant en chef de la province de Surinam ».

Aimé Donzel ne semble pas s'être d'emblée établi comme planteur, mais plutôt comme commerçant, s'occupant de transactions immobilières et de transports maritimes à destination des grands ports marchands de Londres, Amsterdam, Liverpool. De Paramaribo, il assurait l'expédition des produits de la colonie. Son entreprise ne tarda pas à jouir d'une solide réputation qui lui valut en 1771, d'être nommé par le gouvernement « Inspecteur des plantations coloniales » et dès 1788 « Receveur général de la province de Rio Berbice », l'une des quatre juridictions de la colonie hollandaise¹⁰. Charge que remplit également son frère Charles-Henri.

Dans le cadre de leur activité commerciale et financière les frères Donzel rendaient service aux membres de leur famille et aux industries du pays. A plusieurs reprises leurs livres mentionnent des achats de toiles peintes et des placements pour le compte de parents ou d'amis. C'est ainsi que Aimé Donzel est chargé, à un moment donné, par son ami François Meuron « de retirer des mains de Monsieur François-Louis de Pury à Paramaribo le garçon mulâtre nommé... (illisible) âgé présentement de quatorze ans, né sur le plantage Mon Désir et vendu en sa jeunesse au dit seigneur Meuron »¹¹. Il s'agit peut-être du jeune mulâtre qui, lors des réceptions au château des Frêtes faisait sensation auprès des invités de la maison Donzel, et qui, selon une légende qui a la vie dure encore aujourd'hui aux Brenets, aurait été enterré dans les caves du château.

Les propriétaires, en effet, avaient une nombreuse parenté dans le canton. A part leurs sept frères et sœurs, ils étaient alliés aux familles Matthey, Grosclaude, Huguenin du Locle, et comptaient de nombreux amis à Neuchâtel et à la Chaux-de-Fonds. Quand ils séjournaient aux Frêtes, la maison s'animait du va-et-vient des invités, des jeux et des danses d'une société choisie. Les vingt-cinq tables mentionnées dans l'inventaire, garnies de verres de Bohême cannelés, de coupes à champagne, de salières en cristal et d'innombrables plats et soupières laissent penser qu'on ne devait manquer de rien en sortant de table !

Des chambres étaient à disposition des hôtes qui pouvaient séjourner quelque temps au château. L'inventaire du mobilier mentionne 10 bois de lit, dont un en noyer en forme de bonheur-du-jour avec garnitures en soie et en indienne, 5 canapés, 11 fauteuils, des commodes, des bureaux à deux et trois corps et 14 glaces et miroirs. La salle de jeu ne devait rien laisser à désirer non plus avec ses deux tables à damier, ses jeux de dés et de cartes divers.

On peut admettre que pendant une trentaine d'années, mais surtout depuis 1802, la vie au château fut des plus animées. L'arrivée des

propriétaires devait être fêtée chaque année aussi bien par les parents que par les domestiques qui semblent avoir entretenu avec leurs maîtres les meilleurs rapports.

En 1805, pourtant, le retour d'Aimé Donzel ne donna pas lieu à des réjouissances. Le maître rentrait affaibli, malade, obligé de se soigner. Le 30 mai, il fait son testament daté des Frêtes, puis se rend à Neuchâtel, où il a un pied-à-terre dans la maison Schouffelberger, place des Halles (aujourd'hui rue Fleury 15) ¹². Mais ce changement d'air ne suffit pas et il doit bientôt se rendre à Berne pour bénéficier des soins de son ami le Dr François-Louis de Tribolet, intendant de l'hôpital de l'Ile ¹³, auquel il témoigna sa reconnaissance en ajoutant un codicile à son testament pour lui léguer « une montre à répétition avec sa boîte en or uni, timbre à ressort, etc., laquelle je prie de faire établir par M. Frédéric Sandoz, maître horloger au Verger du Locle ». Malgré tous les soins qui lui furent prodigués, Aimé Donzel succomba le 30 décembre 1805 à la maladie de poitrine qui le minait depuis plusieurs années. Il instituait son frère Charles-Henri héritier de tous ses biens, à charge pour lui de répartir aux membres de sa famille et à ses domestiques de nombreux legs importants. Aux trois chambres de charité de Neuchâtel, du Locle et des Brenets à chacune 150 louis d'or neuf, soit en tout 10.800 livres de France.

Comme son frère aîné, Charles-Henri Donzel avait gagné la Guyane dès son plus jeune âge. Il s'était plus spécialement occupé d'exploitation des terres et de rendement des cultures qui lui appartenaient ou qui lui étaient confiées par des membres de sa famille ou des amis. A sa mort, nous savons qu'il possédait « quatre terrains situés sur le Duyvets Creecq », ainsi que les plantages de Bel-Air, Sophiasberg, la Patience et s'Gravenage, ce dernier mentionné avec nonante-cinq esclaves établis sur la terre au moment de l'achat ¹⁴. C'était l'époque où il y avait encore 36.000 esclaves à Surinam.

Le cadet des Donzel s'était marié sur le tard avec la veuve d'un gros propriétaire de la Guyane. Cette dame, Catharina Gaillard, était aveugle et résidait ordinairement à Amsterdam où Charles-Henri s'établit également dans les dernières années de sa vie. C'est là qu'il fit son testament, le 14 mai 1807, ne se doutant pas alors qu'il ne reverrait plus ni ses plantations de la Guyane, ni ses propriétés des Frêtes.

En automne 1808, en effet, comme il le faisait sans doute chaque année, Charles-Henri Donzel se met en route pour la Suisse. Au cours du voyage, il est pris subitement d'un malaise. Il force les étapes... mais hélas ! en vain. A quelques kilomètres du but, à mi-chemin entre Besançon et les Brenets, il meurt brusquement, le 19 octobre, dans l'auberge des

Demoiselles Bourdenet à Flangebouche. C'est son beau-frère, David-François Cartier, capitaine de milices, ancien d'Eglise, qui ramena sa dépouille mortelle aux Brenets, où il fut inhumé.

Selon ses dernières volontés, il légua à ses deux neveux Isac-Benjamin et Charles-Henri Cartier « tous les fonds de terre situés aux Fraîtes avec tous les instruments de ménage, les meubles, les instruments aratoires, le bétail, les chevaux, etc. », sous réserve de l'usufruit en faveur de sa sœur Charlotte Cartier-Donzel et de sa femme en faveur de qui il précisait « qu'elle pourra, sa vie durant, avec telle personne qu'elle choisira à cet effet, séjourner dans ladite terre auquel cas lui sera cédé par les légataires la moitié de la maison et du jardin du côté du Locle, la calèche et le chariot de la propriété avec la paille et le foin nécessaires à l'entretien de un ou deux chevaux ». A la mort de dame Donzel-Gaillard, Charles-Henri prévoyait, en faveur de sa parenté et de quelques amis, des legs en argent d'un montant de 44.000 florins de Hollande, alors estimés à quelque 900.000 livres de France. En outre, désireux d'empêcher pour l'avenir le morcellement de la propriété des Frêtes, il avait prévu qu'en cas de prédécès de l'un de ses neveux, héritiers du château, le survivant, ou ses descendants, resterait propriétaire de l'ensemble des biens mentionnés dans le testament¹⁵. Vœu pie, qui ne sera que tardivement respecté par les intéressés.

Ni lors de la lecture du testament en Cour de Justice des Brenets, le 6 janvier 1809, ni au cours des années suivantes, dame Catherine Donzel ne vint visiter la propriété dont son mari lui avait sans doute fait d'élogieuses descriptions. Le fait qu'elle était privée de la vue et la perspective d'un voyage long et fatigant, explique sans doute qu'elle n'ait pas jugé bon de profiter du privilège que lui conférait le testament. Elle se contenta de confier ses intérêts au lieutenant Jean-Jacques Huguenin du Locle pour la représenter en Suisse. Elle mourut en Hollande en 1835 sans avoir connu la famille de son second mari et sans avoir goûté les charmes d'un séjour aux Frêtes¹⁶.

Des deux frères qui héritaient le château, l'un, Charles-Henri, était mineur lors de la mort subite de son oncle Donzel, l'autre, Isac-Benjamin était absent du pays. Il avait obtenu en 1805 un passeport pour voyage d'affaires au cap de Bonne-Espérance¹⁷. Ce sont donc leurs parents qui entrèrent en jouissance de la propriété au début de l'année 1809.

David-François Cartier, bourgeois de Valangin, capitaine de milices, ancien d'Eglise aux Brenets, avait épousé en 1773 une sœur cadette des deux frères Donzel, Charlotte, qui avait tenu jusqu'alors le ménage de ses vieux parents. Son mari était un personnage connu aux Brenets et, bien

qu'il possédât une maison au village, il s'installa, avec sa femme et sa fille Henriette, aux Frêtes, où il vécut jusqu'en 1820. On peut donc admettre que, pendant quelques années encore, le château continua d'être la demeure distinguée et connue du temps des frères Donzel.

Depuis lors, et jusqu'en 1902, les Frêtes restèrent entre les mains des fils, puis des petits-fils Cartier, période au cours de laquelle le château perdit peu à peu son caractère de maison de maîtres.

A la mort de leur mère, craignant de ne pouvoir s'entendre sur la gestion commune de leur héritage, Isac-Benjamin et Charles-Henri Cartier décident d'envisager le partage des biens immobiliers dont ils sont devenus propriétaires. Ils signent devant notaire, une convention stipulant que : « voulant prévenir toute espèce de difficulté future, ils déclarent pour eux et les leurs à perpétuité, qu'étant invêtus par la Justice des biens que leur dit oncle leur a légués, ils entendent en avoir la pleine possession, chacun pour sa moitié, tellement qu'à l'extinction de l'usufruit réservé en faveur de leur mère et de leur tante, ils pourront se partager les dits biens, sans que le survivant puisse jamais prétendre à l'effet de la clause contenue dans le codicile sus-rappelé »¹⁸. Ce qui leur permit, quelques années plus tard, de disposer à leur gré des biens de l'oncle Donzel.

Il semble que le château, dans le partage, soit échu à Isac-Benjamin, qui pourtant ne l'habita pas régulièrement. Nous le trouvons en effet établi au Locle en 1833 où il possède plusieurs immeubles et où il figure comme rentier et membre du Corps législatif. Nous savons par contre qu'il mourut aux Frêtes. Tandis que son frère Charles-Henri s'établit aux Brenets où il construisit un bâtiment de trois étages et où il est cité comme ancien d'Eglise.

Leurs fils leur succèdent sans qu'on puisse savoir l'usage qu'ils firent du château des Frêtes. L'ont-ils habité, loué, mis à disposition de membres de la famille ? Nous ne savons qu'une chose : c'est que l'ensemble de la propriété est alors revenu à Aimé-Ferdinand qui l'a acquise « pour moitié dans la succession de son père et l'autre moitié par l'acquisition qu'il en a faite de son cousin Henri-Adolphe »¹⁹. Ainsi se trouva quand même réalisé le vœu de Charles-Henri Donzel de ne pas voir morcelée la propriété des Frêtes.

A la mort du dernier descendant Cartier en 1902 le domaine échu à un parent, Philippe-Henri Guyot, monteur de boîtes au Locle, qui le fit figurer sur le registre des assurances sous le nom de Philippe-Henri Guyot, ses enfants et sa petite-fille.

C'est probablement pendant cette dernière période que se sont dispersés le mobilier, la literie, la vaisselle dont l'inventaire établi à la mort de

Charles-Henri Donzel nous est heureusement parvenu (voir annexe) et qui nous donne une idée de l'importance de la maison ²⁰.

En 1908, les héritiers de Philippe-Henri Guyot, désirant sortir d'indivision, vendent la propriété à M^{me} Anna-Maria Scheurer qui va modifier complètement sa destination.

C'est, en effet, au début du siècle l'époque où, dans toute la région, on cherche (comme aujourd'hui) à implanter le tourisme du Haut-Jura. Au Locle, aux Brenets s'ouvrent des hôtels qui mettent à disposition d'une clientèle, surtout française et plus sédentaire qu'aujourd'hui, les avantages d'une région boisée et tranquille. A Sommartel même, un grand industriel loclois a financé un « lieu de villégiature, centre d'excursions et station de sports d'hiver », avec hôtel, ferme, chalet-pension ²¹. Les Frêtes vont participer à ce mouvement et, dès 1909 la nouvelle propriétaire ouvre, avec sa famille le bel « Hôtel-pension des Frêtes » qui peut offrir à sa clientèle, dans un cadre idéal, une maison historique de caractère à la fois distingué et confortable. Malheureusement, la Première Guerre mondiale avec la fermeture de la frontière, puis les années difficiles de l'entre-deux-guerres ne permirent pas à l'entreprise de prospérer comme elle l'aurait mérité. Ce n'est que depuis 1939 que, sous deux nouveaux propriétaires-restaurateurs, le château des Frêtes a acquis sa réputation d'hôtel-restaurant, but de promenade et de rencontre pour une clientèle toujours plus nombreuse.

Il reste à souhaiter que tout ce qui rappelle la belle demeure des Donzel : grande salle du premier étage avec parquet et plafond, trois beaux poêles en catelles, etc., puissent être conservés intacts.

François FAESSLER.

ANNEXE

Inventaire général des divers objets
appartenant à Monsieur Donzel aux Fraîtes, Comté de Neuchâtel

Lingerie

17 nappes, fin linge
151 serviettes fin linge
17 draps de lit
29 fourres traversains
25 essuie-mains
29 fourres d'oreillers
22 couvertes blanches
27 matelas
52 rideaux blancs

64 draps de lit pour domestiques
41 nappes pour domestiques
129 essuie-mains pour domestiques
72 linges pour domestiques
101 tabliers de cuisine pour domestiques
14 fourres de duvet pour domestiques
19 fourres traversains pour domestiques
18 duvets pour domestiques
17 traversains pour domestiques

Verrerie

18 carafes, fin verre
202 verres divers

9 compotiers et salières
41 jattes et flacons à confiture

Fine terre anglaise

84 soupières, plats, etc.
36 assiettes et compotiers

Porcelaine

31 tasses
43 assiettes

6 pots à lait et à crème
5 théières et sucriers

Grossière terre anglaise et faïence

161 assiettes
42 plats et saladiers

44 tasses
11 bols, sucrier, etc.

Mobilier

11 armoires, buffets
25 tables
14 glaces
5 canapés

87 chaises
10 lits avec literie
18 lampes et lanternes
+ divers

parmi lesquels : une caisse à thé avec chaufferette, 5 peuglisses, 2 mays (?),
1 pompe à feu avec deux batans.

Batterie et services de cuisine

22 casseroles diverses
16 marmites
12 feuilles à gâteau et tourtières
10 cafetières
10 réchauds en étain
45 chandeliers

116 cuillères diverses
100 fourchettes
66 couteaux
+ 148 articles divers dont :
6 croles à Beurre
1 tambour à café
4 soufflets pour chauffe-pane

L'argenterie ne figure pas dans cet inventaire, sans doute établi par des domestiques, mais nous pouvons nous faire une idée de ce qui était disponible par les mentions suivantes tirées du testament d'Aimé Donzel :

5 cuillères à servir argent,
36 cuillères à soupe et 36 fourchettes argent et argentées,
36 cuillères à crème et 36 fourchettes argent et argentées,
24 cuillères à café, partie avec monogramme DZ argent et argentées,
11 chandeliers argent ou plaqué.

NOTES

¹ *Registre des morts des Brenets 1762-1823.*

² Daniel Quartier dit Maire, not., vol. 1, fol. 12.

³ F.-A. PERRET, *Le Doubs dès sa source à son embouchure*, p. 177.

- ⁴ *Musée neuchâtelois*, 1924, p. 132.
- ⁵ *Reg. Justice des Brenets*, 1803-1808.
- ⁶ Jos. Jeannot, not., vol. 1, p. 6.
- ⁷ Jos. Jeannot, not., vol. I, fol. 260 et 305.
- ⁸ J. COURVOISIER, *Monuments d'art... Neuchâtel*, III, fol. 302.
- ⁹ *Plumitifs du Locle*, 1803-1804, p. 20.
- ¹⁰ Communication des Archives royales de Hollande, 24 juillet 1964.
- ¹¹ J.-J. Brandt, not., acte du 15 novembre 1790.
- ¹² J. COURVOISIER, *op. cit.*, I, p. 284.
- ¹³ Fils de Jean-Rodolphe, propriétaire de la Lance.
- ¹⁴ Archives royales de Hollande.
- ¹⁵ Jeanneret, not., acte du 11 mars 1826.
- ¹⁶ Archives royales de Hollande.
- ¹⁷ *Registre des passeports*, 1796-1805.
- ¹⁸ Aug. Jeanneret, not., acte du 5 janvier 1833.
- ¹⁹ J.-F. Jacot, not., vol. 3, p. 47.
- ²⁰ On peut déplorer par contre que « cinq gros cahiers, soit volumes reliés, en papier et parchemin relatifs au domaine des Frêtes » et « un tableau représentant la ci-devant maison des Fraîtes » mentionnés au testament d'A. Donzel, soient aujourd'hui perdus.
- ²¹ P. CATTIN, *La Suisse pittoresque*, éd. Courvoisier, Le Locle.

CHRONIQUE DES SOCIÉTÉS SAVANTES

(1967-1968)

ARCHIVES DE L'ÉTAT. — Au cours de l'année 1968, les répertoires de baptêmes ont été achevés pour Dombresson-Savagnier (1729-1823) et Saint-Blaise (1682-1823). Le service a mis sur fiches un volume de comptes communaux du Landeron (1402-1586) et, pour les registres notariaux, les lettres d'origine et les agrégations de David-Henri Sandoz, Jacques Sandoz et David Sandoz-Gendre.

Les Archives ont fait, entre autres, des recherches sur les postes neuchâteloises et leurs marques, ainsi que sur Adrien Convert (1816-1878), imprimeur, libraire et éditeur à la Chaux-de-Fonds, Ferdinand Heinzely (1815-1865), imprimeur à la Chaux-de-Fonds, Jean Labram, de Chézard, imprimeur d'indiennes, mort en 1772, Samuel Piquet (1777-1872), lithographe à la Chaux-de-Fonds.

Le total des consultations écrites et orales pendant l'exercice 1968 s'est élevé à 1468.

Le fonds du registre des familles s'est accru de 1722 enveloppes et 4287 pièces individuelles.

Le service a reproduit sur microfilm le fonds des registres notariaux allant de Billod à Clerc.

Le troisième et dernier tome des *Monuments d'art et d'histoire du canton de Neuchâtel*, par Jean Courvoisier, a paru en octobre 1968. Voici la notice que lui consacre M. Alfred Schnegg dans son rapport :

Intitulé : *Les Districts du Val-de-Travers, du Val-de-Ruz, du Locle et de la Chaux-de-Fonds*, cet ouvrage comprend 468 pages ornées de 379 planches. Il décrit les parties du canton que n'avaient pas traitées les tomes I, paru en 1955 (*La Ville de Neuchâtel*), et II, paru en 1963 (*Les Districts de Neuchâtel et de Boudry*). Une conclusion intitulée « Aperçu d'histoire de l'art » (pp. 385 à 426) résume ici, en quelque mesure, l'ensemble de l'œuvre, alors que des « Compléments » aux tomes I et II (pp. 427 à 444) mettent à jour la description d'édifices étudiés précédemment, rectifient et ajoutent des éléments d'information nouveaux. L'ouvrage se termine par des tables de poinçons d'orfèvre et de marques de tâcheron (pp. 446 à 447), et par un copieux index des noms cités des personnes et des lieux (pp. 448 à 466). Comme ses prédécesseurs, ce volume, rédigé par M. Jean Courvoisier, archiviste adjoint, a été édité par la Société d'histoire de l'art en Suisse et distribué à ses membres. La documentation considérable réunie par M. Courvoisier dès 1946, date du début de ses travaux, reste acquise aux Archives :

elle constitue une source d'information d'une valeur incontestable, vu l'ampleur des recherches qu'elle a exigées.

Les Archives ont reçu, entre autres, des documents provenant de Jérôme-Emmanuel de Boyve (1731-1810), chancelier, Charles de Marval (1802-1880), châtelain de Thielle, et Abraham Pettavel (1739-1814), secrétaire de ville. Notons aussi 354 lettres reçues par Edouard Desor et 12 photographies neuchâteloises de la fin du XIX^e siècle.

MONUMENTS ET SITES. — Le rapport du conservateur Roger Vionnet contient des faits qui méritent d'être signalés dans notre chronique.

La commission cantonale et les sous-commissions ont examiné en 1968 la suite du classement sur le territoire de la Sagne (les Roulets, Sagne-Crêt, le Marmoud), les Ponts-de-Martel, la Brévine (les Cotards, Martel-Dernier, Combe-Varin, Combe-Hory).

A Neuchâtel, on a continué de revoir le classement des fontaines historiques.

Autres affaires suivies : transformation intérieure du Château de Crescier, modification intérieure de la Collégiale de Valangin, projet d'un nouveau quartier à Cormondrèche, projet de modification intérieure du Temple du Bas à Neuchâtel.

MUSÉE CANTONAL D'ARCHÉOLOGIE. — Le Conseil d'Etat a nommé M. Michel Egloff, professeur à Yverdon, au poste de conservateur du Musée en remplacement de Jean-Pierre Jéquier († 28 février 1967). L'entrée en fonction de M. Egloff coïncidera avec le début de son enseignement à la Faculté des lettres en automne 1969.

M^{lle} Rose-Marie Lehmann, préparatrice, a été chargée dès le mois d'août 1968 des travaux qu'entraîne la conservation du matériel recueilli lors des fouilles d'Auvernier en 1964 et 1965.

Le nombre des visiteurs du musée s'est élevé à 2409 (321 de plus qu'en 1967).

La commission spéciale d'archéologie pour la R. N. 5, réunie le 16 novembre 1968, a pris connaissance du rapport de M. Christian Strahm sur les fouilles d'Auvernier. Le Fonds national de la recherche scientifique a été mis à contribution pour couvrir les frais des études.

UNIVERSITÉ. — Grâce à sa richesse d'information, c'est dans le *Rapport du département de l'Instruction publique* que l'historien trouvera de quoi analyser et caractériser notre vie universitaire pour une période définie. On s'étonnera peut-être, un jour, que le rapport du recteur et ses annexes se cachent dans une publication administrative de diffusion restreinte, alors que les *Mémoires de l'Université* n'ont pas paru depuis plusieurs années faute de matière.

Il est impossible de résumer ou de donner l'essentiel de l'année académique 1967-1968. La chronique n'en peut retenir que quelques traits.

Des enseignements plus spécialisés sont apparus : littérature américaine, géomorphologie de la Suisse, économie politique appliquée, économie politique nationale, droit civil comparé, institut de métallurgie structurale, cours propédeutique de latin.

La conclusion du recteur Maurice Erard est assez significative pour être reproduite en entier :

L'Université de Neuchâtel n'échappe pas aux phénomènes de mutation qui caractérisent aujourd'hui tous les systèmes universitaires. Longtemps petite université de trois cents à quatre cents étudiants, aux relations presque familiales, elle accède progressivement avec ces quelque mille cinq cents étudiants au rang d'université moyenne, du moins à l'échelle de notre pays. Si sa valeur scientifique n'a jamais pu être mise en doute, sa rentabilité économique est maintenant évidente, et le rôle qui lui est assigné dans le complexe universitaire romand, et même suisse, lui interdit tout retour en arrière. Au moment où d'autres cantons, désireux de profiter des subsides fédéraux, se lancent dans une telle entreprise, il faut une fois de plus féliciter la population et les autorités neuchâteloises d'avoir si longtemps porté seules notre institution.

Jusqu'ici, les charges d'une université étaient davantage liées à la diversification nécessaire des enseignements qu'au nombre des étudiants ; qu'un professeur donnant un cours *ex cathedra* ait devant lui dix ou cent étudiants, cela n'avait que peu de conséquences, sauf au moment des examens. La complexité plus grande des matières enseignées et l'introduction obligée de laboratoires, séminaires et travaux pratiques pour satisfaire aux exigences pédagogiques modernes entraînent un encadrement plus strict des étudiants, d'où dédoublement des chaires et nomination d'autant de chefs de travaux ou d'assistants qu'il y a de groupes de trente à cinquante étudiants, avec les conséquences bien compréhensibles sur le nombre et l'équipement des locaux. Partout cet effort d'adaptation s'est réalisé plus tôt en sciences exactes et naturelles qu'en sciences morales, et notre Université, avec l'achèvement de l'Institut de chimie, est bien placée à cet égard. On comprend donc que l'effervescence estudiantine se manifeste surtout dans les facultés des lettres, de droit et des sciences sociales : pénurie de locaux, trop peu de chaires, au surplus trop lourdes et composites, manque d'assistants, bibliothèques et centres de documentation — les laboratoires des sciences humaines — insuffisants. Certes, Neuchâtel n'a pas encore dépassé de beaucoup le point critique à cet égard, grâce aux mesures déjà prises ces dernières années, mais nos efforts ne doivent pas se relâcher.

Parallèlement, les structures administratives de l'institution doivent être adaptées à sa croissance. La loi sur l'Université de 1963 et le règlement général de 1965 ont été conçus de manière suffisamment large et souple pour faciliter ces adaptations, mais le fonctionnement traditionnel s'est maintenu jusqu'ici, le Bureau du Sénat hésitant à confier au rectorat et au secrétariat général de plus larges compétences. Le gouvernement collégial a certes de solides fondements en Suisse et nous a préservés des aventures, mais on ne voit pas quelle sorte de « dictature » peut naître d'un rectorat de deux ans, la non-réélection du recteur

ayant précisément pour but de l'empêcher. Subitement, sous la pression des événements et à l'imitation de plus grandes universités, certains d'entre nous songent à un renforcement sans précédent de l'autorité centrale, voire à la confier à des gens en dehors de l'Université. Le problème est maintenant posé à la Commission de prospective mais, en attendant, il ne faudrait pas qu'un excès de légalisme nous interdise de faire, dans le cadre de la réglementation actuelle, des expériences plus novatrices : décentralisation des problèmes de l'enseignement et de la recherche au niveau des instituts, qui doivent encore se multiplier — notamment en sciences morales — et coordonner leurs travaux par sections, départements ou centres interfacultaires ; harmonisation des besoins financiers par faculté, efficacement dirigée par le doyen ou le bureau de la faculté ; administration générale et représentation au-dehors, notamment envers l'Etat qui doit admettre une certaine autonomie de l'Université, confiées au recteur, au recteur désigné et au secrétaire général ; arbitrage des grandes options et orientations des facultés, au Bureau du Sénat. Telles sont les lignes directrices que le sous-signé [M. Maurice Erard] voudrait voir suivre au cours de sa seconde année de rectorat. Si une telle expérience n'est pas possible, il est vain de songer à une réforme beaucoup plus radicale de la structure universitaire.

La Commission des mémoires a accordé un subside pour le lancement d'une nouvelle collection en histoire, *Le Passé présent*, dirigée par les professeurs E. Bauer et L.-Ed. Roulet.

La Commission de la recherche scientifique a octroyé des subsides à quinze débutants (164.900 fr.), ainsi qu'à des professeurs, chargés de cours ou privat-docents (1.718.339 fr.).

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE. — Le recteur annonce dans son rapport que « des contacts seront pris avec la Société académique pour qu'elle regroupe davantage les anciens étudiants et amis de l'Université et, grâce à des moyens financiers accrus, puisse renforcer le nouveau fonds de publication des thèses, dont le coût d'impression excède de plus en plus les moyens des jeunes docteurs ».

INSTITUT NEUCHATELOIS. — Les numéros 33, 34 et 35 (juin, octobre et décembre 1968) du *Bulletin d'information* mettent deux événements en évidence :

Le Prix de l'Institut a été décerné le 29 juin à M. Eddy Bauer pour ses travaux d'historien, en particulier le volumineux ouvrage sur *l'Histoire controversée de la Deuxième Guerre mondiale, 1939-1945*, Monaco, Jaspard, Polus et C^{ie}, 1966-1967, 7 vol. in-4, ill. Le lauréat fut présenté par M. Jean-François Aubert, professeur de droit constitutionnel.

L'assemblée générale du 16 novembre fut marquée par une conférence de M. Georges Duplain, directeur de l'Agence télégraphique suisse : *Information et vie civique*.

LECTURE POPULAIRE. — La commission chargée d'examiner le postulat de MM. Fernand Donzé et consorts a déposé son rapport en février 1968. Il préconise l'organisation rationnelle de la lecture publique dans chaque

commune, avec le concours, dans les régions non urbaines, d'un bibliobus géré par un organisme cantonal. Des contacts avec les communes et la Fondation suisse de la Bibliothèque pour tous, qui alimente plusieurs bibliothèques scolaires, permettront d'arrêter des propositions définitives.

BIBLIOTHÈQUES ET MUSÉES. — Notre revue doit se limiter aux rapports de gestion de l'année 1967, le recueil consacré à l'exercice 1968 pour la ville de Neuchâtel n'étant pas encore à la disposition du chroniqueur.

La Bibliothèque publique de la ville de Neuchâtel a présenté, du 18 novembre au 2 décembre, une *Exposition Charles Baudelaire (1821-1867)* avec le concours de la Faculté des lettres, du professeur Marc Eigeldinger et de M. Claude Pichois, professeur à l'Université de Bâle. Un catalogue préfacé par M. Pichois fait l'inventaire des pièces.

Le 28 novembre, M^{me} Eugène Reymond a fait une causerie au *Lyceum Club* sur quelques beaux livres de la Bibliothèque.

Pour la première fois en 1967, les rapports de gestion s'enrichissent de celui de la Bibliothèque des pasteurs, sous la signature de M. Jean-Pierre Barbier, successeur de M. Paul-Eugène Vuillemin qui a pris sa retraite. L'annuaire *Bibliothèque et Musées de la Ville de Neuchâtel* rend ainsi service à la plus ancienne de nos bibliothèques privées, dont les riches collections de théologie ne sont pas seulement réservées aux pasteurs, aux professeurs et aux étudiants, mais au public curieux et aux érudits de toutes confessions. La maison qui porte le N° 3, rue de la Collégiale, demeure fidèle à son sens de l'accueil.

Le rapport de M^{me} Eric Wavre sur la Société du Livre contemporain (fondée en 1919), qui paraît depuis 1961, confirme les constats d'un P.-H. Simon : « Les années qui ont suivi 1950 marquent un tournant dans la création littéraire... On est au creux de la vague. » La présidente de la S. L. C. ne montre aucun signe de découragement. « Si la S. L. C. n'arrive pas toujours à conquérir le public, elle existe cependant, elle œuvre à la diffusion de la pensée littéraire contemporaine, soutenue par ses deux cents et quelques sociétaires, épaulée par la Bibliothèque de la Ville. Elle est indispensable au rayonnement culturel de Neuchâtel, indispensable aux étudiants, utile à l'enrichissement du fonds de la Bibliothèque ; elle a sa raison d'être, elle est une présence. »

La vie intellectuelle et scientifique d'un pays dépend dans une large mesure du goût de la lecture éveillé chez les enfants. Le rapport du comité de la Bibliothèque Pestalozzi (subventionnée par la Ville et l'Etat) permet à la présidente, M^{me} Blaise Junier, de constater que « les efforts de ces dernières années portent leurs fruits ». « Dès 1959, la Bibliothèque Pestalozzi adoptait un horaire d'ouverture à plein temps. En 1965, elle s'installe

dans un local bien situé, agréablement agencé et le comité décide d'augmenter les achats de livres, l'Etat de Neuchâtel nous alloue une subvention et la Ville augmente sa prestation sous la forme d'un poste partiel afin de renforcer notre personnel. » Le nombre des lecteurs a passé de 23.766 en 1966 à 24.721 en 1967, celui des livres prêtés : de 43.134 à 46.239, la hausse étant de plus de 3000. A la fin de 1967, les membres amis étaient au nombre de 1250. Dans un bel article, M^{lle} Denise Gardy, bibliothécaire, rend compte d'une série de conférences organisées par l'Ecole normale sous le titre *Littérature pour l'enfance, l'adolescence et la jeunesse*.

Le conservateur Daniel Vouga regrette dans son rapport que les réfections du Musée des Beaux-Arts n'aient pu être entreprises en 1967, le crédit ayant été refusé par le Conseil général. Il fallait refaire la toiture de l'édifice et donner plus de place aux collections et aux expositions.

Notre musée se doit — et doit à ses fondateurs comme à son public — de présenter Léopold Robert et « l'école neuchâteloise du XIX^e siècle », et DuBois, et Pury, et Anker (ce presque Neuchâtelois), Jeanneret et Bachelin (ces deux méconnus), Paul Robert, Théophile Robert, Louis de Meuron... Il se doit aussi de présenter leurs contemporains, suisses ou étrangers (Calame, Diday, Bocion, Menn, Hodler, Corot, Courbet, Rousseau...). Et il se doit enfin, comme il le doit aux artistes actuels, de présenter ses acquisitions récentes : l'art d'aujourd'hui, qu'il soit neuchâtelois, suisse, ou étranger. Or, cela lui est impossible, absolument impossible.

Notons parmi les achats : Georges Froidevaux, *Terre de violence*, Aimé Montandon, *Les Cousines*, Henryk Musialowicz, *La Guerre contre l'homme*.

M. D. Vouga joint à son rapport une étude sur le peintre Maximilien de Meuron (1785-1868), fondateur de la Société des Amis des arts.

Le conservateur Léon Montandon rappelle aussi que le Musée d'histoire a besoin d'espace :

Alors que les collections historiques sont à l'étroit, que quantité d'objets, entassés au sous-sol, ne peuvent être présentés au public, l'on peut se demander si la Salle Russ, tout au moins, ne pourrait pas être rendue à sa destination primitive ? Parmi les collections qu'il conviendrait de mettre en valeur il faut citer le cabinet de numismatique, dont les monnaies et les médailles sont dispersées dans plusieurs meubles et locaux...

Le Musée possède le clavecin dit de Marie-Antoinette, que les visiteurs connaissent bien. Il n'est pas seul de son espèce. Un autre clavecin, digne d'attention, plus ancien que le premier, est entreposé au sous-sol, en compagnie de pianos et de clavecins de la fin du XVIII^e siècle. Lorsque les crédits le permettront la composition d'une salle d'instruments de musique anciens devra être envisagée sans délai. Un ensemble de ce genre retiendra l'attention et l'intérêt des connaisseurs et du public.

Les automates Jaquet-Droz ont eu moins de curieux que l'année précédente : 3649 contre 4041 en 1966. On y a vu, en particulier, des élèves des

écoles d'horlogerie de Copenhague, de Louvain et de Rotterdam. La Russie avait envoyé une délégation.

Animateur du Musée d'histoire naturelle, M. Archibald Quartier poursuit la présentation des dioramas, grâce à la compétence de M^{mes} Marguerite Arnd et Gérard Bauer. Le conservateur complète son rapport d'une étude sur l'évolution des méthodes de préparation et de présentation des animaux (*D'un musée à l'autre*, avec de belles photographies), et d'une aussi savante étude sur *La pêche de la perche (Perca fluviatilis L) dans le lac de Neuchâtel*, fondée sur des résultats statistiques.

Le recueil *Bibliothèques et Musées 1967* reflète enfin, sous la signature du directeur Jean Gabus, l'activité du Musée d'ethnographie et de l'Institut d'ethnologie en cinquante pages et seize illustrations. On y trouve des détails précis sur l'exposition des *175 ans d'ethnographie à Neuchâtel* et sur l'histoire du Musée.

AMIS DE J.-J. ROUSSEAU. — Dans le *Bulletin* du printemps 1968, N° 9, M. François Matthey rend compte de la conférence de M. Bernard Böschenstein, professeur à l'Université de Genève, sur *La présence de Jean-Jacques Rousseau dans l'œuvre de Heinrich von Kleist* (assemblée générale des Amis, 4 novembre 1967).

Il y a — écrit M. Matthey — deux façons de concevoir la littérature comparée : d'une part l'étude des problèmes d'influences, la recherche des sources, envisagées historiquement, d'autre part la confrontation de la création originale sur le plan esthétique. Il ne s'agit plus dans cette perspective moderne de suivre le mécanisme de la transmission des thèmes et des images, mais de pénétrer le phénomène combien plus profond de la transmutation de ces thèmes, en dépassant l'examen des rapports externes. M. Böschenstein a choisi cette voie ardue, mais combien riche et saisissante.

M^{lle} Claire Rosselet, présidente, fait dans ce numéro l'analyse critique du dernier tome des *Annales de la Société Jean-Jacques Rousseau* (t. 36^e, 1963-1965, Genève, 1966, 472 p.), avec quelques mises au point.

SOCIÉTÉ DES SCIENCES NATURELLES. — Nous ne pouvons relever dans le tome 91 (1968) du *Bulletin* que ce qui touche de près au canton : Eugène Mayor, *Champignons observés à Neuchâtel dans les jardins de l'Institut de botanique* ; Laszlo Kiraly, *Eléments structuraux et alignement de phénomènes karstiques* (Région du Gouffre du Petit-Pré de Saint-Livres, Jura vaudois) ; Werner Sörensen, *Félix Fiala (1913-1967)*.

M. J.-L. Richard, président de la Commission scientifique neuchâteloise pour la protection de la nature, note qu'en 1967 le Bois-des-Lattes et les réserves de la ligue suisse « sont de plus en plus fréquemment visités par des écoles, ce qui montre l'intérêt croissant des jeunes pour tous les aspects de la nature sauvage ».

Malheureusement, on constate que les entreprises d'exploitation de tourbe horticole intensifient leur activité dans la région, à tel point que certaines parcelles [...] perdent de plus en plus d'intérêt et qu'il faudrait obtenir de les échanger contre des parcelles jouxtant les grandes réserves. Du reste une demande de protection des abords du Bois-des-Lattes est à l'examen à la communauté de travail pour l'aménagement du territoire. En outre, nous avons reçu de la L.S.P.N. les pleins pouvoirs pour l'achat de parcelles intéressantes de tourbières dans la région.

La tourbière du Bas-du-Cerneux (le Cachot), « qui présente sur une petite surface les biotypes les mieux conservés de toutes nos tourbières cantonales, a été choisie par l'Institut de zoologie de l'Université pour des études d'écologie sur des populations d'insectes ».

En ce qui concerne les *Observations météorologiques faites en 1967 à l'Observatoire cantonal de Neuchâtel*, M. Walter Schuler fait cette remarque :

Mil neuf cent soixante-sept se classe parmi les très belles années. Avec un bilan thermique très favorable et une insolation comme on ne la trouve qu'une fois sur dix ans, elle se distingue en plus par une pression élevée et une très faible humidité de l'air. Après un hiver chaud et très ensoleillé, et un printemps normal, l'été s'annonçait mal par un mois de mai frais et pluvieux. Il a néanmoins été assez chaud et bien ensoleillé. L'automne a été très chaud et assez ensoleillé grâce à un mois d'octobre extraordinaire.

ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE NEUCHÂTEL. — Il y a un lien étroit entre le rayonnement intellectuel d'un pays, de son chef-lieu, et les conditions matérielles qui le favorisent. Les rapports alarmants au sujet du Musée d'art et d'histoire suffiraient à le prouver. Mais on trouve aussi d'autres raisons de réagir dans le rapport d'activité 1968 de l'ADEN, que signent le président G. Droz et le directeur A. Billeter. Sous la couverture de cette jolie plaquette oblongue, illustrée d'une photographie de l'hôtel DuPeyrou, le lecteur apprend que « faute de pouvoir offrir à différents congrès les conditions de logement et de réunion qu'ils désiraient, Neuchâtel a dû renoncer à recevoir cette année : l'assemblée générale d'une importante société suisse, un cours international de trois semaines réunissant des savants et étudiants du troisième cycle, trois conférences successives, de deux jours chacune, organisées par une entreprise commerciale européenne ». « Les manifestations auraient représenté à elles seules : 4000 nuitées, 11.700 repas, une utilisation abondante des moyens de transport, de nombreux achats chez nos commerçants. Parmi ces hôtes, il y en aurait eu pour le moins 1500 qui seraient venus à Neuchâtel pour la première fois. »

L'histoire, l'histoire régionale, se doit de relever certains des éléments qui contribuent au libre épanouissement des sociétés et des institutions savantes, dans leur dialogue avec le monde.

Eric BERTHOUD.

LES DOLÉANCES D'UN GARDE-ARSENAL AU DÉBUT DE LA RÉPUBLIQUE

Le texte que nous publions ici nécessite quelques pages d'introduction. L'arsenal du milieu du siècle passé n'est pas celui que nous connaissons à Colombier, et qui s'érigera en 1870-1871 seulement. Celui qu'héritait de l'ancien régime la jeune République se composait de différents locaux, sans destination spécifique, se répartissant au château même de Neuchâtel et dans les bâtiments voisins. L'artillerie était logée, tant bien que mal, dans ce que nous appelons aujourd'hui la salle des chevaliers, local occupé au milieu du XVIII^e siècle par un pressoir¹. Puis on avait, à l'ouest de la salle appartenant jadis à la Vénérable Classe, dite le Conclave, l'atelier des armuriers avec une forge, ainsi que le magasin d'habillement. Jusqu'en 1850, les projectiles d'artillerie y étaient également entreposés, voisinage dangereux qui provoqua alors leur transfert, au moins partiel, à la poudrière². Ce bâtiment, qui servait d'atelier de charrons jusqu'en 1814, était d'ailleurs fort mal adapté à sa fonction militaire, et les munitions s'y détérioraient. Quelques aménagements y avaient été apportés en 1845 (établissement d'un plancher d'asphalte pour combattre l'humidité), mais l'utilisation en restait fort incommode³. Plus tard, en 1859, la salle même du Conclave (l'ancien Cloître) — la Classe étant dissoute — sera mise à la disposition de la direction militaire pour agrandir les magasins⁴. La galerie du Donjon, ancienne orangerie du gouverneur, avec sa volière, avait été transformée, en 1830-1831, en atelier de cartouches⁵, alors que le complexe de bâtiments occupant la terrasse supérieure du Donjon, entre la tour carrée d'angle et la tour ronde, dite tour de la Princesse, servait d'entrepôt militaire et de logement au garde-arsenal, cas échéant à l'instructeur des milices. L'ensemble de ces constructions présentait un aspect fort pittoresque, dont le dénuement actuel des lieux ne donne plus aucune idée aujourd'hui⁶. Mais on comprend que ces locaux désuets, incommodes et d'une capacité insuffisante aient préoccupé, dès le changement de régime, les responsables de l'organisation militaire neuchâteloise, qui devaient se soumettre à l'inspection périodique des officiers de la Confédération. En 1849, le conseiller d'Etat Georges DuBois, rapportant au Grand Conseil sur l'état militaire du canton, s'exprimait ainsi : « Dans un temps plus ou moins éloigné, on reconnaîtra que l'arsenal actuel ainsi que

les magasins sont tout-à-fait défectueux. ⁷» Sept ans plus tard, la commission de gestion, s'agissant du logement de l'artillerie et des « chariots de guerre », émettait dans son rapport une note plus pessimiste encore : « Ce matériel est réparti dans toutes espèces de locaux ; nous en avons trouvé dans d'anciens pressoirs, dont la toiture était plus qu'en mauvais état, dans des écuries aux murailles salpêtrées, dans des hangars en planches, etc. Des caissons placés dans ces locaux insalubres étaient chargés de leurs munitions ; aucune de ces voitures n'était calée réglementairement ; les bois n'étaient pas nettoyés, les fers et les cuirs n'étaient pas noircis... ⁸ » Mais ce n'est pas tout. L'insuffisance notoire des locaux mis à la disposition de l'arsenal sur la colline du château avait obligé les autorités à disperser le matériel qu'on n'y pouvait héberger. Outre la poudrière, érigée en 1834 au nord du Jardin du Prince par l'architecte Louis Châtelain ⁹, il fallut aménager un hangar pour les équipages de l'artillerie. On pensa d'abord le placer dans les jardins de l'hôtel DuPeyrou, avec l'accord des Quatre-Ministres, acquéreurs récents de l'immeuble ¹⁰. Cette solution ayant présenté des inconvénients, l'Etat se rendit acquéreur d'un emplacement beaucoup plus éloigné dans le quartier de Vieux-Châtel, au voisinage de l'hôtel Fauche ¹¹. C'est là que s'éleva, dès 1818, ce qu'on appelait l'« Arsenal du Faubourg », qui resta à la disposition du département militaire jusqu'en 1871, date de sa vente à un particulier ¹². Il y avait là un bâtiment principal, en pierre, où logeaient les fourgons, flanqué d'une dépendance servant de salle de police et d'un hangar de bois. De chaque côté, des dégagements permettaient le nettoyage en plein air du matériel. L'arsenal du Faubourg hébergeait aussi, à l'occasion, quelques pièces d'artillerie, des fusils et des gibernes : tout cela fut amené en grand secret, et à la barbe des hommes de Bourquin, au camp de Valangin lors des événements de septembre 1831 ¹³. Quant au casernement des milices, il se faisait, partiellement du moins, au château de Colombier, après le transfert en ville, en 1824, du dépôt du bataillon de la garde. Dès 1843 s'éleva, à la place de la grange seigneuriale, une nouvelle caserne, alors que la cave de l'ancienne tonnellerie, au nord de la route (la « petite caserne »), était aménagée, dix ans plus tard, pour recevoir des voitures d'artillerie ¹⁴. Chaque levée de troupe occasionnait entre Neuchâtel et Colombier un va-et-vient dispendieux de matériel militaire. L'artillerie, en particulier, souffrait de ces fréquents déplacements. En 1853, le Conseil d'Etat avisait le Conseil fédéral qu'il n'était pas en mesure de mettre à la disposition de la Confédération les huit pièces qu'il était tenu de fournir pour ses deux batteries, au titre du contingent cantonal. « Les fréquentes occasions où Neuchâtel a dû prêter ses pièces pour les écoles fédérales d'artillerie à Colombier les ont tellement détériorées qu'au

mois de janvier 1853 le bronze de 4 pièces a dû être envoyé à MM. Ruetschy frères, à Aarau, qui devaient en livrer 4 neuves, ainsi que 2 obusiers longs, à un terme maintenant échu. De 4 pièces qui ont été employées à la dernière école fédérale, à Colombier, 3 ont été rendues hors de service. » En conséquence, il pria la haute autorité fédérale de lui fournir le solde, par l'entremise d'un canton mieux approvisionné que Neuchâtel¹⁵. Une autre cause d'usure, dont le gouvernement ne dit mot ici, réside certainement dans la dispersion des pièces d'artillerie dans le pays à des fins de sécurité politique. A la séance du 29 janvier 1849, le député Auguste Pettavel, fougueux républicain, avait fait adopter par le Grand Conseil la motion de « transporter une partie de l'arsenal dans les différentes localités du pays qui paraîtront les plus convenables pour mettre à l'abri d'un coup de main la majeure partie du matériel qu'il peut contenir »¹⁶. Conformément à cette décision, le Conseil d'Etat avait fait amener à la Chaux-de-Fonds la plupart des canons et des obusiers, alors que les fusils étaient répartis dans tous les districts. L'année suivante, la décision fut ramenée (sans l'aveu du Grand Conseil), étant donné « les inconvénients et les pertes qu'[entraînait] pour l'Etat la prolongation de la dissémination des armes de l'arsenal »¹⁷. Cependant, en 1853 encore, le rapport de gestion signale que huit pièces d'artillerie sont déposées à Môtiers, à Travers, au Locle et à la Chaux-de-Fonds. Une nouvelle dispersion des armes appartenant à l'Etat s'opéra après l'insurrection royaliste du 4 septembre 1856.

Soucieux de remplir au mieux les obligations incombant au canton de Neuchâtel, et d'effacer certains souvenirs pénibles que laissait en Suisse la politique militaire de l'ancien régime, le Conseil d'Etat de la jeune république se préoccupa très tôt de pallier les insuffisances de l'arsenal. En 1850, on prit des mesures pour améliorer le logement des écoles fédérales d'artillerie qui se tenaient, nous l'avons vu, au château de Colombier. A cette occasion, la direction militaire proposa de transférer dans ce bâtiment, d'une façon durable, une grande partie du matériel de l'arsenal. Des plans et des devis furent commandés en vue d'édifier les bâtiments nécessaires¹⁸. Rien ne sortit de ces projets, des tâches plus urgentes accaparant alors les finances de l'Etat. A l'occasion du rapport de gestion de 1856, dont nous avons cité un extrait plus haut, le Conseil d'Etat fut invité à proposer à l'assemblée législative les plans d'une construction toute nouvelle, dans un site à déterminer. D'emblée, on écarta la solution de Colombier, comme étant « à une trop grande distance du centre de l'administration » ! Impossible aussi, ajoutait le rapport du Conseil d'Etat, de laisser à un simple garde-arsenal la direction d'affaires aussi considérables « sans la surveillance immédiate et permanente du directeur militaire (chef du départe-

ment) ». Son choix se porta sur le Donjon, dont les bâtiments devaient être rasés, alors qu'on maintiendrait en activité les ateliers. Une construction nouvelle, à l'angle nord-ouest de la colline du château, devait faire pendant à ce dernier et contribuer, estimait-on, à l'embellissement du site¹⁹. Le projet fut renvoyé à une commission ; mais la législature tendait à sa fin, et on savait les députés peu soucieux de voter à ce moment de nouvelles dépenses (le devis du Conseil d'Etat s'élevait à 90.000 francs). Le rapport demandé ne fut pas présenté, et l'affaire, une nouvelle fois, en resta là. La rénovation de la Collégiale et la vente projetée à la municipalité de Neuchâtel des terrasses du Donjon donnèrent enfin au Conseil d'Etat, en 1869, des arguments péremptoires pour l'évacuation de l'arsenal et sa reconstruction sur un autre emplacement. En effet, on ne vit plus d'obstacle alors à son éloignement, et le site de Colombier fut choisi. La dépense budgétée (194.000 francs) devait être couverte par la vente des bâtiments entourant la Collégiale, le Jardin du Prince et l'arsenal du Faubourg (ou du Crêt, comme on l'appelait aussi), alors que le solde serait fourni par un emprunt²⁰. En juin 1871, la nouvelle construction, due aux plans de l'architecte cantonal Alphonse Droz, était sous toit. Un nouveau complexe de bâtiments vint s'y ajouter en 1917.

Sous l'ancien régime, l'arsenal du Prince était placé sous l'autorité d'un *surintendant*. Le premier titulaire de l'office fut le colonel Frédéric de Chaillet d'Arnex, dont le brevet porte la date du 24 mars 1801. C'est cet honorable magistrat qui se vit contraint, le 24 décembre 1813, de remettre au major autrichien de Vaulx, commandant l'avant-garde des troupes alliées, la clé des dépôts, et d'en livrer le contenu conformément à l'inventaire qu'on exigea également de lui²¹. Au début de janvier 1814, le maréchal Bubna, commandant de place de Neuchâtel, donnait l'ordre au Conseil d'Etat de faire conduire à Stockach en Souabe, par tous les moyens possibles et par la route la plus courte, l'artillerie « ennemie » — c'est-à-dire française — qui se trouvait à Neuchâtel. Le Conseil d'Etat répondit fermement qu'il présumait que cette mesure n'avait d'autre but que de mettre l'artillerie du château hors de portée des ennemis des Alliés ; s'il devait en être autrement, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une saisie, il se verrait obligé de protester pour que cette propriété de l'Etat lui soit conservée²². Quelques semaines plus tard, on apprenait avec soulagement à Neuchâtel que le roi de Prusse s'était décidé à reprendre la principauté : ce qui autorisa le Conseil à résister à de nouvelles exigences des occupants. Comme les clés étaient toujours entre les mains d'un officier autrichien, on fit apposer les scellés sur les portes de l'arsenal « appartenant au Roi »²³. A son décès, Chaillet d'Arnex fut remplacé, en 1817, par Louis de Pourtalès,

colonel d'artillerie, qui donna à son service une certaine impulsion, liée aux obligations incombant dès lors à l'Etat du fait de son appartenance à la Confédération suisse. Mais c'est aussi sous son administration que l'arsenal, livré sans défense à la troupe d'Alphonse Bourquin, fut une nouvelle fois vidé de son contenu. Nommé président du Conseil d'Etat cette même année 1831, Pourtalès résigna ses fonctions de surintendant, qui furent attribuées à Alexandre-Frédéric-Louis de Morel. On sait que ce fonctionnaire fut compromis en juillet 1832 pour avoir livré clandestinement aux oligarques bernois, écartés récemment du pouvoir (Comité des Sept), vingt-cinq mille cartouches d'infanterie fabriquées à l'arsenal même de Neuchâtel, et qui furent découvertes et saisies à l'hôtel d'Erlach²⁴. Morel, sacrifié délibérément par le président du Conseil d'Etat, fut révoqué, mais non remplacé. Cinq ans plus tard seulement, Louis-Auguste de Pourtalès, fils de Louis, reçut la surintendance de l'arsenal, qu'il garda jusqu'en 1848. La république abolit cette fonction (comme fut supprimé l'office de chancelier), dont le nom même rappelait de mauvais souvenirs. L'administration de l'arsenal fut rattachée directement à la direction (département) militaire, et on se contenta dès lors des services d'un fonctionnaire subalterne, le garde-arsenal. Le poste lui-même n'était pas nouveau ; l'ancien régime avait utilisé, dès 1816, des garde-arsenal pour l'exécution des tâches du service, sous la responsabilité du *surintendant*. Un règlement, adopté par le Conseil d'Etat en 1838, définit ces dernières : faire annuellement la reconnaissance et l'inventaire de l'arsenal, du magasin d'habillement et des magasins à poudre ; opérer dans les dépôts d'armes et les magasins de fréquentes visites pour éviter toute avarie ; contrôler la sortie et la rentrée du matériel militaire, et surveiller les travaux effectués à l'arsenal, comme au magasin, pour l'entretien des armes et des effets d'équipement ; soigner la comptabilité de l'arsenal, du magasin d'habillement et du débit des poudres ; exécuter enfin « les ordres qui seront donnés par M^r le Sur-Intendant de l'Arsenal »²⁵. Mis à part ce dernier article, le règlement resta en vigueur au début de la république. Il postulait, de la part du titulaire, des compétences très diverses. Or, on est en droit de supposer, à constater les nombreuses mutations intervenues dès le début, que l'autorité était rarement satisfaite des services de ce fonctionnaire. C'était en général un officier, porteur du grade de capitaine, que ses supérieurs employaient également comme instructeur. Après la démission du capitaine Julien Savoye, en 1846, le Conseil d'Etat crut avoir la main heureuse en nommant à cette double fonction un officier de carrière français, François-Achille-Paul Daudiès. Ce dernier produisait des états de service éblouissants : capitaine d'infanterie, maréchal de camp, officier de la légion d'honneur,

chevalier de Saint-Louis... On se hâta de lui procurer la naturalisation neuchâteloise, après qu'il ait dûment prouvé sa démission du service français ²⁶. A l'avènement du nouveau régime, il se rallia sans histoire et fut maintenu dans ses fonctions. Bien mieux, comme on manquait de cadres, il fut avancé au grade de major, dès le 17 avril 1848, bénéficiant ainsi des toutes premières promotions de la république. Mais bientôt, il fallut se rendre à l'évidence : le « chevalier » Daudiès se révélait un soudard, ivrogne et paresseux. Ses camarades, dès le mois de mai, rédigèrent une pétition collective réclamant au gouvernement son renvoi immédiat. On patienta, mais en août, les faits d'ivresse se répétant, Daudiès fut mis aux arrêts pour huit jours. La destitution suivit et ce peu intéressant personnage quitta le pays ²⁷. Cette déconvenue incita les autorités à reviser le tableau des fonctions militaires. Dans sa séance du 12 septembre, le Grand Conseil créa le poste d'instructeur en chef, libérant son titulaire de toute responsabilité à l'égard de l'arsenal. La direction de ce dernier était réunie au poste de commissaire des guerres et de chef de la gendarmerie, lequel disposerait de cinq instructeurs employés comme ouvriers, un d'eux portant le titre de « sous-garde-arsenal » ²⁸. Le poste d'instructeur en chef fut occupé par le major d'infanterie Lucien David, alors qu'Edouard Breguet, capitaine d'artillerie, revêtit la charge de commissaire des guerres (19 septembre 1848). Cependant les compétences respectives des deux fonctionnaires n'étant pas clairement définies, des tiraillements étaient inévitables. A cela s'ajoutaient de trop fréquentes mutations au sein même du Conseil d'Etat, où les « directeurs militaires » se succédaient presque chaque année, au grand préjudice de la continuité des travaux. En mai 1850, pour faciliter une réorganisation du département, le capitaine Breguet reçut son congé de commissaire des guerres, et le poste de garde-arsenal, redevenu autonome, fut mis au concours. Frédéric-Louis Borel, l'auteur du texte publié ci-après, se présenta et fut nommé ²⁹. Contrairement à tous ses prédécesseurs, Borel n'était pas militaire : il exploitait jusqu'alors, chez son père à Auvernier, un commerce de vin et de tartre, après avoir passé quelques années de sa jeunesse (il était né en 1812) à l'institut des Frères moraves, à Neuwied près de Coblenze. Les difficultés rencontrées dans l'accomplissement de ses nouvelles tâches l'engagèrent, en octobre 1852, à remettre à son chef sa démission. Le directeur militaire était alors Ami Girard, qui venait de prendre ses fonctions après un long intérim et de fréquents changements de personne. Connaissant la valeur morale de Borel, il voulut le maintenir à son poste, et y parvint. C'est alors que le garde-arsenal fit part à son chef hiérarchique de ses griefs et lui exposa clairement les insuffisances du service. Nous ignorons dans quelle mesure sa lettre eut quelque

effet pratique dans ce dernier domaine. Elle en eut, en tout cas, sur le plan personnel : loin d'irriter son supérieur, l'exposé si franc du garde-arsenal affermit sa position. Borel put garder ses fonctions trois ans encore, en dépit des chicanes qui lui furent faites de différents côtés. Bien que le titre de garde-arsenal fût mentionné dans la loi militaire neuchâteloise du 16 mars 1852, et ses fonctions clairement définies (article 104), le Grand Conseil, en décembre de la même année, vota la suppression de l'office par mesure d'économie, et soumit l'arsenal, administrativement, à l'instructeur en chef³⁰. Nonobstant cette décision, le conseiller d'Etat Girard maintint Borel en fonction, sous sa propre responsabilité, pendant près d'une année ; son successeur, Louis Grandpierre, en fit de même, sans que personne, apparemment, y trouvât à redire ! C'est qu'aussi l'activité de l'instructeur-chef, le major Lucien David déjà cité, avait révélé certaines insuffisances qui provoquèrent, en décembre 1853, la suppression de son poste.

Disons pour terminer que la loi militaire du 27 décembre 1861, en créant le poste d'intendant de l'arsenal, tel que nous le connaissons aujourd'hui, garantit à son titulaire l'autonomie administrative qui lui manquait jusque-là. Le dernier garde-arsenal, Victor Bader, en charge depuis 1858, fut aussi le premier intendant, et le resta jusqu'en 1870. C'est à son successeur, le major Henri Sacc, qui dirigea le service de 1870 à 1876, qu'on doit la création et l'aménagement de l'arsenal actuel.

Alfred SCHNEGG.

Lettre de Frédéric-Louis Borel au conseiller d'Etat Ami Girard

5 novembre 1852.

Neuchâtel. Directeur Militaire de la République.

En alléguant des motifs de santé dans ma demande de démission, j'avais en regard l'impression fâcheuse et les suites qu'avaient pour moi les tensions dans les rapports que j'avais à soutenir avec vous, Monsieur, ainsi que le peu de confiance que vous paraissiez m'accorder. Si le Conseil d'Etat m'a fait l'honneur de me dire, par votre missive du 29 écoulé, qu'il ne pensait pas me remplacer, ce dont j'ai été certes très flatté, je sais d'un autre côté qu'il ne tient qu'au Directeur Militaire de rendre la vie du Garde-Arsenal tellement amère, qu'il lui est impossible d'y tenir, à moins qu'il ne soit ladre.

Le Garde-Arsenal, Monsieur le Directeur, a une position officielle par la loi ; il a des rapports directs et indirects avec l'administration du matériel de guerre de la Confédération, avec les commandans des écoles militaires fédérales et cantonales, avec la Direction Militaire, et avec les gens sous ses ordres ; ensorte

que pour pouvoir remplir honorablement les fonctions, il faut qu'il puisse jouir d'une certaine latitude dans ses attributions, et qu'il soit soutenu par le Directeur Militaire ; car je sais par expérience qu'il est toujours à couteau tiré avec les chefs et la troupe auxquels il est appelé à délivrer du matériel. On lui demande toujours plus et meilleur que ce qui lui est ordonné ; sans même tenir compte des escroqueries auxquelles il est sans cesse exposé. Il faut donc nécessairement qu'il soit fortement appuyé par son directeur. Aussi, Monsieur, si dans le dernier entretien que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous j'ai parlé de conditions que je ferais, il ne m'était pas seulement venu à l'idée de conditions à imposer dans le cas que je restasse en fonction, mais bien de présenter des conditions qui me paraissent nécessaires pour que le Garde-Arsenal, que ce soit moi ou un autre, puisse remplir ses fonctions d'une manière convenable et honorable.

En premier lieu, il est nécessaire qu'il soit encore ajouté un homme au personnel permanent de l'Arsenal ; celui-ci devrait être bien au fait de la confection de tous les genres de munitions, ainsi qu'au chargement de tous les chariots de guerre. Je suis prêt à prouver par des chiffres et par le raisonnement qu'il y aurait profit pour l'Arsenal par la quantité de journaliers, souvent inexpérimentés, que l'on emploie, par l'ouvrage que le magasin d'habillement, la confection des munitions et l'entretien de tout le matériel donnent. Et puis, que fait un homme seul dans un Arsenal ? Je ne veux pas parler de déplacement des chariots de guerre ; mais seulement des choses les plus simples, comme une caisse de caisson de munitions d'infanterie, par exemple. Comment est-il possible qu'un homme la transporte seul à trois pas de distance ? Or, Monsieur, représentez-vous la mise sur pied d'un bataillon ou d'une batterie d'artillerie, ou même de tous les deux à la fois. Le Garde-Arsenal, qui pour son compte a déjà trop à faire à donner les ordres, à remplir les états, à faire signer les bons, et à surveiller, qui enverra-t-il pour habiller la troupe ; pour équiper les soldats qui ne le sont pas, ce qui arrive toujours ; pour livrer les harnais, les chariots de guerre, et les garnir de munitions, tous ces objets qui sont dans autant de magasins distincts et séparés ? Dans un moment de presse, s'il n'a affaire à des hommes qui savent où aller mettre la main sur ce qu'ils veulent, les magasins sont si resserrés qu'il n'y a rien de plus facile que de mettre tout en confusion. D'ailleurs je suis convaincu qu'il n'y a pas un arsenal de l'importance du nôtre dans toute la Suisse qui n'ait un personnel permanent plus nombreux ; et puis, presque partout l'habillement est du ressort du commissaire des guerres, ou la spécialité d'un Garde-Magasin à part.

En second lieu, il est nécessaire, en évitation de tout retard, et pour la sûreté du service, que le Garde-Arsenal soit autorisé d'acheter tout ce qui est nécessaire aux soins et au maintien du matériel existant, sans avoir besoin d'en rendre compte qu'à la fin de chaque mois, en faisant viser ses notes. S'il n'en est pas ainsi, il se trouve inférieur aux ouvriers et aux garde-magasins de tous les cantons ; et il se rend ridicule envers ses subordonnés. Est-il bien qu'un homme, nommé par le Conseil d'Etat, soit obligé d'aller chercher une autorisation, sujette à des renvois, pour se procurer des objets nécessaires dans l'instant même, tels que quelques aunes de toile, un peu de savon, ou quelques livres de graisse de char ?

En troisième lieu, il est convenable que le Garde-Arsenal, puisqu'il est appelé à rendre compte de l'exactitude des travaux qu'il fait exécuter, ait toute

latitude d'occuper des maîtres d'état qui lui présentent le plus de sécurité, tant sous le rapport des capacités, que des garanties morales et matérielles, et qu'il soit indépendant de ces crieurs de cafés et de cabarets ; gens qui crient bien fort qu'ils sont républicains, mais jusqu'à la bourse seulement, et dont j'ai déjà pu apprécier maintes fois la loyauté et savourer les sotises et les invectives, lorsque je leur faisais de justes observations sur leur travail. Certes, il ne m'entre pas plus dans l'idée qu'à qui que ce soit d'occuper des ennemis de la République ; mais il est très vrai que nous avons bon nombre d'honnêtes et excellents artisans à Neuchâtel qui, s'ils ne se prononcent pas ouvertement sur leur opinion politique, le font uniquement pour ne pas perdre leurs meilleurs pratiques. Et j'offre, à l'appui de ce que j'avance, la majorité républicaine des dernières élections. Ce que je demande, Monsieur le Directeur, est conforme à la justice, à la raison et à notre loi militaire. Le Garde-Arsenal, comme partout ailleurs où il y a des arsenaux, a toujours eu un logement convenable au château. Pour le moment, je crois que cette demeure ne peut être que la petite maison habitée présentement par M^r le Major David ; et il serait plus convenable que le Garde-Arsenal l'occupât que toute autre personne.

Enfin, il convient que le Garde-Arsenal ait au moins le grade de Lieutenant ; et ceci dans l'unique but d'être en mesure de mettre à l'ordre les soldats insolents qui ne manquent jamais lorsque l'on arme ou que l'on équipe une troupe.

Je continuerai à remplir mes fonctions, comme du passé, jusqu'au nouvel-an ; et si vous trouvez, Monsieur le Directeur, que vous puissiez m'accorder mes demandes, je m'efforcerai de mériter votre confiance plus tard.

Agréez, Monsieur le Directeur, l'expression de ma haute considération.

F.L. B.

D'après le copie de lettres de l'auteur.

NOTES

¹ Jean COURVOISIER, *Les monuments d'art et d'histoire du canton de Neuchâtel*, tome I, *La ville de Neuchâtel*, p. 159.

² *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 219, p. 74 ; 18 janvier 1850.

³ *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 209, p. 247 ; 4 août 1845.

⁴ *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 234, p. 174 ; 25 février 1859.

⁵ *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 179, p. 931 ; 21 décembre 1830.

⁶ Un dessin de Jean-Frédéric de Bosset, exécuté à l'Ecluse vers 1815, et donnant l'aspect de ces bâtiments, vus du nord, permet de s'en faire une idée approximative. Il est reproduit dans QUARTIER-LA-TENTE, *District de Neuchâtel*, t. I, p. 277. Pour l'aspect présenté dans la direction de la ville, on recourra à la lithographie — moins concluante quant à l'état des lieux — de Georges GRISEL, *Vue du Château et du Temple de Neuchâtel avec la Barricade élevée par les insurgés royalistes le 5 septembre 1856*, reproduite entre autres publications par BOY DE LA TOUR, *La gravure neuchâteloise*, p. 160.

⁷ *Bulletin du Grand Conseil*, t. 4, pp. 480-481.

⁸ *Rapport de gestion*, 1856, pp. 184-188 ; *Bulletin du Grand Conseil*, t. 18, pp. 276-280.

⁹ *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 187, pp. 1658, 1734, 1740 ; 22 octobre, 4 novembre, 12 novembre 1834. Une autre poudrière fut élevée à la Chaux-de-Fonds en 1851 ; une autre encore existait déjà à cette époque au voisinage même de Neuchâtel, sur la route de Peseux.

¹⁰ *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 167, pp. 28, 209, 315 ; 12 janvier, 2 mars, 13 avril 1818.

- ¹¹ *Actes de chancellerie*, vol. 19, p. 271 ; 7 mars 1818.
- ¹² Les bâtiments furent démolis dans la suite et remplacés par l'actuel immeuble N° 33 de l'avenue du 1^{er}-Mars.
- ¹³ Arthur PIAGET, *Histoire de révolution neuchâteloise*, t. IV, p. 314.
- ¹⁴ Jean COURVOISIER, *Les monuments d'art et d'histoire du canton de Neuchâtel*, t. II, *Les districts de Neuchâtel et de Boudry*, pp. 293-294 ; *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 225, p. 28 ; 8 janvier 1853.
- ¹⁵ *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 225, p. 639 ; 31 mai 1853.
- ¹⁶ *Bulletin du Grand Conseil*, t. 3, p. 92.
- ¹⁷ *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 217, p. 184 ; 1^{er} février 1849. *Idem*, vol. 219, p. 500 ; 1^{er} avril 1850.
- ¹⁸ *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 219, p. 499 ; 1^{er} avril 1850.
- ¹⁹ *Bulletin du Grand Conseil*, t. 18, p. 594-599 ; 27 mars 1858.
- ²⁰ *Bulletin du Grand Conseil*, t. 29, pp. 236-240, 437-439 ; 25 novembre, 2 décembre 1869.
- ²¹ *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 161, p. 991 ; 27 décembre 1813.
- ²² *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 162, p. 28 ; 9 janvier 1814.
- ²³ *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 162, p. 94 ; 28 janvier 1814.
- ²⁴ Jean-Charles BIAUDET, *Le complot de l'hôtel d'Erlach (1832)*, dans la *Revue d'histoire suisse*, 1944, pp. 50-92.
- ²⁵ *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 194, p. 791 ; 25 avril 1838.
- ²⁶ *Actes de chancellerie*, vol. 39, p. 548.
- ²⁷ *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 216, pp. 21, 639 ; 15 mai, 22 août 1848. Sur les nominations hâtives de la république, voir l'ouvrage de M. Eddy BAUER, *Vie militaire* (collection publiée à l'occasion du Centenaire de la République), p. 59.
- ²⁸ *Bulletin du Grand Conseil*, t. 2, pp. 152, 155.
- ²⁹ *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 220, p. 348 ; 7 septembre 1850.
- ³⁰ *Bulletin du Grand Conseil*, t. 11, p. 257 ; 2 décembre 1852.

LA CONFRÉRIE DU SAINT-ESPRIT A NEUCHÂTEL

Les confréries, associations de fidèles, fondées dans un but de piété ou de charité jouèrent un rôle important dans notre région au moyen âge. Dans le diocèse de Lausanne, on trouve de nombreuses confréries du Saint-Esprit dès le XIII^e siècle. Elles rappellent l'œuvre charitable des hôpitaux du même nom, mais il faut se garder de les confondre, bien que tous deux procèdent du même désir de secourir ceux qui ont besoin d'aide. Les hôpitaux du Saint-Esprit accueillaient les pauvres et les voyageurs dans la détresse tandis que les confréries du Saint-Esprit faisaient à jour fixe des distributions de vivres aux pauvres : du froment, du seigle, du vin, du pain, selon la région. La fête de ces confréries était célébrée à la Pentecôte.

Nous ne savons quand celle de Neuchâtel fut fondée, mais elle existait déjà en 1360. A cette date, Jeannette, fille de Jeannot Paris, bourgeois de Neuchâtel, fait divers dons à la confrérie du Saint-Esprit et aux lépreux ¹. En 1400, Estiennette, fille de Hugues de Grandson, lui donne un cens de trois hémines et demie de froment à percevoir sur un jardin de Cernier ².

Les actes des notaires nous permettent de nous faire une idée partielle des revenus de la confrérie du Saint-Esprit au cours du XV^e siècle et de connaître un certain nombre de ses gouverneurs. Il y en avait généralement deux et ils étaient coresponsables. Ce sont eux qui reçoivent les dons, perçoivent les cens en argent ou en nature et achètent d'autres rentes quand les sommes qu'ils reçoivent le permettent. Voici chronologiquement quelques manifestations de leur activité :

En 1416, Perrenet Charbonnier, de Corcelles, bourgeois de Neuchâtel, et Perrisson, sa femme, vendent aux gouverneurs de la confrérie du Saint-Esprit de Neuchâtel, Renaud Manchet et Perrod Jaquemet, deux setiers de vin de cens annuel pour 7 florins et demi ³.

En 1418, Renaud Minchet, le même personnage que le précédent, sans doute, et Henri Pigaud sont gouverneurs de la confrérie. Ils acensent une vigne à Nicolet Uldrésier pour un cens annuel de deux setiers de vin et pour 18 florins d'entrage ⁴.

En 1427, la confrérie du Saint-Esprit reçoit un cens de 12 sols lausannois d'un nommé Perrin. Ce cens est assis sur une maison que le donateur possède au Neubourg ⁵.

En 1429, Menod Perrin et Jaquet Vomanier, gouverneurs de la confrérie achètent deux setiers de bon vin blanc de cens pour 4 florins d'or. Mathez de Cottens, écuyer, avoyer de la confrérie, les autorise à concéder au vendeur le rachat perpétuel de ce cens ⁶.

En 1446, Junod Wavre et Symon Nealez, gouverneurs de la confrérie acensent une vigne « ou Saz » à Jean Salanche ⁷.

Perreton, fille de Boviet, et femme de feu le Malxgirard, avait légué 2 florins d'or à la confrérie pour acheter *de la cense*. Ses héritiers n'en avaient versé qu'un en 1451. C'est pourquoi Guillaume de Perouse promet de payer 12 deniers de cens annuel jusqu'à ce qu'il ait racheté ce florin. En attendant il assigne ce cens sur ses terres et ses vignes ⁸.

En 1453, la maison dite des confréries, rue des Escoffiers, notre Grand-Rue actuelle, près du grand four, sur la rive gauche du Seyon est dans les mains de Girard Chanlera. Ce dernier ayant une dette de 13 sols envers Jean Vannier, charpentier, se fait saisir la maison qu'il tient. Elle est vendue aux enchères pour la somme qu'il doit ⁹.

En 1467, le gouverneur de la confrérie du Saint-Esprit, Pierre Bergier, clerc, un des notaires les plus achalandés d'alors, acense cette même maison de la confrérie à Jean Cordier, bourgeois de Neuchâtel. L'acte nous apprend que Perrin Gay l'avait tenue jusqu'alors. Il nous dit en outre que Nicolet Varnod, avoyer de la confrérie, donna son consentement à cet acensement. Le nouveau tenancier s'engage à payer un cens de 8 setiers de bon vin blanc au gouverneur, car à cette date, contrairement à l'usage il n'y en a qu'un. Mais une réserve de l'acte nous intéresse bien davantage. La voici :

resservé auxi l'aisance de epaster en ladite maison le pain de ladite confrary, mectre le pain ou poile durant les trois jours et le terme que on ballie le pain de ladite confrary et auxi l'arche de ladite confrary, le cuire les compres ainssin comme on az accostumé du temps passé ¹⁰.

Grâce à ce texte nous apprenons que la confrérie du Saint-Esprit pétrissait la pâte de son pain dans sa maison, rue des Escoffiers, et que durant trois jours elle le distribuait aux pauvres. C'est dans le poêle, c'est-à-dire dans la grande chambre de cette maison, qu'elle le déposait pendant la distribution. En outre la confrérie avait l'habitude de cuire les *compres*, c'est-à-dire les repas que ses membres prenaient à cette occasion et peut-être la quote-part qu'ils envoyaient à ceux d'entre eux qui étaient absents. La maison de la confrérie, rue des Escoffiers, avait l'avantage, pour faire cuire son pain, de se trouver près du grand four de la ville.

En 1484, les trois gouverneurs de la confrérie, Nicolet Varnod, Thomas Fauche et Girard du Plan acensent cette maison à Guillaume Chevalier,

bourgeois de Neuchâtel, avec l'approbation de Nicolet Bergier, avoyer de la confrérie. Le cens est cette fois de 40 sols, payables chaque année à la Saint-Gall, sans autre charge. Cependant les gouverneurs de la confrérie réservent comme précédemment le droit de garder leurs arches dans cette demeure et de s'y rendre quand bon leur semble. Ils réservent aussi le droit d'y faire le pain de la confrérie et ordonnent à Guillaume Chevalier de faire une chambre bien *laimée* et bien fermée pour l'y déposer. Chacune des parties payera la moitié de la fenêtre. Chaque année, durant la distribution de l'aumône de la confrérie, avoyer et gouverneurs auront le droit de faire la cuisine, de boire et de manger au poêle et à la cuisine. Guillaume Chevalier pouvait jouir de toute la maison dès que les gouverneurs et l'avoyer avaient tout remis en ordre après la distribution annuelle ¹¹.

En 1495, Guillaume Chevalier, fils de Richard Chevalier, était encore tenancier de la maison de la confrérie du Saint-Esprit qui lui avait été acensée pour un florin d'or ou 40 sols pour le florin, à perpétuité. Néanmoins, il accorde à cette date un droit de rachat pour deux ans à Pierre Gaudet, avoyer de Pierre Cordier, fils de Jean Cordier, à condition d'être déchargé du cens qu'il devait payer, et remboursé raisonnablement et au comptant des frais qu'il avait eus et des améliorations qu'il avait apportées à l'immeuble. L'acte fut signé en présence de Nicolet Bergier, Pierre de Clérier, Hainsly l'*arbelestier*, Jean Wavre, Jaquet Quinchely, Girard Botoillier, Jean Coquillon, Jean Paillardet et d'autres personnages non indiqués ¹². Nous ne connaissons pas la raison de cette concession de rachat temporaire faite par le fils d'un ancien tenancier de cette maison et nous ne comprenons pas pourquoi c'est aux Quatre Ministraux que Pierre Gaudet promet, au nom de Pierre Cordier, de laisser la maison rachetée aux mêmes conditions de cens que devant ¹³. La confrérie du Saint-Esprit possédait d'ailleurs d'autres maisons à Neuchâtel. Ses gouverneurs acensent en 1454, à Girard Vienet, une maison sise au Neubourg « qui se muet de la dite confreriez ¹⁴ ». Il y avait aussi, près de l'hôpital, une maison « dite la maison de la confreriez », en 1455. Menod Cunchelic, bourgeois de Neuchâtel, devait à cette date un cens de 3 sols et 4 deniers sur cette maison, rente que la dame de Moranguez (Moringen) devait aux chapelains pour le salut de son âme ¹⁵. La confrérie du Saint-Esprit avait également une maison rue des Moulins, en 1458, qu'elle acensait à Pierre Bellin, bourgeois de Neuchâtel pour deux hémines de froment par an ¹⁶.

En 1458, Nicolet Varnod gouverneur de la confrérie prête 12 florins d'or à Enchement Vuillemenod jusqu'à la Saint-Martin ¹⁷. La même année Nicolet Varnod et Monod du Plan, recteurs de la confrérie, reçoivent une hémine de froment de cens que Pierre Humbert, de Cressier, donne « pour

le remède de son arme ». Ce cens est garanti par un morceau de pré « sis en laz montagnyz, au lieu appeller en comdeminz sus la coste de Neuschastel ¹⁸ ». L'année suivante, en 1459, Nicolet Varnod, gouverneur de « la confreriez dudit luef », expression qui fait présumer qu'à cette date il n'y avait qu'une confrérie en ville, reçoit dix florins d'or et demi que Claude Coutelier lui devait encore sur le vin de la confrérie qu'il avait acheté ¹⁹.

En 1471, Perrin Gay donne un cens d'un setier de vin blanc et de 12 deniers lausannois à la confrérie « pour ameur de dieu ». Il se réserve une quote part au repas donné aux confrères, une *compre* ²⁰. Le vin était donné lors des vendanges et l'argent au moment où on délivrait les *compres*. Perrin Gay devait en outre douze quarterons de bon vin blanc à la confrérie. Ces donations marquent son entrée dans cette corporation charitable dont il est flatteur de faire partie, ici bas, et avantageux pour son salut, dans l'au-delà.

En 1476, Jean Quoquilon, qualifié de « recteur de la conffreriez de Notre dame du Saint esprit », fait un prêt de 6 livres de Lausanne ²¹. En 1480, Nicolet Bergier, l'avoyer de la confrérie, acense une vigne « sous le plan » à Pierre Aubert ²². En 1485, Nicolet Wavre doit à Thomas Fauche « pour le fait de la confrarie de Neuschastel » 42 sols pour certains cens en retard ²³. En 1489, Guillaume Morel, de Dombresson, doit à la confrérie du Saint-Esprit de Neuchâtel un cens d'une hémine de froment ²⁴. Un acte de 1490 nous montre que la confrérie du Saint-Esprit était devenue en quelque sorte une institution officielle de la ville. Lors de l'acensement d'une vigne et d'un pré de cette institution à Claude Pellessier nous lisons : « presens tous messieurs du conseil estans en la maison de ville ²⁵ ».

En 1492, Huguenete, veuve de Perrin d'Engolon, emprunte 29 livres portant un cens annuel de 29 sols, à la confrérie, « tant qu'il plaira au recteur ²⁶ ». Guillaume Quinchely, la même année, lui emprunte 6 livres pour acheter un cheval aux malades qui se trouvent à la maladière ²⁷. Comme l'hôpital, les chanoines et les institutions religieuses en général, quand elles le peuvent, la confrérie du Saint-Esprit rend donc des services comme prêteur.

Les mentions d'autres confréries dans le pays de Neuchâtel sont très rares. En 1490 Nicolet Varnod était prévôt d'une confrérie de Saint Guillaume et Saint-Eloi. Ses gouverneurs sont à cette date Guillaume Chevalier, Jean Michel et Girard Favre. Pierre Mathez, maçon, et Huguenin Galay, chapuis, occupent cette même fonction un peu plus tard ²⁸.

Selon Jonas Boyve, il y avait une confrérie à Fontaines en 1400 ²⁹.

Une confrérie de Lignière est citée en 1400 également, puis en 1464 et en 1472 ³⁰.

Une confrérie du Saint-Esprit existe à Corcelles en 1484 ³¹.

La confrérie de Notre-Dame, de Corcelles apparaît dans les documents en 1453, en 1460 et en 1485 ³². A cette dernière date Jaquet Simonin, de Cormondrèche, bourgeois de Neuchâtel est avoyer de la « confrarye du saint esprit de Courcelles ». En cette qualité, il reçoit 4 livres et 12 sols de Guillaume Nicod, de Cormondrèche, qui devait une hémine de froment à cette confrérie « selon le contenuz de la règle de ladite confrarye », et qui s'en racheta pour cette somme. S'agit-il d'une hémine d'entrage ou d'une hémine annuelle que payaient les confrères, nous ne le savons pas.

Une confrérie de Colombier et d'Auvernier est citée en 1460, en 1461 et en 1478. Henri Cunet, alias Bucereulx (ou Bussereulx) est alors prieur de cette corporation ³³.

Une confrérie de Peseux reçoit deux setiers de vin en 1491 ³⁴.

Marguerite Noséda a parlé en 1927, dans le *Musée neuchâtelois*, p. 113, de l'honorable confrérie de SS Fabien et Sébastien, au Landeron. Nous n'y reviendrons pas. Cette corporation avait une règle dans laquelle étaient inscrites les donations, comme c'était probablement toujours le cas. Selon un acte non daté de la seconde moitié du XV^e siècle, Hans Motarde était alors son avoyer ³⁵.

A Boudevilliers, une confrérie du Saint-Esprit existe en 1427 déjà. Jean Verne, habitant cette localité lui doit à cette date 7 florins d'or d'Allemagne pour lesquels il paye un cens annuel d'un setier de bon froment ³⁶.

Fernand LOEW.

NOTES

¹ G.-A. MATILE, *Musée historique*, vol. 3, p. 62, cite Archives de l'Etat, K 7, N° 23.

² Jonas BOYVES, *Annales*, vol. 1, p. 404.

³ Henri Pigaud, not. vol. 1, fol. 93.

⁴ *Ibidem*, fol. 115 v°.

⁵ Richard le Pic, not. vol. 1, fol. 77 v°.

⁶ Henri Pigaud, not., vol. 2, fol. 77.

⁷ Henri Uldri, not., vol. 1, fol. 166.

⁸ Richard le Pic, not., vol. 2, fol. 8 v°.

⁹ *Ibidem*, fol. 24 v°.

¹⁰ Pierre Bergier, not., vol. 4, fol. 356 v°.

¹¹ Pierre de la Haye, not., vol. 1, fol. 47.

¹² *Ibidem*, vol. 1, fol. 62 v°.

¹³ *Ibidem*, vol. 1, fol. 63.

¹⁴ Richard le Pic, not., vol. 2, fol. 30 v°.

¹⁵ *Ibidem*, fol. 38 v°.

¹⁶ *Ibidem*, fol. 87 v°.

¹⁷ Richard le Pic, not., vol. 2, fol. 87 v°.

¹⁸ Jaquet de Grad, not., vol. 2, fol. 203 v°.

¹⁹ Richard le Pic, not., vol. 3, fol. 4 v°.

²⁰ Pierre Bergier, not., vol. 4, fol. 171 : « et auxi resservant ad moy ledit Perrin Gay et à mes hoirs ung chacun an perpetuellement une compe quant on les ballieraz et delivreraz es aultres confrères ». L'exemple cité pour *compre* par Pierrehumbert dans son dictionnaire est plus récent (1536).

²¹ Philippe Bugnot, not., fol. 91 v^o.

²² Pierre Bergier, not., vol. 3, fol. 37 v^o.

²³ *Ibidem*, fol. 242 v^o.

²⁴ *Ibidem*, fol. 282.

²⁵ Pierre de la Haye, not., vol. 1, fol. 174.

²⁶ Philippe Bugnot, not., vol. 1, fol. 4.

²⁷ *Ibidem*, fol. 3 et fol. 100.

²⁸ Pierre de la Haye, not., vol. 1, fol. 176 v^o. A. PIAGET, dans *Musée neuchâtelais*, 1934,

p. 107.

²⁹ J. BOYVE, *Annales*, vol. 1, p. 405.

³⁰ De Brot, not., fol. 6. Gruyère, not., fol. 216 ; *ibidem*, fol. 119 v^o.

³¹ Pierre de la Haye, not., vol. 1, fol. 236.

³² Pierre Bergier, not., vol. 2, fol. ? ; Richard le Pic, not., vol. 3, fol. 15 ; Pierre de la Haye, not., vol. 1, fol. 68 v^o.

³³ Pierre Bergier, not., vol. 4, fol. 142 v^o et fol. 216 ; *ibidem*, vol. 2, fol. 95 v^o.

³⁴ Philippe Bugnot, not., vol. 1, fol. 52.

³⁵ Pierre Gruyère, not. fol. 108.

³⁶ Richard le Pic, not., vol. 1, fol. 98.

ESSAI SUR LES NOMS DES HABITANTS DE CERNIER DU XIV^e AU XVIII^e SIÈCLE

Après avoir tenté de brosser l'évolution des noms de famille et des prénoms à Fleurier, du XIV^e au XVIII^e siècle, il nous paraît intéressant de procéder de la même manière pour un village du Val-de-Ruz. Certes, il faut rester bien conscient des limites d'une telle entreprise, la précision ne pouvant être que relative, vu le nombre de cas limites et le manque d'homogénéité des documents utilisés. Les chiffres fournissent de simples ordres de grandeur ; ils ne doivent en aucun cas se voir attribuer de valeur absolue. Pour les noms de famille, nous nous sommes tenus aux individus vivants nommés dans les volumes de reconnaissances. Pour les prénoms, il a paru utile de tenir compte aussi, dans certains cas bien précisés, de ceux des parents cités, en évitant de compter ces derniers à double.

Le premier document disponible est une reconnaissance de biens du Val-de-Ruz, datable de 1370 environ. Elle se présente sous forme d'un volumineux rouleau de parchemin, où les habitants de Cernier (enregistrés sur deux feuilles cousues à la suite l'une de l'autre et portant les numéros X et XI) se trouvent inscrits entre les gens de Fontainemelon, et ceux d'Essert et de Chézard. On dénombre 25 brèves rubriques devant correspondre, en ce cas, à autant de ménages qui peuvent représenter 100 à 125 personnes. En fin de liste, deux habitants ont été ajoutés d'une autre plume, sans doute peu après. Les 38 noms de famille cités se répartissent entre 20 formes différentes ; il existe 6 de la Chinaul, 4 Crostel, 3 Pugin, 3 Thiébaud ; les familles Bossie, Carrel, Colon, Eyno, Pol Pan, Waferron se trouvent deux fois, contre une seule pour les Broczet, Chanteneta, d'Engollon, d'Essert, Fromaiget, Lurdey, Riba, Troctet et Verrat. Les noms d'Engollon et d'Essert désignent, bien sûr, des gens originaires de deux villages voisins. Aucune condition n'est donnée pour ces personnages assurément tous taillables. A elles seules, les deux familles les mieux représentées mobilisent 26 % des noms, et les quatre premières en liste 42 % de l'ensemble. Quant aux prénoms, 38 masculins et 11 féminins, représentant tous les personnages cités, on peut les regrouper autour de divers types, parce que de nombreux diminutifs masquent et étendent, tout à la fois, les formes simples. Ainsi, à défaut de *Jean*, apparaissent 5 Jeannin, 1 Jeannet et 1 Jeanneret, à défaut de *Jacques*, 4 Jaquet et 1 Jacquemin, à défaut de

Pierre, 2 Perrod et 1 Perrin, enfin à défaut de *Nicolas*, 3 Nichot, 1 Nicolet et 1 Nicholier. En revanche, il existe 6 Amiet. On trouve 2 fois Girard, Hudrion et Vauther (ou Vautherin), mais une seule fois Besençon, Guillaume, (H)Aubert, Hugoniot, Matthey et Vuillemin. En admettant 7 formes dérivées de Jean, 5 de Jacques, 3 de Pierre, 5 de Nicolas et les 6 Amiet, ces 25 prénoms atteignent le 66 % de l'ensemble, et le mieux représenté 18 % — en arrondissant les chiffres, plus de précision étant illusoire. Pour les 7 prénoms féminins différents, sur 11 au total, les diminutifs abondent aussi : Hudrieta, Jaqueta, Jueneta et Ysabel (Ysabelet) apparaissent deux fois, contre une pour Clémence, Floreta et Perreta. Là encore, les dérivés féminins de Pierre, Jacques et Jean atteignent 5 personnes sur 11, ce qui est au moins significatif sur un si petit nombre. Relevons qu'à eux seuls, les habitants de Cernier payaient 57 sols et 7 deniers de cens fonciers, outre 110 hémines $\frac{1}{2}$ de froment et 21 hémines d'avoine.

* * *

Dans l'épais volume de petit format, rédigé par le commissaire Rolet Bachie entre 1401 et 1403 environ, Cernier occupe près de 94 pages, car les biens des habitants se trouvent recensés en détail. Malgré leur état social encore précaire, certains taillables possèdent autant de terres que les hommes d'une condition supérieure. Pour 30 rubriques qui doivent représenter 28 ménages ou feux (112 — 140 habitants), on relève 24 taillables, 4 hommes commands, un habergeant et 4 bourgeois — de Valangin, cela s'entend. Le plus notable de ces derniers est maître Pierre Crostel, prêtre, chanoine de Neuchâtel, fils de feu Hugonin Crostel ; il s'expose à redevenir taillable, s'il se fixe au Val-de-Ruz en dehors de Valangin, est-il précisé. Six hommes tiennent au nom d'eux-mêmes et de toute la communauté de la « ville » de Cernier, comme le dit le texte latin, des prés au Mont d'Amin.

En 1402—1403, soit une génération après les Reconnaissances de 1370 environ, on retrouve évidemment bon nombre de fils et de filles des premiers censitaires, par exemple Jeannin, fils de feu Perrod Carrel, Amiet, fils de feu Jeannet de la Chinaul, et Girard, fils de feu Guillaume Crostel. En comptant ceux des femmes et des frères cités, on trouve 25 noms de famille différents, répartis inégalement entre 47 individus. A côté de 8 de la Chinaul, 5 Collon, 4 Tornarre et 3 Crostel (ensemble 20 familles ou 42 $\frac{1}{2}$ % — la plus représentée équivalant à 17 %), on trouve 2 Blampellet dit Pugin, 2 Carrel, 2 Chanterel, 2 Cramel, 2 Matthey et 2 Perrod. Apparaissent une seule fois, les Bayar, Brunel, Buesar, Deion, de Dombresson,

d'Engollon, d'Essert, Gueynod, Juglar, Longin, Peset, Reynaul, de Sonvillar, Velentzon et le Vevo (ou Veuve, famille devenue très nombreuse par la suite). Au-delà des chiffres, apparaît un phénomène caractéristique qu'il est possible de saisir ici sur le vif : celui du changement de nom d'une génération à l'autre. Ainsi, Jean Juglar, neveu de Jeannin Quarrel, est le fils de Perronet Juglar, lui-même fils d'Annet Juglar alias Quarrel. Jeannet Matthey adopte pour nom de famille le prénom de son père, Matthey d'Engollon. Etienne dit Brunel a pour père Jeannin Champon, alors que Jeanette Peset, fille d'Udrion Peset, a pour grand-père paternel Perronet Pujet. Bien caractéristique aussi ce « Jaquetus dictus li vevo », le Veve (=Veuve), dit une adjonction de 1700 environ, ce Veuve étant fils de feu Jeannin d'Essert. Les noms de lieu d'origine tendent à disparaître déjà devant les vrais noms de famille, sauf chez les de la Chinaul — plus tard de la Chenaul.

Si l'on passe aux prénoms, il en existe 30, dont 16 différents, pour les hommes en vie. Regroupés comme précédemment, 6 *Jean* (dont 1 Jeannet et 2 Jeannin), 5 *Pierre* (dont 3 Perrod et 1 Perronet), 4 Guillaume, 4 Girard, 4 Amiet (dont 1 Amiod), 2 Nicolet, 2 Richardet, et une seule fois Berthod, Etienne, Hugonin et Jaquet. Pour 16 prénoms différents qu'on peut réduire à 9 groupes, Jean, Pierre, Guillaume, Girard et Amiet mobilisent déjà 23 individus (76 1/2 %). Guillaume doit apparemment son succès au seigneur régnant de Valangin, alors que l'absence presque complète de Jacques étonne. Si, à ces 30 prénoms d'hommes en vie, on ajoute les 24 des pères et des maris défunts, on s'aperçoit qu'ils renforcent les dérivés de *Jean* et de *Pierre*, passés à 13 et à 9 unités, auxquelles s'ajoutent Udrion, représenté deux fois, et 8 prénoms apparaissant une seule fois : Colet, Ennard, Guillemin, Huguet, Jaquinod (qu'on peut rattacher à Jacques), Matthey, Mermet et Udriet (à rapprocher des deux Udrion).

Quant aux 12 prénoms féminins, ils sont très variés, puisqu'ils s'appliquent à 14 personnes. Perisson et Jeannette sont les seuls à paraître deux fois, contre une seule pour Agnelette, Agnès, Amiete, Béatrice, Benete, Clemençone, Colete, Jaquete, Jeanne et Juennon (ou Johenon). Dans ces 12 prénoms, Jeanne et ses diminutifs représentent à eux seuls le tiers.

* * *

Les Reconnaissances suivantes, de 1500 environ, conservées pour une partie du Val-de-Ruz, manquent malheureusement pour Cernier, de telle sorte qu'il faut attendre celles de 1542, dressées par les commissaires Hory et Junod. La couverture de cuir du volume a des plats frappés de fers consistant en longues bandes ornées de rinceaux divers, et de médaillons

portant des têtes humaines. Ces fers sont disposés en rectangle central plein, puis en deux cadres concentriques séparés par « JATTENS DE TOY MON DIEU GRACE », inscription répétée sans interruption, sauf aux angles, où les raccords exigent des coupures arbitraires ; les S et les D sont à l'envers. La première page de texte, il vaut la peine de le souligner, est remarquable grâce au décor tracé à la plume par un scribe point dénué de talent. Des profils humains se dégagent des rubans et des lourdes feuilles qui animent les initiales L et P, d'un savant tracé ; les marges latérales sont ornées de grotesques, de chutes de rinceaux et de fleurs ; au bas de la page, entre deux plantes fleuries, deux bambins nus tiennent un médaillon où un visage barbu, à l'œil hardi, se trouve coiffé d'une sorte de casquette animée de crevés. Voilà pour le cadre artistique d'une matière beaucoup plus austère.

Les 36 rubriques doivent représenter 32 ménages (128—160 habitants), une fois déduites la reconnaissance passée par Jean Soguel et Guillaume Veuve « comme gouverneurs et au nom de toutes les personnes habitantes au villaige et communaulté du dict lieu de Cernier », la reconnaissance de Jean Debély, ministre du Saint-Evangile et des « gouverneurs esleuz et depputez d'appart la dicte Eglise et paroisse dudict lieu de Cernier » pour les biens ecclésiastiques, une des deux reconnaissances de Pierre Martenet, et celle de Jean Veuve, devenu un bourgeois habitant Neuchâtel. Des personnes citées, 6 ont la condition de franc-habergeant, 9 celle d'homme command et 54 de taillables. Fait à noter, leur condition n'empêche pas certains taillables de posséder beaucoup de biens, ni Guillaume de la Chenaul d'être conseiller de Valangin. Par mariage, quelques « étrangers » se sont glissés au village. Pierre Clerc, fils de Guyot Clerc, venu de Deuz (Doubs ?) près de Pontarlier, dans la seigneurie de Joux, a épousé Estevène, fille de Jean Habran (plus tard Labram). Jacques Lidouz ou Lydoz, fils de Jean, de Morteau en « Bourgogne », habite Cernier avec Jeannette Junet alias Favre, sa femme. Pierre Vibert, de Herriers en Savoie, a épousé une Jeanne, dont le nom de famille reste inconnu. Thomas Gunet (Guyenet, a-t-on ajouté en 1700), mari de Henriette Richardet, vient de Travers. Notons enfin l'origine toute proche de Pierre Martenet et Othenin Othenaulx, des Geneveys-sur-Fontaines (Les Hauts-Geneveys actuels), et celle de Claude Mathie dit Rollet : Fontainemelon. Sur 7 hommes du dehors, 3 seulement sont de véritables étrangers.

Pour 70 individus en vie, cités en 1542, on dénombre 19 noms de famille différents, plus ou moins bien représentés. Ainsi, il existe 11 Veuve, 9 Collon, 9 de la Chenaulx, 8 Carrel et 6 Richardet. Ces 5 noms, les mieux représentés, forment 61 % du total, les Veuve comptant pour près de 16 %,

les Collon et les de la Chenaulx pour environ 13% chacun. Amiod dit Soguel, Morel alias Junet et Soguel ont trois représentants chacun ; Clerc, Guyenet, Habran, Junet alias Chanterel, Lydouz, Martenet et Vibert se trouvent chacun 2 fois, contre un Amiod, un Mathie dit Rollet, un Monnier alias Paillard et un Othenaulx. Il ne faut pas négliger de rapprocher Amiod de Amiod dit Soguel et de Soguel, puis Morel alias Junet de Junet alias Chanterel, les points communs de ces patronymes réduisant en fait à environ 16 l'éventail des 19 noms cités à l'instant, et même à 9, si l'on ne retient que les familles établies depuis longtemps au village.

Pour les prénoms des 49 hommes en vie, 11 Jean, 8 Pierre et 8 Guillaume se détachent du lot (22 1/2%, 16% et 16%, au total environ 55%), devant 5 Claude augmentés de 2 Claudet, 3 Jacques et 3 Nicolet (ensemble 26 1/2%), auprès desquels 2 Antoine plus un Charles, un Etienne, un Germain, un Henri, un Huguenin, un Othenin et un Thomas ne pesant guère isolément dans la balance, font cependant ensemble 18%. Si, aux 49 prénoms des hommes en vie, on ajoute ceux de 31 pères ou maris défunts, la prépondérance des trois premiers prénoms, confirmée, se maintient en définitive grâce à un quatrième ; les 18 Jean, 12 Guillaume et 11 Pierre sont en effet rejoints par 14 Claude (22 1/2%, 15%, 13 1/2% et 17 1/2%, au total 68 1/2%) ; le succès de ce dernier prénom, dans la génération des pères, est certainement dû à l'existence de Claude d'Arberg, héritier, puis seigneur de la région. Jacques passe à 5 unités (grâce à 2 Jaquet), Antoine à 4 et Othenin à 2 (ensemble 13 1/2%). Aux autres prénoms, sans changement, s'ajoutent à un seul exemplaire : Aymonet, Girard, Guyot, Matthey et Thiébaud.

Les 9 prénoms féminins donnés à 19 personnes différentes montrent encore la prédominance des 7 Jeanne (et Jeannette) sur 3 Estevène (Estevette), 2 Blaisa et 2 Clauda (Claudette). Catherine, Clemençon, Henriette, Hudriette et Perenette apparaissent une fois seulement.

* * *

C'est en 1599 que les commissaires Franel et Rossier font prêter la Reconnaissance suivante. Le décor du volume, plus simple qu'en 1542, ne manque pas d'allure. Deux lignes rectangulaires concentriques, chargées de rinceaux, décorent les plats ; l'une porte en plus des médaillons agrémentés de profils d'hommes diversement coiffés à la mode Renaissance. Les grandes initiales gothiques du texte sont animées de têtes caricaturalement traitées. Quant aux 49 rubriques, elles doivent représenter en fait 43 ménages (172 à 215 habitants), une fois déduites les reconnaissances de deux externes, d'un absent, des biens d'Eglise, de la commune et une à

double. Les conditions personnelles se sont à tel point améliorées que, pour 41 bourgeois de Valangin et 26 bourgeois amodérés, il ne reste que 5 taillables et 2 hommes commands, outre 4 francs habergeants geneveysants (des étrangers affranchis quelques mois auparavant) et un franc censier venu des Verrières. Il n'est pas sans intérêt de noter que, dans l'acte d'affranchissement transformant des taillables en « bourgeois admodérés », le 3 mars 1547, François de Martine, écuyer, maître d'hôtel et procureur de René de Challant fait écrire en tête des motifs : les sujets taillables

m'ont faict entendre que à l'occasion de ladicte servitude et condition, ilz sont aulcunement mesprisez d'aulcuns leurs voysins et des aultres conditions dudict lieu, et mesmes leurs enfans filz et filles reffusez en mariaige en plusieurs bonnes maisons, qui ne revient à mondict seigneur a aulcun proffict, a ce que beaucoup de gens different habiter en leurs maisons et aussy d'achepter de leurs terres et possessions, dequoy mondict seigneur est en arriere tant des laudz que d'augmentation des subjectz, estant au desadvancement de sadicte seigneurie.

Les dettes de René de Challant « en Allemaigne », soit à Berne, Bâle et autres lieux, et les besoins d'argent du seigneur de Valangin figurent aussi dans l'exposé des motifs. Si les bourgeois amodérés, bénéficiant d'une appellation flatteuse, recevaient une condition supérieure à celle des taillables, ils se trouvaient cependant grevés de nombreuses redevances, inconnues des bourgeois (tout court). Ils doivent les *trahuz* (taxes) et charges accoutumés, soit l'hémine de froment dite pour la *tournerie* (redevance pour mettre des bêtes sur un pâturage), et la *rase* (mesure de 11,4 litres) de froment pour la *gerberie* (prélèvement de gerbes ?), convertis en cens annuels sur tous leurs biens, une poulaille, un char de bois et un chapon convertis en cens, dus aussi à chaque création d'un ménage. Ces bourgeois amodérés livrent un agneau, lorsqu'ils possèdent des brebis ; en échange, on leur rabat 4 sols $\frac{1}{2}$ petits. La taille d'argent et d'avoine se trouve convertie en cens immuable de 18 hémines, payables au moyen de 18 sols par an. *Reutes* et corvées sont réduits à trois charrois raisonnables par an, pour amener au château de Valangin ou ailleurs, les vins de la Côte neuchâteloise ; un paiement de 5 sols faibles compense chaque charroi non exécuté. Les bourgeois amodérés doivent aussi trois journées de leur personne au seigneur, à condition de ne pas participer à l'exécution d'un malfaiteur — obligation jugée dégradante, comme à Fleurier en 1628 ; un tarif de 5 sols est prévu pour les journées non exécutées ; en cas de défaillance, un remplaçant est payé aux frais du fautif. Les biens peuvent être mis en gage, mais les lods sont réservés. Si les enfants peuvent épouser qui bon leur semble, les filles demeurées seules héritières ne peuvent pas se marier hors de la seigneurie sans l'autorisation du seigneur. Enfin, ce dernier reçoit 32 écus bons par affranchissement,

et le quart des biens du bénéficiaire. L'opération n'était donc pas sans profit immédiat pour René de Challant ; si elle protégeait les bourgeois amodérés de l'arbitraire, elle pesait assez lourdement sur les moins aisés — et diminuait aussi les revenus à venir du seigneur. Certains ressortissants de Cernier seront mis au bénéfice de pareils affranchissements en 1552, 1571 et 1572 seulement.

Dans la reconnaissance de 1599, nous avons compté 20 noms de famille différents, pour 82 individus cités alors en vie. Les 15 Vefve (Veuve) et les 24 Soguel se détachent du lot (18 % et 29 % du total) ; on peut encore rapprocher des seconds 4 Andrié dit Soguel, un Amiod dit Soguel et 7 Amiod dit Picard (ensemble 14 ½ %). Très loin derrière, suivent 5 de la Chenaul et 5 Cornu, 3 DuBelly (Debély), 3 Junet dit Chanterey et 3 Paillard dit Monnier, puis 2 Carrel, 2 Collomb, 2 Evarre (Evard), enfin Andrié, Dubois, Grasset, Jeanvallet, Perrod dit Landry et Vibert, une fois. C'est dire que les Veuve et les Soguel forment 47 % des individus nommés, voire le 61 ½ % avec les « dit » ou « alias Soguel ». L'écart avec les Cornu et les de la Chenaul est surprenant, comme le peu de poids de ces deux familles (ensemble 12 %), et l'éparpillement des autres. Les gens venus du dehors sont extrêmement rares ; deux viennent d'être reçus francs habergeants geneveysants : Abraham Dubois, de la Russille, et Claude Grasset, de l'Abergement — deux localités de la châtellenie des Clées, dans l'actuel canton de Vaud. Jacques Perrod dit Landry, originaire du « bourgeau » (quartier) de Belleperche, aux Verrières, maréchal, ayant acquis une petite maison à Cernier, est devenu communier du lieu en 1583 ; il a troqué depuis peu sa qualité d'homme franc habergé des Verrières, contre celle de franc censier de Valangin, astreint à suivre la chevauchée et à payer lods, ventes, reutes et cens. Un Andrié, un Jeanvallet et un Cornu, jadis des Hauts-Geneveys, de Chézard et de Boudevilliers, sont réputés « à présent de Cernier ». Deux filles du lieu ont épousé des proches voisins de Chézard et des Hauts-Geneveys. Quant à Guillaume Collomb, il a quitté le village pour Auvernier.

Pour 65 hommes en vie mentionnés, il existe 20 prénoms différents. Quatre d'entre eux se détachent nettement, à savoir 10 Jean (plus un Jean-Jacques), 8 Abraham, 7 Pierre et 6 Guillaume (49 % de l'ensemble, dont 17 % pour Jean et 12 % pour Pierre). Antoine, David et Henri apparaissent 4 fois (ensemble 18 %), Claude et Daniel 3 fois (ensemble 9 %), Emmanuel, Nicolet, Philippe et Thiébaud 2 fois chacun, Damian, Esaïe, Gaspard, Huguenin et Jacques une fois (plus Jean-Jacques déjà cité). Sauf pour les premiers, il n'y a pas grand chose à dire de la fréquence de ces prénoms, en dehors de l'arrivée en force d'Abraham et de la rareté de Jacques. Pour 10 femmes citées, n'existent pas moins de 7 prénoms. En dehors de

3 Marguerite et de 2 Clauda, Bastienne, Catherine, Jeannette, Marie et Madeleine apparaissent une seule fois.

* * *

Il faut attendre largement cent ans les Reconnaissances suivantes, celles des commissaires Girard, passées à Cernier en 1700, et enregistrées dans deux gros volumes reliés en pleine peau marbrée et sombre, d'une grande sobriété de présentation. Les 71 rubriques, dont à déduire celle de la commune, représentent environ 70 ménages, soit 280 à 350 habitants qui jouissent d'une condition améliorée de manière décisive. Les taillables ont disparu, 41 ménages sont bourgeois de Valangin (un reçoit l'acte du prince le promouvant à cette catégorie supérieure peu après la tournée du commissaire), 21 bourgeois amodérés, 2 francs censiers de Valangin (les familles Perrod) et 6 uniquement bourgeois de Neuchâtel et plus bourgeois de Valangin (les familles Cornu).

Les 108 hommes vivants cités se partagent 15 noms de famille différents. Il s'en détache 27 Soguel (25 %), 17 Veuve (presque 16 %), 16 Paillard dit Monnier (presque 15 %) et 12 Amiod alias Soguel dit Picard (11 %), ensemble 67 %, dont en fait 36 % pour les gens nommés Soguel dans la vie de tous les jours, malgré le surnom « dit Picard ». On peut leur ajouter encore 3 Andrié dit Soguel et 2 Soguel dit Picard (4 1/2 %), au total plus de 40 % de Soguel apparus sous des surnoms divers. Après cela, 6 Debély et 6 Cornu, 4 Carrel, 4 de la Chenaul alias Carrel et 4 Perrod forment ensemble un groupe de 22 %. En queue de liste, 2 Junet, 2 Nourisse, 2 Perret et un Andrié font vraiment figure d'isolés. Le vieux nom de la Chenaul, il faut le noter, est sur le point de s'effacer devant celui de Carrel. Pour les 7 femmes mariées qui apparaissent, il existe autant de noms de famille de jeune fille, cités ici pour mémoire, vu leur petit nombre peu significatif : Cornu, Courvoisier, Favre, Nourisse, Perrod, Soguel et Tripet.

L'étude des prénoms est plus révélatrice. Sur les 74 relevés pour les hommes en vie ressortent 12 Jean, 6 Jean-Jacques et 4 Jacques ou, si l'on veut, 18 fois Jean (24 %) et 10 fois Jacques (13 %), puis 8 fois David (10 %) et 7 fois Abraham (9 %). Sur un palier inférieur se trouvent 5 fois Henri, Isaac, Jonas et Samuel (6 1/2 % chacun). Pierre et Daniel apparaissent 3 fois, Jacob, Joseph et Moïse 2 fois, contre une pour Abel, Emmanuel, Guillaume, Josué et Nicolas. La prépondérance de Jean et de Jacques, associée à celle de David et d'Abraham (au total 56 %), frappe d'autant plus que la défaveur de Pierre est grande. Les prénoms tirés de l'Ancien Testament se distinguent à la fois par la variété, il y en a 11, et par le nombre (53 %), contre 4 se rattachant au Nouveau Testament (43 %) et 3 divers. Pour les 31 prénoms

féminins, il existe un groupe de tête bien fourni de 6 Madeleine (7 avec une Marie-Madeleine), 5 Suzanne, 4 Marguerite et 4 Elisabeth (64 %), un groupe intermédiaire de 3 Marie (4 avec Marie-Madeleine), 2 Sara et 2 Judith (ensemble 25 %), suivi des noms isolés : Christine, Esabeau et Louise. La trentaine de prénoms disponibles empêche évidemment de pousser très loin les comparaisons.

* * *

Pour le milieu du XVIII^e siècle, il a fallu recourir à une autre source. A défaut d'un recensement aussi détaillé que celui de Fleurier, presque nominatif, nous avons pris le parti de relever 100 prénoms d'enfants baptisés à Cernier entre 1768 et 1779. Sur ce nombre, il apparaît 49 membres de la famille Veuve, soit à peu de chose près la moitié des enfants nés à cette époque. Bien loin derrière, on note 10 Debély, 7 Soguel dit Picard, 5 Monnier, 4 Soguel, 3 Perroud, toutes des familles du lieu (78 %). Les familles de l'extérieur — neuchâteloises — les mieux représentées ont 2 enfants : Mojon, Robert et Sandoz (6 %). Les Carrel, de Cernier, sont les seuls à n'avoir qu'un enfant, portant le total des communiers à 79 %. Les isolés Neuchâtelois se nomment : Delachaux, Dumont, Evard, Favarger, Guyot, Jacot, Jeannet, Matthey et Touchon (9 %), et les isolés Bernois : Blösch, Gosteli (écrit Cochatelly), Kauer, Peter, Spycher et Vespy (6 %), seuls vrais étrangers, pour la plupart sans doute fermiers à la montagne.

De ces 100 enfants, 51 sont des garçons et 49 des filles. Parmi ces garçons, 22 ont un prénom simple, 28 un double et un seul un triple prénom. Les 17 mots différents, formant un total général de 79 prénoms, si on les considère isolément, se répartissent ainsi par ordre de fréquence : 2 Pierre (plus 13 composés), David 15 (uniquement des composés), 6 Abraham (plus 5 composés), 1 Henri (plus 8 composés), 1 Jean (plus 6 composés), 1 Frédéric (plus 4 composés), 3 Jacob (plus 1 composé), 2 Isaac (plus 1 composé) ; Auguste, François, Joseph et Moïse sont utilisés une fois seuls ; Jacques, Jérôme, Joseph et Samuel apparaissent une fois dans des composés. Il est remarquable que Pierre et David (19 % chacun) soient à un même niveau devant Abraham (14 %), avec qui ils forment le 52 % des prénoms ; l'excellente position de Henri (11 ½ %), devant Jean (9 %) doit être aussi relevée, comme le fait que 5 prénoms forment à eux seuls le 72 ½ % du total. La montée de Frédéric est évidemment due à la maison de Prusse, souveraine de Neuchâtel depuis deux générations (soixante ans). Le négligeable chiffre des Jacques marque un recul surprenant. Les prénoms de l'Ancien Testament, 39, soit près de la moitié, passent bien avant les 23 du Nouveau Testament et 17 plus modernes, où Henri représente plus de la moitié.

Les 49 filles portent 13 prénoms divers, formant un total général de 67 prénoms, répartis entre 31 simples et 18 doubles. La prépondérance des 5 Marie (plus 14 composés, soit 28 %) s'affirme encore grâce à 12 Marianne (18 %, ensemble 46 %), ces dernières aussi nombreuses que 2 Madeleine (plus 10 composés, soit 18 %), suivies de 4 Suzanne (plus 4 composés). A eux seuls, ces quatre prénoms et leurs composés atteignent le 76 %. Une Marguerite (plus 4 composés) ressort un peu du lot où se dispersent 2 Julie et 2 Jeanne (en composé), Julianne, Louise, Salomé et, enfin, Rose et Sara dans un prénom composé. On peut vraiment parler d'une vogue extraordinaire du prénom Marie, apparemment due au souvenir de la duchesse Marie de Nemours, plutôt qu'à une influence religieuse.

A titre de comparaison, il n'est pas inutile de noter que le recensement de 1750, le fameux « Dénombrement des peuples, des pauvres et autres » a compté 279 habitants, parmi lesquels 246 communiers, 12 « étrangers, sujets de l'Etat », c'est-à-dire des Neuchâtelais, 18 « étrangers, non sujets de l'Etat », sans doute tous Bernois, et 3 illégitimes encore mineurs, sans patrie. Parmi les ressortissants de Cernier, il n'est pas indifférent de relever qu'il existe 42 hommes mariés (dont un tisserand, un maréchal, quatre cordonniers et trois tailleurs), 41 femmes mariées, 4 veufs et 16 veuves. Les célibataires ayant communié, c'est-à-dire âgés de plus de 16 ans, se répartissent entre 24 garçons (dont un menuisier-vitrier, un horloger, un cordonnier et deux charpentiers) et 32 filles. Les enfants, ceux qui n'ont pas communié, comptent 31 garçons et 56 filles. Les 279 habitants disposent d'un nombre très élevé d'immeubles : 132, presque un bâtiment pour deux personnes. Dans ce nombre, il existe 68 maisons habitées toute l'année, 3 inhabitées, 3 maisons de montagne habitées par des étrangers (sans doute trois familles bernoises, soit une quinzaine de personnes, la quatrième famille vivant dans sa propre maison au village ou à la montagne), 35 maisons de montagne occupées l'été seulement, et 23 autres servant à loger les foins qui sont voiturés au village par des traîneaux, en hiver.

* * *

Quelles conclusions tirer de cette esquisse forcément incomplète, étendue aussi à la condition des personnes et un peu à leur habitat ? Dans un village, il ne peut exister qu'une gamme réduite de noms et de prénoms, mais l'échantillon obtenu a le mérite de la cohérence, montrant une évolution et des modes. Sans retenir les noms peu nombreux ou disparus rapidement, on peut constater, à l'aide de deux tableaux donnés en annexe, que les Crostel — comme plusieurs autres, points retenus — disparaissent au

XV^e siècle, tandis que les Collon se maintiennent jusqu'au XVIII^e siècle. Les de la Chenaul atteignent 1700, époque au-delà de laquelle ils vont se confondre avec les Carrel, seule famille à être attestée du XIV^e au XVIII^e siècle, disparue dès lors. Les Veuve, apparus dès 1401, ne font que se multiplier, au contraire des Chanterel et des Perroud très peu nombreux, les seconds n'ayant que l'apparence de la continuité, puisque ce sont en réalité des Perrod dit Landry, venus des Verrières, depuis 1583. Les Soguel, avec tous ceux qui portent ce surnom en seconde position, ne cessent de se développer, dans l'ensemble, avec des paliers ou des reculs selon les branches. Cornu et Debély, derniers venus augmentent lentement, si on les compare aux Monnier, plus anciens, mais partis d'un même niveau en 1599. Il n'est guère possible de mettre valablement en parallèle l'échantillon de cent noms relevés entre 1768 et 1779.

Pour les prénoms, les trois apôtres Pierre, Jacques et Jean se maintiennent tout au long des siècles considérés, avec des fortunes diverses : Jean est le plus répandu ; Jacques reprend tard une large assise, au moment où Pierre perd la sienne. Nicolas se maintient, mais à un niveau très bas, tandis que les circonstances locales valent à Guillaume une réelle popularité au XVI^e siècle. L'absence de Reconnaissances à Cernier, vers 1500, empêche de nuancer cette étude par une approche intermédiaire. Toutefois, on constate que de vieux prénoms, comme Amiet et Girard, devenus des noms de famille dans les villages voisins, disparaissent au début du XVI^e siècle ; Girard ne survit plus que chez un père, en 1542. Les prénoms hors d'usage font place, au XVI^e siècle, à Claude, dont le grand succès s'explique, comme pour Guillaume, par le prénom d'un seigneur ; quant à Antoine, on ne voit pas précisément à quelle notabilité le rattacher. La faveur de Henri, dès 1599, provient pour sûr du jeune Henri I^{er} d'Orléans-Longueville (1573-1595), devenu souverain du Val-de-Ruz après le rachat de la seigneurie de Valangin en 1592. Parallèlement toutefois, apparaissent les prénoms de l'Ancien Testament, avec en tête le fameux Abraham, dont on reprochait l'abus aux Neuchâtelois, sans se douter, qu'à Cernier, David le dépasserait. Les Daniel restent peu nombreux. Isaac, Jonas et Samuel, apparus au XVII^e siècle seulement dans le village, déclinent au milieu du XVIII^e siècle, alors que Frédéric, le dernier venu, témoigne du loyalisme des nouveaux sujets du roi de Prusse. Quant aux femmes, il serait imprudent de conclure sur un si petit nombre de prénoms, mais l'abondance des diminutifs, vers 1370, le grand nombre des Jeanne en 1542 et la vogue de Marie et Marianne au milieu du XVIII^e siècle, sont assez nets pour indiquer une tendance.

Jean COURVOISIER.

ANNEXE I

Evolution de quelques noms de famille, à Cernier

	vers 1370	1401- 1403	1542	1599	1700
Crostel	4	3	—	—	—
Collon	2	5	9	2	—
de la Chenaul	6	8	9	5	4
Carrel	2	2	8	2	4
Veuve	—	1	11	15	17
(Junet dit) Chanterel	—	2	2	3	2
Perrod, Perroud	—	2	—	1	4
Soguel	—	—	3	24	27
Amiod dit Soguel	—	—	3	1	—
Andrié dit Soguel	—	—	—	4	2
Amiod alias Soguel dit Picard	—	—	—	7	12
Soguel dit Picard	—	—	—	—	2
Paillard dit Monnier	—	—	1	3	16
Cornu	—	—	—	5	6
Debély	—	—	—	3	6

ANNEXE II

Evolution de quelques prénoms masculins, à Cernier

	vers 1370	1401- 1403	1542	1599	1700	1768- 1779
Pierre	3 ^a	5 ^a (9)*	8 (11)*	7	3	15
Jacques	5 ^b	1 ^b (2)	3 (5)	2	10	1
Jean	7 ^c	6 ^c (13)	11 (18)	11	18	7
Nicolas	5 ^d	2 ^d	3 ^d	2 ^d	1	—
Guillaume	1	4	8 (12)	6	1	—
Amiet	6	4	—	—	—	—
Girard	2	4	— (1)	—	—	—
Claude	—	—	7 ^e (14)	3	—	—
Antoine	—	—	2 (4)	4	—	—
Abraham	—	—	—	8	7	11
David	—	—	—	4	8	15
Daniel	—	—	—	3	3	2
Henri	—	—	—	4	5	9
Isaac	—	—	—	—	5	2
Jonas	—	—	—	—	5	1
Samuel	—	—	—	—	5	1
Frédéric	—	—	—	—	—	5
sur un total :	38	30 (54)	49 (80)	65	74	51

^a = Pierre, ou ses dérivés Perrin, Perrod, Perronet.

^b = Jacques, ou son dérivé Jaquet.

^c = Jean, ou ses dérivés Jeannet, Jeannin, Jeanneret.

^d = Nicolas, ou ses dérivés Nichot, Nicholier, Nicolet.

^e = Claude ou Claudet.

* = dans la parenthèse, le total, pères compris.

LE BI-CENTENAIRE DE LA SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE DE NEUCHÂTEL

AVANT-PROPOS

Le 27 juillet 1769 se constituait à Neuchâtel une entreprise d'impression et d'édition qui allait déployer jusqu'aux confins du siècle une activité non négligeable. Durant les années où fonctionnèrent ses presses, la Société typographique contribua, en effet, à donner à notre petite ville un éclat inattendu, hors de proportion, semble-t-il, avec les ressources intellectuelles et matérielles d'une cité éloignée, par ailleurs, des centres de diffusion ordinaires de la pensée française. La prospérité d'une bourgeoisie libérée des servitudes corporatives, l'esprit d'entreprise qui l'animait et, parallèlement, les entraves que mettait la censure du royaume voisin aux productions de l'esprit expliquent, dans une certaine mesure, les succès obtenus par la Société typographique dans la propagation des idées philosophiques à la veille de la Révolution française. Sans donner à l'expression emphatique — et souvent citée — de Brissot : « C'est de là (de Neuchâtel) que la lumière s'est répandue sur tout le monde » un sens trop précis, et trop flatteur, il est juste de convenir que le rôle des imprimeurs neuchâtelois fut, alors, au moins exceptionnel !

Par suite de circonstances heureuses, les archives de la Société typographique sont parvenues — en bonne partie — jusqu'à nous. Longtemps, on les crut disparues. En 1866, étudiant dans notre revue l'histoire des imprimeurs et des livres neuchâtelois (pp. 179-180), James-Henri Bonhôte datait « vers 1765 » la fondation de la Typographique et constatait avec regret que « nous ne possédons pas de documents sur les résultats financiers de cette entreprise ». Quelques années plus tard (1890), Philippe Godet évoquait fort justement dans son *Histoire de la littérature de la Suisse française* le rôle joué par notre imprimerie dans la propagande des idées à la fin du XVIII^e siècle. « Malheureusement, ajoute-t-il, les papiers de la Société typographique ont été détruits : livres de comptes, correspondance, tout a disparu, englouti par la fabrique de papier de Serrières. C'est une perte irréparable, car les archives de l'imprimerie neuchâteloise devaient contenir une foule de lettres... qui suffiraient à établir que bon nombre d'ouvrages datés de Londres ou d'Amsterdam sont sortis de l'officine dont le pasteur Bertrand était l'un des propriétaires. » (p. 364). En réalité, diminuées et amoindries de quelques pièces, certes, mais intactes cependant dans leurs séries principales, ces précieuses archives commerciales se transmettaient

chez les descendants des commissaires chargés, à la fin du XVIII^e siècle, de liquider l'entreprise. En 1932, le fonds étant menacé d'une dispersion définitive, le directeur de la Bibliothèque de la Ville André Bovet put en réaliser l'achat. Mais, parvenus au Collège latin dans un complet désordre, les documents n'en étaient guère utilisables. Un classement préliminaire fut alors opéré, en 1934, par MM. Eddy Bauer, James Guinchard et Charly Guyot, travail qu'interrompit un nouveau transfert exigé par des motifs de sécurité. En 1946, John Jeanprêtre, ancien chimiste cantonal et bibliophile averti, s'attela enfin au classement définitif qu'il put mener à chef avant sa mort. Dès lors, les érudits ont largement puisé à cette source abondante qui a fécondé mainte étude sur la pensée du XVIII^e siècle. Citons en première place celle que M. Charly Guyot consacra, en 1946, à *La vie intellectuelle et religieuse en Suisse française à la fin du XVIII^e siècle, Henri-David de Chaillet 1751-1823* (Mémoires de l'Université de Neuchâtel, tome vingt et unième, Neuchâtel 1946; principalement pages 114 et suivantes), fruit de longues années de recherches qui valurent également au Musée quelques travaux préparatoires. Deux importantes monographies parues à l'étranger méritent, à côté d'autres, une mention ici : Pierre Grosclaude, *Malesherbes, témoin et interprète de son temps* (Paris, 1961 et 1964, deux volumes) et Robert C. Darnton, *Trends in Radical Propaganda on the Eve of the French Revolution (1782-1788)*, dissertation de l'Université d'Oxford (1964). Le rayonnement européen de la Typographique a été souligné par M. Eric Berthoud dans une étude que publia, en 1956, la revue *Bibliothèques et musées de la Ville de Neuchâtel* (pp. 25 à 32) : *Un commerce de librairie entre Neuchâtel et Budapest de 1781 à 1788*. De son côté John Jeanprêtre, tirant parti de ses propres dépouillements, avait donné dans le Musée, en 1949, une précieuse *Histoire de la Société typographique de Neuchâtel 1769-1798* (pp. 70, 115, 148).

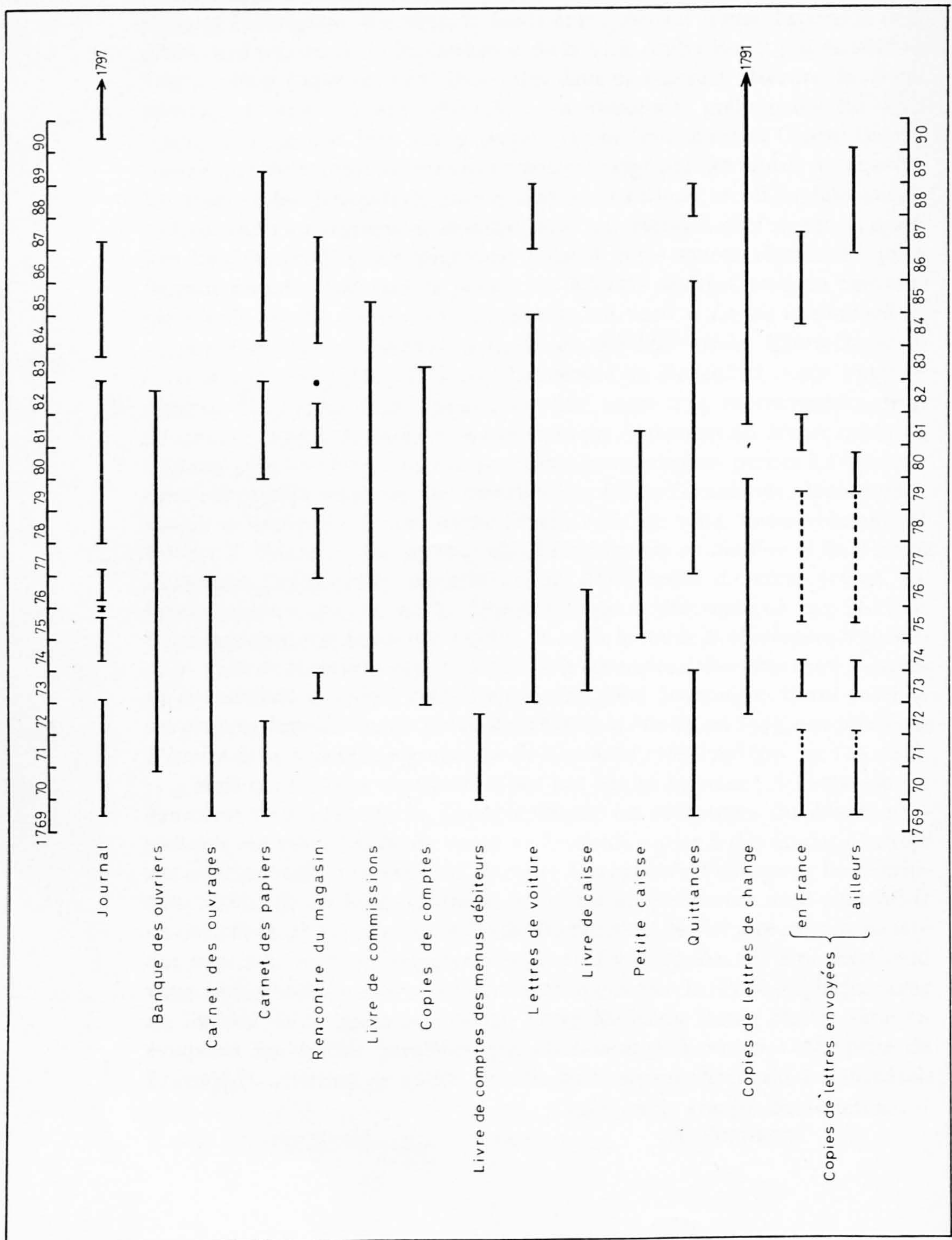
Mais ces travaux excellents n'ont pas épuisé la veine ! A l'occasion du deuxième centenaire de la Typographique, les rédacteurs du Musée neuchâtelois ont estimé utile de vouer un fascicule entier à des études centrées sur cette notable entreprise. M. Jacques Rychner s'est chargé de la description matérielle du fonds existant, montrant les ressources qu'il peut offrir au chercheur. M. Charly Guyot étudie les rapports de Voltaire avec la Société qui imprima, en 1770, ses *Questions sur l'Encyclopédie*. M. Eric Berthoud voue son attention aux relations entretenues par la Typographique avec un libraire de la lointaine Prague. Enfin M. Eddy Bauer clot la série en évoquant les destins parallèles que connurent à Yverdon l'entreprise de Fortuné-Barthélémy de Félice, et celle du banneret Ostervald à Neuchâtel.

Au nom du comité de rédaction :

A. SCHNEGG.

ARCHIVES DE LA SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE

(Schéma des séries conservées)



LES ARCHIVES DE LA SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE DE NEUCHÂTEL

Si la Société typographique de Neuchâtel n'a peut-être pas droit, dans l'histoire littéraire du XVIII^e siècle, à la gloire d'un Cramer ou d'un Rey, puisqu'elle n'a imprimé ni Voltaire ni Rousseau en édition originale, elle a en revanche le mérite de nous avoir laissé, au contraire de tant d'imprimeurs plus célèbres, des archives d'une grande abondance et souvent d'une extraordinaire précision.

C'est John Jeanprêtre qui avait classé et catalogué ces documents après leur acquisition en 1932 par la Bibliothèque de la Ville.¹ En cette année 1969 où il n'est plus là pour commémorer avec nous le deux centième anniversaire de la fondation de la Typographique (1769), il nous faut rendre hommage à l'intelligence, à la persévérance et au dévouement qu'il a mis à accomplir cette longue tâche.

Je suis moi-même engagé dans une étude approfondie de la Société typographique en tant qu'entreprise d'imprimerie, étude de son organisation et de sa production. Un professeur américain, M. Robert C. Darnton, de l'Université de Princeton, est en train d'étudier quant à lui le réseau de distribution dont disposait la Typographique, particulièrement son commerce plus ou moins clandestin avec la France. Mon propos dans cet article n'est pas de refaire le travail de catalogage de Jeanprêtre, mais de le prolonger par une analyse des documents. Il m'a semblé intéressant d'expliquer en quoi consiste exactement ce fonds neuchâtelois, aussi précieux dans son genre que les manuscrits Rousseau, et de présenter de manière détaillée la nature, la forme et la fonction des différentes pièces qui le composent. Pour la commodité de l'exposé je commencerai par examiner les documents qui constituent des séries, ou qui semblent avoir fait autrefois partie de séries (en comprenant également dans ce groupe certains livres de comptes uniques, mais tenus avec régularité pendant plusieurs années). Un graphique frontispice schématise les périodes pour lesquelles ces différentes séries sont conservées. Dans une seconde partie je traiterai les documents isolés. Enfin je dirai quelques mots de ceux qui se sont perdus.

A. DOCUMENTS CONSTITUANT DES SÉRIES

Le plan de cette première partie sera le suivant : documents relatifs à la fabrication des livres, documents relatifs à leur commerce, documents de

caractère financier. Une exception : le *Journal*, document de caractère comptable mais d'un intérêt si général qu'il doit prendre place au début de notre étude.

JOURNAL

Le *Journal* est au XVIII^e siècle à la base de la comptabilité de toute maison de commerce. Comme son nom l'indique, c'est un livre dans lequel le commerçant inscrit jour par jour toutes ses affaires à mesure qu'elles se font, toutes ses opérations comptables, pour employer un mot plus moderne et plus précis. La série que nous conservons des livres journaux de la Typographique n'est pas constituée exclusivement de journaux au sens strict. Très souvent le journal proprement dit manque, et nous ne possédons que le brouillon de celui-ci, qu'on appelait *Brouillard* ou *Main courante*. Mais peu importe, car son contenu et sa disposition sont, au moins à la Typographique, exactement les mêmes que ceux du journal ; tout au plus ce dernier est-il plus lisible du fait qu'on le calligraphiait soigneusement. Si donc nous considérons l'ensemble des dix-neuf livres de cette série, *Journaux*, *Brouillards* ou *Mains courantes*, nous constatons qu'ils s'enchaînent de manière assez heureuse, puisqu'à eux tous ils couvrent la plus grande partie de l'existence de la Société typographique (1769-1798). La lacune la plus grave s'étend sur trois ans, de 1787 à 1790, et trois autres lacunes importantes forment des « trous » de huit à quinze mois.

Chaque opération qu'on porte au journal constitue un article, et chaque article se compose des éléments suivants : la date, un compte débiteur et un compte créancier, la somme qui passe de l'un à l'autre, et l'indication des biens ou des services pour lesquels cette somme est virée. Les comptes figurant dans les articles sont ceux des clients et des fournisseurs, ainsi que les différents comptes internes de la société : Papiers, Meubles et Effets, Caisse, Traites et Remises, Dépenses générales, compte particulier de chaque ouvrage publié par la société, comptes des associés, etc. Les opérations enregistrées dans le journal peuvent aussi bien mettre en rapport un compte de la société avec un compte extérieur à celle-ci, que deux comptes de la société entre eux.

Voici maintenant quelques exemples d'articles qui se rencontrent fréquemment dans le *Journal*. Les transcriptions que j'en donne ne sont pas diplomatiques : je simplifie parfois un peu la forme des articles et je développe de nombreuses abréviations. En outre je transcris en capitales certaines parties des articles (les titres des comptes et l'expression « Doit ») qui sont dans l'original écrites en grosses minuscules.

Achat de caractères (Brouillard A, p. 28)

Du 27 avril 1770

MEUBLES ET EFFETS

DOIVENT

à G. HAAZ, fondeur de caractères à Bâle, L. 944.3.10; par sa lettre du 14 courant il nous envoie facture à trois caisses caractères, que nous avons reçues aujourd'hui, savoir :

lb. 340 Petit Romain romain . . .	à L. 90 le quintal . . .	L. 306.—.—
113 id. italique . . .	96	108. 9.8
599 Cicero romain à petit œil .	80	479. 4.—

lb. 1052 poids de Marc

Pour les caisses, fraix de douane et ports de lettres 5.11.—

de Suisse L. 899. 4.8

à L. 100 pour L. 105 . L. 944. 3.10

Note: Les comptes de la Société typographique sont tenus pendant les premières années en livres, sols et deniers de Neuchâtel (L. 944.3.10 = 944 livres, 3 sols, 10 deniers), ce qui oblige les associés à de continuels calculs de change, la livre tournois employée en France valant $\frac{7}{10}$ ^e de la livre de Neuchâtel (7 livres de Neuchâtel pour 10 livres de France), qui est elle-même légèrement plus faible que la livre de Suisse (105 livres de Neuchâtel pour 100 livres de Suisse).

Achat de papier (Brouillard A, p. 81)

Du 4 mars 1771

PAPIERS

DOIVENT

à SETTE L. 797.9.6 pour 10 balles Grand Bâtard blanc, que nous avons reçu aujourd'hui de son envoi, contenant suivant sa lettre du 28 février 147 rames à L. 7.15 de France L. 1139. 5.—
à L. 10 pour L. 7 . . . L. 797. 9. 6

Notes: Sette était un papetier d'Ardon sur Poligny, dans le Jura; une rame de papier contient 20 mains, soit 500 feuilles.

Vente de livres (Brouillard A, p. 95)

Du 2 mai 1771

GEORGE CONRAD WALTHER, libraire à Dresde,

DOIT

aux SUIVANS, à lui envoyé dans une balle marquée ST N° 77 à l'adresse de Luc Preisverck à Bâle les articles suivans, savoir :

à OUVRAGE DE BOUBERS L. 280.—. pour 100 exemplaires en 2 vol. à
 L. 4 de France l'exemplaire . . . de France L. 400.—.—. L. 280.—.—
 à VOYAGES DE VIAUD L. —.14 s. 3 d. pour 1 exemplaire de 19 feuilles
 à 9 d. [la feuille] de France L. —.14.3. . L. —. 9.10
 à GÉOGRAPHIE HISTORIQUE L. 1.9.7 pour 1 exemplaire en 2 vol. de
 56 ½ feuilles à 9 d. de France L. 2.2.4. . . L. 1. 9. 7
 (etc.)

Notes : On voit que chaque ouvrage publié par la Société typographique avait son compte particulier ; la plupart des livres se vendaient alors à la feuille ; l'*Ouvrage de Boubers* n'est autre que le fameux *Système de la Nature* d'Holbach, dont la Typographique imprima en 1771 une édition qui lui attira comme on sait les foudres de la Vénérable Classe². Il est ainsi désigné parce que la société l'avait imprimé en commission pour le libraire bruxellois Boubers, ce qui ne l'empêchait pas d'en vendre pour son compte ; la *Géographie historique* est un ouvrage du Banneret Ostervald, l'un des associés.

Impression d'un règlement pour les Quatre Ministraux (Brouillard A, p. 35)
 Du 15 juin 1770

M. LES QUATRE MINISTRAUX DOIVENT
 à DIVERS PETITS OUVRAGES L. 67.10.— pour impression d'un Règlement de
 police, de 600 exemplaires de 4 ½ feuilles, à 1 kreutzer la feuille L. 67.10.—
 Note : Le kreutzer valait ½ sol.

Frais de main-d'œuvre à une édition de la Société (Brouillard A, p. 40)
 Du 12 juillet 1770

OBSERVATIONS SUR LES TURCS DOIVENT
 à CAISSE L. 108.18.—, payé pour composition et tirage de l'édition de cet
 ouvrage, apert le Carnet des ouvriers f^o 32 L. 108.18.—

Frais de papier à la même édition (Brouillard A, p. 37)
 Du 30 juin 1770

OBSERVATIONS SUR LES TURCS DOIVENT
 à PAPIERS L. 191.8.— pour celui employé à l'édition de cet ouvrage, dont
 on a tiré 1022 exemplaires de 16 ½ feuilles in-12°, à raison de 2 rames et
 2 mains par feuille, fait 34 rames, 13 mains, papier Grand Bâtard des frères
 Charmet, qui coute L. 5.10.6 la rame, apert le Carnet des papiers f^o 9
 L. 191. 8.—

Notes : Voir ci-dessous ce que sont le *Carnet des papiers* et le *Carnet des ouvriers* ; les frères Charmet étaient papetiers à Besançon.

Au fil des jours, les registres de cette série nous renseignent ainsi sur : les ventes et les achats de livres ; les achats de papier et de caractères ; les opérations relatives aux diverses sortes de lettres de change par lesquelles s'effectuaient à cette époque la plupart des paiements entre négociants ; les frais d'impression (main-d'œuvre et papier) des ouvrages édités par la société ; l'impression d'ouvrages en commission (pour d'autres libraires ou pour l'auteur lui-même) ; l'impression des ouvrages appelés aujourd'hui « travaux de ville », et compris dans les livres de comptes de la société sous le terme de « Divers petits ouvrages » : prospectus, étiquettes et lettres de change pour des commerçants ; règlements, mandements et placards pour les autorités ; le paiement des intérêts aux Neuchâtelois qui avaient placé de l'argent dans l'affaire, etc.

De plus, les livres journaux contiennent parfois, à la fin d'une année ou au début de la suivante, des comptes annuels récapitulatifs destinés à fournir les éléments d'un bilan : on solde les comptes des correspondants et les divers comptes de la société ; on fait le total de tout le papier utilisé pendant l'année, de tous les exemplaires vendus de chaque ouvrage, des dettes et des créances.

Résumons : le *Journal* constitue, avec les *Brouillards* et les *Mains courantes* qui en tiennent souvent lieu, une source d'information fondamentale. Il permet de suivre jour après jour, à travers sa comptabilité, la marche de la société tant du point de vue financier que du point de vue commercial. Il donne en outre de nombreux renseignements sur le matériel utilisé dans l'atelier et sur les ouvrages qu'on y produit.

BANQUE DES OUVRIERS

Dans l'atelier, seuls le prote (qui le dirigeait), et parfois un ou deux ouvriers très expérimentés, étaient payés « en conscience », c'est-à-dire à la semaine indépendamment de la quantité de travail fournie. La plupart des ouvriers, compositeurs ou pressiers, étaient payés « à la tâche », c'est-à-dire aux pièces. Ils recevaient leur salaire le samedi, par les soins du prote. Payer les ouvriers s'appelait, dans le langage des imprimeurs, « faire la banque », et les registres où l'on notait le travail fourni par chacun, et le salaire correspondant, portent le titre de *Banque des ouvriers*. Alors que les autres livres de comptes sont tenus en livres, sols et deniers (monnaie

de compte rappelons-le), dans la *Banque des ouvriers* on calculait les salaires en batz et kreutzers, qui étaient les petites espèces en usage à Neuchâtel et valaient respectivement 2 sols et $\frac{1}{2}$ sol de Neuchâtel.

Qu'on me permette ici de rappeler en deux mots comment fonctionnait un atelier d'imprimerie, afin de mieux comprendre ensuite la présentation d'un livre de *Banque des ouvriers*. L'unité constitutive dans la fabrication d'un livre est la *feuille* (ne pas confondre avec la *page* ni avec le *feuillet*). Pour imprimer par exemple une feuille d'un volume in-8°, on imprime de chaque côté d'une grande feuille de papier huit pages de composition typographique, disposées de telle manière qu'en pliant trois fois cette feuille après l'impression on obtienne un cahier de seize pages (huit feuillets) qui se suivent. Les huit pages de caractères nécessaires à l'impression d'un des côtés de la feuille sont serrées, pour passer sous la presse sans se disloquer, dans un grand châssis rectangulaire et constituent ce qu'on appelle une *forme*. Il faut donc deux formes pour imprimer chaque feuille de texte ; et chaque feuille de papier doit passer deux fois sous la presse, une fois pour chaque côté. Les feuilles portaient chacune une lettre de l'alphabet sur leur première page (A, B, C, D, etc.) qui indiquait au relieur dans quel ordre relier les cahiers, et permettait aussi au libraire de s'y retrouver dans son stock, à une époque où les livres y restaient longtemps sous forme de piles de feuilles. Cette lettre est appelée *signature*.

Les livres de la *Banque des ouvriers* nous montrent que les compositeurs de la Société typographique étaient généralement payés en raison du nombre de feuilles composées, le tarif variant selon le format de l'ouvrage et les caractères employés. Quant aux ouvriers pressiers, qui travaillaient le plus souvent à deux sur une presse, on les payait en raison du nombre d'impressions effectuées. Par exemple, si l'on tirait un ouvrage à 1000 exemplaires, chaque feuille de texte demandait 2000 impressions (1000 feuilles de papier imprimées des deux côtés). On trouve donc, chaque samedi, le nom des ouvriers, puis l'indication des feuilles et des formes qu'ils ont composées ou tirées, enfin le salaire correspondant. Les feuilles sont désignées par leur signature, et par le titre de l'ouvrage abrégé sommairement.

Exemple pour les compositeurs (Banque du 19 janvier 1771) :

Messieurs		Batz
Dubosquets	Journal helvetique, feuille I	36
	Londres, feuille M	28
Paulard	Questions, seconde partie, feuille Y	36
	Table des Questions, 4 pages de petit romain	16
	(etc.)	

8 Du 8 Décembre 1770.

Messieurs,

daté 1770

Brant,	Tarif du pays-de-vaux, les feuilles P, Q, R, S...	80
Aubert et Fourre	Ouvrages des questions, II ^e partie, plume forme sur C, une forme sur B, les feuilles C, D, E, F...	115
Degault,	Discours préliminaire, feuille A, a...	45
Ducrot,	Ouvrage de Genève, les feuilles A, B... sur lequel on déduira 3 ^e pour argent avancé...	84
Borel,	Journal Helvétique, les feuilles Z, A, a...	60
Hallari,	Système de la Nature, feuille A, a...	84
Offray,	Système de la Nature, feuille B, a...	84
Compte pour la presse.		
Ratin et Gouillon	Système de la Nature feuille A, tiré à 2 mille Questions, III ^e partie feuille B...	60 75
	Tous perdu, une journée...	25
	total	189

Exemple pour les pressiers (Banque du 23 mars 1771) :

	Conte pour la presse	batz kreutzer	
Patain et Roche	Arts et métiers, première forme P, seconde forme Q	75	
	Système, tome II, feuille P	60	
	Journal helvetique, feuille K à 500	15	
	Londres, tome III, feuille Ee	17	2
	Mandement	8	3
	Accommodage de 9 cuirs	18	
	Tableau, feuille P	30	
	Tableau, feuille R, O, Q, première forme S	105	
Angot et Gayet	Journal helvetique, feuille I à 500	15	
	Londres, tome III, feuille P, forme Aa	25	
	Système, tome II, seconde forme Q	30	
(etc.)			

Note : Le prote a écrit : « *la* presse », mais il s'agit là d'un singulier collectif, car en mars 1771 quatre presses étaient en activité à la Typographique.

Le bon fonctionnement de l'atelier exigeait en outre que l'on s'acquittât de différentes petites tâches, qui se payaient en sus de la composition et du tirage. On les appelait des *fonctions*. Elles sont régulièrement notées dans la *Banque des ouvriers*. Ainsi l'exemple ci-dessus nous apprend-il que dans la semaine du 16 au 23 mars les ouvriers Patain et Roche ont, en plus de leur travail à la presse, « accommodé » (apprêté) neuf des peaux dont on faisait, en les remplissant de crin, des *balles* pour encrer les caractères. Une autre fois quelqu'un touchera un extra pour avoir réparé une presse, ou encore avoir disposé dans une *casse* (grande boîte plate à compartiments devant laquelle travaillait le compositeur) les nouveaux caractères qu'on vient de recevoir. Le prote notait aussi dans ce livre les menues dépenses qu'il avait dû faire à l'occasion. Par exemple, détail amusant, il arrivait souvent que l'on donnât quelques batz « à un pauvre ouvrier passant » ou « à un pauvre imprimeur allemand ». Plus rarement, que l'on accordât un modique secours à la femme d'un ouvrier de la société tombé malade.

Nous possédons cinq volumes de la *Banque des ouvriers* ; ils se font suite sans interruption de novembre 1770 à septembre 1782, couvrant environ les trois cinquièmes de la vie active de la Société typographique (qui cessa d'imprimer en 1789). Ces livres forment une série particulièrement précieuse, de par les détails qu'ils fournissent sur le travail de chaque ouvrier. Ils contribuent à donner aux archives leur caractère exceptionnel car des sources manuscrites de ce genre, concernant la fabrication

des livres dans la période artisanale, et non pas seulement leur commerce, sont très rares.

CARNET DES OUVRAGES

Le titre exact de ce volume est *Carnet pour les ouvriers et pour différents ouvrages*, mais il est presque toujours désigné dans les autres manuscrits comme *Carnet des ouvriers* ou comme *Carnet des ouvrages*. Je m'en suis tenu à cette seconde appellation, qui le distingue mieux de la *Banque des ouvriers* et donne en même temps une idée de son contenu. Il servait en effet à récapituler les frais de main-d'œuvre *par ouvrages*. Employé depuis la fondation de la société jusqu'en novembre 1776, il se présente sur deux colonnes : composition et tirage. Pour chaque feuille d'un ouvrage (désignée toujours par sa signature), on indique : à quelles dates elle a été composée et tirée, souvent par quel ouvrier, et combien il en a coûté. Ce livre apporte donc un heureux complément à la *Banque des ouvriers*, car s'il contient des informations analogues, elles sont regroupées autrement. Pour les quinze premiers mois, d'août 1769 à octobre 1770, il remplace la *Banque des ouvriers* qui manque. Enfin on y trouve, en début de volume, quelques comptes d'ouvriers, en parties doubles, indiquant au débit les sommes reçues et au crédit le travail fourni. Ces comptes sont intéressants surtout en ce qu'ils concernent les tout premiers ouvriers de la société.

CARNET DES PAPIERS

Ici aussi j'utilise le terme sous lequel le manuscrit est désigné dans d'autres livres de comptes, à défaut d'un titre clair sur le manuscrit lui-même.

Nous possédons trois *Carnets des papiers*, utilisés respectivement pendant les années 1769-1772, 1780-1782, 1784-1789, soit environ la moitié des années actives de la société. Il est bien regrettable que les autres pièces de la série se soient perdues, car ces carnets nous apportent un important élément d'information sur la fabrication des livres : ils nous disent quels papiers y ont été employés. Tenus dans le but de permettre un contrôle du stock de papier, ils indiquent les arrivages de chaque sorte (sauf le second carnet, plus sommaire que les deux autres), et les quantités livrées ensuite à l'atelier, en précisant pour quel ouvrage, et souvent même pour quelles feuilles de l'ouvrage. Entrées et sorties sont datées. Dans deux de ces carnets, les sortes sont désignées non seulement par le nom du fabricant mais par une indication de format ou de qualité : Grand Bâtard, Croix de

Malte, Papier longuet, Bâtard fin, Bâtard moyen, etc. Fréquemment, les chiffres de tirage sont donnés ; là où ils ne le sont pas, on peut en général les déduire assez facilement, en tenant compte toutefois du déchet qui se produisait à l'impression : on livrait couramment 1050 feuilles de papier pour imprimer une feuille d'un texte tiré à 1000 exemplaires.

RENCONTRE DU MAGASIN

Magasin s'entend du stock de livres, et non de l'endroit où se faisait la vente au détail (comptoir). Quant à *rencontre* (masculin), ce mot est pris ici dans une acception propre à Neuchâtel semble-t-il, et signifie « vérification, pointage » (Pierrehumbert).

Les livres de *Rencontre du magasin*, dont huit nous restent, servaient à tenir une exacte comptabilité du stock de librairie, lequel comprenait aussi bien des ouvrages imprimés par la société que des ouvrages acquis par achat ou échange. Ils donnent les entrées (achat, impression, retour d'invendus) et les sorties (ventes) de magasin pour chaque ouvrage, plus l'indication du nombre d'exemplaires trouvés lors des inventaires, auxquels on procédait assez régulièrement.

Exemple (Rencontre du magasin 1773, p. 18) :

MALHEURS DE L'INCONSTANCE

22 feuilles

1773 février 18 Il s'en trouve à cette date Ex. 1050

Vendu

1773 février 25	à Profits & Pertes	Ex.	2
26	à la Société typographique de Berne.		80
	à Jean-Pierre Heubach		20
	à François Grasset & Comp.		25
	à Jules-Henri Pott & Comp.		12
	à Jean-Samuel Cailler		6
	à Philibert & Chirol		20
27	à Dupuget		3
	à Jean-Jacob Cramer		1
	à Caisse vendu comptant		1
mars 4	à Marie Audéart		6

mars	4	à Jean Chenoux	12
		à Caisse vendu comptant	1
		à George Conrad Walther	10
		(etc.)	

Notes : Tous les noms qui figurent ici sont ceux de libraires. On remarquera que dans le cas de vente au détail à des particuliers, le *Rencontre du magasin* note seulement : « à Caisse, vendu comptant » ; les exemplaires sortis par Profits et Pertes sont ceux remis aux censeurs, éventuellement à l'un des associés ou à quelque personnage important ; début septembre on a vendu 940 exemplaires de ce roman de Dorat, qui sortait de presse au moment de l'inventaire de février 1773.

Les *Rencontres du magasin* donnent les chiffres d'une dizaine d'inventaires, et ceux des ventes pendant quatre périodes de longueur variable (neuf mois à trois ans). Ils constituent évidemment, avec les *Livres de commissions*, qui leur font pendant, une source de premier ordre pour l'étude du commerce de librairie mené par la Société typographique.

LIVRE DE COMMISSIONS

Nous avons conservé une importante série de *Livres de commissions* : six volumes couvrent les années 1774 à 1784 et les premiers mois de 1785. Ils contiennent les commandes de librairie passées à la société par ses correspondants, et le détail des envois faits en réponse. Les commandes sont inscrites sur la page de gauche, dans l'ordre où on les a reçues, avec la date des lettres qui les contenaient, et, souvent, des indications extrêmement intéressantes sur les conditions d'acheminement : itinéraires à suivre, voituriers à qui confier les ballots, adresses auxquelles les remettre. Ces adresses ne sont du reste pas toujours celles des libraires. Prudence : tel libraire parisien se fait expédier un ballot de livres protestants chez un aubergiste de La Villette ; ou commodité : Mathieux, libraire à Nancy, demande qu'on envoie à un aubergiste de Strasbourg les ouvrages qu'il se propose d'aller vendre dans cette ville à la foire de la Saint-Jean. Sur la page de droite on a noté en regard le contenu exact de l'envoi. Tous les titres commandés n'y figurent pas, car il arrive souvent que la société ne possède pas, ou plus, tel ouvrage qu'on lui demande. Quant au délai écoulé entre la commande et l'expédition, il peut varier de un jour à six mois !

Les volumes comprennent généralement une table récapitulative de tous les ballots envoyés, avec leur marque. En 1783, par exemple, nous constatons que la Typographique a expédié 265 ballots dans une soixantaine de villes : en Suisse, en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Irlande, aux Pays-Bas, au Danemark, en Suède, en Autriche, en Bohême, en Pologne et en Russie.

Livre des défets : à une époque où les livres étaient expédiés aux libraires sous forme de feuilles entières non reliées, il arrivait très fréquemment aux commis qui procédaient à l'emballage de se tromper dans leurs calculs et d'envoyer un nombre insuffisant d'exemplaires de telle ou telle feuille. Le destinataire qui avait commandé, disons cinquante exemplaires d'un ouvrage, et qui ne recevait que quarante-huit feuilles F par exemple, se trouvait avoir sur les bras deux exemplaires invendables de l'ouvrage entier, et s'empressait de réclamer les feuilles manquantes, les « défets », au fournisseur.

De même il arrivait que certaines feuilles soient endommagées durant le transport. Ou bien encore, les feuilles subissaient quelque accident dans les magasins du destinataire, comme ces feuilles de la Grammaire de Restaut « que les souris nous ont malheureusement rongées » et que la société doit redemander au libraire Le Roy de Lyon.

Pour s'y retrouver dans ces innombrables défets qu'il fallait soit réclamer soit envoyer, les associés ont recouru, au moins pendant quelques années (1784-1789 environ), à un *Livre des défets* que l'on peut ranger, par sa fonction, avec les *Livres de commissions*. Il est plus difficile à étudier, parce que beaucoup plus mal tenu, et rarement daté. Les notes y sont groupées par correspondants (table alphabétique de ceux-ci à la fin du cahier), et biffées au fur et à mesure qu'on avait soit fourni soit reçu les défets.

COPIES DE COMPTES

Ces livres contiennent la copie des comptes envoyés aux correspondants de la Typographique. Il nous en reste deux, employés l'un à la suite de l'autre de fin 1772 à 1783. Beaucoup de ces comptes sont des comptes courants, établis sur deux colonnes en Doit et Avoir, le débit du libraire consistant dans les envois que la société lui a faits, son crédit dans les envois qu'il peut avoir faits de son côté à la société, dans les traites que celle-ci a tirées sur lui, ou dans les effets de change qu'elle a reçus de sa part en paiement. Notons que les libraires peuvent avoir avec la Typographique soit un compte en argent, soit un *compte d'échange* en nature quand ils troquent leurs marchandises contre celles de la société, comme cela se pratiquait encore couramment au XVIII^e siècle. Les comptes d'échange sont tenus en feuilles.

Quelques comptes courants sont aussi adressés à des banquiers avec lesquels la société était en relations pour ses affaires (tel Jean-Frédéric Perregaux à Paris), à des commissionnaires, à des bailleurs de fonds.

Enfin nombreux sont les comptes de clients non libraires. Ces comptes-là ne sont pas établis en parties doubles. Ce sont de simples factures, relatives à l'impression de travaux de ville, à celle d'ouvrages publiés à compte d'auteur, ou à des achats de livres et à des abonnements de périodiques.

Exemple d'un compte courant de librairie (Copies de comptes B, p. 7) :

DOIT	M. BASSOMPIERRE à Genève, son compte courant avec la Société typographique de N ^{tel} en Suisse	AVOIR
1771 déc. 26 Notre envoy de ce jour L. 32 2 —		1772 may 16 Sa remise sur Charmet L. 27 10 —
1772 may 21 Idem	24 — —	juil. 29 Remis à Philibert & Chirol 6 Observations 8 2 —
		Débitteur pour solde porté à nouveau . . . 20 10 —
	de France L. <u>56 2 —</u>	de France L. <u>56 2 —</u>

Débitteur pour solde de vieux L. 20 10 — Saufferre & obmission: Neuchâtel, le 22 décembre 1772

Notes : La «remise sur Charmet» est une lettre de change endossée en paiement à la Société typographique ; quant aux six *Observations*, ce sont autant d'exemplaires de cet ouvrage que Bassompierre passe aux libraires genevois Philibert et Chirol et dont on doit donc décharger son compte.

Les comptes se succèdent dans l'ordre chronologique de leur envoi. La fréquence des comptes envoyés à tel ou tel libraire dépend naturellement du volume de ses affaires avec la société. Certains reçoivent leur compte annuellement ou même plusieurs fois par année, d'autres plus rarement. La société les expédiait à toute saison, mais de préférence entre novembre et février. Remarquons enfin que le contenu des envois n'est pas détaillé. Les livres de *Copies de comptes* nous donnent donc une idée seulement quantitative du commerce de la Typographique avec tel libraire, mais ne nous permettent aucune étude différenciée par ouvrages, au contraire des *Rencontres du magasin* et des *Livres de commissions*.

LIVRE DE COMPTES DES MENUS DÉBITEURS

Après avoir été enregistrées au jour le jour dans le *Journal*, les opérations comptables étaient portées au *Grand livre*, où l'on tenait chaque compte en débit et en crédit. Les affaires notées pêle-mêle dans le *Journal* s'y retrouvaient groupées sous les titres des comptes qu'elles intéressaient, un achat de papier à Sette, par exemple, étant porté au débit du compte Papiers et au crédit du compte Sette. C'était sur la base du *Grand livre* que l'on dressait les comptes courants au moment de les envoyer aux correspondants. Hélas ! toute la série a disparu. Les seuls vestiges que nous en ayons encore sont le répertoire alphabétique de l'un des volumes et de nombreux renvois en marge du *Journal*.

A côté de ce livre la société a tenu jusqu'en juillet 1772 un *Livre de comptes des menus débiteurs*. C'est une sorte de *Grand livre*, mais réservé aux petites affaires (sans jeu de mots !). Les comptes y sont également en parties doubles : à gauche, sous *Doit*, ce que la société a fourni à l'intéressé, à droite, sous *Avoir*, les paiements effectués par celui-ci. Comme il s'agit de « menus débiteurs », les libraires sont ici très peu nombreux et nous avons surtout affaire à des particuliers. Leurs comptes concernent en premier lieu les abonnements aux deux journaux publiés par la Typographique : le *Journal helvétique* et la *Feuille d'avis de Neuchâtel*. Puis, des achats de livres au détail. Enfin, des impressions de travaux de ville : pour les négociants ce sont toujours des billets, des circulaires, des lettres de voiture ou des lettres de change ; un pasteur fait imprimer des prières et la Société de lecture son catalogue.

Des comptes d'un genre différent donnent pour chaque ouvrage publié durant cette période la liste des exemplaires « vendus au détail et donnés gratis » (aux censeurs, au commis Convert, employé de la société, à quelques amis).

Le *Livre de comptes des menus débiteurs* est le seul manuscrit du fonds à nous donner une image précise du commerce de librairie local, en ce qu'il nomme les clients.

LETTRES DE VOITURE

Les *Lettres de voiture* sont les documents qui accompagnaient les envois reçus par la société, et lui étaient remis par le voiturier. Ce sont des formules imprimées (nous avons vu que la société elle-même en a imprimé beaucoup) que l'on complétait à la main. Elles donnent le plus souvent les renseignements suivants :

le nom et l'adresse du commissionnaire par les mains duquel les ballots ont passé en dernier lieu ;
 l'adresse du destinataire (Société typographique) ;
 le nom du voiturier ou du batelier (beaucoup des envois acheminés par le commissionnaire Jean-Jacques Haberstock de Morat arrivaient par voie d'eau à Neuchâtel) ;
 la date d'expédition de chez le commissionnaire ;
 la marque des ballots ;
 leur poids et les frais.

Il est rare malheureusement qu'une de ces lettres de voiture nomme l'expéditeur initial. Quant au contenu, neuf fois sur dix il est indiqué par la mention : « Ballot libri », que portaient traditionnellement les balles de livres.

Les *Lettres de voiture* sont rangées par années, en liasses dont quatorze nous sont parvenues (1773-1784 et 1787-1788).

LIVRE DE CAISSE

Nous ne possédons plus qu'un seul des *Livres de caisse* de la Typographique, celui employé d'avril 1773 à juin 1776. L'intérêt qu'il présente nous fait tout spécialement regretter la perte des autres. Il nous découvre en effet la vie de l'entreprise à un niveau plus humble et plus concret que ne le faisait le *Journal*. Alors que celui-ci ne contenait que des opérations comptables, le *Livre de caisse* enregistre les entrées et sorties d'argent liquide dans la caisse de la société, et ce faisant nous renseigne évidemment sur un autre genre d'affaires. Ainsi en va-t-il par exemple des achats de matériel : si les achats de papier et de caractères, faits le plus souvent en dehors de Neuchâtel et payés par lettres de change, sont portés au *Journal*, celui-ci reste presque muet sur les achats de menus objets et de matériaux accessoires faits sur place et au comptant. C'est dans le *Livre de caisse* qu'il faut aller chercher ces derniers.

Les recettes et les dépenses y sont disposées sur deux pages opposées, les premières figurant au débit, les secondes au crédit de la caisse. Bien qu'il s'agisse ici de mouvements d'espèces liquides, les comptes sont tenus en livres, sols et deniers.

Voici quelles sont les principales dépenses :

achat de menu matériel, tel que : peaux de mouton et crin pour les balles à encrer, potasse pour laver les caractères après l'impression, chandelle, toile d'emballage, pinceaux, ciseaux, basane, colle, fil et aiguilles pour les relieurs ;

acquittement des traites tirées sur la société ;
 banque des ouvriers ;
 payement des domestiques et des commis ;
 réparations aux locaux et au matériel, payées au menuisier, au serrurier, au vitrier.

Les recettes en liquide consistaient quant à elles :
 dans la négociation des lettres de change que l'on avait en portefeuille ;
 dans les sommes touchées en échange de billets à ordre ;
 dans le payement par les clients de l'impression des travaux de ville ;
 dans la vente de livres au détail et au comptant ;
 dans le payement des abonnements aux deux journaux de la société.

PETITE CAISSE

A côté de la caisse principale, nous trouvons la trace d'une *Petite caisse*, alimentée par la première, qui servait principalement à payer les frais de poste. Celui qui la gérait avait également à régler diverses menues dépenses dont il tenait un compte exact. C'est par là surtout que les trois carnets de la *Petite caisse* qui nous sont parvenus (1775, 1776, 1777-1781) se révèlent intéressants. On payait par exemple sur cette caisse : les frais de voiture à certains envois de fournisseurs, le transport du bois de chauffage pour l'atelier, le ramonage, l'aiguisage des couteaux et des ciseaux, et de nombreux achats : crayons, plumes, cire à cacheter, vin pour faire de l'encre à écrire, clous et cordes pour l'emballage des livres, blanc d'œuf, fil et eau-forte pour les relieurs.

QUITTANCES

Les quittances se présentent en liasses, comme les lettres de voiture. Nous possédons des liasses pour les années 1769 à 1773, 1777 à 1785, et 1788, mais il est bien sûr impossible de savoir si nous possédons toutes les quittances de ces années-là.

Le seul point commun de ces pièces est d'attester un payement fait par la société. A part cela on peut les répartir en quatre groupes distincts : effets de change acquittés, cédules de prêt acquittées, quittances d'intérêts, factures acquittées d'artisans et de petits commerçants.

Effets de change acquittés

Ce sont d'une part des *traites* tirées sur la Société typographique par des créanciers, acquittées et signées par la personne qui les a encaissées. Celle-ci n'est pas forcément identique au bénéficiaire désigné dans le libellé de la traite, mais peut être toute autre personne à qui le premier bénéficiaire l'aura endossée.

D'autre part des *billets à ordre* établis par la société, acquittés après avoir été, eux aussi, endossés un certain nombre de fois. Un exemple, pour donner une idée de la circulation de ces effets, qui constituaient le principal moyen de paiement en l'absence d'un réseau de banques suffisamment dense : le 15 décembre 1772, la société fait un billet à l'ordre du libraire Pott, de Lausanne, payable au 31 mai 1773. Le 13 avril 1773, Pott l'endosse à un autre libraire lausannois, François Grasset. Grasset à son tour l'endosse aux papetiers de Serrières Erhard Borel et Frères Roulet, le 5 mai 1773. Et le 30 mai, ceux-ci le présentent pour paiement à la Société typographique.

Cédules de prêt acquittées

Ce sont des attestations signées de la main des associés, reconnaissant un placement fait chez eux par telle personne, puis acquittées par le dépositaire au moment où il a récupéré son argent. Les sommes prêtées le sont généralement aux conditions suivantes : remboursement en tout temps sur demande du prêteur ou de l'emprunteur, mais avec avertissement réciproque de trois mois ; intérêts de 4 ½ % ou de 5 % l'an, selon que la société les payera plus ou moins ponctuellement.

Quittances d'intérêts

Quittances signées par les dépositaires pour les intérêts versés par la société sur des sommes placées chez elle.

Factures acquittées

Les effets de change et cédules acquittés nous apportent des informations de nature financière, tandis que les factures d'artisans et de commerçants concernent surtout des achats de matériel et l'entretien de l'atelier. On peut les ranger, par les renseignements qu'elles fournissent, avec le *Livre de caisse* et la *Petite caisse*. Les artisans qui ont présenté ces factures sont par exemple le serrurier, pour des réparations aux presses et pour la fabrication de certaines pièces, le maçon et le fumiste pour des travaux aux fourneaux et aux cheminées. Les factures de commerçants concernent des achats de bois de chauffage, de noir de fumée (pour faire de l'encre), de savon, de chandelle, de peaux de mouton.

COPIES DE LETTRES DE CHANGE

La société prenait copie de tous les effets de change qui passaient par ses mains. Les seuls à faire exception sont les traites tirées sur elle par ses créanciers : elle ne les voyait qu'au moment de les acquitter et pouvait alors

les garder. Les effets étaient copiés dans des carnets oblongs qui ont déjà la forme de nos chéquiers. Neuf de ces carnets nous sont parvenus, contenant la copie d'effets datés de 1772 à 1779 et de 1781 à 1791. Ils nous donnent une image fidèle de la complexité des opérations auxquelles les lettres de change donnaient lieu.

Les *traites* peuvent être :

tirées par la société sur X à l'ordre de Y ;

tirées par X sur Y à l'ordre de la société ;

tirées par X sur Y à l'ordre de Z et endossées par Z à la société ; ces deux dernières sortes de traites étant souvent endossées par la société à un nouveau bénéficiaire.

Remarquons que certaines traites, celles tirées par la société sur des banquiers à l'ordre d'un fournisseur ou d'un correspondant créancier, équivalent à de véritables chèques. Ainsi la série de lettres tirées sur Denis Rougemont, banquier à Paris, en 1782 et 1783.

Les *billets à ordre* peuvent être :

établis par la société à l'ordre de X ;

établis par X à l'ordre de la société ;

établis par X à l'ordre de Y et endossés par Y à la société. Les billets de ce genre peuvent avoir été endossés plusieurs fois : on trouve dans ces carnets des billets ayant changé jusqu'à huit fois de mains, et que la société endosse à son tour !

COPIES DE LETTRES

Je ne parlerai pas de la correspondance reçue par la Typographique, dont on peut dire qu'elle constitue à elle seule un fonds particulier. D'une part les lettres sont des documents familiers à chacun de nous : point n'est besoin d'en expliquer la forme. D'autre part les quelque 24 000 lettres (Jeanprêtre) reçues par la société sont d'un intérêt si divers qu'on ne peut guère les présenter globalement. En revanche il m'a semblé intéressant de compléter mon graphique par la série des volumes de *Copies de lettres* envoyées. Cependant l'estimation des lacunes est ici assez délicate. Le tracé correspondant à cette série a donc un caractère un peu hypothétique, et quelques mots d'explication sont nécessaires. La Société typographique semble avoir presque toujours utilisé deux volumes concurremment pour copier les lettres qu'elle envoyait. On a par exemple pour la période de mars 1773 à avril 1774 deux volumes de *Copies de lettres*, C 1 et C 2, qui ne se suivent pas, mais contiennent tous deux des lettres envoyées pendant cette année-là. Malheureusement nous ne possédons presque

toujours que l'un des deux volumes, ce qui signifie que nous avons perdu la moitié des lettres environ. Or, à partir de 1779, les volumes qui nous restent, soit ne contiennent presque aucune lettre expédiée en France, soit au contraire ne contiennent presque que des lettres adressées en France. Il semble donc que l'on n'ait plus employé indifféremment les deux volumes, mais que dès cette date ils aient eu chacun leur usage particulier. Et l'on peut supposer par conséquent que dans un tel cas le volume qui nous est resté nous conserve soit presque toutes les lettres adressées en France, soit presque toutes les lettres adressées ailleurs. D'où la nécessité de séparer les deux séries sur le graphique, l'emploi du traitillé avant 1779 indiquant la perte d'un volume ou d'une partie de volume et avec lui de la moitié des lettres environ, sans distinction de destination.

B. DOCUMENTS ISOLÉS

Les archives de la Société typographique comprennent encore un certain nombre de documents isolés, dont il n'est souvent pas possible de savoir s'ils l'ont toujours été, ou bien s'ils faisaient autrefois partie d'une série dont les autres représentants se sont perdus. Je m'en vais passer rapidement en revue les plus importantes de ces pièces. L'ordre adopté sera le même que dans la première partie : documents d'intérêt général, puis documents relatifs successivement à la production, au commerce, aux finances de la société.

DOCUMENTS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Ce sont principalement quatre *Livres de notes* employés pendant différentes périodes par l'un ou l'autre des associés (l'un a servi à F.-S. Ostervald ; un second était probablement celui de A. Bosset-Deluze). Leur contenu est extrêmement varié. On y trouve :

des adresses : surtout des adresses de libraires ou de clients particuliers, mais aussi celles de papetiers, de maîtres de postes, de voituriers et de commissionnaires, de banquiers, de diplomates, de pasteurs français ;
des listes : de créanciers et de débiteurs, d'abonnés aux deux journaux, de souscripteurs pour certains ouvrages, de libraires à « contacter », comme nous dirions aujourd'hui ;

des calculs de frais d'impression pour des ouvrages qu'on a imprimés, ou alors qu'on se propose d'imprimer et dont on aimerait estimer le bénéfice probable ;

des commandes reçues de libraires ou de la clientèle locale ;
des comptes concernant la vente à des Neuchâtelois de livres, mais aussi de diverses marchandises que la société se procurait grâce à son vaste réseau d'affaires : pruneaux de Bâle, huile de Provence, bas de soie du Languedoc ; il arrivait aussi que la société achetât à Paris, pour le compte de Neuchâtelois, des articles qu'ils avaient sans doute de la peine à trouver sur place ; dans le *Livre de notes* qui paraît avoir été celui de Bosset-Deluze on tombe ainsi sur des comptes pour de l'eau de senteur (M. le châtelain de Marval), des mèches de lampe (M. de Chambrier), du chocolat (le capitaine Des Barres), et même des seringues (le chirurgien Perrelet) ;
des calculs de nature financière : tirage, envoi, réception et négociation de lettres de change ; paiements et encaissements à effectuer ;
enfin toutes les notes que l'on peut s'attendre à trouver dans l'« agenda » d'un commerçant : lettres à écrire, livres à expédier ou à réclamer, affaires à régler, projets d'ouvrages à éditer, conseils fournis par des libraires de passage, etc.

DOCUMENTS RELATIFS A L'ATELIER ET A LA FABRICATION

Un des dossiers réunis par John Jeanprêtre lors du classement du fonds contient quelques pièces concernant les locaux successivement occupés par la société à la rue des Moulins, à la rue du Bassin et au faubourg de l'Hôpital.

Il contient également un document d'un grand intérêt pour l'historien de l'imprimerie : l'inventaire complet de l'imprimerie de la veuve Droz telle que les quatre associés l'achetèrent le 1^{er} août 1769 pour en constituer leur premier matériel. De 1774 nous possédons encore un *Etat de l'imprimerie de la Société typographique*, qui est, lui, un inventaire des seuls caractères.

Pendant plusieurs années (1778-1783), la Société typographique de Neuchâtel imprima de nombreux ouvrages en confédération avec celles de Berne et de Lausanne. Ces impressions donnèrent lieu à des comptes très compliqués. Parmi ceux-ci il faut relever tout l'intérêt des comptes d'impression que les sociétés dressaient en poussant la précision jusqu'à calculer l'usure des caractères.

DOCUMENTS RELATIFS AU COMMERCE DE LIBRAIRIE

Deux pièces méritent plus spécialement l'attention : les deux *Carnets de voyage* employés respectivement par Jean-Elie Bertrand en 1773 et par le voyageur Favarger en 1778.

Le premier comprend, outre les comptes courants de ceux des libraires à visiter qui sont déjà en relations avec la Société typographique et le détail des frais de voyage de Bertrand, un « agenda », c'est-à-dire un aide-mémoire pour tout ce qu'il avait à faire dans chaque ville, et finalement un compte rendu des entretiens qu'il a eus avec les libraires, des commandes passées et reçues. Son voyage le mena en deux semaines à Pontarlier, Bourg-en-Bresse, Lyon, Genève, Saint-Claude, Nyon, Morges et Lausanne. L'« agenda » est d'une lecture très amusante. Certains des libraires que Bertrand verra sont caractérisés brièvement : le libraire lyonnais Bruyset est un « homme froid et habile » ; quant aux frères Périsset, lyonnais eux aussi, ce sont des « gens d'esprit se piquant de littérature ». D'autre part cet associé est chargé de commissions tout à fait étrangères à la librairie : il lui faudra « rapporter de Saint-Claude quelques petits meubles en bois pour les enfants, comme gobelets, petits plats, etc. » et « acheter à Lyon chez une marchande de mode deux grands bonnets négligés en gaze, avec un ruban blanc, pour M^{mes} Ostervald et Bertrand, si la Société typographique veut bien leur faire ce cadeau. » !

Le voyage entrepris par le démarcheur Favarger en 1778 fut beaucoup plus considérable. De juillet à novembre, il parcourut la Franche-Comté, la Bourgogne, le Lyonnais, le Dauphiné, la Provence, le Languedoc, la Gascogne, la Guyenne, le Saintonge, le Poitou, la Touraine et l'Orléanais. Son carnet, qui contient, lui aussi, d'abord les instructions reçues, puis le compte rendu du voyage, fourmille de renseignements sur les libraires de ces provinces, la qualité de leurs marchandises, l'état de leurs affaires et la confiance qu'on peut leur accorder.

Une douzaine de *Catalogues* imprimés, de deux à quatre pages, ont été groupés dans un dossier par John Jeanprêtre. Ils n'offrent pas les seuls ouvrages imprimés par la société, mais tous ceux dont elle faisait commerce. Notons qu'un Catalogue plus important (72 pages in-8°) datant de 1785 est conservé séparément à la Bibliothèque de la Ville, et que l'on trouve à l'occasion des catalogues de quelques pages reliés à la fin d'ouvrages publiés par la société.

Mentionnons encore, parmi les documents relatifs à la librairie, une douzaine de *Permissions* accordées par la Seigneurie (signé Petitpierre) et par la Ville (signé Boyve) pour des ouvrages imprimés en 1771 et 1772, ainsi qu'un inventaire des *Marchandises à notre compte à l'étranger*, c'est-à-dire des livres pris pour le compte de la société (et non achetés ferme) par une vingtaine de libraires étrangers dans les années 1784-1793.

DOCUMENTS FINANCIERS

Les plus importants sont sans contredit quatre *Bilans*, arrêtés respectivement en octobre 1770, octobre 1771, mai 1785 et mai 1792. Ils nous donnent le détail de l'actif (débiteurs, papiers en stock, livres en stock, meubles et effets, caisse, lettres de change en portefeuille) et du passif (créanciers par dépôt, par billets à ordre, par comptes courants et comptes de change). Ces quatre bilans que nous nous trouvons avoir conservés, ne sont pas répartis dans le temps de la manière la plus heureuse : en 1770 et 1771, la société en est encore à ses débuts ; en 1785 elle est déjà sur son déclin et vient d'être cautionnée (1784) par une dizaine de riches Neuchâtelois qui ont voulu lui éviter la faillite. Nous ne pouvons donc savoir exactement quel a été son chiffre d'affaires dans les bonnes années. Néanmoins le contraste est frappant entre le bilan de 1770 et celui de 1785, et nous pouvons au moins nous faire une idée de l'expansion énorme que prirent ses affaires en quelque quinze ans. En 1770 le bilan s'équilibre à 23 650 livres, avec un profit de 3 405 livres. Le bilan de 1785 présente un actif de 206 732 livres, et un passif de 318 795 livres, soit un déficit de plus de 100 000 livres. Même en tenant compte du fait qu'il s'agit alors de livres de France et non plus de livres de Neuchâtel, on voit que le volume des affaires de la société a presque décuplé.

Dans le domaine financier, nous possédons en outre deux *Livres d'échéance* pour les traites. L'un concerne des traites tirées sur Denis Rougemont à Paris par la société, l'autre des effets qu'elle avait en portefeuille, à écheoir en 1784 et 1788-1791.

C. DOCUMENTS PERDUS

Certaines séries de documents ont entièrement disparu, sans laisser d'autres traces que quelques références dans les manuscrits conservés. Citons ici, pour compléter un inventaire dès lors imaginaire, les pertes qui nous paraissent les plus regrettables.

Le *Grand livre*, dans lequel le chercheur aurait trouvé en un instant, regroupés par comptes, des renseignements sur les ventes et les achats qu'il ne peut recueillir maintenant qu'au prix d'un patient dépouillement du *Journal*.

Le *Livre d'inventaire des meubles et effets* où l'on prenait note des inventaires du matériel de l'atelier que l'on devait établir régulièrement pour les bilans, et peut-être même des achats au fur et à mesure qu'ils se faisaient.

Le *Livre des marchés et conventions*, dont le titre dit assez ce qu'il nous aurait appris.

* * *

Quelques remarques maintenant sur l'importance et l'intérêt de ce fonds. Disons d'emblée qu'à notre connaissance il est unique, en ce qui concerne l'Europe continentale du XVIII^e siècle tout au moins. En effet, si un certain nombre de libraires nous ont laissé çà et là quelques registres, rares sont en revanche les archives d'imprimeurs de l'époque artisanale, surtout celles où l'on trouve si soigneusement enregistré le travail des différents ouvriers. Les seules à offrir une richesse comparable (ou même supérieure dans le second cas) à celle du fonds neuchâtelois sont d'une part les archives de l'imprimerie de l'Université de Cambridge, dont la partie la plus intéressante, celle qui concerne les années 1696-1712, a été publiée en 1966 par M. D. F. McKenzie avec une étude extrêmement fouillée (la première en son genre) du fonctionnement de cet atelier³; d'autre part celles de l'imprimerie fondée à Anvers à la fin du XVI^e siècle par Christophe Plantin.

Comme on a pu s'en rendre compte, les archives de la Société typographique nous permettent d'étudier l'activité de cette entreprise dans tous ses secteurs. Du fait qu'elles réunissent des documents relatifs à la production aussi bien qu'au commerce, on y peut suivre la vie du livre depuis le moment où la société projette de l'imprimer jusqu'à celui où il parvient chez le libraire détaillant. Bien sûr, tel n'est pas le cas pour chacun des ouvrages publiés : des lacunes considérables déparent certaines séries, il suffit pour les mesurer de jeter un coup d'œil sur le graphique. Ce qui est plus grave, des séries entières ont disparu. Néanmoins l'image que nous offrent les documents conservés reste à la fois très vaste et très précise.

Leur intérêt me paraît multiple. Il est trop évident pour l'histoire du livre, de sa fabrication et de son commerce au XVIII^e siècle, et je n'y insisterai pas plus longtemps. Mais il déborde ce cadre.

L'histoire littéraire trouve dans les papiers de la Société typographique matière à de belles études sur la publication de certains ouvrages, ou bien sur des personnages avec lesquels la société a été en relations, comme le montrent les articles de M. Charly Guyot parus ici même.⁴

D'autre part l'analyse de la production de la Société typographique et celle de son réseau de distribution, qui couvrait, rappelons-le, l'Europe presque entière, apporteront des éléments d'information précis sur la diffusion des « lumières », comme sur celle de la culture française hors de France à la fin du XVIII^e siècle.

Du point de vue de l'histoire économique, ce fonds me paraît également précieux, dans la mesure où certains des documents qui le composent éclairent l'organisation financière de la Société typographique et nous révèlent dans toute sa complexité le fonctionnement d'une entreprise commerciale du XVIII^e siècle.

L'« histoire » tout court trouve elle-même à glâner dans les archives de la Société typographique : M. Robert C. Darnton a pu récemment broser du Girondin Brissot, grâce en partie à sa correspondance avec la société, un portrait original, aux nuances nouvelles.⁵

Enfin les renseignements que l'on pourra tirer de ce fonds quant à la manière dont la production était organisée dans l'atelier de la Société typographique apporteront peut-être un utile secours aux éditeurs de textes français du XVIII^e siècle. Comme l'ont montré les travaux des bibliographes anglo-saxons, toute personne désireuse d'établir avec une rigueur scientifique le texte d'une œuvre littéraire qui nous a été transmise par le truchement de l'imprimerie, ou de déterminer l'ordre et la valeur respective de plusieurs éditions de cette œuvre, devrait avoir une connaissance assez approfondie de la façon dont fonctionnait autrefois un atelier. En effet, presque chacun des processus qui y intervenaient entre le manuscrit et le livre imprimé peut avoir modifié le texte. Il faut donc, selon l'expression de Ronald B. McKerrow, que le savant en train d'étudier telle édition ancienne « ne la voie pas seulement du point de vue du lecteur intéressé par son contenu littéraire, mais aussi du point de vue de ceux qui l'ont composée, corrigée, imprimée, pliée et reliée ». ⁶ Dans cette perspective, des archives aussi riches que celles de la Société typographique ont une importance toute particulière. Grâce aux renseignements de première main qu'elles nous fournissent, nous saurons mieux comment travaillaient les imprimeurs au XVIII^e siècle, et ce que nous aurons appris facilitera l'étude des ouvrages produits par des maisons plus célèbres, mais moins bien connues.

Jacques RYCHNER.

NOTES

¹ John JEANPRÊTRE, *Histoire de la Société typographique de Neuchâtel, 1769-1798*, dans *Musée neuchâtelois*, 1949, pp. 70-79, 115-120 et 148-153.

² Charly GUYOT, *Imprimeurs et pasteurs neuchâtelois : L'affaire du Système de la Nature (1771)*, dans *Musée neuchâtelois*, 1946, pp. 74-81 et 108-116.

³ D. F. MCKENZIE, *The Cambridge University Press, 1696-1712*, Cambridge, University Press, 1966, 2 vol.

⁴ *Op. cit.* et : *Un correspondant parisien de la Société typographique de Neuchâtel : Quandet de Lachenal*, dans *Musée neuchâtelois*, 1936, pp. 20-28 et 64-74.

⁵ Robert C. DARNTON, *The Grub Street Style of Revolution : J.-P. Brissot, Police Spy*, dans *Journal of Modern History*, 40, 1968, pp. 301-327.

⁶ Ronald B. MCKERROW, *An Introduction to Bibliography for Literary Students*, 2^e éd. Oxford, Clarendon Press, 1928, p. 4 (ma traduction).

VOLTAIRE ET L'ÉDITION NEUCHÂTELOISE DES «QUESTIONS SUR L'ENCYCLOPÉDIE»

Le 27 juillet 1769, la Société typographique de Neuchâtel en Suisse était fondée. Le banneret Frédéric-Samuel Ostervald et son gendre Jean-Elie Bertrand allaient, dès cette date, en collaboration avec Samuel Fauche, s'employer à donner du travail à leur entreprise naissante. Comment n'auraient-ils pas, très vite, songé à entrer en relations avec Voltaire? Celui-ci préparait un nouvel ouvrage, *Questions sur l'Encyclopédie*, qu'il donnait comme un «supplément au *Dictionnaire encyclopédique*»¹ de d'Alembert et Diderot. Dans une lettre à d'Alembert, du 28 février 1770, il écrit : «[Panckoucke] s'imagine qu'on fait une petite *Encyclopédie*; il se trompe. On fait, par ordre alphabétique, un ouvrage qui n'a rien de commun avec le *Dictionnaire encyclopédique*, et dans lequel on rend à cet ouvrage immense la justice qui lui est due.»² Pour les *Questions*, le grand homme de Ferney avait recours à des collaborateurs occasionnels : ainsi Elie Bertrand, oncle de Jean-Elie, ancien pasteur de l'Eglise française de Berne, installé dès 1768 à Yverdon. Le 19 mars 1770, Voltaire remercie Bertrand de l'envoi d'un important article, *Droit canonique* : «Je ne sais, écrit-il, rien de mieux pensé, de plus méthodique, de plus vrai. Vous avez été prêtre, et vous immolez la prêtraille à la vérité et à l'intérêt public.»³ Pour entrer en relation avec Voltaire, les directeurs de la Typographie neuchâteloise utilisèrent les bons offices d'Elie Bertrand. Il devint, en fait, l'intermédiaire autant dire obligé entre l'auteur et ses éditeurs neuchâtelois. C'est à lui que Voltaire envoyait les bonnes feuilles devant servir à l'impression de l'édition neuchâteloise. Dès janvier 1770, Elie Bertrand donnait à Ostervald des conseils sur la façon de s'adresser à l'écrivain : «Dans la lettre [que vous lui écrirez] il ne faut pas épargner les éloges pour l'ouvrage et l'ouvrier. Seigneur Jupiter aime l'encens.»⁴ En février, après démarche faite, Bertrand avise la Société typographique qu'elle ne peut songer qu'à une contrefaçon des *Questions*. C'est l'éditeur genevois Gabriel Cramer qui est chargé de procurer le texte original de l'ouvrage : «Je vous envoie, mon cher ami, l'ultimatum du Parnasse. Il n'y a plus rien à espérer que d'une contrefaçon [sic], que l'on peut essayer et que le vieux Anacréon ne désapprouvera vraisemblablement pas.»⁵ Mais une démarche tout à fait personnelle s'imposait. Le 7 avril, Bertrand écrivait à Ostervald : «Je crois qu'il

faut aller à Ferney. »⁶ La visite eut lieu le même mois. Dans une lettre du 19 avril, à Gosse et Pinet, libraires à La Haye, Ostervald rend compte de cette importante entrevue. Il dit son émerveillement à voir l'extraordinaire vitalité de Voltaire : « Vous avez bien raison, Monsieur, d'être surpris qu'un homme de lettres, âgé de 77 ans, puisse encore travailler douze heures et au delà, chaque jour, dans son lit, avec une application, une présence d'esprit et un ton de gaieté admirables, écrivant, causant et dictant tout à la fois, entouré de livres et de papiers. Cela passe les forces ordinaires de l'humanité et il faut l'avoir vu pour le croire. »⁷ Au cours de la visite, Ostervald dit avoir obtenu de Voltaire, en faveur de la Société typographique de Neuchâtel, « non seulement tout ce qu'[il] pouvait désirer relativement à l'ouvrage en question [il s'agit des *Questions sur l'Encyclopédie*] ; mais, de plus, tous les secours nécessaires pour donner au public une édition de toutes ses œuvres. » Quant aux *Questions*, six à sept volumes in-8 étaient prévus. « Chaque volume, ajoute Ostervald, nous sera livré à mesure que l'auteur y aura mis la dernière main. »

De retour à Neuchâtel, Ostervald s'était empressé d'annoncer ces bonnes nouvelles à divers correspondants, libraires de Suisse ou de l'étranger : « Nous sommes, écrivait-il, en état de former de grandes entreprises et de les exécuter. »⁸ Cependant le ton se fait bientôt un peu moins assuré. L'édition complète des Œuvres de Voltaire, qui compterait 40 volumes environ, c'est là une bien grosse affaire. Il faudra voir. Commençons, plus modestement, par les *Questions sur l'Encyclopédie*. Mais, pour cet ouvrage aussi, la mise en train ne va pas sans complication. Gabriel Cramer, l'éditeur autant dire officiel de Voltaire, donnera donc le premier les *Questions*. C'est sur les bonnes feuilles de cette édition que l'écrivain inscrira des corrections et des adjonctions et c'est d'après ce texte retouché que la Typographique neuchâteloise imprimera, à son tour, l'ouvrage. Mais Cramer tarde à faire paraître l'édition qu'il prépare. Ce n'est qu'en décembre 1770 que paraîtront les trois premiers tomes de l'ouvrage. En outre, une autre publication l'a accaparé. Le *Système de la nature*, l'une des expressions les plus nettes du matérialisme au XVIII^e siècle, œuvre de d'Holbach, publiée sous le nom de M. de Mirabaud, secrétaire perpétuel de l'Académie française, avait paru au début de cette même année 1770. Voltaire, qui lut l'ouvrage sans doute au cours du printemps, songea aussitôt à en réfuter les plus graves affirmations. Selon lui, le *Système de la nature* allait faire « un mal affreux à la philosophie »⁹. Il se mit en devoir d'écrire un article intitulé *Dieu*, article destiné aux *Questions*, mais qui paraîtrait d'abord en brochure séparée. Le 1^{er} juin, il écrivait à son éditeur genevois : « M. Cramer pourrait-il, sans faire tort à l'impression de cet ouvrage [les *Questions*],

imprimer une réponse au *Système de la nature*, avec une réponse aux trois Juifs prétendus? Ces deux réponses entreront, il est vrai, dans le petit Dictionnaire encyclopédique à la lettre D. et à la lettre F. Mais il est nécessaire de donner actuellement ce petit ouvrage [l'article *Dieu*], qui sera un avant-goût du Dictionnaire et qui pourra disposer favorablement les esprits. Il serait même très bon de se hâter. »¹⁰ Voltaire, on le voit, ne chôme pas. Dès le milieu de juin, le tome I^{er} des *Questions*, édition genevoise, est imprimé. Cramer travaille au deuxième. Mais selon M^{me} Denis écrivant, le 12 juin, à Elie Bertrand, « ces deux volumes ne paraîtront pas avant la fin septembre, et mon oncle m'a donné sa parole de vous envoyer incessamment une vingtaine de feuilles du premier, et successivement les autres, de sorte que vous puissiez être prêts aussi tôt que M. Cramer. » Et M^{me} Denis d'ajouter : « J'ai reçu une lettre charmante de M. d'Ostervald. Je voudrais bien que dorénavant l'imprimerie de Neuchâtel fût l'atelier de mon oncle. Sachez que j'y prends le plus vif intérêt... » Et, en P.-S : « Ma folie est que l'imprimerie de Neuchâtel devienne celle de Ferney... Mais malheureusement il [Voltaire] a pris un engagement avec Cramer pour cette Encyclopédie. »¹¹

L'article *Dieu, réponse au Système de la nature*, parut chez Cramer en août. Dès la fin du même mois, notre Société typographique entreprenait à son tour la publication du même texte. On lit, dans une lettre à Rigaud et C^{ie}, libraires à Montpellier, datée du 22 août 1770, ce qui suit : « Pour ce qui concerne nos entreprises, nous aurons l'honneur de vous dire, MM., que M. de Voltaire, qui protège singulièrement notre Typographie, vient de nous envoyer l'un des articles qui forment les *Questions sur l'Encyclopédie*, désirant que nous l'imprimions à part et qu'il puisse servir d'échantillon tant pour l'ouvrage lui-même que pour l'exécution typographique, format, papier et caractères. Cet article, qui a pour titre *Dieu*, est admirable, très philosophique, et tiendra 2 feuilles in-8. L'article est sous presse et sera tiré à la fin de la semaine. »¹² Le lendemain, 23 août, c'est à P. Henry et C^{ie}, à Lille, que la Société écrit : « Comme [M. de Voltaire] favorise singulièrement notre Typographie..., il vient de nous envoyer un article..., lequel il désire qu'il soit imprimé séparément et que nous avons actuellement sous presse. Cet article a pour titre *Dieu*, et loin de renfermer quoi que ce soit de répréhensible, c'est au contraire une réfutation victorieuse et très philosophique des objections contre l'existence de Dieu, qui se trouvent dans un livre nouveau et fameux intitulé *Système de la nature*. »¹³

Ce n'est certes pas ainsi qu'au même moment un Charles Bonnet, vigoureusement anti-voltairien, jugeait l'article *Dieu*. Comment donc s'écriait-il, cette prétendue réfutation pourrait-elle être valable, venant

d'« un écrivain qui ne connaît de la métaphysique que le nom et qui insulte sans cesse au christianisme ! »¹⁴ Et de préciser un peu plus tard : « Vrai persiflage. Tout s'y réduit, au fond, à cette proposition que *l'horloge suppose un horloger* ; mais ce n'est pas par de semblables arguments qu'on réfute les sophismes dangereux de ce livre infernal. »¹⁵

L'édition neuchâteloise de l'article *Dieu* sortit de presse fin août. Cent exemplaires en étaient immédiatement envoyés à la Société typographique de Berne, à qui l'on annonçait la prochaine publication des *Questions sur l'Encyclopédie*. M. de Voltaire, disaient les éditeurs neuchâtelois, « a bien voulu nous en confier une deuxième édition revue, corrigée et augmentée sur celle de Genève »¹⁶. Et le 3 septembre partait de Neuchâtel à l'adresse de plusieurs des correspondants de notre Typographie une lettre circulaire insistant sur la supériorité de l'édition neuchâteloise des *Questions*. Une semaine plus tard, dans une lettre à Gosse et Pinet, les renseignements se faisaient très précis, et d'un accent triomphant, quant à la sortie des *Questions* : « Il est incertain que M. Cramer nous devance dans son édition des *Questions sur l'Encyclopédie*, puisque nous avons actuellement l'original, qu'on y travaille depuis la semaine dernière, et que notre édition a sur celle de Genève l'avantage d'être revue, corrigée et augmentée par l'auteur, qui a fait sur notre copie des changements assez considérables. »¹⁷

Voltaire fut sans doute informé de ces démarches. Et, le 10 septembre, furieux de ce que la Société typographique de Neuchâtel se permettait d'affirmer, et qui ne pouvait que nuire à Cramer, il écrit à celui-ci : « M. Cramer peut mander à ses correspondants qui ont reçu la lettre de Neuchâtel du 3 septembre ce petit mot : ceux qui ont écrit que je leur donne les *Questions sur l'Encyclopédie* corrigées et augmentées, etc. en ont menti ; et je ne peux les regarder que comme de sots coquins, dont l'imposture sera aisément découverte. »¹⁸ La colère du grand homme était-elle bien réelle ? On peut se poser la question. Peut-être s'agissait-il pour lui, avant tout, de laisser entendre à Cramer qu'il lui gardait la priorité dans l'édition des *Questions*. Quoi qu'il en soit, les directeurs de la Société typographique de Neuchâtel furent informés de cette réaction et, le 15 septembre, adressaient une longue lettre d'explications, de justification et d'excuses à l'écrivain. En voici l'essentiel :

Nous étions dans l'intention de réimprimer aussitôt qu'elles auraient paru les *Questions sur l'Encyclopédie*, ouvrage annoncé depuis longtemps et que le public attend avec la plus grande impatience. Informé que plusieurs libraires avaient les mêmes vues, nous avons cru devoir prévenir quelques-uns de ceux pour qui nous travaillons du dessein que nous avions formé, afin de nous assurer leurs commissions. Il fallait leur donner un échantillon du papier et des caractères que

nous voulions employer et tâcher d'obtenir d'eux une préférence. Rien ne pouvait mieux y contribuer qu'une lettre imprimée, et nous avons cru ne pas devoir négliger ce moyen.

Tels sont, Monsieur, nos faits et c'est à quoi ils se réduisent. Inutilement aurions-nous tenté de nuire à l'édition de M. Cramer, qui ne peut qu'être actuellement toute placée par l'effet des circulaires qu'il a répandues dans le monde. Une telle entreprise serait absurde et impraticable de notre part. Nous n'avons fait paraître aucune feuille de l'édition que nous projetons ; nous n'avons pas même promis ni annoncé qu'elle dût paraître avant l'autre, mais simplement que nous redoublerions nos soins pour qu'elle la suivît aussi diligemment [que] possible, et pour qu'elle méritât d'être préférée à celles qui ne tarderont pas à sortir des presses des contrefacteurs suisses et hollandais. Peut-être même nous sommes-nous exposés à être prévenus par eux en ne promettant à nos correspondants, comme nous l'avons fait, les trois premiers volumes de cet ouvrage que pour la fin de décembre, tandis que le Sieur Cramer, dans sa lettre circulaire, annonce l'apparition des siens pour le commencement d'octobre, circonstance qui seule peut nous justifier vis-à-vis de ce dernier.

Après vous avoir présenté, Monsieur, cet exposé simple et fidèle de nos faits, nous nous empressons d'ajouter que si, malgré la pureté de nos intentions, nous avons eu le malheur de vous déplaire en quelque chose, nous en serions au désespoir et qu'il n'est rien que nous ne fissions pour réparer ce qui n'aurait jamais pu être qu'une imprudence de notre part, peut-être pardonnable à des amateurs de lettres qui, pénétrés de la plus vive admiration pour le premier auteur du siècle, se feront un devoir sacré de lui marquer les égards respectueux qui sont si légitimement dus à ses talents supérieurs. Daignez donc nous donner vos ordres, Monsieur, et recevoir avec bonté les assurances du profond respect avec lequel..., etc. ¹⁹

Cette lettre semble avoir persuadé Voltaire des bonnes intentions et des procédés corrects de la Société typographique. Le fait est que, le 25 septembre, il écrivait à Elie Bertrand : « Des personnes qui me sont chères [il s'agit d'Ostervald et de Bertrand neveu] et auxquelles par conséquent je m'intéresse, m'ont compromis d'une manière bien désagréable. Je ne les en servirai pas moins dans l'affaire que vous m'avez recommandée. » ²⁰

Au cours des derniers mois de l'année 1770, l'impression des premiers volumes des *Questions* se poursuit. Elie Bertrand peut écrire à Ostervald, le 24 novembre : « Je vous envoie de la besogne à faire, mon cher ami. Vous verrez qu'il ne vous reste que peu du I^{er} volume à imprimer, si vous avez été assez sage pour imprimer tout ce que vous aviez en main. Vous voilà en état de faire partir, dans le cours de la semaine prochaine, le I^{er} volume des *Questions* pour tous les lieux où on vous l'a demandé. Vous devancerez encore Cramer. » ²¹ Le tome I^{er} sortit en effet le 6 décembre. Les deux tomes suivants paraîtront fin janvier et fin mars 1771. Pendant cette période, Voltaire s'inquiète sur le sort fait, à l'étranger, à cette publication. Il

écrit à Cramer : « J'ai peur qu'il n'y ait dans ces trois volumes bien des choses qui alarment les fanatiques. Le reste est bien pis. Mais plus la sauce est piquante, mieux le poisson se vendra. »²² L'inquiétude de l'écrivain est avivée encore par ce qu'il a appris des réactions soulevées par le *Système de la nature*. Il exprime à ce propos ses craintes à d'Alembert : « J'ignore si les *Questions sur l'Encyclopédie* oseront paraître. Les esprits sont tellement irrités qu'on prendra pour athée quiconque n'aura pas de foi à Sainte Geneviève et à Saint Janvier. »²³ A Genève même, les autorités religieuses, qui condamnent, bien sûr, le *Système*, voient d'un fort mauvais œil aussi la publication des *Questions sur l'Encyclopédie*. C'est là un « mauvais livre », un ouvrage dangereux²⁴.

A Neuchâtel cependant, les directeurs de la Société typographique gardent toute confiance dans le succès de leur édition des *Questions*. Ils ne cessent de la recommander à leurs correspondants. Ainsi, le 1^{er} octobre, aux frères van Duren, libraires à Francfort : « Nous voyons, MM., que vous désireriez connaître plus en détail les *Questions sur l'Encyclopédie*. Les ouvrages du même auteur sont souvent très libres sur les matières les plus graves. Dans celui-ci, que nous avons actuellement sous presse, il affecte de ne parler qu'en philosophe et en supposant partout le respect qui est dû à la religion. Souvent il rappelle cette idée avant que d'entrer dans aucune discussion. Au reste, dans les articles qu'il traite, il s'applique à redresser toutes les négligences de l'*Encyclopédie*. Il relève toutes les erreurs à lui connues ; il combat tous les préjugés, avec ce style enjoué qui lui est propre et qui plaît tant, lors même qu'on ne goûte pas les choses. »²⁵ La vente des *Questions*, édition neuchâteloise, s'annonçait brillante. Le 11 octobre, les directeurs de la Typographie pouvaient affirmer : « L'édition des *Questions sur l'Encyclopédie* de M. de Voltaire avance à grands pas. Elle sera placée avant que d'être achevée. »²⁶ Le tome I^{er} sortit le 6 décembre. Le tirage était de 2500 exemplaires. Mil six cent quatre-vingts exemplaires de ce volume étaient placés en moins de huit jours.

Dès la fin d'octobre 1770, les éditeurs neuchâtelois se lançaient dans une entreprise qui allait leur valoir de sérieux, de très sérieux ennuis. Ils annonçaient, le 30 octobre, à un correspondant parisien : « Il se fait quelque part une édition du *Système de la nature*, morceau très friand pour vos estomacs parisiens. »²⁷ Suggestion semblable, le 5 novembre, à Gosse et Pinet. Au début de novembre, Boubers, libraire à Bruxelles, de passage à Neuchâtel, traite avec la Société pour l'impression de 500 exemplaires du *Système*. Nos éditeurs s'avançaient sur une voie dangereuse et ils allaient supporter, l'an suivant, les graves conséquences de leur périlleuse entreprise.

Au cours des premiers mois de l'année 1771, les imprimeurs neuchâtelais s'impatientent des retards de Cramer dans la publication de son édition des *Questions*. Voltaire lui-même presse l'éditeur genevois de sortir le quatrième tome de l'ouvrage et les volumes qui suivent : « Je sais surtout que je me presserais d'imprimer les autres, parce que l'auteur, âgé de 77 ans, pourrait me faire faux bond d'un jour à l'autre. »²⁸ Le 31 janvier, la Société typographique, dans une lettre à Gosse et Pinet, explique le pourquoi du retard dans la sortie de l'édition neuchâtelaise : « Pour ce qui concerne les *Questions sur l'Encyclopédie*, rien n'est si vrai que ce que nous eûmes l'honneur de vous marquer en avril 1770. L'auteur, qui venait de remettre son manuscrit au Sieur Cramer, chargé d'imprimer tous ses ouvrages, promit positivement à notre Sieur le banneret Ostervald qu'il se ferait envoyer chaque feuille à mesure qu'elle serait sortie de la presse, qu'il les relirait toutes pour y faire des changements et des additions, et qu'il nous les enverrait toutes, l'une après l'autre, pour que notre édition pût marcher de front avec celle qui se faisait à Genève. Mais les sollicitations et les plaintes du Sieur Cramer, qui fut informé de tout, ont été cause que nous avons reçu ces feuilles beaucoup plus tard, quoiqu'il n'ait pu empêcher que l'auteur ne nous ait tenu parole par rapport aux additions, qui nous ont autorisés à mettre à la tête de notre édition qu'elle a été corrigée et exactement augmentée. Au reste, à en juger seulement par sa supériorité sur celle de Genève quant au papier et à la correction, mais encore par le grand nombre d'exemplaires que nous avons placés tout de suite et très aisément, nous osons nous persuader que vous débiterez de même ceux que vous nous aurez commis, d'autant plus que cet ouvrage est très curieux et très amusant. »²⁹ Le même jour, la Typographie neuchâtelaise envoyait à Gosse et Pinet 500 exemplaires du tome II de leur édition.

Les retards de Cramer se multiplient. Le 3 avril, de Neuchâtel part une lettre pour Ferney : « On nous demande à cor et à cri la suite des *Questions*, d'autant plus que nos presses chôment et que nous perdons un temps très précieux. »³⁰ Le 15 avril, nouvelle lettre à Gosse et Pinet, pour expliquer ces retards : « Nous n'avons pu lire qu'avec un nouveau déplaisir ce que vous nous faites l'honneur de nous marquer au sujet des *Questions sur l'Encyclopédie*. Il est cependant exactement vrai que les choses se sont passées entre l'auteur et nous de la manière que nous avons eu l'honneur de vous le dire dans le temps. L'une des plus grandes misères de la vie, c'est de ne pas avoir toujours à travailler avec des gens de votre caractère et du nôtre, qui nous faisons des principes de droiture pour ne jamais nous en écarter. Voici cependant un fait récent et très vrai aussi que nous ne voulons pas vous laisser ignorer. Vous savez, MM., que le Sieur Cramer de

Genève a publié tout à la fois les trois premiers volumes de cet ouvrage et se propose de suivre ainsi, de manière que le quatrième de son édition ne doit paraître qu'après que le sixième sera sorti de presse. Or nous avons reçu, le 3 de ce mois, une lettre du secrétaire de M. de Voltaire, qui nous demande 12 exemplaires des trois premiers volumes de notre édition, lesquels nous lui avons envoyés sur le champ, et qui nous promet positivement de nous faire parvenir tout de suite le quatrième volume, qui seul est achevé jusqu'ici, en sorte que nous l'attendons pour chaque courrier, pour le mettre sous presse avec toute la diligence possible. Nous avons même écrit précédemment à M. de Voltaire lui-même pour le même sujet et nous n'aspirons qu'au moment de voir réaliser les assurances et les déclarations qu'il nous a données tant de fois de vive voix et par écrit relativement à cette entreprise. »³¹

Elie Bertrand, d'Yverdon, envoie, le 24 avril, un message peu encourageant : « J'ai décidé il y a longtemps, écrit-il, qu'il y avait peu à espérer de l'homme du Parnasse. Je doute même qu'il sache ce qui se passe par rapport à vous. Je crois son scribe gagné par l'ange Gabriel. Chacun fait son métier. S'il vient quelque chose, tant mieux ; s'il ne vient rien, il faut s'en consoler. »³² Une semaine plus tard, c'est à Voltaire lui-même que les typographes de Neuchâtel s'adressent pour le supplier de leur faire parvenir au plus vite une partie au moins du texte du tome IV : « Le Sieur Rey, libraire d'Amsterdam, est ici et part demain pour Genève. Il a réimprimé les trois premiers volumes des *Questions* après nous. Il obtiendra sans peine la suite du Sieur Cramer avec qui il est en relations d'affaires et nous devancera désormais, si vos bontés n'y pourvoient en donnant bientôt les premières feuilles du IV^e volume à imprimer à des ouvriers qui, faute de ce secours bienfaisant, seront obligés de nous quitter. »³³ Le même jour, notre Société informait le Père Adam de la démarche faite directement auprès de Voltaire et le suppliait d'envoyer les bonnes feuilles du tome IV et « peut-être une partie du tome V »³⁴.

Quinze jours encore se passent. Et enfin ! une réponse favorable est faite aux éditeurs neuchâtelois. Le 14 mai, ils peuvent, en effet, écrire ce qui suit à un libraire parisien : « Nous avons imprimé les trois premiers volumes. Le IV^e était sous presse à Genève. Nous venons de recevoir ce volume-là ; de plus, le V^e, de M. de Voltaire lui-même, qui a pris la peine de corriger les nombreuses fautes d'impression qui déparent l'édition genevoise, et d'y ajouter chemin faisant plusieurs bonnes notes en marge et, mécontent sans doute de cette inexactitude, comme aussi de la mauvaise qualité du papier qu'emploie le Sieur Cramer, a écrit de sa propre main, en tête du IV^e volume, les mots suivants « Nouvelle édition, soigneusement

purgée des fautes typographiques dont les autres éditions fourmillent ». D'où il suit que notre édition méritera la préférence de la part des connaisseurs autant pour le fond que pour la forme, et, comme l'auteur nous demande la plus grande diligence, nous avons mis tout de suite assez d'ouvriers sur le IV^e volume pour qu'il puisse être tiré dans la quinzaine et le suivant dans un intervalle égal. »³⁵

Cette lettre est du milieu de mai 1771. Or voici qu'au début de juin éclate la très fâcheuse affaire du *Système de la nature*.³⁶ Des pasteurs de Neuchâtel reçoivent « de l'étranger » des avis charitables. On leur signale « le scandale » que cause dans d'autres cités suisses « ce qui s'imprime actuellement chez la Société typographique »³⁷. Et l'on nomme non seulement le *Système de la nature* mais aussi les *Questions sur l'Encyclopédie*. Tout au long de l'été, nos éditeurs, qui continuent d'imprimer les *Questions*, ne sont pas sans s'inquiéter du sort que l'autorité va réserver à la diffusion de cet ouvrage. Les tomes IV et V sortent de presse au milieu de juin. En août et septembre on travaille au tome VI. Le 4 septembre, Fauche pouvait annoncer à Cramer une heureuse nouvelle : « Nous venons d'avoir une pleine liberté d'imprimer cet ouvrage [les *Questions*], malgré l'opposition du clergé. »³⁸ Le Conseil d'Etat de Neuchâtel avait, en effet, mis hors de cause les *Questions sur l'Encyclopédie* et autorisé l'impression de l'ouvrage, à condition « qu'il ne s'en débiterait aucun exemplaire dans l'Etat ». Les Quatre Ministres, autorité de la Ville, s'étaient ralliés à cette décision. Ainsi donc la Société pouvait aller de l'avant, désireuse même de faire vite, « ne serait-ce », écrivait l'un de ses directeurs, « que pour effacer le souvenir de la persécution que nous venons d'essuyer en partie pour ce livre »³⁹. Au début d'octobre, le tome VII est sous presse. Il en sort au milieu du mois. En décembre, c'est le tour du tome VIII. En janvier et février 1772, Voltaire travaille encore au tome IX, qui sera le dernier. Une fois de plus, au printemps de 1772, les autorités religieuses de Genève songent à interdire les *Questions*. Voltaire s'irrite et s'inquiète. Il écrit à Cramer : « M. Cramer est prié de mander ce qu'il sait des pharisiens [il s'agit du Consistoire genevois]. Il est certain qu'un éclat sur les *Questions* ferait défendre en France l'entrée de toute Encyclopédie et de tout livre. »⁴⁰ Et dans une autre lettre au même correspondant : « Il faut que ces maraudeurs n'aient pas lu l'article *Moïse* ; il n'y a point de capucin qui ne le signât... Relisez l'article *Démocratie*, et vous verrez qu'on n'a jamais fait un plus grand éloge de Genève. Je souhaite qu'elle le mérite. »⁴¹

Le 8 avril 1772, Wagnière demandait à Ostervald douze exemplaires du IX^e volume de l'édition neuchâteloise des *Questions sur l'Encyclopédie*. L'entreprise était donc achevée et menée à bon terme. Elle fut, en définitive,

une réussite, puisque, de toute l'édition, il ne restait plus, cinq ans plus tard, que deux exemplaires dans les magasins de la Société typographique.

Brièvement disons encore quelques mots des variantes de texte entre l'édition genevoise et l'édition neuchâteloise des *Questions*. Jusqu'à quel point l'édition neuchâteloise méritait-elle d'être dite « soigneusement revue, corrigée et augmentée » ? J'ai confronté, volume après volume et dans le détail, les deux textes. Les différences — corrections et augmentations — sont d'assez peu d'importance. Pour quelques-uns des tomes il n'y a même aucune variante méritant vraiment d'être signalée : ainsi tomes I, VI, VII et IX. Je ne relèverai ici que deux adjonctions importantes. Au tome IV, ayant rappelé l'aventure de trois jeunes gens qui, à Notre-Dame de Lorette, ont chanté une chanson impie, Voltaire introduit une note :

On dit que cette aventure est arrivée dans Abbeville et que des juges aussi absurdes que sanguinaires, ou plutôt des monstres, ont condamné deux jeunes gens à l'extirpation de leur langue, à l'amputation de leur main droite, à la torture ordinaire et extraordinaire et à être brûlés vifs. Quel était leur crime ? D'avoir eu leur chapeau sur la tête devant une procession de capucins et d'avoir commis quelques indécences en particulier. Je ne puis croire cette horreur : ce sont les ennemis de la France qui l'ont sans doute inventée pour rendre les Français, qu'ils appellent Welsches, odieux à toute l'Europe et à tous les siècles. Ou si des barbares, dans un coin de la Picardie, se sont souillés d'un homicide si exécrationnel, toute la France en a gémi, et aurait voulu les exterminer. ⁴²

Au tome VIII, l'édition de Neuchâtel contient, à l'article *Superstition*, une « Section troisième », qui a pour objet la tentative d'assassinat du roi de Pologne Stanislas-Auguste. Ce texte sera repris dans le tome IX de l'édition genevoise : « Nouvel exemple de la superstition la plus horrible. Ils avaient communiqué à l'autel de la Sainte Vierge, ils avaient juré à la Sainte Vierge de massacrer leur Roi, ces trente conjurés qui se jetèrent sur le roi de Pologne, la nuit du 3 novembre de la présente année 1771. [...] Il n'y eut que deux domestiques du roi de tués. C'en était fait de sa vie, si l'humanité n'avait pas enfin combattu la superstition dans le cœur d'un des assassins nommé Kosinsky. » [Suit le serment prononcé devant l'image de la Vierge. Puis Voltaire nomme quelques philosophes qui ont lutté contre la superstition] : « Peut-être ces pauvres philosophes ne sont-ils pas assez dévôts à la Sainte Vierge, mais ils le sont à Dieu, à la raison, à l'humanité. » ⁴³ Terminons sur cette citation. Elle affirme une fois de plus, et clairement, ce que fut la position philosophique et religieuse du déiste Voltaire.

Charly GUYOT.

NOTES

- ¹ *Correspondance Voltaire*, (édition Bestermann), vol. LXXIV, p. 11, Lettre au comte d'Argental, 5 janvier 1770.
- ² *Ibidem*, vol. LXXIV, p. 132.
- ³ *Ibidem*, vol. LXXIV, p. 187.
- ⁴ Société typographique, *Lettres d'Elie Bertrand*, ms. 1121, lettre du 13 janvier 1770.
- ⁵ *Ibidem*, lettre du 21 février 1770.
- ⁶ *Ibidem*, lettre du 7 avril 1770.
- ⁷ Société typographique, *Copie de lettres A.¹*, ms. 1095, fol. 133.
- ⁸ *Ibidem*, fol. 136, lettre du 22 avril 1770, à M. de Lambergue, Paris.
- ⁹ *Correspondance Voltaire*, vol. LXXVI, p. 40, lettre à d'Alembert, du 16 juillet 1770.
- ¹⁰ *Ibidem*, vol. LXXV, p. 110. La « réponse aux trois Juifs prétendus », faisant suite à l'article *Dieu* dans la même brochure, est un article intitulé *Fonte*. L'écrivain y attaque l'abbé Guénée, qui l'avait malmené dans ses *Lettres de quelques Juifs portugais*.
- ¹¹ *Ibidem*, vol. LXXV, pp. 142 à 143.
- ¹² Société typographique, *Copie de lettres A.¹*, fol. 195.
- ¹³ *Ibidem*, fol. 197.
- ¹⁴ Bibliothèque de Genève, *manuscripts Bonnet*, 73, fol. 158, lettre à Haller, du 18 juillet 1770.
- ¹⁵ *Ibidem*, fol. 165, lettre à Haller, du 25 août 1770.
- ¹⁶ Société typographique, *Copie de lettres A.¹*, fol. 201, lettre du 1^{er} septembre 1770.
- ¹⁷ *Ibidem*, fol. 205, lettre du 10 septembre 1770.
- ¹⁸ *Correspondance Voltaire*, vol. LXXVI, p. 163.
- ¹⁹ Société typographique, *Copie de lettres A.¹*, fol. 211. — J. Jeanprêtre, dans son importante étude, *Histoire de la Société typographique (Musée neuchâtelois, 1949)* a cité cette lettre, mais partiellement. L'importance de ce texte m'a paru légitimer la publication de la lettre tout entière.
- ²⁰ *Correspondance Voltaire*, vol. LXXVI, p. 188.
- ²¹ Société typographique, *Lettres d'Elie Bertrand*, ms. 1121, lettre du 24 novembre 1770.
- ²² *Correspondance Voltaire*, vol. LXXVII, p. 27, lettre du 15 octobre 1770.
- ²³ *Ibidem*, p. 67, lettre du 2 novembre 1770.
- ²⁴ *Ibidem*, p. 241, Appendice. Textes des autorités genevoises jugeant les *Questions*.
- ²⁵ Société typographique, *Copie de lettres A.¹*, fol. 214.
- ²⁶ *Ibidem*, fol. 227, lettre à Fr. Christ. Kochendorffer, Francfort.
- ²⁷ *Ibidem*, fol. 239, lettre à Daudet de Jossan.
- ²⁸ *Correspondance Voltaire*, vol. LXXVIII, pp. 66 à 67, lettre de fin janvier 1771.
- ²⁹ Société typographique, *Copie de lettres A.¹*, fol. 326.
- ³⁰ *Ibidem*, fol. 383, lettre à Wagnière.
- ³¹ *Ibidem*, fol. 394.
- ³² Société typographique, *Lettres d'Elie Bertrand*, ms. 1121, du 24 avril 1771.
- ³³ *Correspondance Voltaire*, vol. LXXIX, p. 45, lettre du 29 avril 1771.
- ³⁴ *Ibidem*, p. 46.
- ³⁵ Société typographique, *Copie de lettres A.¹*, fol. 407, lettre du 14 mai 1771, à Des Ventes La Doué, libraire à Paris.
- ³⁶ Sur l'affaire du *Système de la nature*, voir mon article dans le *Musée neuchâtelois*, 1946.
- ³⁷ Bibliothèque des pasteurs, Neuchâtel, *Actes de la vénérable classe*, 5 juin 1771.
- ³⁸ Société typographique, *Copie de lettres A.²*, ms. 1096, fol. 728.
- ³⁹ Société typographique, *Copie de lettres A.¹*, fol. 442, lettre du 17 septembre 1771, à DuRey, à Ferney.
- ⁴⁰ *Correspondance Voltaire*, vol. LXXXI, pp. 152 à 153, mars-avril 1772.
- ⁴¹ *Ibidem*, vol. LXXXI, p. 153, mars-avril 1772.
- ⁴² *Questions sur l'Encyclopédie* (édition neuchâteloise), t. IV, p. 161, note sous lettre a. La note est relative à l'affaire du chevalier de la Barre, survenue en 1766.
- ⁴³ *Ibidem*, t. VIII, pp. 355 à 358.

UN COMMERCE DE LIBRAIRIE ENTRE NEUCHÂTEL ET PRAGUE

de 1777 à 1789¹

A l'heure où le destin de la Tchécoslovaquie marque un nouveau tournant, il vaut la peine d'esquisser ce que fut le commerce du livre entre Neuchâtel et Prague dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Les archives de la Société typographique de Neuchâtel, conservées à la Bibliothèque de la ville, offrent deux principales sources de renseignements encore vierges :

- a) Dix-huit lettres écrites en français par Wolfgang Gerle, libraire à Prague, adressées de 1777 à 1784 au banneret Frédéric-Samuel Ostervald (1713-1795), fondateur et directeur de la Société typographique, dont les presses furent actives de 1769 à 1789 et le fonds de librairie liquidé en 1798.
- b) Dix-neuf copies de lettres envoyées au libraire Gerle de 1779 à 1780 et de 1787 à 1789.

La correspondance de Gerle nous intéresse à plus d'un titre. Elle reflète une époque agitée de la Bohême, sous l'administration viennoise, centralisée et germanisante, de Marie-Thérèse, puis de son fils Joseph II, adversaire de toute forme d'autonomie mais libérateur d'une censure trop rigide. Les ouvrages demandés à la Société typographique révèlent des besoins nouveaux. Les lettres font apparaître aussi les difficultés de transport et de paiement (conversion du florin et du kreutzer en livre et sol de France : L 6 = 2 f. 16 k.). L'échange épistolaire fait ressortir les traits de la personnalité du libraire de Prague. Enfin, il est possible de définir l'influence que semble avoir eue en Bohême la diffusion du livre de langue française à la veille de la Révolution.

* *
*

L'année 1780 est celle de la mort de Marie-Thérèse, mais c'est aussi l'apogée de l'Europe française. L'Académie de Berlin couronne les discours

¹ Texte remanié de la note lue à la séance de Neuchâtel, le 17 octobre 1968, après la conférence de M. Th. Letten, ingénieur slovaque, sur *Les luttes des peuples tchèque et slovaque pour l'existence*.

de Rivarol et de Schwab. Wolfgang Gerle écrit de Prague en français, sans fautes, à ses fournisseurs neuchâtelais.

Entrant en relation avec Messieurs de la Société typographique le 26 novembre 1777, Gerle demande deux Shakespeare et trois Millot, *Éléments de l'histoire générale*, en neuf volumes. Le libraire a aussi besoin d'un catalogue avec prix modérés, sans quoi il s'assortira à Paris ou aux Pays-Bas.

Le 7 mars 1778, il faut six exemplaires de l'*Encyclopédie*, nouvelle édition in-4, et deux exemplaires de la nouvelle édition in-8, mais « seulement une *Description des arts et métiers* », qui paraît de 1771 à 1783 en dix-neuf volumes in-4 avec planches. Il s'agit de la grande œuvre de Jean-Elie Bertrand, gendre d'Ostervald, mort en 1779 à 42 ans. Sa veuve sera secrétaire de l'entreprise jusqu'à sa liquidation. Pourquoi ne demande-t-on qu'un seul exemplaire de la *Description* ?

Je suis fâché, écrit Gerle, de ne pouvoir pas vous en promettre grand débit dans ce pays-ci, parce que les grands seigneurs qui entendent le français ne se soucient guère de ces sortes d'ouvrages, et ceux qui en pourraient faire leur profit n'entendent pas la langue, ou bien en ont déjà la traduction allemande.

Un an plus tard, le 20 janvier 1779, Gerle s'excuse de sa réponse tardive (à une lettre dont la copie s'est perdue comme celles des deux premières) :

Il ne faut l'attribuer qu'aux circonstances très critiques où nous nous trouvons dans ce pays-ci, surtout par rapport au commerce de la librairie depuis le commencement de la guerre présente ; car non seulement depuis l'été passé le commerce a presque entièrement cessé, mais encore aujourd'hui le débit est tellement diminué et la rentrée des paiements si mince, qu'on ne saurait pour ainsi dire compter sur rien pour l'avenir. C'est donc par la même raison que je n'ai pas pu répondre plus tôt à votre dernière lettre et vous demander les volumes sortis de l'*Encyclopédie*, ne voyant pas de sûreté à pouvoir ramasser le fond, quoique petit, pour en faire le paiement. Ayant d'ailleurs perdu par cette même guerre deux de mes souscripteurs militaires qui, pour avoir été transplantés, se sont dédit de leur engagement, je me trouve dans un nouvel embarras, à moins que vous ne veuillez ou puissiez me décharger de ces deux exemplaires et les placer ailleurs.

Gerle demande ensuite qu'on lui fasse passer « seulement 4 ex. de tous les volumes sortis de votre nouvelle édition de l'*Encyclopédie* in-4 [...] et d'y ajouter le peu d'articles marqués au bas de ma lettre, en faisant partir le tout par roulier dans un ballot à l'adresse de MM. Faesch, Stickelberger et Christ à Bâle avec le plus de diligence possible ».

A la fin, le libraire « espère que cette guerre fatale une fois terminée, nous pourrons alors faire ensemble des affaires plus considérables ». Un an avant son décès à Vienne, Marie-Thérèse, reine de Hongrie et de Bohême,

est engagée dans la guerre de succession de Bavière. La paix se rétablit le 13 mai 1779 par le traité de Teschen, conclu entre Marie-Thérèse et Frédéric II de Prusse, qui rattache le district de l'Inn à l'Autriche.

* *
*

La plupart des lettres de Wolfgang Gerle contiennent un mémoire de commissions en annexe. Leur dépouillement est d'un haut intérêt pour l'histoire des idées, dans un pays sans bourgeoisie où règne une classe de seigneurs sur une paysannerie qui aspire à se libérer du servage.

Les listes du libraire de Prague comptent un peu plus de cent auteurs ou titres anonymes, ce qui permet d'évaluer, à peu près, le nombre des volumes expédiés de Neuchâtel. Pour une moyenne de trois ouvrages en trois volumes par auteur ou anonyme, le total est de neuf cents à mille volumes. Si l'on tient compte d'un commerce qui s'est poursuivi entre les années 1784 et 1789, cinq ans au-delà de la correspondance conservée, on peut estimer à environ deux mille le total des livres envoyés à Prague pendant douze ans.

Parmi les ouvrages les plus demandés figurent ceux-ci, sans recherche bibliographique, sauf la mention S. T. N. (Société typographique de Neuchâtel) dans quelques cas :

ALBON, *Discours politiques, historiques et critiques sur quelques gouvernements de l'Europe*, S. T. N., 1779-1784, 3 vol.

BÜSCHING, *Géographie universelle*.

COOK, *Voyage au pôle austral et autour du monde*, 4 vol.

DELISLE DE SALLES, *De la philosophie de la nature*, 6 vol.

Dictionnaire de l'Académie française, 2 vol.

DORAT, *Œuvres*, 6 vol.

Encyclopédie, Yverdon, 1770-1780, in-4, 58 vol., pl., ou Genève, 1777-1779, in-4, 39 vol., pl. ; Lausanne et Berne, 1778-1782, in-8, 39 vol., pl.

FIELDING, *Œuvres*.

GENLIS, *Œuvres* (Théâtre de société).

LE BÈGUE DE PRESLES, *La relation des derniers jours de Rousseau*, S. T. N., 1779, 46 p.

LINGUET, *Annales politiques, civiles et littéraires du XVIII^e siècle. Mémoires sur la Bastille*.

MABLY, *Œuvres*.

MAINTENON, *Mémoires et lettres*, 16 vol.

MARMONTEL, *Œuvres*.

MERCIER, *Tableau de Paris*, nouv. éd., S. T. N., 1782-1783, 8 vol.

L'an deux mille quatre cent quarante. Mon bonnet de nuit, S. T. N., 1784-1785, 4 vol. *Portraits des rois de France*, S. T. N., 1783, 4 vol.

MILLOT, déjà cité.

MIRABEAU, *Essai sur le despotisme*, 2^e éd., [Neuchâtel, J. Fauche?], 1776.

Restif DE LA BRETONNE, *Le nouvel Abeilard*, S. T. N. (t. I-II), S. T. Berne (t. III-IV), 1779, 4 vol. in-12.

RICCOBONI, *Œuvres*, S. T. N., 1773 (6 vol.), ou nouv. éd. 1780 (7 vol.), 1787 (10 vol.).

ROBERTSON, *Histoire de l'Amérique*, S. T. N., 1778, 4 vol.

ROUSSEAU, *Œuvres*.

SERVAN, *Le soldat citoyen*, S. T. N., 1780.

SINNER, *Voyage historique et littéraire dans la Suisse occidentale*, S. T. N., 1781, 2 vol.

TISSOT, *Œuvres*.

VOLTAIRE, *Tragédies, Commentaire sur l'Esprit des lois, Histoire de Charles XII*.

Il n'est pas moins significatif de rencontrer aussi des amateurs pour des œuvres dont voici un choix succinct : Beaumarchais (*Le Barbier de Séville*), Brissot (*De la Vérité, Lettres philosophiques sur saint Paul*), Burlamaqui (*Principes du droit naturel et politique*), Entrevues du pape Clément XIV, Erasme (*Eloge de la folie*), Haller (*Eléments de physiologie du corps humain*), Homère, Hume, Laclos (*Les liaisons dangereuses*), Locke (*Du gouvernement civil*), Montaigne, Moore (*Lettres d'un voyageur anglais sur la France, la Suisse, l'Allemagne et l'Italie*), Ostervald (*Cours de géographie historique*), Pascal, Pestalozzi (*Léonard et Gertrude*), Vertot (*Histoire des révolutions de Suède, de Portugal, de la république romaine*), Young (*Œuvres, Les Nuits*).

Si réduite que fût la catégorie des chalands du libraire Gerle, seigneurs de Bohême et d'Autriche, d'Allemagne aussi, qui entendaient le français, l'imprimé en provenance de Neuchâtel devait satisfaire une curiosité encyclopédique, un besoin d'ouverture sur le monde, mais encore — et surtout peut-être — un profond désir de transformation sociale dans la conscience en éveil du sentiment national.

* *
*

A tout le moins, sans qu'il soit loisible d'analyser les ferments d'émancipation intellectuelle que pouvaient propager certains écrits, Wolfgang Gerle met une obstination tenace à obtenir des délais de livraison plus

courts et des rabais importants. Sur la foi de copies de lettres d'Ostervald, ce dernier n'entre pas toujours dans ces vues. Il justifie les retards, les frais de port, mais finit par accorder des remises de vingt-cinq pour cent et s'applique en termes courtois à calmer la colère de son correspondant.

Le 28 juillet 1779, Gerle écrit à propos des retards : « Notre censure de livres ici nous retient aussi tout ce qui arrive pendant 4 à 6 semaines, c'est pourquoi je vous demande 3 mois de délai. »

Deux ans plus tard, le 21 avril 1781, le libraire écrit :

Comme depuis plus de quatre mois on nous fait espérer un changement favorable dans notre censure des livres, qui a même déjà été exécuté en partie à Vienne, et dont je voulais attendre l'établissement ici, avant de vous écrire, parce qu'il aurait naturellement opéré un grand changement dans mes commissions aussi, c'est en partie la raison pourquoi j'ai gardé si longtemps le silence.

Cependant, ce changement si désiré et si nécessaire de notre censure tardant toujours encore à être réalisé ici, il me faut enfin rompre le silence sans pouvoir profiter en même temps de la liberté plus étendue que la nouvelle censure nous promet pour notre commerce...

A un autre point de vue, voici une remarque intéressante du 12 janvier 1782 :

Comme nous n'avons point de Protestants ou Réfugiés français dans ce pays-ci, je ne puis pas non plus profiter de vos offres de livres français à leur usage, mais si le cas arrive par la suite, je m'adresserai de préférence à vous.

En juillet 1782, Gerle fait une proposition assez piquante à Ostervald :

Un abbé français, homme savant dans une de nos premières maisons, travaille depuis quelques années au manuscrit d'une Histoire de Bohême. [...] Je lui ai promis 100 ducats pour son manuscrit, et comme il est écrit un peu librement, de façon que la censure n'en permettrait pas l'impression ici, j'aurais envie de le faire imprimer hors du pays, et je vous prie en conséquence de me marquer le prix et les conditions auxquelles vous voudriez peut-être vous charger de l'impression ou si vous ne voudriez pas être de moitié avec moi dans cette entreprise ?

Mais nous apprenons l'année suivante, le 9 avril 1783 :

Quant à l'impression de l'Histoire de Bohême, je dois vous dire que j'y ai tout à fait renoncé, parce que l'auteur, au lieu d'en faire un ouvrage de 3 à 4 vol., veut à présent l'étendre à 8 vol. [...] Il le fait actuellement imprimer à ses frais.

Dans la dernière lettre, du 17 avril 1784, le pauvre homme fait part de la mort de son fils unique et annonce que le premier volume de l'*Histoire*

de Bohême compte 491 pages in-8 et que le deuxième volume paraîtra dans quinze jours.

Le libraire ne nomme jamais l'auteur. L'état présent des recherches fait supposer qu'il s'agit de François-Martin Pelzel, né à Reichenau en 1735, mort en 1801, bibliothécaire de la maison de Nostitz, membre fondateur de l'Académie des sciences de Prague en 1769, professeur de langue et de littérature bohémienne à Prague. On lui doit une *Geschichte der Böhmen* parue à Prague, en 1774, 1779 et 1782, donc antérieurement à l'année 1784 attestée par la lettre de Gerle. Le problème demeure ouvert. Ajoutons que Pelzel a édité avec Dobrovsky, promoteur des études slaves, les *Scriptores rerum bohemicarum* (Prague, 1783-1784, 2 vol.). Les deux savants ont ouvert la voie au grand historien du milieu du XIX^e siècle, Palatsky, éditeur en 1829 du troisième tome des *Scriptores*.

Il reste acquis, pour conclure, que le commerce de librairie étendu de Neuchâtel à Prague entre 1777 et 1789 a donné à la Bohême certains des instruments de travail qui devaient lui faire prendre conscience de sa vie propre, dans la solidarité nationale des peuples qui allaient fonder plus tard la République tchécoslovaque.

Eric BERTHOUD.

LES IMPRIMEURS D'YVERDON ET LA SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE DE NEUCHÂTEL

Les lignes qui suivent n'ont aucunement la prétention d'apporter une contribution originale à l'article magistral que M. Jacques Rychner vient de consacrer ci-dessus à l'histoire et aux affaires de la Société typographique de Neuchâtel. Elles se proposent bien plutôt de rappeler la mémoire et l'œuvre de l'élève aimé que fut pour nous Jean-Pierre Perret, prématurément décédé le 15 septembre 1960, à la suite d'une longue maladie.

La thèse qu'il soutint en 1944, devant la Faculté des lettres de l'Université de Neuchâtel, et qui forme le tome VII de la *Bibliothèque historique vaudoise*¹, traite, en effet, d'un sujet parallèle à celui qui vient d'être si diligemment élucidé à l'intention de nos lecteurs par M. Jacques Rychner.

En nous retraçant l'activité des imprimeurs d'Yverdon aux XVII^e et XVIII^e siècles, Jean-Pierre Perret ne pouvait effectivement manquer d'aborder et de traiter la question des rapports que deux d'entre eux, soit Fortuné-Barthélémy de Félice et Joseph-Ferdinand Lex, entretenirent avec la Société typographique de Neuchâtel, fondée en 1769 par le banneret Frédéric-Samuel Ostervald et son gendre Jean-Elie Bertrand.

* * *

On ne reviendra pas ici sur la carrière italienne de Fortuné de Félice, sinon pour dire que, né à Rome en 1723 et ayant fait profession monastique dans l'ordre des Récollets, il gagna Berne en 1757 et, quelques mois plus tard, y abjura la religion de son baptême devant la chambre des prosélytes. Opportunisme ou conviction ? se demandait Jean-Pierre Perret. Il nous semble quant à nous, que féru de sciences exactes et traducteur remarqué de Newton et de Leibniz, notre homme, plus que dans le catholicisme, devait se sentir à son aise dans le protestantisme quelque peu teinté de « lumières » du XVIII^e siècle.

C'est un fait, dans tous les cas, qu'il ne se dédit jamais de la foi qu'il avait embrassée à Berne. De ce que nous avançons ici, on trouvera la preuve dans l'ire qu'inspira à Voltaire, la publication de l'*Encyclopédie*² d'Yverdon qui reprenait en la rectifiant dans le sens du christianisme éclairé, l'œuvre de Diderot et de d'Alembert. Ecrivant à ce dernier, le 4 juin 1769, le « patriarche

de Ferney » ne laisse pas de traiter Fortuné de Félice, d'*apostat italien*, de *polisson plus imposteur encore qu'apostat*, de *fripon qui a été prêtre autrefois et qui en était digne*, d'ignorant *qui ne sait ni le français ni l'italien*. Déferlement d'injures que n'explique pas seulement le déplaisir que lui occasionnait la concurrence commerciale de cette entreprise née *dans un cloaque du pays de Vaud*³, mais encore la rage que lui inspirait l'obstacle opposé par l'ex-Récollet à sa propagande philosophique.

Dès son arrivée et son premier séjour à Berne, ses travaux scientifiques avaient valu à Félice la faveur de personnages aussi distingués à tous égards que Vincent-Bernard de Tscharnier et Albert de Haller. Aussi bien, Leurs Excellences et le Magistrat d'Yverdon favorisèrent-ils son projet d'ouvrir un pensionnat de jeunes gens dans la prospère petite ville du bout du lac (1762). Quelques mois plus tard, il inaugura son activité d'imprimeur et d'éditeur qu'il poursuivit jusqu'au jour de sa mort survenue le 10 février 1789.

Jean-Pierre Perret, en appendice à sa thèse, a dressé alphabétiquement le catalogue des publications qui sortirent de son officine. Il ne comprend pas moins de 171 numéros parmi lesquels une minorité de publications originales et une majorité de contre-façons. Retenons de cette liste, l'*Encyclopédie* ou *Dictionnaire raisonné des connaissances humaines* dont les 58 volumes (10 de planches) parurent entre 1770 et 1780. Cette œuvre connut un tirage, alors exceptionnel, de 2500 à 3000 exemplaires, mais aussi Félice ne s'était-il pas contenté de piller et de démarquer d'Alembert et Diderot, et d'éliminer de sa publication tout ce qui fleurait l'impiété : il avait su, en dépit de Voltaire et de la cabale philosophique, s'assurer la collaboration de savants aussi universellement réputés que les mathématiciens bâlois Léonard et Jean-Albert Euler et l'astronome français Joseph-Jérôme Lalande, de l'Académie des sciences.

* * *

Avant de devenir bourgeois d'Yverdon, Fortuné de Félice avait, le 10 décembre 1759, obtenu ses « lettres de naturalité » du Conseil de Neuchâtel⁴. C'est, sans doute, en vue de son mariage avec Suzanne-Catherine Wavre, qui fut célébré le 29 suivant, qu'il avait sollicité cette faveur. A la mort de celle-ci, survenue le 16 mars 1769, il se remaria dans notre ville avec Louise-Marie Perrelet. Il était donc bien connu chez nous quand se fonda la Société typographique.

Relevons à ce propos qu'en 1765, par l'intermédiaire du banquier Daniel Roguin, il était entré en rapport avec Jean-Jacques Rousseau et DuPeyrou, et qu'il leur avait procuré le service de ses presses, à l'occasion

du conflit qui s'était élevé entre le philosophe de Genève et le pasteur de Montmollin, et qu'au mois de juillet de cette année il faisait paraître, augmentée d'une pièce inédite, une deuxième édition de la fameuse *Lettre de Goa* qu'il fit suivre des deux autres lettres que cette querelle avait inspirées à DuPeyrou, puis d'un *Recueil des pièces relatives à la persécution suscitée à Môtiers-Travers contre M. J.-J. Rousseau* ⁵.

A la vérité, le protecteur de Jean-Jacques ne se tint pas pour satisfait de la qualité typographique de ces impressions yverdonnoises que déparaient de nombreuses coquilles, mais ces défauts ne l'empêchèrent pas de défendre la loyauté de son imprimeur contre les injustes soupçons de son irascible protégé qui, sans le moindre commencement de preuve, voyait déjà Félice qu'il qualifiait de fripon, de connivence avec Voltaire pour étouffer ses justifications.

Quoi qu'il en soit, entre la Société typographique de Neuchâtel et l'imprimeur-éditeur d'Yverdon, l'intermédiaire fut Elie Bertrand qui venait de fonder une Société économique dans cette ville. Oncle de Jean-Elie Bertrand qui était devenu le gendre du banneret Ostervald, c'était aussi le principal collaborateur de Félice qui lui confiait de nombreux travaux d'annotation et de correction et, selon Jean-Pierre Perret, le rétribuait « fort honnêtement » ⁶. A ce titre, il connaissait par le menu les affaires de son employeur, et usa de manière fort peu délicate, de cette connaissance au profit de la Société neuchâteloise.

Entre ces deux entreprises d'édition, Félice qui était prioritaire en date, sinon en moyens financiers, voyait la collaboration établie sur le principe de la non-concurrence : il convenait donc entre Yverdon et Neuchâtel, de s'avertir réciproquement des contre-façons d'ouvrages français que l'on se proposait d'exécuter en Suisse, de manière à éviter de fâcheux doubles-emplois.

C'est ce que Félice, le 20 septembre 1769, marquait à Ostervald, lui écrivant entre autres :

« Il faut nous prévenir réciproquement des entreprises à faire. La maison qui préviendra l'autre la fera, et la prévenue se bornera à en prendre un certain nombre. Les libraires de Genève et de Lausanne me préviennent, lorsqu'ils contrefont quelque ouvrage sur lequel je pourrais avoir des vues ; j'en fais autant à leur égard... Il faut absolument que nous nous entendions et que nous nous communiquions réciproquement nos vues, lorsque nous pouvons craindre d'avoir les mêmes idées. Vous vous engageriez autrement dans de mauvaises entreprises ⁷ ».

« En prendre un certain nombre », c'est-à-dire que la Société typographique de Neuchâtel, à charge de réciprocité, pourrait se procurer un nombre à déterminer d'exemplaires d'ouvrages contrefaits par l'imprimeur

d'Yverdon, et les proposer à sa clientèle. Auquel cas, on procédait par échange, feuille à feuille, et s'ils'agissait d'un ouvrage illustré, en comptant deux feuilles imprimées par planche gravée. A la fin de chaque année, on établissait un décompte entre les deux maisons, et s'il apparaissait une soulte, elle était réglée en espèces à son bénéficiaire.

Cette manière de procéder qui avait l'avantage de réduire au minimum les transferts d'argent, semble n'avoir soulevé aucune difficulté entre les deux associés. Il n'en fut pas de même en ce qui concerne les débouchés de leur production. Arguant de sa priorité et de ses efforts antérieurs de prospection, Félice aurait voulu que la Société typographique s'abstînt de mettre en vente en Hollande, en Allemagne et en Suisse alémanique, les ouvrages de sa facture qu'il lui procurait sur la base des échanges sus-mentionnés, ce à quoi ses associés neuchâtelois ne voulaient ni, du reste, ne pouvaient consentir, car, comme le relevait Ostervald dans une lettre, en date du 23 août 1769, la condition posée par son associé d'Yverdon l'eût contraint de conserver « en magasin », les impressions de celui-ci.⁸

Dans ce débat, Félice n'eut pas le dernier mot. C'est aussi qu'à Neuchâtel, on était renseigné de première main sur ses intentions et projets par Elie Bertrand, et utilement conseillé par cet infidèle employé, sur les meilleurs moyens de l'amener à résipiscence. Les textes allégués à ce sujet par Jean-Pierre Perret et qui sont tirés de la correspondance de la Société typographique, conservée à la Bibliothèque de la Ville de Neuchâtel, ne laissent aucun doute, effectivement, sur le double jeu de ce personnage que Jean-Jacques Rousseau n'avait donc pas tort d'appeler le « Jésuite Bertrand ».

Il n'empêche qu'en groupant leurs expéditions à destination de l'étranger, les deux maisons s'épargnaient de lourds frais de port. D'autre part, le *Journal helvétique* dont la Société typographique avait acquis le privilège en achetant le fonds de M^{me} Droz-Gaudot, fut largement utilisé par l'imprimeur d'Yverdon pour faire connaître ses publications. On comprend dès lors qu'en dépit des divergences d'intérêt signalées plus haut, l'association des deux maisons se soit prolongée vingt ans durant, soit jusqu'à la mort de Félice et à la liquidation de son entreprise.

* * *

Il y a beaucoup moins à dire sur les rapports qui s'établirent entre la Société neuchâteloise dont traite M. Rychner, et la Société littéraire et typographique d'Yverdon, fondée en 1775 par le professeur Joseph-Ferdinand Lex, recteur du collège de cette ville, et le Dr Verdeil, ne serait-ce que parce que l'activité de cette dernière se clôtura dès 1778 par une totale

déconfiture, et qu'elle traitait avec sa concurrente de Neuchâtel sur les mêmes bases que Félice.

Et pourtant, l'Alsacien converti au protestantisme, l'ancien professeur à l'Université de Strasbourg qu'était Lex, semble avoir été plus féru de belles lettres que le newtonien Félice. Jean-Pierre Perret nous le montre, en effet, amateur de Camoëns, de Shakespeare et de Goethe, et soucieux de procurer à sa clientèle des éditions d'œuvres originales ; mais on conçoit sans peine qu'à échanger avec la Typographique de Neuchâtel, des feuilles d'originaux contre autant de feuilles de contre-façons, il n'ait pas fait ses affaires... De plus, nous le voyons aussi déplorable administrateur à la tête de son collège, que dans sa maison d'éditions ; d'où la catastrophe financière qui s'ensuivit.

Eddy BAUER.

¹ PERRET, Jean-Pierre, *Les imprimeries d'Yverdon au XVII^e et au XVIII^e siècles*. Lausanne, Librairie de Droit F. Roth et C^{ie}, 1945.

² N^o 52 du catalogue des impressions de Félice, établi par l'auteur (p. 401).

³ D'après J.-P. Perret, *op. cit.*, p. 211.

⁴ Ce qui lui permit, le 10 août 1760, de se faire recevoir dans la commune de Thielle, *op. cit.*, p. 87.

⁵ Nos 49-51 du catalogue (pp. 400-401).

⁶ *Op. cit.*, p. 126.

⁷ *Op. cit.*, p. 128.

⁸ *Op. cit.*, p. 126.



Colonel Div. J. Borel
Cdr. 2. Div.

Le colonel divisionnaire Borel (1884-1963) qui commandait la 2^e division à la mobilisation de 1939. Il assumait le commandement du 1^{er} corps d'armée, le 1^{er} janvier 1941.

LA MOBILISATION DE 1939 DANS LE CANTON DE NEUCHÂTEL

Le 2 septembre dernier, il y a eu exactement trente ans que, sur le coup de midi, en compagnie de quelques camarades réunis dans la cour du château de Colombier, nous écoutions la sonnerie du tocsin annonçant la mobilisation générale de l'armée suisse, se répercuter de commune à commune.

Un quart de siècle auparavant, le garçonnet que nous étions, l'avait entendu sonner à Enges, aux côtés de son père qui se disposait à endosser la tenue bleu-ciel à boutons d'or, qui distinguait à cette époque les troupes du Service de santé, et des frères Ernest et Arthur Geiser qui allaient rejoindre leur unité, l'un comme sergent de carabiniers, l'autre comme conducteur d'artillerie. Cette fois, c'était à notre tour de marcher. Effectivement, dès le 29 août, en raison de la mise sur pied de la couverture-frontière décrétée par le Conseil fédéral, nous avons été rappelé au service, en notre qualité d'officier de renseignements, avec un premier échelon de la 2^e division, chargé d'assurer le contrôle de cette opération.

Depuis que le coup de force déclenché par Mussolini contre l'Albanie, le jour même du Vendredi-Saint (7 avril 1939) eut provoqué chez nous de premières mesures d'alerte qui furent rapportées au bout de quelques jours, c'était la troisième fois que nous faisons notre cantine et revêtons notre uniforme. Trois semaines plus tard, en effet, nous avons participé au cours de répétition du Régiment d'infanterie 8, lequel s'était déroulé au Val-de-Travers. En cette occasion, d'intéressantes manœuvres avaient démontré avec quelle facilité un ennemi chenillé et motorisé, en possession de la cuvette de Fleurier, pourrait atteindre la région de Neuchâtel, par l'itinéraire détourné Couvet-Le Couvent-Saint-Aubin, qui lui épargnerait les difficultés naturelles et artificielles de la Clusette.

Il est vrai qu'à cette époque, nous ne nous attendions guère à voir l'armée française violer notre neutralité, en pénétrant la première sur territoire suisse, et nous imaginions encore beaucoup moins que, l'année révolue, nous verrions le drapeau à croix gammée, flotter sur la superstructure du fort du Larmont. A partir de cette date, toutefois, le bien-fondé de cette manœuvre apparut aux yeux de quiconque, et c'est sur la base des reconnaissances auxquelles elle donna lieu, qu'on entreprit de barrer solidement le défilé du Quarteron, et de fortifier la région Fresens-Vaumarcus.

Quoi qu'il en soit, au moment où nous nous annoncions militairement au colonel divisionnaire Jules Borel, commandant de la 2^e division, aucun de ses subordonnés, mobilisés le 29 août¹ ne mettait en doute que la crise de Dantzig ne trouverait pas la même issue que celle des Sudètes, pacifiquement résolue par l'accord quadripartite de Munich, mais chacun convenait que, depuis la conclusion du pacte de non-agression germano-soviétique du 23 août, la deuxième guerre mondiale — ou plutôt encore européenne — de probable qu'elle était, le 15 août précédent, était devenue inéluctable.

Bien entendu, pas plus que le colonel EMG Masson, chef du Service de renseignements de l'armée, nous ne savions que le 23 mai précédent, Adolf Hitler avait proclamé dans une conférence ultra-secrète, réunissant ses principaux collaborateurs militaires, qu'il ne bornait plus les revendications du Troisième Reich, à la seule solution allemande du problème de Dantzig, mais qu'il se proposait l'anéantissement pur et simple de l'Etat polonais. De même, on ignorait en Suisse que l'ouverture des hostilités de la *Wehrmacht* contre la Pologne avait été primitivement fixée au 26 août, et qu'elle avait été remise de quelques jours, sur la nouvelle que les gouvernements de Londres et de Varsovie avaient substitué à la garantie britannique d'avril précédent, un traité d'alliance en bonne et due forme.

Toutefois, sans faire intervenir dans notre appréciation du moment ce que nous avons appris depuis lors, mais en nous rapportant uniquement à nos souvenirs, au carnet que nous avons ouvert en entrant en service, ainsi qu'à la presse de l'époque, on peut résumer ainsi qu'il suit, l'opinion qui régnait à l'état-major de Colombier, dans le canton de Neuchâtel et plus généralement en Suisse romande.

* * *

A la suite du « Coup de Prague » (15 mars 1939), nul, à la simple lecture des journaux, ne s'attendait à voir MM. Neville Chamberlain et Edouard Daladier reprendre l'avion pour Munich, et, à vrai dire, personne ne le souhaitait, tant cet incroyable attentat à la foi des traités attestait de cynisme et de mégalomanie pangermaniste, de la part d'Hitler et de ses collaborateurs. Si le Führer, vis-à-vis de la Pologne, passait de la menace à l'action, ce serait indubitablement la guerre européenne.

Mais Hitler ne bluffait-il pas, et, devant la perspective d'avoir à affronter la France et l'Angleterre, n'allait-il pas reculer au dernier moment ? Cette hypothèse qu'on retrouverait formulée dans de nombreux journaux suisses et français de l'époque, se trouvait infirmée du fait de la conclusion

du pacte germano-soviétique. En présence de ce renversement radical de la conjoncture diplomatique, on aurait pu se poser une autre question encore, à savoir si les deux puissances occidentales n'allaient pas finalement se rallier à une solution de transaction, concernant la ville libre de Dantzig et le fameux couloir polonais.

On ne le fit pas, en raison de la foi du charbonnier qu'ajoutait l'opinion suisse aux déploiements de forces dont, parallèlement, faisaient parade la France et l'Angleterre. Le 14 juillet, les puissants chars *BI bis* avaient défilé aux Champs-Élysées, cependant que des escadrilles de bombardiers britanniques avaient manœuvré au dessus du territoire français. En cette occasion, le chef du *War Office*, Hore Belisha, en mentionnant dans un toast « notre Gamelin » et « notre Dudley Pound », avait affirmé à la face du monde, que le « commandement unique », institué à la onzième heure, soit le 26 mars 1918, par les Alliés occidentaux, et qui, entre les mains d'un Foch, avait acculé Guillaume II à la défaite, était, d'ores et déjà devenu une réalité.

Par ailleurs, des informations qui nous parvenaient des départements français circonvoisins, il apparaissait aussi que le rappel des réservistes s'effectuait avec beaucoup plus d'ordre et de discipline que l'année précédente à la veille de Munich, où il avait donné lieu à des manifestations regrettables de pagaille et d'ivrognerie. De toute évidence, la « grande nation » s'était ressaisie.

Dans ces conditions, on ne voyait pas les raisons qui eussent contraint la France et l'Angleterre à baisser pavillon devant le nouveau défi du Troisième Reich national-socialiste. Assurément, le pacte de Moscou assurait à l'Allemagne son ravitaillement en céréales et en carburant, mais, d'autre part, le rythme de développement ultra-rapide que, de 1935 à 1939, Hitler avait imposé à sa *Wehrmacht*, ne pouvait pas ne pas avoir comporté une lourde contre-partie en ce qui concerne les cadres recrutés de bric et de broc, formés en toute hâte et en nombre insuffisant. C'est ce que nous lisions sous la plume des critiques militaires les plus réputés de France et de Grande-Bretagne, et la plupart de nos camarades, dont nous-même, leur donnaient raison.

A cette erreur d'appréciation, on donnera plusieurs explications. La première c'est que la célèbre Académie de guerre de Berlin avait officiellement fermé ses portes en 1919, en exécution d'une clause du traité de Versailles, et que le haut enseignement militaire qui se dispensait clandestinement au sein de la *Reichswehr*, n'était naturellement pas accessible aux officiers de notre armée. L'autre, que l'institution de postes d'attachés militaires auprès de nos légations de Berlin, de Rome, de Paris, de Londres

et de Washington, était trop récente, pour qu'on pût attendre des officiers de mérite qui les occupaient, le rendement qu'ils obtinrent à la lumière de l'expérience, sans se départir, du reste, des règles de correction diplomatique qui leur étaient imposées.

Ceci étant, au cours de l'entre-deux-guerres, les espoirs de notre corps d'officiers-instructeurs avaient, pour la plupart, complété leur formation intellectuelle à l'Ecole supérieure de Guerre de Paris. Tel était notamment le cas des commandants des 1^{re} et 2^e divisions, du chef d'état-major de notre division, le colonel Louis de Montmollin, des colonels Dubois, Corbat et Masson, des lieutenants-colonels Gonard et Züblin, du capitaine Robert Frick de l'état-major général. L'influence française prévalait donc dans l'armée suisse de 1939, alors que la *Wehrmacht* et sa doctrine nous étaient, et pour cause, beaucoup moins familières. Mais encore, si, à notre entrée en service, nous nous jetâmes avec zèle sur les gros volumes consacrés par la section des renseignements, à l'étude des armées étrangères, les bras nous en fussent tombés, si nous avions eu la révélation que l'encadrement, l'armement et l'équipement des divisions française de réserves, types A et B, étaient loin de correspondre aux schémas d'organisation que nous avions sous les yeux...

* * *

Une armée de milice comme la nôtre reflète le moral du pays dont elle est issue et qui lui fournit la totalité de sa troupe et la plupart de ses cadres, à la différence des grandes armées de conscription qui nous entouraient, dont le contingent actif se trouvait, deux ans durant, maintenu à l'écart de la nation. Ce qui revient à dire que nos mobilisés de 1939, en sortant de la naphthaline leur uniforme gris-vert apportaient sous les drapeaux, fraîches et vivaces, leurs opinions de citoyens. On constatera à cet égard qu'en ce tournant de nos destinées nationales, l'unanimité ou quasiment, régnait d'un bout à l'autre du pays et, particulièrement, dans notre canton.

Poursuivant sur sa lancée antimilitariste, le parti socialiste suisse avait encore en 1935 interjeté appel devant le peuple, contre la loi prolongeant les écoles de recrues de 67 jours à trois mois², et les cours de répétition de 13 jours à trois semaines, et si, dans l'ensemble, il avait été désavoué par 506.845 oui contre 431.092 non, les électeurs neuchâtelois l'avaient approuvé à une majorité de 13.161 voix contre 12.634. Mais, devant la montée du péril hitlérien, et sur l'initiative du conseiller national Oprecht, il s'était, le 31 janvier 1937, rallié sans réserve et dans l'intérêt de la démocratie, au principe de la défense nationale.

Il s'ensuivit naturellement que la propagande antimilitariste et pacifiste qui jusqu'à cette date était accueillie avec empressement par la presse socialiste, disparut de ses colonnes. Mieux encore, la direction du parti se constitua une manière de conseiller pour les affaires militaires, en la personne du capitaine Hans Hausamann, de Teufen. Pour tardif qu'il ait été, ce ralliement procura à la défense matérielle et morale du pays, un bénéfice dont on ne saurait exagérer l'importance sur le plan civique et militaire.

Quant à l'aile marxiste, ralliée à la Troisième Internationale d'obédience moscoutaire, il n'y eut guère que ses chefs à ne pas être profondément incommodés par la conclusion du pacte germano-soviétique. On n'oubliera pas, au surplus qu'en 1937, à la suite d'une initiative populaire, le parti communiste s'était vu interdire toute activité sur sol neuchâtelois, et que depuis lors, les autres cantons romands l'avaient frappé du même ostracisme.

Dans un livre qui fourmille d'erreurs, M. Jon Kimche a cru pouvoir dépeindre de la sorte, les sentiments qui, au même moment de notre histoire, inspiraient la bourgeoisie romande :

« Mais aussi étrange que cela puisse paraître, ces différents mouvements (favorables au nazisme) reçurent une aide beaucoup plus efficace en Suisse française qu'en Suisse allemande. Certaines familles « privilégiées » de Genève et de Lausanne (et de nombreuses familles moins en vue) avaient été effrayées par la progression rapide du Front populaire en France sous Léon Blum et par ses conséquences. Hitler leur semblait moins diabolique que Léon Blum, et, plus tard, Pétain leur apparut comme un sauveur. »³

Autant de mots, autant d'erreurs.

Certes, à Neuchâtel, de même qu'à Genève et Lausanne, la bourgeoisie — si l'on nous permet d'user de ce mot — ne portait pas Léon Blum sur son cœur, mais c'est qu'elle estimait que le chef du Front populaire faisait le lit d'Adolf Hitler, et qu'il frayait de la sorte la voie à une deuxième guerre européenne où, en face d'une France désarmée et divisée par ses soins, l'Allemagne aurait plus de chances de l'emporter qu'entre 1914 et 1918. Elle se remémorait la violation de la neutralité belge, l'incendie de la cathédrale de Reims et n'avait pas davantage oublié les horreurs dont s'était accompagnée la Révolution d'octobre, et la grève révolutionnaire de novembre 1918. Aussi, la trouvait-on dans l'ensemble militariste, francophile, germanophobe et anticomuniste. Somme toute, à l'exception de quelques groupuscules désormais sans influence, elle se ralliait au mot d'ordre : « Ni Hitler, ni Staline ! »

Entre ces « bourgeois » qui voyaient en Hitler la nouvelle incarnation, depuis Guillaume II, de l'éternel impérialisme allemand, et ces « ouvriers »

qui dénonçaient en lui l'étrangleur de la République démocratique de Weimar et des libertés syndicales, la défense commune de l'indépendance du pays était devenue un dénominateur commun, encore que ses motivations ne fussent pas identiques.

Telle est l'ambiance qui régnait, le 29 août 1939, dans le pays de Neuchâtel, sans distinction de partis politiques, et pas non plus de Haut et de Bas.

* * *

Jusqu'aux environs de 1933, la rapidité avec laquelle s'effectuait notre mobilisation, permettait d'escompter que notre armée se trouverait installée à nos frontières avant que l'ennemi éventuel n'eût réalisé son dispositif de concentration. La motorisation, puis la mécanisation des grandes armées faisant face à la Suisse fit apparaître le risque que nos troupes fussent surprises par des raids blindés, au cours de leurs opérations de mobilisation. D'où l'institution, en vertu de l'organisation militaire de 1936, des troupes de couverture-frontière chargées de tenir le temps nécessaire à nos confins, pour permettre à l'armée de campagne de s'organiser et de gagner, sans être troublée, ses emplacements d'après-mobilisation.

Pour l'armée de campagne, cette mission des troupes-frontière serait réputée accomplie, si elles se trouvaient capables de contenir l'ennemi jusqu'au troisième ou quatrième jour qui suivrait la proclamation de la mobilisation générale. Mais, cette mission impliquait que ces dernières, cet espace durant, consentiraient, sans espoir de secours, le sacrifice suprême.

Dans le secteur qui nous occupe, cette mission de couverture avait été dévolue à la Brigade frontière 2 qui s'étendait à droite jusqu'à Saint-Ursanne (exclusivement : Brigade frontière 3) et à gauche jusqu'aux Bourquins, à la limite des cantons de Vaud et de Neuchâtel, au contact de la Brigade frontière 1. Subordonnée à la 2^e division, elle était aux ordres du colonel Louis Carbonnier, bien connu des troupes neuchâteloises en raison de ses précédents commandements.

Sur le front de quelque 85 kilomètres que nous venons de définir, la Brigade frontière 2 alignait trois régiments d'infanterie, soit encore sept bataillons de fusiliers, lesquels s'articulaient ainsi qu'il suit :

— Rgt. fr. 43 (colonel Villeneuve) barrant avec ses bataillons 221, 222 et 223, les pénétrantes menant à Bienne à travers le Doubs, le plateau des Franches-Montagnes et le vallon de Saint-Imier ;

— Rgt. fr. 44 (lieutenant-colonel Mügeli), barrant la direction de la Vue-des-Alpes et de Neuchâtel, avec un bataillon (224 : major Gerber) à la Chaux-de-Fonds, et un autre (225 : major Grandjean) au Locle.

— Rgt. fr. 45 (lieutenant-colonel Grize), tenant le col de la Tourne avec son bataillon 226 (major de Reynier), et les cluses du Val-de-Travers avec le bataillon 227 (capitaine Chatelanat).

Il lui avait été constitué en outre une petite réserve de troupes légères, composée d'une compagnie cyclistes, d'une compagnie de mitrailleurs motorisée, d'une compagnie motorisée de canons d'infanterie (4,7 cm antichars), commandées respectivement par les capitaines Eggli, Jetzer et Barrelet.

Pour répondre à leur mission, les troupes de ces brigades de nouvelle organisation, se recrutaient au plus près de la frontière qu'elles étaient chargées de défendre, soit principalement dans les districts de la Chaux-de-Fonds et du Locle en ce qui concerne le Régiment frontière 44, et dans les districts du Val-de-Ruz et du Val-de-Travers pour le Régiment frontière 45. Dans les rangs de ces unités d'armée, étaient appelés sans distinction des hommes et des cadres des trois classes d'âge (élite, landwehr et landsturm), de sorte qu'il n'était pas rare d'y rencontrer le père servant aux côtés de son fils.

D'autre part, leur première mission de couverture accomplie, on pouvait, s'il y avait lieu, prélever sur ces troupes-frontière leurs éléments d'élite pour renforcer les secteurs subissant le choc de l'attaque adverse. C'est ainsi que des deux régiments neuchâtelois précités, se tirait le bataillon de carabiniers 2, aux ordres, à cette époque, du lieutenant-colonel Grize ; auquel cas, il recevait les chauffeurs et soldats du train, les chevaux et les véhicules qui lui assuraient une mobilité égale à celle des troupes de campagne.

Pour accélérer la mobilisation des troupes-frontière, leur armement et équipement collectifs et leurs munitions de guerre avaient été dispersés, dans la région où elles mobilisaient, entre de nombreux petits arsenaux, implantés dans certains villages. Disposition prévoyante, encore qu'elle alourdît la tâche des services de mobilisation, d'autant plus que, par ailleurs, elle prévenait les effets du bombardement aérien, auxquels, faute de chasseurs, on avait commencé à penser sérieusement chez nous.

Ces bataillons-frontière ne se distinguaient pas des bataillons de l'armée de campagne, du point de vue de l'organisation et de l'armement et encadraient :

- une compagnie d'état-major,
- trois ou quatre (bat. fus. fr. 224, 225, 226 et 227) compagnies de fusiliers, chacune à 12 fusils-mitrailleurs, dont trois sur affût,
- une compagnie de mitrailleurs à 16 pièces,
- deux canons antichars de 4,7 cm et quatre lance-mines ou mortiers de 8,1 cm.

Tout ce matériel n'était pas neuf, tant s'en faut, mais, robuste et admirablement entretenu, et soigneusement révisé par nos armuriers

d'arsenaux, il était d'un fonctionnement parfaitement assuré. D'autre part, les munitions dont disposaient nos troupes, étaient surabondantes par rapport à 1914, et d'excellente qualité.

Quant aux trois compagnies légères qui formaient la réserve mobile de la Brigade frontière 2, elles s'armaient, respectivement, de 12 fusils-mitrailleurs (cyclistes), de 12 mitrailleuses (mitrailleurs motorisés) et du même nombre de pièces antichars de 4,7 cm (canons d'infanterie).

L'un dans l'autre, la puissance de feu mise à disposition du colonel Carbonnier pour sa mission de couverture, lui venait de 436 armes automatiques (fusils-mitrailleurs et mitrailleuses), de 28 lance-mines et de 26 canons antichars. Quant aux effectifs mis sur les rangs le 29 août 1939, on peut les estimer à quelque 7000 officiers, sous-officiers et soldats, dont plus de 4000 recrutés dans le canton de Neuchâtel.

Le système de couverture-frontière, tel qu'il était conçu voici trente ans, était à la mesure des moyens d'agression avec lesquels, compte tenu des obstacles naturels, nous eussions eu à compter à l'époque, et s'est démontré parfaitement rentable durant le long service actif 1939/1945 qui fut, par ailleurs, marqué par des retournements de la situation stratégique aussi brutaux que ceux de la mi-juin 1940 et des premiers jours de septembre 1944. A chaque cas, en effet, il fut possible d'improviser en quelques heures une « croûte » relativement solide à la frontière, et se renforçant dans le délai d'un jour ou deux, par l'afflux des troupes de l'armée de campagne. Ce qui était le but de l'organisation.

Ces compagnies et ces bataillons où chacun se connaissait dans la vie civile, présentaient, d'autre part, un remarquable caractère d'homogénéité. Songeons aussi que chacun de ces frontaliers connaissait son secteur jusqu'à la moindre touffe d'herbe, et que la mission statique qui leur était impartie épargnait, aux plus âgés d'entre eux, ces marches harassantes de l'époque, lesquelles s'effectuaient, rappelons-le, sous un paquetage dit « punaise », dont le poids au complet dépassait largement trente kilos.

S'installant pour combattre à quelques pas de leur village, de leur ferme ou de leur atelier, ces hommes étaient tout imbus du sentiment qu'ils prenaient les armes, non pour défendre une abstraction de droit international, mais, littéralement, leurs femmes, leurs enfants ou leurs vieux parents.

Reste, toutefois, que si bénéfique que fût cet étroit contact entre la troupe-frontière et la population dont elle était issue, il n'en comportait pas moins une certaine contre-partie. Nos soldats, certes, étaient choyés par elle, mais parfois régalez et abreuvés jusqu'à l'excès, ceci, tout particulièrement, dans ces régions où de nombreux alambics clandestins continuaient de distiller la « fée verte ». Somme toute, si ces unités menaient une véritable

« vie de famille », celle-ci se ressentait naturellement de l'autorité de leurs officiers. A cet égard, le colonel Carbonnier que l'on aurait pu croire doté du privilège d'ubiquité, s'imposait à tous, au cours d'inspections répétées, et, comme il avait l'œil à tout, les cas de relâchement graves demeurèrent exceptionnels et, du reste, sitôt réprimés que constatés.

La mobilisation de la Brigade frontière 2 s'effectua sans accroc notable, selon l'horaire établi d'avance, et dans la plus parfaite discipline, tant elle avait été bien préparée par le service compétent de l'état-major général, tant celui-ci avait trouvé de sympathique compréhension auprès des autorités locales, et tant la troupe avait conscience de la gravité de l'heure et de la responsabilité qui lui incombait en l'occurrence.

Dès le lendemain, 30 août, les mobilisés de la couverture se mirent au travail. Ils enterrèrent et camouflèrent leurs armes automatiques, lance-mines et canons antichars, en suivant les plans de feux qui avaient été reconnus au cours des années précédentes ; ils commencèrent à poser autour des positions occupées, des réseaux de fils de fer barbelés ; sur les axes de pénétration, ils dressèrent ou préparèrent des barricades de rails antichars, dont les éléments avaient été entreposés à l'avance, à proximité des emplacements prévus pour leur érection. De leur côté, des équipes de spécialistes s'étaient déjà affairés entre le Doubs et le Vignoble, à charger de nombreux fourneaux de mines et à les préparer à l'inflammation. Sur un signal donné, l'ennemi éventuel eût trouvé devant lui, ponts sautés, tunnels obstrués, parois de rochers effondrées, un réseau de communications semblable à celui qu'en 1476, aurait pu emprunter Charles le Téméraire.

On remarquera cependant qu'aucun ouvrage de fortification permanente ne venait étayer les positions sur lesquelles s'établissaient les bataillons de la Brigade frontière 2. C'est aussi que le Bureau fédéral des fortifications, de récente création, s'était dépensé matériellement et financièrement dans la trouée de Sargans, autour de Constance et sur la rive gauche du Rhin. Face à la France, on s'était borné à ouvrir un chantier aux Rangiers, et à barrer les directions de Sainte-Croix et d'Orbe, dans le Jura vaudois.

Exception faite de la région du Locle et de la Béroche, les ouvrages bétonnés qui subsistent encore dans le canton de Neuchâtel, reviennent donc aux travailleurs de la Brigade frontière 2. En dépit de l'extrême rigueur qui caractérisa l'hiver 1939/1940, ils étaient, pour la plupart, en mesure d'assumer leur mission, quand les envahisseurs de la France vinrent border notre frontière occidentale. Le mérite de cette réalisation remarquable, après qu'on ait rendu hommage au dur effort de la troupe, revient indubitablement au colonel Carbonnier, pour lequel, en sa qualité d'architecte, les

travaux de chantier n'avaient pas de secret, aux connaissances techniques de son chef du Génie, le lieutenant-colonel Wey, ingénieur du génie rural au Département de l'agriculture, ainsi qu'au dynamisme du lieutenant-colonel Tripet, son chef du Parc.

Disons pour terminer sur ce sujet, que l'état-major de la Brigade frontière 2 installa provisoirement son PC, rue du Seyon, dans l'annexe qu'y possédait alors l'hôtel du Soleil, alors que ses régiments élurent le leur à Saignelégier (Rgt. fr. 43), à la Chaux-de-Fonds (Rgt. fr. 44) et à Rochefort (Rgt. fr. 45).

* * *

Le 30 août 1939, l'Assemblée fédérale se réunit à Berne pour procéder à l'élection d'un commandant en chef de l'armée, après que les deux Chambres, se conformant au précédent de 1914, eurent voté les pleins pouvoirs au Conseil fédéral.

Celui-ci présenta pour ce poste le nom du colonel commandant de corps Henri Guisan. Ce faisant, il s'accordait avec le suffrage unanime, ou quasiment, de l'opinion suisse, s'exprimant sans distinction de langue et de conviction politique ; particulièrement, pour le cadre de notre armée de milice, ce nom, à chacun des échelons qu'il avait gravis dans la hiérarchie, symbolisait ces qualités de robustesse physique, de fermeté morale, de bon sens et de totale intégrité, que lui semblait devoir cumuler le candidat au commandement suprême.

En avançant le nom d'Henri Guisan, le chef du Département militaire fédéral Rudolf Minger aurait pu peut-être invoquer une autre raison que celles qui réunissaient l'unanimité de ses collègues : à savoir les tractations ultrasecrètes qu'avec son autorisation personnelle, le commandant du 1^{er} corps d'armée avait entamées avec le Haut commandement français, dès la crise des Sudètes (septembre 1938), et dont, semble-t-il, il n'avait pas fait confiance au Conseil fédéral. Une autre nomination, en effet, eût non seulement impliqué une fâcheuse perte de temps, mais encore aurait pu être interprétée comme un désaveu de la négociation, par les généraux Georges et Gamelin qui avaient reçu à merveille leur premier interlocuteur, puis son chef d'état-major, le colonel Edouard Petitpierre.

Au dépouillement des suffrages, le président du Conseil national Henri Valotton, qui présidait l'assemblée, proclama élu le commandant du 1^{er} corps d'armée qui, sur 229 bulletins valables, en avait obtenu 204, alors que le colonel divisionnaire Jules Borel, commandant de la 2^e division, en recueillait 21. Est-il nécessaire d'écrire que notre chef n'avait jamais sollicité les voix de quelque parti que ce fût ?

A Colombier, parmi les officiers qui s'y trouvaient déjà mobilisés, ces chiffres donnèrent lieu aux commentaires les plus divers. Bien entendu, à commencer par notre divisionnaire, chacun se félicitait de la désignation d'Henri Guisan en qualité de général⁴, et aussi de la majorité massive qui l'avait élu et qui lui donnait une autorité indiscutée vis-à-vis des pouvoirs politiques, fédéraux et cantonaux. On se perdait, toutefois, en conjectures sur l'appartenance des 21 voix qui s'étaient reportées sur le nom de celui que nous appelions familièrement le « patron ».

Nous savons aujourd'hui qu'elles émanaient d'un certain nombre de députés socialistes qui, à l'instigation de leurs coreligionnaires romands, réputaient pour trop à droite, le candidat de la majorité bourgeoise.

Effectivement, ils ne lui pardonnaient pas les interventions publiques, aussi incisives que judicieuses, que s'était permises ce soldat-citoyen, en présence des campagnes de désarmement unilatéral et de propagande antimilitariste dont l'extrême-gauche suisse s'était fait une spécialité entre 1919 et 1937. Sur ce sujet de la défense nationale, le commandant de la 2^e division professait évidemment les mêmes opinions clairvoyantes et patriotiques, que son supérieur, mais, pratiquant depuis toujours le principe de la « grande muette », il s'était tenu à l'écart de ces controverses.

Quant aux deux représentants communistes qui siégeaient alors à l'Assemblée fédérale, ils appliquèrent du mieux qu'ils purent le pacte Ribbentrop-Molotov, et votèrent blanc.

Quoi qu'il en soit, l'élection du commandant du 1^{er} corps d'armée aux fonctions de général, nous posait encore une autre question : notre divisionnaire allait-il être appelé à combler la vacance créée par le vote de l'Assemblée fédérale ? Chacun des subordonnés de son état-major lui souhaitait cet avancement amplement mérité, encore que nous dussions y perdre, à la veille de la mobilisation générale et du service actif, un chef aux capacités duquel nous faisons une absolue confiance.

La règle de l'ancienneté, toutefois, fit prévaloir le nom du colonel divisionnaire Lardelli, commandant de la 7^e division (Saint-Gall-Appenzell-Thurgovie). Mais sa nomination au commandement du 1^{er} corps d'armée, entraîna celle du colonel Flückiger, commandant de la Brigade frontière 3, au poste qu'il venait de quitter. Le colonel divisionnaire Borel perdait de la sorte un subordonné de grande classe, mais il ne perdit rien au change, puisque lui fut substitué le colonel EMG Claude DuPasquier, professeur de droit, ancien recteur de l'Université de Neuchâtel, auquel il témoignait pareille estime.

Ainsi s'acheva cette cascade de commandements, dont, fort de son expérience de 1939, le général Guisan aurait voulu épargner la récurrence au

pays et à l'armée ; mais, comme chacun sait, les suggestions que contient à cet effet, son Rapport à l'Assemblée fédérale sur le service actif 1939/1945, ne furent pas retenues par le pouvoir politique...

Ce n'est pas seulement l'armée qui applaudit au choix qu'on venait de faire à Berne, pour assumer le commandement suprême, en la personne d'Henri Guisan, mais la population suisse tout entière. Parmi les nombreux témoignages de confiance et félicitations qui, en cette occasion, furent adressés au nouveau général, nous ne retiendrons que la lettre qu'en date du 1^{er} septembre 1939, le Conseil d'Etat neuchâtelois lui adressait en ces termes :

« Monsieur le Général,

Le Conseil d'Etat de la République et canton de Neuchâtel, dans les heures graves que nous vivons, salue avec une profonde satisfaction votre nomination au poste d'honneur de général de l'armée suisse.

Nous savons que la confiance que la Haute assemblée fédérale vous a témoignée est pleinement méritée, et nous sommes heureux de pouvoir vous apporter les félicitations du gouvernement et du peuple neuchâtelois.

Nous ne doutons pas que, sous votre commandement, l'armée suisse saura remplir sa mission de défendre l'honneur, l'indépendance et les libertés de la patrie suisse en toutes circonstances. »⁵

Et, le 18 septembre suivant, à l'ovation qui lui fut faite, lors de sa visite officielle aux autorités cantonales, le général Guisan put et dut se rendre compte que ces congratulations gouvernementales, signées Ernest Béguin, président, et contresignées Studer-Jeanrenaud, chancelier, exprimaient avec fidélité le sentiment profond du peuple neuchâtelois.

* * *

En ces derniers jours du mois d'août, cependant que la situation s'aggravait d'heure en heure sur le plan général, les synthèses de renseignements que faisait parvenir, sous forme d'un *Bulletin rose*, le colonel Masson aux états-majors des unités d'armée, faisaient apparaître, tout au moins provisoirement, une certaine détente sur le plan local.

D'une part, l'essentiel des forces terrestres et aériennes de la *Wehrmacht* se trouvaient concentrées le long de la frontière germano-polonaise, tout particulièrement les grandes unités blindées et motorisées dont on aurait pu craindre un raid destiné à bousculer notre couverture-frontière en cours d'installation. Entre la région de Sargans et celle de Lörrach, c'était, en superposition du cordon douanier, déjà existant, une manière de cordon policier que tendaient les Allemands, et auquel ils affectaient des hommes âgés. Rien donc qui ressemblât à l'organisation d'un dispositif stratégique susceptible de nous inquiéter dans un délai rapproché.

D'autre part, tous les renseignements que l'on pouvait recueillir à Colombier, et qui, principalement, nous parvenaient des postes d'observation rapidement installés par la Brigade frontière 2 en des points dominants, nous faisaient apparaître comme vides de troupes ou peu s'en faut, les régions de Pontarlier, de Morteau et du plateau de Maîche. Ces observations étaient recoupées par les informations des *Bulletins roses* ; aux dires du colonel EMG Masson, les troupes de la 7^e région militaire (Besançon) faisaient mouvement parallèlement à notre frontière, pour venir s'installer dans le Jura alsacien, autour de Ferrette et d'Altkirch, cependant qu'au même moment, celles de la 13^e (Clermont-Ferrand) débarquaient entre Montbéliard et Belfort.

L'Italie continuant d'observer une attitude expectante, en dépit des stipulations du Pacte d'acier, signé à Berlin le 23 mai précédent ⁶, on pouvait déduire des renseignements dont nous venons de faire état, que nul péril, tout au moins immédiat, ne planait, du nord, de l'ouest et du sud, sur la neutralité de la Suisse.

Depuis qu'au plus gros de la crise des Sudètes, le colonel EMG Masson, en dépit de tous les auspices, en avait pronostiqué le dénouement pacifique, et épargné de la sorte au pays le choc et les frais d'une mobilisation inutile, les renseignements que nous fournissaient ses services, étaient cotés très haut dans nos états-majors. Mais si nous leur ajoutons, en cette occasion comme en tant d'autres, la valeur d'un oracle, cette foi n'était pas infondée. Preuve en soit, les documents français et allemand, publiés depuis 1945, et qui, jusque dans le détail, ont confirmé le bien-fondé de son appréciation de la situation pour la fin-août 1939.

* * *

Le 31 août, le Conseil fédéral définissait la mission du commandant en chef de l'armée dans une instruction dont les points suivants qui font doctrine, méritent d'être rappelés :

...

« 2. Tant que nos frontières et notre indépendance ne seront pas menacées par une autre puissance, toutes les mesures que vous prendrez, s'inspireront du principe de la neutralité.

3. Le droit de déclarer la guerre, de faire la paix et de conclure des alliances appartient au Conseil fédéral.

4. A l'ouverture des hostilités entre la Suisse et un état voisin, pour autant qu'il ne s'agisse pas d'un pur incident local, tombent toutes les mesures prises en vertu du principe de la neutralité. La Suisse, dès lors, se trouverait placée dans la situation d'un état belligérant, et jouirait de tous

les droits attachés à cette qualité. Dès cet instant, vous jouiriez de la liberté pleine et entière de prendre toutes mesures militaires adéquates à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières.

S'agissant seulement d'une violation involontaire de nos frontières ou d'une violation de celles-ci de courte durée, de faible rayon et perpétrée par de faibles effectifs, vous auriez à informer immédiatement le Conseil fédéral, des circonstances de cet incident, et des mesures prises par vous pour rétablir sans délai la situation de droit.

5. Dès l'instant où la Suisse se trouverait en état de guerre, vous disposez du droit de conclure des accords avec le commandant le plus proche d'une armée étrangère, dans la mesure, toutefois, où il s'agit du règlement passager et purement militaire de questions de caractère local.

Du moment qu'il s'agirait d'un accord militaire engageant la totalité des deux armées, la décision serait du ressort du Conseil fédéral.

...

Nous recommandons notre armée, notre pays et notre peuple à la toute puissante protection de Dieu.

Au nom du Conseil fédéral suisse
Le président de la Confédération :
ETTER.

Le chancelier de la Confédération :
BOVET⁷. »

L'annonce que Londres et Varsovie avaient conclu un traité d'alliance, ne retint pas plus de quelques jours Hitler sur le sentier de la guerre. Le jour même où le général Guisan recevait ses instructions des mains du président de la Confédération, il fixait au 1^{er} septembre à l'aube, l'ouverture des hostilités contre la Pologne et convoquait le Reichstag pour lui faire adopter sa résolution.

A la nouvelle que les *Panzer* s'étaient ébranlés, et que la *Luftwaffe* déversait des tonnes de bombes sur Varsovie, la France et l'Angleterre ripostèrent par un ultimatum sommant l'Allemagne, sous peine de guerre, de cesser sans délai les hostilités, et de ramener ses troupes derrière la frontière germano-polonaise. Dans ces conditions qui excluaient la dernière chance d'un règlement pacifique, le Conseil fédéral, sur proposition du général, décrétait la mobilisation de guerre en fin de matinée. Le tocsin sonna d'un bout à l'autre de la Suisse, cependant que les murs de nos villes et de nos villages se couvraient d'affiches sur lesquelles on pouvait lire dans nos trois langues nationales :

Armée suisse

Schweizerische Armee

Esercito svizzero

KRIEGSMOBILMACHUNG

(ALLGEMEINE MOBILMACHUNG)

MOBILISATION DE GUERRE

(MOBILISATION GÉNÉRALE)

MOBILITAZIONE DI GUERRA

(MOBILITAZIONE GENERALE)

Die ganze Armee ist aufgeboten.

a) Der erste Mobilmachungstag (Mob.-Tag) ist der * 2. SEPT. 39

b) Aufgebot der Stäbe, Truppenkörper und Einheiten aller Divisionen und Gebirgsbrigaden, der Armeekorps- und Armeetruppen, der Territorialinfanterie, der Spezialtruppen des Landsturms, des Transportdienstes und der rückwärtigen Dienste.

Es haben einzurücken: Alle Wehrpflichtigen, deren Dienstbüchlein mit einem **weissen** Mobil-machungszettel versehen ist, gemäss den auf dem Zettel enthaltenen Weisungen.

c) **Pferdestellung:** Vollzug des Pferdestellungsbefehls durch die Gemeinden.

d) **Stellung der Motorfahrzeuge:** Sämtliche Motorfahrzeuge (Personenwagen, Lastwagen, Traktoren, Anhänger, Motorräder etc.), deren Fahrzeugausweis mit einem **weissen** Aufgebotszettel versehen ist, sind gemäss den auf dem Zettel enthaltenen Weisungen zu stellen.

Eidgenössisches Militärdepartement.

Toute l'armée est mise sur pied.

a) Le 1^{er} jour de mobilisation (J. mob.) est le * 2. SEPT. 39

b) Les E.-M., corps de troupes, unités de toutes les divisions, brigades de montagne, troupes de corps d'armée et d'armée, de l'infanterie territoriale, des troupes spéciales du landsturm, du service des transports et des services de l'arrière sont mis sur pied.

Tous les militaires, dont le livret de service est muni de la fiche **blanche** de mobilisation, entrent au service conformément aux indications de la fiche de mobilisation.

c) **Fourniture des chevaux:** Les communes exécutent l'ordre de fourniture des chevaux.

d) **Fourniture des véhicules à moteur:** Tous les véhicules à moteur (voitures, camions, tracteurs, remorques, motocyclettes, etc.), dont le permis de circulation est muni d'un ordre de marche **blanc**, sont à présenter aux endroits et dates prescrits par l'ordre de marche.

Département militaire fédéral.

L'intero esercito è chiamato alle armi.

a) Il 1^o giorno di mobilitazione (G. mob.) è il * 2. SEPT. 39

b) Chiamata in servizio degli stati maggiori, corpi di truppe, unità di tutte le divisione, brigade da montagna, truppe di corpo d'armata e d'armata, della fanteria territoriale, delle truppe speciale della landsturm, del servizio dei trasporti e dei servizi delle retrovie.

Devono presentarsi in servizio, giusta le indicazioni dell'avviso di mobilitazione, tutti i militari i cui libretti di servizio sono muniti di un avviso di mobilitazione di color **bianco**.

c) **Consegna dei cavalli:** I comuni devono eseguire l'ordine di consegna dei cavalli.

d) **Consegna degli autoveicoli:** Tutti gli autoveicoli (autovetture, autocarri, trattori, rimorchi, motociclette, ecc.), la cui licenza di circolazione è munita di un ordine di marcia di color **bianco**, devono essere presentati giusta le istruzioni contenute in detto ordine.

Il Dipartimento militare federale.

* Durch die mit dem Anschlag beauftragte Stelle bei Erhalt des eidgenössischen Mobilmachungstelegrammes einzusetzen.
A inscrire par l'autorité chargée d'afficher au vu du télégramme fédéral de mobilisation.
Da iscrivera dall'autorità comunale non appena avrà ricevuto il telegramma federale di mobilitazione.

Quelques heures plus tard, les officiers, sous-officiers et soldats dont les livrets de service étaient munis d'une fiche blanche, étaient déjà en plein travail dans les arsenaux. Il s'agissait pour eux de percevoir l'armement et l'équipement collectifs, ainsi que les munitions de guerre, destinés à leurs unités et corps de troupes ; puis, ceci fait, de les transporter sans retard sur les emplacements d'ores et déjà prévus pour leur distribution aux troupes mobilisées. Ceux-ci, vu le péril provenant de l'aviation, se trouvaient disséminés autour des places d'armes, en des points échappant à l'observation aérienne.

Le 2 septembre à l'aube, le colonel divisionnaire Borel et ceux de ses subordonnés qui se trouvaient sur pied depuis le 29 août, quittèrent Colombier pour gagner Bienne où mobilisaient le gros de leur état-major et les compagnies territoriales de fusiliers et de mitrailleurs 2 qui devaient assurer la garde du PC et alimenter nos bureaux en plantons, secrétaires, téléphonistes et dessinateurs.

On procéda à l'hôtel Elite à l'appel et à la visite médicale réglementaires. Les officiers entrant en service et qui, par conséquent, n'avaient pas été assermentés, comme nous l'avions été, à l'occasion de la mobilisation des troupes-frontière, furent convoqués en tenue de service, pour s'acquitter de cette solennité, engageant, fût-ce au prix de leur vie, leur honneur de soldats-citoyens. Le colonel EMG Louis de Montmollin, chef d'état-major de notre division, nous réunit ensuite pour nous exposer, au cours d'un bref rapport, ses conceptions concernant l'organisation et la répartition du travail entre nos bureaux, et le fit dans des termes si clairs et si péremptaires qu'ils n'auraient pas laissé à l'étourderie et la négligence le refuge d'un trou de souris.

Puis l'on passa à la distribution et à l'ajustage des masques à gaz, et chacun de nous reçut de plus 48 cartouches de pistolet, un paquet de pansement et sa plaque d'identité dont les mentions, tracées à l'aide d'une encre indélébile, résisteraient, nous assurait-on, à plusieurs mois d'inhumation. Tout bien compté, nous nous trouvions à Bienne au nombre d'une cinquantaine d'officiers, tant alémaniques que romands ; parmi ces derniers, relevons les noms de nos supérieurs et camarades neuchâtelois :

- colonel divisionnaire Jules Borel, commandant,
- colonel EMG Louis de Montmollin, chef d'état-major,
- lieutenant-colonel EMG Gilbert DuPasquier, chef du Service des arrières,
- capitaine Jean-Louis Roulet, 1^{er} adjudant,
- lieutenant Henri DuPasquier, 2^e adjudant,
- premier-lieutenant Edgar Pellaton, officier de renseignements d'artillerie adjoint,

- capitaine Francis Bourquin, officier des gaz,
- lieutenant-colonel Victor Gagnaux, médecin de division,
- lieutenant-colonel Emmanuel Borel, commissaire des guerres de division,
- major Francis Dumont, officier du commissariat adjoint,
- lieutenant-colonel Adrien Etter, grand-juge du tribunal de division 2. ⁹

A cette mention du major Dumont, nous pensons qu'il est aujourd'hui loisible de révéler que cet officier du commissariat, dans la vie civile, garagiste à Pontarlier, fut, dès l'arrivée des Allemands en Franche-Comté, l'un des auxiliaires les plus utiles de notre Service de renseignements. Au cours de nombreuses missions clandestines, exécutées à la barbe du contre-espionnage de l'occupant, cet homme sans peur et d'esprit délié, ne cessa de nous tenir au courant du dispositif, des effectifs, de l'organisation et du moral de l'ennemi éventuel, dans le rayon compris entre Pontarlier et Montbéliard. Ce bon serviteur de la patrie, qui ne fit jamais état de ses exploits, est décédé à Colombier, au mois d'août 1968.

Le dimanche 3 septembre, en fin d'après-midi, notre état-major quitta Bienne pour rallier par autos son PC prévu de Saint-Blaise où le zèle de l'autorité communale avait tout mis en œuvre pour lui procurer les locaux et les cantonnements nécessaires. Par la chaleur qui régnait ce jour-là, cette étape de 28 kilomètres fut plus dure à couvrir par la compagnie territoriale de fusiliers 2 (capitaine Auguste Roulet) et par la compagnie territoriale de mitrailleurs 2 (capitaine Jacques Petitpierre), encore qu'on eût pris la précaution de faire charger sur camions les sacs de ces quadragénaires évidemment peu entraînés... Enfin tout se tassa.

* * *

Outre ces troupes d'état-major que complétaient la compagnie de cyclistes 32 (premier-lieutenant Eugène Bourquin) l'escadron de dragons 26 (capitaine Georges Lutterbacher), ainsi qu'un détachement radio, la 2^e division, le 2 septembre 1939, mobilisa dans l'articulation qui s'ensuit :

- Rgt. inf. 1 : ville de Berne et Fribourg (Singine) ; lieutenant-colonel Raphaël Cottier,
- Rgt. inf. 8 : Neuchâtel et Fribourg ; lieutenant-colonel Marcel Krugel,
- Rgt. inf. 13 : Seeland et Bienne ; colonel Leo Siegwart,
- Gr. ex. 2 : major Henri Guisan,
- Cp. mot. can. inf. 2 : capitaine Edouard Krompholz ; 12 pièces de 4,7 cm,
- Rgt. art. camp. 2 : colonel Bernard Naef ; trois groupes à 12 pièces de 7,5 cm,

- Gr. mot. can. ld. 2 : major Edmond Guinand ; deux batteries à 4 pièces de 10,5 cm et 12 cm,
- Bat. sap. 2 : lieutenant-colonel Eugène Pestalozzi,
- Cp. tg. 2 : capitaine Hans Schenk,
- Gr. san. 2 : major Roger Ruffy,
- Gr. subs. 2 : lieutenant-colonel Victor Vuilleumier,
- Cp. pc. inf. 4 : capitaine Joseph Desalmand,
- Cp. pc. inf. 5 : capitaine Jules Lesegetrain,
- Col. auto. mun. 2 : premier-lieutenant Hans Buttikofer,
- P. ral. chev. 2 : lieutenant-colonel Alfred Vaucher.¹⁰

Nos concitoyens neuchâtelais devaient former un tiers environ de cet ensemble. Ils constituaient, en effet, le *Régiment d'infanterie 8*, moins, il est vrai, la moitié du bataillon de fusiliers 20, alimentée par les landwehriens romands du canton de Fribourg, le *groupe 5* (major Paul Huber) du Régiment d'artillerie de campagne 2, l'*état-major* et la *batterie 103* (premier-lieutenant Hans Räber) du Groupe motorisé de canons lourds 2, la *Compagnie de sapeurs I/2* (capitaine Jean Mauler), la *Compagnie sanitaire II/2* (capitaine Edouard Jeanjaquet), la *Compagnie de parc d'infanterie 5* et, si nos souvenirs sont exacts, la *Colonne automobile de munitions 2*. On leur ajoutera encore les officiers, sous-officiers et soldats incorporés dans d'autres états-majors, corps de troupes et unités de la division. Ce qui, en chiffres arrondis, doit correspondre, après la mobilisation de la couverture-frontière, à la mise sur pied d'un second contingent neuchâtelais de quelque 5000 hommes d'élite et de landwehr.

* * *

Lors du précédent service actif, le Conseil d'Etat de la République et canton de Neuchâtel avait assisté *in corpore* à l'assermentation du Régiment d'infanterie 8, rassemblé pour cette solennité, dans les allées de Colombier. Les nécessités de la mobilisation décentralisée le contraignirent à se diviser pour représenter le gouvernement auprès de chacun des trois bataillons de fusiliers neuchâtelais qui prenaient les armes.

Au nord de Trois-Rods, le 3 septembre, à 10 heures, le conseiller d'Etat Alfred Guinchard apporta au bataillon 19, le salut des autorités cantonales. Puis, après lecture des articles de guerre par le lieutenant Edmond Bertschy et, sur l'invitation de son commandant, le major Freddy Jeanrenaud : « la troupe, le casque et l'arme à la main gauche, et levant les trois premiers doigts de la main droite », prêta le serment réglementaire.¹¹

Un peu plus tard, les conseillers d'Etat Edgar Renaud et Jean Humbert se présentèrent devant le bataillon 18, réuni en carré dans la prairie de Chanélaz, accompagnés du colonel divisionnaire Borel et du colonel Carbonnier, ses anciens commandants : « Le drapeau, porté par le sergent-major Droz, notait dans son Journal, le major Gaston Dubied, commandant de ce corps de troupes, passe devant le front, puis la troupe prête serment avec force et conviction, voix profondes et émues, d'un seul bloc. »¹²

Dans les allées de Colombier, le président du Conseil d'Etat Ernest Béguin et son collègue Antoine Borel assistèrent de leur côté, à l'assermement du bataillon de fusiliers 20 que commandait le major Ernest Meyer, et apportèrent à nos confédérés fribourgeois les vœux des autorités neuchâteloises.

En fin d'après-midi, le Régiment d'infanterie 8 occupait dans le Val-de-Ruz ses stationnements prévus d'après-mobilisation :

- Bat. fus. 18 : Valangin-Bussy-Fenin-La Borcarderie,
- Bat. fus. 19 : Fontaines,
- Bat. fus. 20 : Engollon-Villars-Saules.

Par la chaleur étouffante qui distingua ce premier dimanche de septembre, cette première marche du service actif fut pénible, ainsi que, dans son Journal, le constate le major Dubied qui, Dieu sait, n'avait rien d'une poule mouillée :

« Les charges sont très lourdes, l'homme porte près de 40 kilos ; un orage approche et l'air est étouffant ; la grimpee de Peseux est une véritable épreuve, et de nombreux hommes font des efforts surhumains pour ne pas s'affaïsser. Le commandant de bataillon fait des haltes toutes les 25 minutes, mais à Peseux, il faut s'arrêter 20 minutes pour laisser aux hommes le temps de se rafraîchir. La population se précipite et apporte des seilles d'eau fraîche tout le long de la colonne. »¹³

A Coffrane, la population se montra tout aussi secourable envers les hommes du bataillon 19.

Le Groupe d'artillerie de campagne 5 mobilisa et fut assermementé dans la région de Boudry. Rappelons à nos lecteurs de la jeune génération, qu'il était hippomobile, et s'armait de 12 canons Krupp de 7,5 cm modèle 1906. Quant à l'étendard dont il s'enorgueillit aujourd'hui, il lui fut remis, en février 1940, au cours d'une fort belle cérémonie qui se déroula à Planeyse, sous la direction du colonel de Stürler, chef de l'artillerie de la division. Leurs préparatifs terminés, les artilleurs neuchâtelois s'en vinrent stationner dans la région de Montmollin.

Le même jour, le Régiment d'infanterie 13 et le Groupe d'artillerie de campagne 6 (lieutenant-colonel Joseph Riat) quittèrent Bienne pour venir

s'installer provisoirement dans la région de Sonceboz. Au cours de la nuit qui suivit le Régiment d'infanterie 1, mobilisé à Lyss, se porta au nord de la Thielle, et prit ses cantonnements à la Neuveville et au Landeron. Il était suivi du Groupe d'artillerie de campagne 4 (major Robert Stucky) et du Groupe motorisé de canon lourd 2 qui avait mobilisé à Barga, et qui emprunta le pont de Thielle.

Dans ce dispositif d'attente, la 2^e division avait devant elle la Brigade frontière 2 et la Brigade légère 2 (colonel Ernest Koller) qui avait établi son PC à Tramelan. Derrière elle, dans la région d'Anet-Morat, stationnait en réserve d'armée la 3^e division (colonel divisionnaire René de Graffenried). Dans la région de Concise, nous entretenions un contact assez lâche avec la 1^{re} division (colonel divisionnaire Gustave Combe), tandis qu'à notre droite, la Brigade frontière 3 avait passé de la subordination de la 2^e division, dès le 2 septembre 0 heure, à celle du 2^e corps d'armée (colonel commandant de corps Fritz Prisi).

Le 1^{er} corps d'armée auquel nous étions subordonnés, avait installé son PC à Fribourg ; responsable du front ouest, il avait également sous ses ordres, la 1^{re} division qui coiffait la Brigade frontière 1 (colonel Duc), la Brigade légère 1 (colonel Jack de Charrière) et la Brigade de montagne 10 (colonel brigadier Julius Schwarz).

L'ordre de mobilisation générale de l'armée s'appliquant aussi aux officiers, sous-officiers et soldats affectés au Service territorial, cet inventaire ne serait pas complet, si l'on omettait d'y faire figurer en bonne et due place l'état-major et les troupes qui furent mises sur pied à ce titre dans le canton de Neuchâtel.

Ce furent :

- le Commandement territorial 2, aux ordres du colonel Antoine Wildhaber qui installa son PC à Neuchâtel, et
- les Bataillons territoriaux 166 et 167 commandés respectivement par les majors Armand Buhler et Henri Humbert. ¹⁴

Ce corps de troupe, fort, selon l'organisation militaire 1936, de 30 officiers et de 770 sous-officiers et soldats des classes âgées, n'avait reçu qu'un nombre limité de mitrailleuses, et ne possédait ni lance-mines ni canons antichars. Ces lacunes dans leur armement les rendaient peu aptes, de toute évidence, à participer aux opérations de l'armée de campagne ; reste, toutefois, qu'avant que se fût révélé, dès avril 1940, le péril de l'« invasion verticale » menée par les troupes aéroportées, ces formations territoriales n'en déchargeaient pas moins l'armée de campagne de toutes sortes de missions d'intérêt secondaire encore qu'astreignantes, et lui permettaient de la sorte de consacrer à l'avant le maximum de leurs préoccupations et de leurs moyens.

Il y a lieu de ne pas oublier non plus ceux de nos concitoyens neuchâtelais qui entrèrent au service actif dans d'autres états-majors ou formations que ceux que nous venons d'énumérer. Et nous commencerons par mentionner au Gothard, à la tête de la 9^e division, le colonel divisionnaire Edouard Tissot.

A cette même date, nous trouvons incorporés à l'état-major de l'armée, les colonels Carl Ott et Louis Clerc ; à celui du 1^{er} corps d'armée le colonel EMG Paul de Perregaux et le lieutenant-colonel EMG Samuel Gonard qui allait, quelques semaines plus tard quitter le PC de Fribourg, pour assumer les fonctions de chef de l'état-major particulier du général ; à celui de la 1^{re} division, nous rencontrons le major EMG Pierre Matile, officier instructeur d'artillerie ¹⁵.

Un certain nombre de nos camarades, incorporés à divers titres dans l'artillerie de forteresse, mobilisèrent à Saint-Maurice, et gagnèrent leurs positions sous rocher de Dailly et de Savatan.

A l'état-major des troupes d'aviation et de défense contre avions (colonel divisionnaire Hans Bandi), nous relevons les noms des capitaines EMG Etienne Primault et Edmond Brand ; à l'ordre de bataille du Régiment d'aviation 1, ceux d'une demi-douzaine d'officiers-pilotes neuchâtelais, dont le capitaine René Thiébaud, commandant de la compagnie 1. Au 1^{er} corps d'armée, le colonel Edgar Primault assumait les fonctions de chef de l'aviation et de la DCA, et le lieutenant-colonel Charles Borel occupait le même poste à l'état-major de la 1^{re} division.

On clôturera cette liste en signalant, dans les formations sanitaires du 1^{er} corps d'armée et de l'armée, de nombreux médecins exerçant leur art dans notre canton. Les uns servant dans le dernier grade qu'ils avaient atteint au cours de leur service de milice, les autres, par une innovation qu'on n'avait pas connue entre 1914 et 1918, mobilisés en qualité de Services complémentaires, mais assimilés, du point de vue des prérogatives, de la tenue (sans insignes de grade) et de la solde, à des premiers-lieutenants.

* * *

Le 5 septembre au soir, l'armée suisse achevait ses opérations de mobilisation, lesquelles avaient comporté la mise sur pied, la réquisition et le transport, selon l'« horaire de guerre » mis en vigueur par les CFF dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre, de 450.000 hommes, de 42.000 chevaux et de 17.000 véhicules à moteur. Dans l'ensemble, les « frictions », comme disent les techniciens de la science d'état-major, et que l'homme dans le

rang appelle « pagaille » ou « cafouillage », s'étaient réduites au minimum résultant de la combinaison du hasard et de l'imperfection humaine.

C'est ce que le 7 septembre 1939, constatait le général, dans un ordre du jour intitulé *Marche de la mobilisation* ; distribué jusqu'à l'unité, il s'exprimait en ces termes :

« L'armée entière est maintenant sous les drapeaux. Sa mobilisation s'est en général déroulée normalement.

Les préparatifs ordonnés et exécutés avec beaucoup de soin se sont révélés judicieux. L'esprit et la tenue des troupes ont été excellents.

Les organes de la mobilisation, les entreprises de transport, les autorités et administrations ont tout mis en œuvre pour permettre d'atteindre ce résultat. C'est exactement ce que j'attendais de tous, et j'exprime à la nation ma satisfaction et ma fierté.

Le commandant en chef de l'armée :
GUISAN. »

* * *

Lors de l'explosion du précédent conflit mondial, aussi bien les neutres que les belligérants s'étaient figurés, qu'il trouverait sa solution dans une ou deux grandes batailles, livrées toutes forces réunies et que, le 1^{er} janvier 1915, tout serait irrémédiablement décidé au profit de l'Entente ou des Puissances centrales. C'est ce qui explique que la Suisse en 1914 ait été si mal préparée à affronter les incidences économiques et sociales d'une guerre qui n'allait pas durer moins de cinquante-deux mois, et du service actif prolongé qui devait en être nécessairement la conséquence.

La leçon ne fut pas perdue. Dès l'instant où se précisèrent les desseins impérialistes du Troisième Reich et de l'Italie fasciste, et le danger d'une seconde guerre mondiale que recélaient leurs ambitions, le pouvoir fédéral mit tout en œuvre pour prévenir la récurrence des déficiences qu'on avait pu observer dans ces domaines, entre 1914 et 1918, et il le fit avec d'autant plus de zèle que tout donnait à penser que les armements dont disposaient les puissances démocratiques, face à leurs adversaires de l'axe Berlin-Rome, les réduiraient à la défensive pour une ou deux années.

Le conseiller fédéral Hermann Obrecht, en sa qualité de chef du Département de l'économie publique, a attaché son nom à cette organisation qui

mobilisait, parallèlement à son armée, les ressources économiques du peuple suisse. A défaut de ces mesures, promulguées en temps utile, l'effort militaire que nous venons de décrire dans son cadre neuchâtelois, se fût épuisé dans un délai de deux ou trois ans ; aussi bien, méritent-elles qu'on leur consacre quelques mots.

Au lendemain de la proclamation du « protectorat » allemand sur la Bohême-Moravie, le Département fédéral de l'économie publique, le 5 avril 1939, engagea tous les ménages particuliers et collectifs (restaurants, hôtels, hôpitaux, asiles, etc.), à se constituer des provisions de denrées alimentaires non périssables pour une durée de deux mois, délai jugé nécessaire pour mettre en marche le système de ravitaillement prévu d'ores et déjà. Quant aux citoyens incapables de faire la dépense de ce stock, estimée entre six et huit francs, ils seraient munis par l'autorité cantonale, dès que la situation l'exigerait, d'une « carte bleue », leur permettant de se procurer dans l'intervalle, ces denrées au jour le jour.

Aussi bien, le 28 août, suffit-il au Conseil fédéral de promulguer une ordonnance prescrivant la distribution et la mise en vigueur des « cartes bleues », et interdisant, jusqu'à la mise en vigueur du rationnement définitif, la vente des denrées dont le stockage avait été recommandé le 5 avril précédent. L'ordonnance que nous analysons énumérait à cet effet :

« le sucre, le riz, les légumineuses (pois, haricots, lentilles et leurs produits) non compris les haricots et les pois verts, les pâtes alimentaires, les produits à base d'avoine et d'orge, la semoule et la farine de maïs (y compris les flocons à consommer crus), la graisse comestible, le beurre fondu (non compris le beurre frais de table et de cuisine), l'huile à frire et à salade, la semoule, la farine panifiable et autres farines. »¹⁶

Une seconde ordonnance en date du même jour, instituait le rationnement des carburants et combustibles liquides et de l'huile diesel. Les cartes émises en cette occasion, donnaient droit à 60 litres d'essence par mois aux automobiles, à 200 litres aux camions jusqu'à trois tonnes, et à 300 litres au-dessus de ce tonnage. En revanche, la vente de l'huile de chauffage était strictement interdite. Quelques jours plus tard, la circulation automobile fut interdite les dimanches et jours de fête.

La population suisse, dans son ensemble, se plia docilement aux mesures de restrictions qui lui étaient imposées par ces ordonnances, car il en reconnaissait le bien-fondé, et faisait toute confiance aux capacités, à vrai dire exceptionnelles, du chef du Département de l'économie publique. Sous ce rapport du civisme, nos concitoyens et concitoyennes du canton de Neuchâtel ne constituèrent, en bien ni en mal, aucune exception les distinguant de leurs Confédérés.

Le Conseil d'Etat neuchâtelois s'efforça, dans toute la mesure de ses moyens, d'encourager la bonne volonté de ses administrés. Le 6 septembre, il adressait à la population du canton l'appel suivant qui formera la conclusion de cette étude :

« Dans la grave situation qui résulte de l'état de guerre, les autorités fédérales ont arrêté les dispositions indispensables à la protection des frontières de la Suisse, au ravitaillement du pays et au maintien de la vie économique.

Appelées à prendre les décisions imposées par les circonstances, les autorités cantonales constatent que la population du canton de Neuchâtel a conservé le calme et le sang-froid qui conviennent.

Nos soldats accomplissent leur devoir à la frontière. Nous ne doutons pas que chacun fera de même à l'intérieur, en facilitant l'exécution des mesures nécessaires et en se conformant aux prescriptions des autorités.

Il est aussi du devoir de tous de participer aux actions d'entr'aide en faveur des familles des soldats mobilisés et des personnes dans le besoin.

La solidarité, pratiquée avec persévérance, aidera à surmonter les difficultés et les épreuves auxquelles il faut s'attendre.

Que chacun se souvienne qu'il a sa part de responsabilité dans la vie nationale et que, en face des événements, il doit s'inspirer d'un constant esprit de discipline.

Le Conseil d'Etat sait qu'il peut compter sur le concours vigilant des autorités communales et de l'ensemble de la population.

Comme il y a vingt-cinq ans, le peuple neuchâtelois n'oubliera pas que c'est grâce à l'union de tous ses enfants, à leur courage civique, à leur esprit de sacrifice et à leur foi dans les destinées du pays, que la Patrie Suisse conservera son indépendance et ses libertés.

Au nom du Conseil d'Etat :

Le chancelier : Le président :

G. STUDER-JEANRENAUD. E. BÉGUIN. »¹⁷

Ce langage, empreint de dignité et de patriotisme, fut entendu des Neuchâtelois, hommes et femmes, auxquels il s'adressait.

Eddy BAUER.

NOTES

¹ Entrèrent en service ce jour-là : le colonel divisionnaire Borel, le colonel EMG Louis de Montmollin, chef d'état-major de la division, le major EMG Hans Notz, officier EMG « Front », le capitaine EMG René Dubois et le capitaine Bauer (renseignements), le colonel Spillmann, chef du génie, le lieutenant-colonel Graf, chef du télégraphe de campagne, le capitaine Bargetzi, officier du télégraphe, deux adjudants secrétaires d'état-major, six plantons, deux chauffeurs, trois ordonnances.

² C'est au cours du service actif que les Ecoles de recrues furent portées à quatre mois.

³ KIMCHE, Jon, *Un général suisse contre Hitler*, Paris, Fayard, 1962, pp. 53-54.

⁴ C'est aussi que le général, pour l'avoir commandée de 1926 à 1931, était bien connu et unanimement apprécié à la 2^e division.

⁵ Archives de l'Etat, N° 326, *Manuel du Conseil d'Etat, du 3 janvier 1939 au 31 décembre 1939*, pp. 594-595.

⁶ Il est vrai qu'Hitler avait le beau premier violé la promesse faite à Mussolini de ne rien entreprendre avant 1943.

⁷ D'après KURZ, Hans-Rudolf, *Dokumente des Aktivdienstes*, Frauenfeld, Verlag Huber, 2. Auflage, 1966, p. 36.

⁸ *Ibidem*, p. 39.

⁹ Armée suisse, *Ordre de bataille au 1^{er} mai 1939*, Berne, Bureau fédéral des imprimés militaires, 1939, p. 20.

¹⁰ *Ibid.*, pp. 21-32. A noter que la Compagnie d'observation d'artillerie 2 était en ce moment en voie de formation.

¹¹ Extrait du *Journal* du Bataillon de fusiliers 19 que nous a aimablement communiqué son ancien commandant.

¹² DUBIED, major, *Souvenirs du service actif au Bataillon 18, 1939-1941*, manuscrit dactylographié que nous a aimablement communiqué le colonel divisionnaire Denis Borel, p. 4.

¹³ *Ibid.*, pp. 4-5.

¹⁴ Armée suisse, *Ordre de bataille*, etc., pp. 267 et 202-203.

¹⁵ Nous omettons le nom du colonel EMG Edouard Petitpierre, chef d'état-major du 1^{er} corps d'armée, attendu qu'il avait fait toute sa carrière à Lausanne et dans les troupes vaudoises.

¹⁶ D'après la *Feuille d'avis de Neuchâtel*, N° du 29 août 1939.

¹⁷ *Ibid.*, N° du 7 septembre 1939.

ANNEXE

*Ordre de bataille des états-majors et des troupes neuchâtelaises
mobilisées les 29 août et 2 septembre 1939*

N. B. : Ne figurent pas dans ces tableaux, les états-majors et corps de troupes analysés précédemment.

TABLEAU DES ABRÉVIATIONS EMPLOYÉES

adj.	adjudant ou adjoint	ld.	lourd
art.	artillerie	lt.	lieutenant
bat.	bataillon	mitr.	mitrailleur
bttr.	batterie	mot.	motorisé
camp.	campagne	mun.	munition
can.	canon	of.	officier
cap.	capitaine	ord.	ordonnance
car.	carabinier	PC	poste de commandement
cdt.	commandant	pc	parc
chev.	cheval	plt.	premier-lieutenant
col.	colonne	Qm.	quartier-maître
cp.	compagnie	ral.	ralliement
DCA	défense contre avions	rgt.	régiment
EMG	état-major général	san.	sanitaire
ex.	exploration	sap.	sapeur
fr.	frontière	subs.	subsistance
fus.	fusilier	ter.	territorial
gr.	groupe	tg.	télégraphe
inf.	infanterie	trp.	troupe

Brigade frontière 2¹ :

cdt. : colonel Louis Carbonnier.

of. EMG :	cap. Albert de Coulon,
1 ^{er} adj. :	cap. Gérald Robert-Tissot,
2 ^e adj. :	plt. Guy de Coulon,
of. ord. :	plt. Eric de Coulon,
»	plt. Jean-Jacques DuPasquier,
of. rens. :	plt. Jules Haldimann,
»	plt. Jean-Pierre de Montmollin,
chef du génie :	lt.-colonel Joseph Wey,
of. génie adj. :	cap. Charles Maspoli,
of. gaz :	plt. Marcel Etienne,
chef du parc :	lt.-colonel Eugène Tripet,

of. parc adj. :	plt. Paul Rœthlisberger,
méd. de brigade :	lt.-colonel Armand Nicati,
of. adj. :	major V. Nater,
pharmacien :	plt. E. Dysli,
chef service auto :	cap. Jean-Pierre Michaud,
of. adj. :	cap. D. V. Barroud,
commissaire des guerres :	lt.-colonel Schmidhauser,
of. adj. :	cap. M. Gonvers,
poste de camp :	cap. P. Benkert.

¹ Selon renseignements aimablement fournis par le colonel Carbonnier.

Régiment frontière de carabiniers 44 ¹
 cdt. : lt.-colonel Henri Mugeli.

Bat. fr. car. 224 :	cdt. :	major Henri Gerber,
	cp. fr. car. I/224 :	cap. Charles Juillard,
	cp. fr. car. II/224 :	plt. Léon Schild,
	cp. fr. car. III/224 :	cap. Georges Béguin,
	cp. mitr. fr. car. IV/224 :	plt. Walther Cattin,
	cp. fr. car. V/224 :	cap. Albert Steudler.
Bat. fr. car. 225 :	cdt. :	major Bertrand Grandjean,
	cp. fr. car. I/225 :	cap. Marcel Jeanrichard,
	cp. fr. car. II/225 :	cap. Pierre-A. Leuba,
	cp. fr. car. III/225 :	cap. Maurice Perrenoud,
	cp. mitr. fr. car. IV/225 :	cap. Willy Banderet,
	cp. fr. car. V/225 :	cap. Georges Marti.

¹ Renseignements dûs à l'obligeance du colonel Mugeli.

Régiment frontière de carabiniers 45 ¹
 cdt. : lt.-colonel Jean Grize.

Bat. fr. car. 226 :	cdt. :	lt.-colonel Alain de Reynier,
	cp. fr. car. I/226 :	cap. Robert Schinz,
	cp. fr. car. II/226 :	plt. Emer DuPasquier,
	cp. fr. car. III/226 :	cap. Frédéric Perret,
	cp. mitr. car. fr. IV/226 :	cap. Guy de Rougemont,
	cp. fr. car. V/226 :	plt. Raoul de Perrot.
Bat. fr. car. 227 :	cdt. :	cap. Robert Chatelanat,
	cp. fr. car. I/227 :	cap. Hans Schwarz,
	cp. fr. car. II/227 :	cap. Emile Grisel,
	cp. fr. car. III/227 :	plt. René Cavadini,
	cp. mitr. car. fr. IV/227 :	cap. Georges Droz,
	cp. car. fr. V/227 :	plt. Paul Rieben.

¹ Renseignements dûs à l'obligeance du colonel Grize.

Bataillon de carabiniers 2¹

cdt. : lt.-colonel Jean Grize.

cp. EM :	plt. Jacques Chable,
cp. car. I/2 :	cap. Georges Béguin,
cp. car. II/2 :	cap. Pierre-A. Leuba,
cp. car. III/2 :	cap. Robert Schinz,
cp. mitr. IV/2 :	cap. Guy de Rougemont,
cp. car. V/2 :	cap. Hans Schwarz,
cp. de dépôt :	cap. Georges Marti.

¹ Bataillon formé par les éléments d'élite des rgt. fr. car. 44 et 45.

Régiment d'infanterie 8

cdt. : lt.-colonel Marcel Krugel.

Bat. fus. 18 :	cdt. :	major Gaston Dubied,
	cp. EM :	plt. Paul Prince,
	cp. fus. I/18 :	cap. Georges Naguel,
	cp. fus. II/18 :	cap. Claude de Meuron,
	cp. fus. III/18 :	cap. Henri Bolle,
	cp. mitr. IV/18 :	cap. Jacques Wavre.
Bat. fus. 19 :	cdt. :	major Frédéric Jeanrenaud,
	cp. EM :	cap. Pierre Godet,
	cp. fus. I/19 :	cap. Auguste Delay,
	cp. fus. II/19 :	cap. Denis de Perrot,
	cp. fus. III/19 :	plt. Ernest Vuagniaux,
	cp. mitr. IV/19 :	cap. Marcel Berthoud.
Bat. fus. 20 (lw.) :	cdt. :	major Ernest Meyer,
	cp. EM :	cap. Philippe Clerc (NE),
	cp. fus. I/20 :	plt. Roger Morel (FR),
	cp. fus. II/20 :	cap. Alexandre Borcard (FR),
	cp. fus. III/20 :	cap. René Stucky (NE),
	cp. mitr. IV/20 :	cap. Pierre Sauge (FR).

Groupe d'artillerie de campagne 5

cdt. : major Paul Huber.

battr. camp. 7 :	cap. Roger Nicole,
battr. camp. 8 :	cap. Jean Wyss,
battr. camp. 9 :	cap. Hugues Bonhôte,
col. mun. art. camp. 5 (lw.) :	cap. Sadi Berlincourt.

Commandement territorial 2
état-major.
Cdt : colonel Antoine Wildhaber.

Suppléant :		lt.-colonel Jacques Clerc,
Adjudant :		plt. Jacques Béguin,
Of. pour affaires des trp. ter. et SC :		plt. Eugène Terrisse,
Chef du service de garde :		lt.-colonel Victor Henry,
Of. défense antiaérienne :		major Fritz Weber,
Of. des gaz :		vacant,
Of. du génie :		cap. André Comtesse,
Chef de la presse :		lt.-colonel André Wavre,
Of. pour les affaires de justice militaire :		major Maurice Clerc,
Of. préposé aux prisonniers et internés :		lt.-colonel Arthur Grosjean,
Chef du service des évacuations :		cap. Georges Borel,
Of. adjoint :		plt. Charles Porret,
Of. du service de santé :		lt.-colonel Yves de Reynier,
Commissaire des guerres :		lt.-colonel Louis Bouvier,
Secrétaire :		plt. Louis Perrenoud,
Of. adjoint :		plt. Albert Häubi.
Bat. ter. 166 :	cdt. :	major Armand Bühler,
	cp. ter. fus. I/166 :	cap. Georges Faessli,
	cp. ter. fus. II/166 :	cap. Arthur Perrenoud,
	cp. ter. fus. III/166 :	cap. Hans Bieri,
	cp. ter. mitr. IV/166 :	cap. Robert Hool.
Bat. ter. 167 :	cdt. :	major Henri Humbert,
	cp. ter. fus. I/167 :	cap. Georges de Dardel,
	cp. ter. fus. II/167 :	cap. Paul Davoine,
	cp. ter. fus. III/167 :	cap. François Krebs,
	cp. ter. mitr. IV/167 :	cap. Oscar Bellenot.

Officiers neuchâtelois mobilisés à Saint-Maurice ¹

Plt. Sydney de Coulon :	EM br. mont. 10.
Plt. Pierre Bickel :	Qm. bat. fr. mont. 204.
Plt. Edouard Michaud :	cdt. cp. EM gr. art. fort. 1.
Plt. Louis Dubois :	cp. EM gr. art. fort. 1.
Plt. Samuel Guye :	cp. EM gr. art. fort. 1.
Lt. Marcel Mennet :	cp. EM gr. art. fort. 1.
Plt. Jacques Chappuis :	cp. art. fort. 2.
Plt. Maurice Gabus :	cp. art. fort. 4.
Plt. Jean Bourquin :	cp. art. fort. 4.
Plt. Charles Robert-Grandpierre :	cp. art. fort. 5.
Plt. Jean-Louis Perret :	cp. art. fort. 5.
Plt. Walter Dintheer :	cp. art. fort. 64.

¹ Renseignements dûs à notre ami le major Edouard Michaud.

REVUE DES PUBLICATIONS HISTORIQUES¹

BIBLIOGRAPHIE

On se souvient que M. Henri Meylan a révélé à nos lecteurs un aspect jusqu'ici inconnu de la carrière de Pierre Barrelet, dernier curé de Môtiers et chapelain de la cathédrale de Lausanne (*Musée neuchâtelois*, 1964, p. 168). L'activité secrète de cet agent de MM. de Berne n'a laissé guère de trace que dans la collection des *Unnütze Papiere*, conservée aux Archives d'Etat, à Berne : mais il y a beaucoup à tirer de cette source. M. Meylan le prouve une fois de plus en analysant, dans les *Mélanges Schib*², un rapport de cet espion sur le Concile de Trente, auprès duquel il se rendit en 1546. Il importait fort aux Bernois, en effet, de savoir ce qui se tramait alors contre les puissances évangéliques. Mission parfaitement réussie, puisque Barrelet fut en mesure de rapporter à Berne, outre des nouvelles assez précises sur les intentions des princes représentés à Trente, le texte des premiers décrets conciliaires.

Il existe dans le riche fonds d'archives de la Société typographique de Neuchâtel une lettre de Jean-Paul Marat, adressée de Genève, le 14 mai 1776, à l'ancien banneret Frédéric-Samuel Ostervald. Ce document est intéressant en ce sens que le futur révolutionnaire, occupé alors à la rédaction d'ouvrages scientifiques, y fait de lui-même un portrait moral sincère. Il se plaint aussi auprès de son protecteur — Ostervald suivait de loin, mais avec bienveillance, les essais du jeune médecin — de l'incompréhension générale, voire de l'hostilité auxquelles il se voit en butte. Mais cette lettre intéresse son éditeur, M. Robert Darnton, pour une autre raison surtout : elle met fin à une légende propagée, il y a une quarantaine d'années, par un auteur anglais, S. L. Phipson, suivant laquelle Marat, en séjour en Angleterre en 1776, se serait rendu coupable d'un vol de médailles au musée de l'Université d'Oxford, et aurait été arrêté dans la suite, puis condamné à une peine de cinq ans de travail forcé³. Certains passages de la lettre en question semblent prouver également que Marat, contrairement à ce qu'on a cru, avait gardé contact avec sa propre famille, établie alors à Genève.

La Bibliothèque municipale de la Chaux-de-Fonds possède un important lot de lettres reçues par le pharmacien-naturaliste Célestin Nicolet. Dans le *Journal suisse de pharmacie*⁴, M. Charles Béguin attire l'attention

sur cette source de première valeur pour l'histoire des idées au milieu du XIX^e siècle. Il y énumère aussi les activités diverses et les initiatives de cet étonnant encyclopédiste, qui fut également un homme de bien.

Parmi les jeunes talents dont Nicolet perçut le mérite et qu'il encouragea par ses conseils et ses subsides, il convient de citer le docteur Pierre Coullery. C'est à ce dernier personnage que s'intéresse M. Mattmüller dans un chapitre des *Mélanges Bonjour*⁵. Non pas, à vrai dire, à la période chaud-fonnière du « médecin des pauvres », mais aux rudes années de jeunesse du petit paysan d'Ajoie, à son ascension sociale, et surtout aux luttes politiques dans lesquelles Coullery se lança, sitôt ses études terminées, dans le cadre du socialisme naissant. En 1849-1850, il fut député au Grand Conseil bernois et publia à cette époque un journal de combat, le *Travailleur*, qui ne tarda pas d'ailleurs à sombrer dans des difficultés financières.

Ayant pu prendre connaissance en Allemagne des notes personnelles laissées par le général Bernard de Gélieu, dans la traduction allemande établie par son gendre, M^{lle} Jeanne Huguenin en a tiré les éléments d'une biographie. Ce texte, rédigé primitivement sous la forme d'une conférence (1926), a paru l'an dernier en plaquette. On y notera, plus particulièrement, le récit que fait Gélieu lui-même de sa participation à l'insurrection de septembre 1856.⁶

La monumentale biographie de Jean-Conrad Kern, dont M. Albert Schoop vient de publier la première partie⁷, mérite à plus d'un titre de retenir l'attention des Neuchâtelois. Car l'homme politique thurgovien, député de son canton à la Diète fédérale dès 1833, joua un rôle de premier plan dans toutes les questions qui alimentèrent la vie politique suisse durant la période agitée précédant la naissance de l'Etat fédéral. Dans un sens opposé, cela va de soi, aux efforts conservateurs que déployaient à cette époque le gouvernement neuchâtelois et sa députation à l'assemblée suprême de la Confédération. Mais c'est à l'activité ultérieure de Kern, celle que déploya l'homme politique, mué en diplomate lors des tractations internationales de 1856 et 1857, qui nous intéressera plus particulièrement. On sait qu'il fut délégué une première fois à Paris en décembre 1856 pour tenter d'intéresser Napoléon III à la cause helvétique, et obtenir de l'empereur des Français une médiation favorable dans le conflit qui opposait notre pays au royaume de Prusse. M. Schoop a d'ailleurs dédié à cette mission une étude particulière, parue en 1951 dans la *Revue suisse d'histoire* (*Dr. Kerns erste Pariser Mission 1856/1857*, p. 39). L'« envoyé extraordinaire » de la Confédération fut gratifié par le monarque de belles paroles, bientôt reniées par la diplomatie française soucieuse de ménager l'honneur des souverains qui s'étaient engagés, par le Protocole de Londres, à n'agir

que collectivement dans l'affaire de Neuchâtel. Mais comme les préparatifs militaires, s'activant de part et d'autre, semblaient maintenant mener tout droit à la guerre, l'Assemblée fédérale se laissa convaincre de confier le sort de la Suisse à une conférence des puissances. Kern avait préalablement, et confidentiellement, instruit les parlementaires des assurances reçues de l'empereur. Fort de ces minces garanties, on relâcha — en les bannissant du territoire suisse — les prisonniers royalistes, et Kern, le 19 janvier 1857, fut nommé par le Conseil fédéral représentant de la Suisse à la Conférence de Paris. M. Schoop consacre aux laborieuses négociations qui devaient résoudre définitivement la question neuchâteloise des pages solidement documentées (p. 399-417) : outre les textes déjà publiés, il a pu consulter utilement la correspondance personnelle de Kern, ainsi que les papiers qu'avait réunis sur la question l'historien Wilhelm Oechsli. Notons qu'au chapitre de la bibliographie, l'auteur cite la thèse soutenue en Sorbonne par M. Francis Ley, en 1956 : *La Russie, la Suisse et le Baron de Krüdener durant les affaires du Sonderbund et de Neuchâtel*, sans mentionner que notre revue a publié, en 1958 (pp. 65, 99), la seconde partie de ce travail. Le succès emporté de haute lutte à Paris valut à Kern une grande popularité en Suisse. La commune de la Chaux-de-Fonds, à la suite d'une pétition populaire, lui décerna le titre de bourgeois d'honneur (2 juillet 1857), tandis que le Grand Conseil lui offrait la naturalisation neuchâteloise (29 juin). Une montre d'or, dont le montant avait été souscrit par quelques particuliers, s'ajoutait aux distinctions officielles (cette montre se trouve toujours dans le fonds Kern, conservé aux Archives d'Etat de Thurgovie). On pensait remettre le tout au ministre lors d'une réception à la Chaux-de-Fonds même, mais le héros du jour était si occupé qu'il ne put répondre à l'invitation. Une députation neuchâteloise se rendit alors, dans ce but, au Tir fédéral de Berne, où Kern devait prendre la parole, le 9 juillet, au cours d'un grand banquet officiel. Une réception au Locle et à la Chaux-de-Fonds eut lieu, tout de même, à la fin du mois. Anecdotes sans portée, que nous versions simplement au dossier à l'occasion de ce compte-rendu ! La seconde partie de la biographie aura pour sujet la légation de Paris, qui se poursuivra jusqu'en 1883 : nul doute que là aussi M. Schoop n'ait beaucoup à nous apprendre !

C'est un Neuchâtelois, Charles-Edouard Lardy, qui fut le successeur de Kern dans ce poste. On a un peu oublié que Lardy se fit également un nom dans le domaine de l'arbitrage international. Dans une étude publiée par les *Mélanges Guggenheim*, M. Henri Thévenaz nous le rappelle opportunément⁸. A quatre reprises, en effet, entre 1911 et 1922, les puissances eurent recours à son autorité d'éminent juriste pour concourir au règlement de litiges portant sur des frontières ou des biens contestés.

De 1945 à 1959, Edmond Privat fut titulaire de la chaire de langue et de littérature anglaises à notre Université. Ce Genevois appartient donc un peu à notre canton. Mais la publication par la *Revue neuchâteloise*⁹ d'un numéro spécial *Edmond Privat* se trouve justifiée essentiellement par la présence à la Bibliothèque municipale de la Chaux-de-Fonds (une fois de plus !) des papiers personnels du prénommé. M. Pierre Hirsch, ordonnateur de ce vaste fonds, en a tiré quelques documents qu'il publie en les introduisant. D'autres chapitres traitent des activités diverses de Privat dans les domaines du journalisme d'information, de l'esperanto et des utopies pacifistes. Une note sur la bibliothèque d'Edmond Privat, une chronologie et une bibliographie complètent le recueil.

On doit à M^{me} Dorette Berthoud une évocation bienveillante de la romancière neuchâteloise Cécile Hofer-Houriet (1891-1964), en littérature Cilette Ofaire. Cette biographie est publiée par l'Institut neuchâtelois en hommage à cet enfant du pays, révolté contre son milieu, mais dont le talent incontestable excuse les outrances.¹⁰

A. SCHNEGG.

NOTES

¹ La première partie de cette étude a paru dans le *Musée neuchâtelois* de 1968, p. 173.

² Henri MEYLAN, *Un rapport d'espion sur le concile de Trente (1546)*, dans : *Festschrift Karl Schib zum siebzigsten Geburtstag am 7. September 1968*, herausgegeben vom Historischen Verein des Kantons Schaffhausen, Thayngen, 1968, pp. 316 à 326.

³ Robert DARNTON, *Marat n'a pas été un voleur : une lettre inédite*, dans : *Annales historiques de la Révolution française*, N° 185, Trente-huitième année, 1966, pp. 447 à 450.

⁴ Charles BÉGUIN, *Activité d'un pharmacien vers 1843 : Célestin Nicolet (1803-1871)*, dans : *Journal suisse de pharmacie*, vol. 106, 13 juin 1968, pp. 427 à 428.

⁵ Markus MATTMÜLLER, *Pierre Coullery und die Anfänge der Arbeiterbewegung im Kanton Bern*, dans : *Discordia concors, Festgabe für Edgar Bonjour zu seinem siebzigsten Geburtstag am 21. August 1968*, t. II, Bâle et Stuttgart, 1968, pp. 449 à 479.

⁶ Jeanne HUGUENIN, *Bernard de Gélieu et le mouvement royaliste de 1856*, Boudry, 1968, 32 pages.

⁷ Albert SCHOOP, *Johann Konrad Kern, Jurist, Politiker, Staatsmann*, t. I, Frauenfeld, 1968, 516 pages.

⁸ Henri THÉVENAZ, *La contribution de Charles-Edouard Lardy à l'arbitrage international*, dans : *Recueil d'études de droit international en l'honneur de Paul Guggenheim*, Institut universitaire des Hautes Etudes internationales, Genève, 1968, pp. 743 à 759.

⁹ *Edmond Privat 1889-1962*, *Revue neuchâteloise*, 11^e année, N° 43/44, Été-Automne 1968 (Neuchâtel), 84 pages.

¹⁰ Dorette BERTHOUD, *Cilette Ofaire, Cahiers de l'Institut neuchâtelois*, 12, Neuchâtel, 1969, 144 pages, ill.

CHRONIQUE

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE
DU CANTON DE NEUCHÂTEL

*Séance administrative tenue au château de Valangin
samedi 21 juin 1969*

La séance est ouverte à 16 heures par M. Philippe Gern, président, qui adresse des remerciements aux nombreux membres de la société qui, par leur présence chaque année, sont un encouragement pour ceux qui œuvrent au service de la société.

Après avoir salué les invités et présenté les excuses de quelques personnes empêchées d'assister à la séance, M. Gern rappelle les noms des dix-sept membres décédés au cours de l'exercice. L'assemblée se lève pour honorer leur mémoire.

Rapports annuels. Résumant l'activité de la société, le président relève la conscience avec laquelle le secrétaire, M. Paul Grandjean rédige chaque année la chronique traditionnelle. En 1968, il faut rappeler deux manifestations principales : Le travail du professeur Roland Ruffieux de l'Université de Fribourg, au château de Valangin, sur le thème : *Revision et révolution dans la vie politique suisse entre 1815 et 1848*, la Fête d'été à la Chaux-de-Fonds le 7 septembre, manifestation très réussie dont le clou fut la conférence si vivante de M^e Arnold Bolle sur les troubles de novembre 1918 à la Chaux-de-Fonds.

Comme chaque année, et dans la mesure du possible, notre société a répondu aux invitations qui lui étaient adressées par les sociétés sœurs des autres cantons.

Lors de l'attribution du Prix Bachelin de peinture, nous avons innové en organisant une petite exposition au Musée des Beaux-Arts de Neuchâtel avec les toiles des sept candidats et une toile de chacun des précédents lauréats.

Le cours organisé en novembre, à Lausanne, par la Société suisse de pré-histoire et d'archéologie a intéressé plusieurs Neuchâtelois. Les membres de la société seront donc avisés si un nouveau cours a lieu.

Il n'y a pas eu de publication cette année, mais un nouveau volume de la collection des *Mémoires* est en préparation. Il s'agit de l'établissement d'une bibliographie d'histoire neuchâteloise par M. Claude-Alain Clerc, sous la direction de M. Louis-Edouard Roulet.

M. Gern remercie ceux qui se dévouent pour la société : M. Maurice Herschdorfer, trésorier, M^{me} M. Matthey-Doret, responsable du fichier des membres, et les deux secrétaires, MM. Henry L'Hardy et Paul Grandjean.

Rapport de la section du Littoral. La section du Littoral a poursuivi son activité pendant la saison 1968/1969 en organisant cinq conférences et une excursion.

Le 17 octobre 1968, elle consacrait sa réunion à l'amitié suisse-tchécoslovaque. M. Théodore Lepen (prononcer Laipaigne), ingénieur slovaque momentanément

en Suisse, évoqua les luttes des peuples tchèques et slovaques pour l'existence. M. Eric Berthoud compléta la soirée par une communication sur un commerce de librairie entre Neuchâtel et Prague de 1777 à 1784.

Le 14 novembre, M. Jean Courvoisier donna un coup d'œil sur les monuments d'art neuchâtelois. Grâce à ses compétences si riches en cette matière, agrémentées de très beaux clichés, il présenta à son auditoire l'évolution de l'architecture et de la décoration dans notre pays, depuis les origines à nos jours.

Le 12 décembre, M. Fernand Loew parla des conditions serviles à Neuchâtel au XV^e siècle. Spécialiste de cette période peu connue, le conférencier exposa le résultat de ses recherches difficiles et persévérantes dans les documents de l'époque, en particulier dans les actes de notaires.

Le 6 février 1969, M. François Calame, jeune licencié de l'Université de Neuchâtel, fit un exposé rétrospectif des luttes électorales de 1887 à 1917. Dans un langage très fluide et plein d'humour, il relata l'évolution de la propagande pour les élections au Conseil national, ses succès, ses échecs, ses drôleries.

Le 6 mars, M. Maurice Billeter, architecte, entretint son auditoire de l'architecture Renaissance dans le pays de Neuchâtel. Par ses connaissances très approfondies, par des descriptions suggestives, le conférencier fit apprécier à chacun la valeur et la beauté de ces joyaux que sont les monuments de l'époque Renaissance chez nous.

Enfin, le 7 juin, l'excursion de printemps conduisit les membres de la section à Riggisberg et leur fit connaître la Fondation Abegg. Celle-ci renferme une collection particulièrement remarquable d'œuvres d'art très diverses, recueillies afin de démontrer l'évolution de l'art depuis plusieurs millénaires avant Jésus-Christ jusqu'au XVIII^e siècle. La journée se termina par une visite des restes du couvent de Rueggisberg, premier établissement clunisien en territoire de langue allemande.

Rapports des sections des Montagnes. Dans les Montagnes on constate un renouveau réjouissant, ainsi qu'en témoignent les rapports de M. François Faessler pour la section du Locle, et de M. Pierre Robert-Tissot pour celle de la Chaux-de-Fonds. Ces Messieurs s'étant fait excuser, c'est M. Jean Courvoisier qui donne connaissance de leurs rapports. En automne, une conférence au Locle de M. Fernand Loew sur les conditions serviles dans le pays de Neuchâtel a été suivie avec le plus grand intérêt par un auditoire nombreux. Au printemps de 1969 une séance « extra muros » organisée aux Frêtes par les deux sections réunies a connu un beau succès. M. Faessler y présenta un travail sur l'histoire du château des Frêtes. Un repas servi dans la belle salle boisée de cette demeure du XVIII^e siècle termina de la plus agréable façon cette réunion qui permet de bien augurer de l'avenir de notre société dans les Montagnes.

Au Val-de-Travers enfin, M. Eric Klauser, notre vice-président, pourra certainement reprendre en mains les destinées d'une section endormie depuis trop longtemps.

Château de Valangin. M. Gern aborda ensuite la question de la rénovation du château de Valangin où, grâce à la compréhension de l'Etat, propriétaire de

l'édifice, d'intéressants projets ont pu recevoir un commencement de réalisation.

Deux panoplies habillent maintenant le corridor inférieur, trois vitrines mettent en valeur de nombreux objets; l'ancien petit musée lapidaire a été complètement transformé. Les petites salles de la tourelle ont été aménagées avec goût. Les crédits nécessaires ont été votés pour installer l'éclairage dans les corridors et trois salles. D'autres projets sont à l'étude, mais la grosse affaire est l'installation du chauffage. Le problème est avant tout financier, puisque le devis s'élève à 60.000 francs. Nos membres ont déjà versé 7000 francs depuis l'ouverture de la souscription, et 2500 francs ont été recueillis auprès de divers établissements neuchâtelois. On est encore loin de compte, mais le comité a bon espoir de mener à bien cette réalisation indispensable.

Présentant ensuite un rapport détaillé et plein d'intérêt, M. Fernand Loew expose ce qui a été fait en 1968 au château de Valangin. Mise en valeur des armes dans de belles panoplies, grâce au travail du major Grether, intendant de l'arsenal de Colombier, et de deux de ses armuriers, pose de deux grandes vitrines, l'une contenant des étains, neuchâtelois pour la plupart, l'autre d'intéressants fragments de carreaux de poêle trouvés jadis dans les fossés du château, ainsi que diverses « catelles » des XVII^e et XVIII^e siècles, décorées de dessins et de paysages.

Dans deux vitrines plates ont été déposés des instruments de mesure, des poids, des éperons, des fragments de cottes de mailles, etc., qui racontent une page de l'histoire du château et de ses seigneurs.

A titre d'essai, grâce à la bienveillance de l'ENSA, et à titre définitif bientôt, la lumière a été posée dans les vitrines et dans certaines pièces du château. L'Etat, comprenant notre effort, a pris à sa charge l'éclairage des combles et le percement des niches du rez-de-chaussée. Le nouvel intendant des bâtiments, M. Weber, et son adjoint, M. Stucker, ont été très compréhensifs. Le château a pris extérieurement aussi une allure plus aimable. Des rosiers, des fleurs aux murs et sur le rebord des fenêtres lui donnent un aspect plus plaisant. Autre point positif: M. Sandoz, ingénieur à Cortaillod, un ancien bourgeois de Valangin, nous a proposé, en collaboration avec l'ENSA, d'essayer dans la pièce la plus humide un chauffage électrique d'un genre inédit. Ce chauffage a effectivement tempéré la chambre en question durant tout l'hiver, mais il est insuffisant pour lutter contre l'humidité des murs.

M. Loew remercie aussi les personnes qui par leurs dons de meubles et d'objets les plus divers ont permis d'enrichir les collections du musée. Enfin une remarquable porte Renaissance provenant de la partie incendiée du château a pu être restaurée et montée dans le chambranle de la pièce dite des dentellières au deuxième étage de la tour, où elle a fière allure.

M. Gern rend hommage au dévouement du conservateur, M. Loew, qui a accompli une œuvre considérable avec la collaboration bénévole de M^{lle} Béatrice Huber qui s'est surtout consacrée à l'établissement d'un fichier recensant l'ensemble des meubles et des objets réunis à Valangin. Nos remerciements, dit encore M. Gern, vont enfin à M^{me} et à M. Stucker, les gardiens du château, qui ont d'emblée partagé notre ambition de rendre ce musée et ses alentours aussi propres et accueillants que possible.

En terminant son rapport, le président insiste sur le fait que la Société d'histoire et d'archéologie n'a pas seulement besoin d'une aide financière pour mener à bien ses projets, mais aussi de la collaboration de personnes de tous les

milieux et de toutes les régions du canton pour récolter ou signaler des pièces susceptibles d'enrichir notre musée.

Prix Fritz Kunz. M. Michaud, président de la section du Littoral, annonce que le Prix Fritz Kunz a été attribué à M. Maurice Billeter, architecte, pour son beau travail sur les monuments de la Renaissance du pays de Neuchâtel; il remet le prix au lauréat que l'assistance applaudit chaleureusement.

Comptes de 1968. Présentés par M. Maurice Herschdorfer, ils se résument ainsi :

Fonds ordinaire	Fr. 24.872,05
Fonds Auguste Bachelin	» 12.873,25
Fonds Antoine Borel	» 10.000.—
Fonds Jaquet-Droz	» 11.398,15
Fonds Fritz Kunz	» 6.314,55
Fonds des publications	» 50.600,75
Fortune de la société au 31 décembre 1968 . . .	Fr. 116.058,75

en augmentation de Fr. 1.343,20 sur l'exercice de 1967.

Ils sont approuvés par l'assemblée après lecture du rapport des vérificateurs, MM. Favre et Steudler.

Admission de nouveaux membres. Par acclamation, l'assemblée reçoit les 31 nouveaux membres suivants :

Mesdames Marie-Rose Baroni, André Golay, Madeleine Liniger, Naguel-Moulin, Jean-Jacques Rivier-Castelli.

Mesdemoiselles Michèle Barbezat, Marianne DuPasquier, Elisabeth Juvet, Anne-Marie Lüscher, Eugénie Maeder, Alice Rohr, Marie-Louise Roulet, Angèle Steudler, Gabrielle Tripet, Madeleine Tripet, Alice Vuilleumier.

Messieurs René Baroni, Maurice Billeter, Roland Delémont, Jacques DuPasquier, Michel Egloff, André Feller, Robert Gerber, Louis Marcacci, Jean Martenet, Henry Nagel, Carlos Piaget, Jacques Reutter, Jean-Jacques Rivier-Castelli, Jean Stucker, Philippe Thomi.

Décès. La société a perdu 17 membres, parmi lesquels il convient de rappeler les noms de : Paul-Edmond Martin, membre honoraire, ancien archiviste de l'Etat de Genève, Antoine Borel, ancien conseiller d'Etat, Théophile Bringolf, ancien directeur de la Banque cantonale, Ernest de Montmollin, M^{me} A. Courvoisier-Calame, M^{me} Georges DuBois, M^{lle} Geneviève Henriod.

L'effectif de la société approche maintenant du chiffre de 900. Quatre membres ayant plus de cinquante ans de sociétariat sont proclamés membres-vétérans. Un membre du comité, M. Tell Jacot, a démissionné. Deux nouveaux membres sont désignés par l'assemblée : M^{lle} Béatrice Huber et M. Jean-Pierre Jelmini.

Fête d'été. L'assemblée ratifie la proposition du comité. La Fête d'été aura lieu le 13 septembre à Dombresson et M. Vaucher, président de commune présent dans la salle, se fait un plaisir d'inviter la Société d'histoire à venir siéger dans son village du Val-de-Ruz.

Selon la coutume, la séance administrative a été levée par le président et pendant une pause d'un quart d'heure, les personnes présentes ont pu faire un

petit tour de propriétaire afin d'aller à la découverte de ces innovations qui font désormais de Valangin un musée de belle tenue et plein d'intérêt.

HISTOIRE D'UN CLUB SUISSE A PARIS
DANS LA TOURMENTE RÉVOLUTIONNAIRE

Après cet intermède, M^{lle} Ariane Méautis, professeur, présenta un remarquable travail : *Histoire d'un club suisse à Paris dans la tourmente révolutionnaire (1790-1793)*. Deux galériens fribourgeois, condamnés une dizaine d'années plus tôt lors du soulèvement tenté en Gruyère par Pierre-Nicolas Chenaux, sont promenés en triomphe à travers Paris dans un cortège conduit par la musique des Gardes suisses. Leur libération est le fait d'un de leurs compatriotes, le marchand de vin François Roullier, établi à Paris depuis de longues années, ami des idées nouvelles. Il fait venir auprès de lui l'avocat fribourgeois Castella et fonde une société de patriotes suisses. Ils essaient par divers imprimés de gagner à leur cause les Fribourgeois de Paris « pour suivre l'exemple donné par la France et recouvrer l'antique liberté que les aristocrates ont ravie au peuple ».

Mais après avoir obtenu de l'Assemblée nationale la libération des deux galériens, Roullier et ses compagnons allaient connaître échec sur échec. Leur tentative d'entraîner dans leurs rangs les Suisses au service de France échoua, malgré les belles paroles du président de l'Assemblée nationale, devant le refus de la municipalité de Courbevoie d'autoriser la distribution d'un manifeste aux soldats suisses de la caserne, sans le montrer aux officiers.

De leur côté, inquiets de la tournure des événements en France, les cantons de Berne, Fribourg et Soleure promirent de s'envoyer mutuellement les renseignements qu'ils pourraient obtenir sur le Club helvétique et interdirent aux soldats d'en faire partie, sous peine de haute trahison.

La dissension se mit rapidement dans le club, endetté de surcroît. On en vint même aux mains, et Roullier ainsi que son fils en sont finalement expulsés. Des contacts sont pris par Castella et ses amis avec le club des Jacobins « Amis de la vérité et de l'humanité, protecteurs des faibles... anges conservateurs de la liberté » car tel était le style de cette curieuse époque. Mais les Jacobins malgré ces belles flatteries, refusèrent d'accepter l'affiliation du Club helvétique. Durant l'hiver 1790-1791, les effectifs ont fondu comme neige au soleil. Les soldats ne le fréquentent plus et le zèle des dirigeants a faibli. Mais par le truchement des journalistes, l'opinion publique fut tout de même atteinte et convaincue que la Suisse était un repaire de despotes, évolution des idées qui allait provoquer l'invasion de la Confédération en 1798. Marat en particulier, né à Boudry, et pour qui la Suisse était restée « le pays où l'on connaît le plus généralement la douceur de vivre » devint féroce et sa haine des aristocrates se cristallisa sur les officiers suisses à tel point qu'il conseillera aux soldats de les tuer tous. Tout cela aboutira à la journée du 10 août 1792 où les soldats suisses furent aussi bien massacrés que leurs officiers par la populace.

Dans les cantons suisses, des mesures sévères furent prises pour empêcher la diffusion des écrits du club. Une tentative de sédition fut déjouée dans le Bas-Valais et les coupables durement punis.

Un coup de main tenté à l'instigation de Castella par un natif d'Estavayer nommé Chenaux, contre Porrentruy pour délivrer l'évêché de Bâle des « Autrichiens » échoua aussi, les appuis escomptés dans la Franche-Comté voisine ayant fait défaut.

A Paris Castella et ses amis reprirent la lutte sur de nouveaux frais en faisant alliance avec un groupe de Savoyards sous le nom de Club des Allobroges réunis. Les troupes françaises entrent en Savoie, mais la France qui est maintenant en guerre avec la moitié de l'Europe ne tient pas à se mettre à dos la Suisse neutre et s'oppose à y libérer le peuple de ses tyrans. Enfin la chute des Girondins vient briser les espoirs du Club suisse. Nous sommes en 1793, il faut attendre 1798 pour voir se réaliser le rêve des premiers membres du club et rendre plus violente encore la crise helvétique par l'invasion étrangère.

M^{lle} Méautis, qui avait captivé son auditoire attentif, fut très applaudie.

C. B. BOREL.

*XCVe Réunion annuelle tenue à Dombresson**samedi 13 septembre 1969*

Après 1890 et 1932, c'était la troisième fois que la Société d'histoire et d'archéologie avait choisi Dombresson comme lieu de sa réunion d'été.

La séance de 1969 se déroula au Temple sous la présidence de M. Philippe Gern, président, qui remercia les participants de leur présence encourageante. Les représentants des autorités communales de Dombresson, le pasteur de la paroisse et l'organiste sont aussi salués particulièrement ainsi que M. Flückiger, du Comité central de l'Emulation jurassienne. De nombreuses excuses sont parvenues au président, notamment celles des sociétés sœurs de Vaud et de Berne qui ont été empêchées de déléguer des représentants dans le canton de Neuchâtel. M. Gern rappela la Fête de 1890, présidée par M. Ernest Bille qui présenta une intéressante monographie communale et dont le compte rendu parut dans le *Musée neuchâtelois* sous la signature du secrétaire Philippe Godet. Lors de la Fête de 1932, les participants entendirent deux travaux historiques, l'un du président en charge, Louis Thévenaz, et l'autre d'Arthur Piaget.

M. Claude Vaucher, président du Conseil communal, adressa aux membres de la Société d'histoire les souhaits de bienvenue des autorités et de la population. Les Bourdons, dit-il, sont des gens paisibles, sympathiques et laborieux. Dombresson, bourg industriel et agricole, participe activement aux syndicats intercommunaux chargés de résoudre, selon les méthodes les plus actuelles, les divers problèmes importants posés dans le Val-de-Ruz par la création d'un centre scolaire multilatéral pour l'enseignement secondaire inférieur, par la recherche de nouvelles sources d'approvisionnement en eau potable, par la construction d'une usine d'incinération. Le temple de Dombresson est bien vétuste, dit encore M. Vaucher, et la décoration florale qui lui donne un air de fête n'empêche pas par de nombreux signes de décrépitude de prouver l'urgente nécessité de réaliser les projets de réfection intérieure actuellement à l'étude.

M. Claude Schaerer, pasteur, apporta à son tour le salut de la paroisse de Dombresson, Villiers et le Pâquier et invita l'assemblée à se lever pour la prière.

Après l'accueil par les autorités, et selon la tradition, le président de la Société d'histoire reprit la parole. M. Gern serait tenté, dit-il, d'appliquer à Dombresson l'adage qui veut que les peuples heureux n'aient point d'histoire. Cependant, histoire il y a... et plutôt que d'en faire une évocation complète, il préféra centrer son exposé sur deux moments précis où les habitants de Dombresson manifestèrent de la mauvaise humeur : en 1531 et en 1831.

La première fois, la rébellion des taillables de Dombresson coïncida avec le mouvement religieux de la Réforme. La paroisse dépendait de Saint-Imier et la Réforme pénétra par le nord aussi bien que par le sud ; Farel vint à Dombresson, soutenu qu'il était par Bienne et par Berne, et malgré l'opposition de la souveraine Guillemette de Vergy qui dut laisser au réformateur toute latitude de prêcher et ne put empêcher la suppression de la messe.

La seconde fois où l'effervescence régna ce fut à l'occasion de la révolution neuchâteloise de 1831.

Les habitants de Dombresson étaient restés assez indifférents aux grands mouvements de l'histoire. Cependant ce village fut le premier à réclamer des modifications de la constitution et à demander des allègements au gouvernement royaliste, principalement au sujet des charges militaires. Mais Neuchâtel refusa... le mécontentement grandit... des désordres eurent lieu lors des inspections militaires. Le Pâquier et Villiers, puis Savagnier, suivirent le mouvement de réclamations et de revendications qui aboutit à la révolte ouverte contre l'autorité fédérale sous laquelle le roi de Prusse avait placé les Neuchâtelois. Lors d'une inspection des compagnies, à Engollon, plusieurs dizaines de soldats se présentèrent sans uniformes et sans armes pour protester contre le fait qu'ils devaient les payer eux-mêmes ; ils donnèrent lieu à un spectacle affligeant d'indiscipline et d'insubordination... des colonels fédéraux furent insultés. Les auteurs de cette rébellion furent sévèrement punis : nombreuses condamnations, exclusions des assemblées de communes, exclusions du pays. Lors de la tentative du lieutenant Bourquin (en 1831) et faute de programme auquel se rallier, Dombresson ne put donner libre cours à ses aspirations révolutionnaires. Il faut noter cependant que dans ce mouvement en faveur des libertés, la révolte n'eut aucun caractère politique mais qu'elle resta plutôt une manifestation d'hostilité envers les charges militaires imposées. Malgré la supplique qui fut adressée au roi, Dombresson ne réussit pas à regagner la confiance des autorités... qui restèrent royalistes.

Réception de nouveaux membres. Après les applaudissements qui soulignèrent l'allocution présidentielle écoutée avec beaucoup d'intérêt, M. Gern présenta la candidature de onze nouveaux membres de la Société d'histoire : M^{mes} Juliette Bolle, la Chaux-de-Fonds ; Charles-Edouard Porret, Neuchâtel ; Carlo Tedeschi, Saint-Blaise ; Marguerite Seylaz-Brunner, Neuchâtel ; M^{lle} Emilia Berthoud, Neuchâtel ; MM. Philippe Vuille, le Locle ; François Jeanneret, conseiller d'Etat, Saint-Blaise ; Charles-Edouard Porret, Neuchâtel ; André Girardin, la Chaux-de-Fonds ; Günther Brunko, Marin ; Charles Ridoux, Neuchâtel.

Ceux-ci furent accueillis par une nouvelle salve d'applaudissements. Le président insista de manière fort pertinente sur l'effort de propagande qui incombe à chacun et qui ne doit surtout pas se relâcher au moment où la Société d'histoire souhaite porter à mille l'effectif de ses membres.

Prix Bachelin. Tandis qu'en 1967 et en 1968, le Prix Bachelin n'a pu être attribué faute de candidats remplissant les conditions réglementaires, l'année 1969 voit une récompense enviée attribuée à deux lauréats. M. Louis-Edouard Roulet présente M^{lle} Ariane Méautis. Après avoir fait un brillant éloge de l'ouvrage *Le Club helvétique de Paris et la diffusion des idées révolutionnaires en Suisse*, qui représente sept années d'un travail constant et approfondi, il a le plaisir de remettre le Prix Bachelin d'histoire à la jeune lauréate qui est vivement applaudie. Puis M. Carlo Baratelli fait l'éloge du second lauréat, M. Maurice Frey, âgé d'une trentaine d'années, qui habite actuellement le Vaucluse où il se livre à ses travaux artistiques et qui n'a pu venir à Dombresson recevoir le Prix Bachelin de peinture. Le jury n'a pas cherché à récompenser un personnage connu ; il a courageusement attribué le prix à un peintre peu connu, qui se cherche, qui ne s'extériorise pas facilement mais qui se consacre entièrement à son travail. M. Baratelli n'a qu'un seul regret : n'avoir pu organiser, à la demande du président de la Société d'histoire

et en accord avec le jury, une petite exposition qui aurait permis aux participants à la Fête d'été de prendre connaissance d'œuvres de M. Maurice Frey, personnalité un peu énigmatique mais fort attachante.

La première partie de la séance étant arrivée à son terme, M. Gern octroie à son auditoire attentif une brève pause avant que M. Jean-Pierre Jelmini, professeur d'histoire — tout de gris-vert militaire revêtu — ne présente avec assurance et précision le travail de recherches qu'il a préparé sur

LA VIE PUBLIQUE DANS LES COMMUNAUTÉS RURALES AU XVIII^e SIÈCLE

La période étudiée par M. Jelmini va de 1707 à 1806. Au moment où le maréchal Berthier devient prince de Neuchâtel, des 67 communautés qui composent sa principauté il n'y a que Neuchâtel-ville qui ne soit pas une communauté rurale. L'uniformité est donc totale. Le paysan est peu instruit et les grands mouvements de l'histoire n'exercent sur lui aucun remous véritable. Peu au courant des événements extérieurs, son attention se porte essentiellement sur l'administration de la commune dans le temps présent. Il sait que, comme communier, il a des droits et des devoirs ; il est soumis à la loi et il respecte les coutumes. Son statut repose sur la notion de tronc, liée à celle du chef de famille. Dans un monde patriarcal, l'autorité du père est en fait celle d'un petit seigneur. Les fils non mariés peuvent devenir communiens et prêter serment à un âge déterminé et variable suivant les communautés ; souvent une période de noviciat est imposée au nouveau communier : en général un an, parfois plus. Les fils ne quittent pas la ferme paternelle dans laquelle ils vivent en communauté avec leurs parents. Le tronc demeure unique. Le fils aîné succède normalement à son père. En se mariant, le fils devient chef d'un nouveau tronc.

La plupart des communes étaient fermées et limitaient généralement le nombre des communiens. Cependant elles pouvaient aussi recevoir de nouveaux communiens contre paiement d'une somme souvent fort élevée. Les communiens possédaient les droits suivants : jouissance des terres communes, des euches ou jardins, des chenevières, des montes d'herbe, des bois communs pour le chauffage, la construction et l'ameublement ; l'école était gratuite ; l'assistance publique venait en aide en cas de nécessité ; des étrennes étaient allouées lorsque les bénéfices de l'administration le permettaient.

Mais le droit principal du communier était celui de gérer les affaires de la commune. L'assemblée générale est habilitée à prendre toutes les décisions. Un conseil restreint, le conseil de commune, liquide les affaires d'importance mineure et prépare, à l'intention de l'assemblée générale, la solution des questions importantes.

La principale des assemblées générales est celle du 1^{er} janvier. Le corps des communiens est rassemblé une ou deux fois par mois ; il peut l'être chaque semaine si la nécessité s'en fait sentir. Au début du XVIII^e siècle, il y avait chaque année une vingtaine d'assemblées de commune à Dombresson tandis que les communiens étaient convoqués jusqu'à quatre-vingts fois par an vers la fin du siècle.

Sous la direction d'un justicier, d'un gouverneur ou d'un sautier, l'assemblée générale siège dans le « grand poêle » de la maison de commune, qui est bien souvent la salle à boire de l'auberge communale ; parfois elle siège dans le temple ou, en été, en plein air.

Si les communiens ont des droits dont ils sont fort jaloux, ils ont aussi des devoirs auxquels ils ne peuvent se dérober. Ils doivent obligatoirement participer aux assemblées générales et répondre aux convocations pour les corvées ; ils doivent assurer toutes les fonctions publiques : gouverneur de commune, secrétaire (charge le plus souvent réservée au notaire, à l'instituteur, au greffier de justice) messelier ou brévard, garde-forestier, garde-fontaines, garde de feu, garde de foire, sautier, guet de nuit.

Le poste important, celui de gouverneur de commune, n'est guère recherché ; le gouverneur est la bonne à tout faire du ménage communal ; c'est un infortuné à qui incombe toutes les tâches délicates. Seul, bousculé, anxieux et fatigué, il attend la fin de son mandat pendant lequel il dépense plus qu'il n'encaisse... ce qui lui vaut encore d'être poursuivi lorsqu'il ne peut tout rembourser !

La communauté rurale marche seule et choisit son chemin propre, sans tolérer qu'on lui impose son rythme. Elle a réussi à préserver de manière remarquable son intégrité et ses libertés au cours du XVIII^e siècle, sa force résidant dans la conscience profonde qu'avaient les communiens que la commune était à eux et que leurs responsabilités étaient engagées dans sa gestion.

Après cette conférence captivante qui mit en valeur les réelles qualités d'historien et d'orateur de M. Jelmini, les membres de la Société se retrouvèrent à la salle de la paroisse pour y déguster le vin d'honneur offert par la commune de Dombresson.

Ils se divisèrent ensuite en deux groupes pour une rapide visite du village, sous la conduite de MM. Jean Courvoisier et Rémy Scheurer.

Au cours du traditionnel repas qui fut servi à l'Hôtel de commune, les membres de la Société d'histoire écoutèrent avec intérêt les paroles cordiales de M. Flückiger, du Comité central de l'Emulation jurassienne, et avec plaisir quelques anecdotes de M. Jelmini qui mirent le point final à une manifestation bien réussie.

Paul GRANDJEAN.

LE PRIX DE PEINTURE BACHELIN 1969

Le Prix de peinture Bachelin 1969 a été attribué officiellement par la Société d'histoire et d'archéologie en sa fête d'été du 13 septembre dernier à Dombresson. En même temps s'ouvrait au musée de la Chaux-de-Fonds l'exposition rétrospective du peintre Georges Froidevaux. Etrange coïncidence si l'on se souvient que ce peintre, décédé l'an passé fut, en 1951, le premier lauréat du Prix Bachelin. Ceux qui, comme nous, firent partie du jury évoqueront la bataille qu'il fallut alors livrer pour qu'un artiste de chez nous, représentatif de notre temps, fût agréé. Nous ne fûmes cependant pas étonné que, dans cette première expérience, des yeux d'historiens fixés à l'ordinaire sur le passé aient refusé de voir. Nous fûmes aussi bien tenté, dans le pénible des débats, de recourir à la célèbre citation : « L'Histoire de l'Art est l'histoire des formes inventées contre celle des formes héritées. » Cependant la victoire d'un principe que représentait le prix attribué à Froidevaux nous avait suffi.

Dès ce moment, les Prix Bachelin de peinture ont été presque toujours donnés à de jeunes artistes de talent, naturellement portés à vivre leur temps et à l'exprimer. Les nostalgiques d'un passé plus ou moins lointain voués par définition à la copie de style ou au non-style furent abandonnés. Ainsi dans cette bonne tradition le Prix 1969 a été remis à Maurice Frey, né à Neuchâtel en 1937 et résidant d'ordinaire à Cormondrèche. Il faut dire aussi que Frey a de solides appartenances chaux-de-fonnières puisque sa jeunesse, ses études se sont déroulées « en haut » où le père de l'artiste exerce encore le ministère du Saint-Evangile. Pourquoi Maurice Frey a-t-il été choisi pour recevoir le prix institué par le plus militaire de nos peintres ? Essayons de le dire. Mais rappelons tout d'abord que l'attribution du Prix Bachelin se fait sur la base d'un concours restreint, sujet d'une première réunion du jury. C'est dire qu'une sorte de distinction s'adresse à quelques artistes remarquables répondant aux conditions du concours. Cette année on pouvait constater en la petite exposition du musée de Neuchâtel qu'un éventail assez large des esthétiques du moment avait été ouvert, du tachisme expressionniste au pop-art. Dans cette coexistence de tendances contradictoires émergea peu à peu Frey, figuratif d'une certaine façon. L'on s'accorda à trouver que l'artiste n'hésitait pas à prendre des risques pour donner cours à un réel talent de coloriste. Entre le dessin, d'un érotisme allusif, et un chromatisme très inventé s'établissait la logique aboutissant à un style personnel.

Nous espérons que la modeste distinction que constitue le Prix Bachelin sera pour l'artiste une incitation à continuer de créer en profondeur et en authenticité, hors des tentations des derniers bateaux qui s'évanouissent comme ils sont venus. Notons aussi que le jury, dans son unanimité, a émis le vœu que, dans le cas présent, et à l'avenir, l'Etat soit informé du lauréat et sollicité d'acheter une œuvre à destination d'un musée du canton.

Paul SEYLAZ.

RAPPORT DU PRIX BACHELIN D'HISTOIRE 1969

Il faut le dire d'emblée : la matière historique traitée par M^{lle} Ariane Méautis entre dans la catégorie des bons sujets. Son livre intitulé *Le Club helvétique de Paris (1790-1791) et la diffusion des idées révolutionnaires en Suisse* forme un ensemble qui se suffit à lui-même, tout en faisant partie de la grande famille des publications qui relèvent de 1789 ou, vu d'ici, de 1798. Découverte étonnante, cette matière n'avait jamais été étudiée d'une façon exhaustive, à partir des faits, grâce aux textes, et en dehors de toute polémique partisane. Pourtant les raisons qui permettent de souligner son intérêt, et dans une certaine mesure son importance, ne manquent pas. Il y a d'abord une espèce de phénomène d'absorption d'un mouvement réactionnaire et sa mutation en mouvement révolutionnaire, puisque la clientèle première du Club se compose de Fribourgeois exilés ou fugitifs qui, quelques années plus tôt, avaient soutenu Nicolas Chenaux dans sa rébellion gruérienne contre l'emprise centralisatrice, administrativement et financièrement moderne de l'Etat. Il y a autre chose : comment concilier la présence simultanée en France, à l'époque de la monarchie constitutionnelle, d'une société qui veut le bouleversement des institutions confédérales et le maintien des régiments suisses, seul bouclier sans faille de l'autorité royale. Ce n'est pas tout. Comment combiner une propagande subversive et l'activité de la diplomatie française désireuse de maintenir de bons rapports avec les Ligues ? Et puis, la question essentielle : quelle a été l'influence réelle du Club dans les menées prérévolutionnaires qui ont agité certaines parties du pays avant l'invasion ? Enfin, quelle est l'existence de la société en France même ? N'est-elle que le reflet plus ou moins pâle de compagnies plus illustres ? A-t-elle dégagé une vie propre, une activité autonome, voire indépendante ?

Pour répondre à ces points d'interrogation, et à bien d'autres encore, M^{lle} Ariane Méautis a repris l'information à la base. L'énumération des sources, qui comprend les manuscrits, les imprimés, les journaux, les études, s'étend à dix-sept pages et peut être considérée comme complète. Un séjour de deux ans à Paris, de très nombreux déplacements dans nos chefs-lieux helvétiques, sept années de labeur ont permis de découvrir des inédits de valeur, de recenser personnages ou personnalités, de camper quelques figures, de narrer l'histoire en quelque sorte interne de l'association, de regrouper les problèmes, de définir les relations avec Marat, Pierre Ochs et Laharpe. Bref, comme toujours, la méthode qui consiste à éclairer les anciennes questions à la lueur de documents nouveaux et qui autorise à aller bien au-delà des positions antérieures.

Le problème-clé de l'élaboration résidait dans l'option entre le procédé chronologique et un système structuré. Finalement, l'auteur, à juste titre nous semble-t-il, a choisi un régime mixte. La première partie, avant 1790, et la dernière, après 1792, encadrent dans une perspective historique le gros de l'œuvre. La première comprend deux chapitres : le bilan des troubles en Suisse au XVIII^e siècle, indispensable pour contrôler s'ils ont un caractère prérévolutionnaire, puis un

résumé des rapports franco-suisses jusqu'en 1790. La dernière partie étudie la fin du Club, donc les années 1792 et 1793, et les relations franco-suisses postérieures. Entre l'introduction et la conclusion, les deux morceaux apprêtés systématiquement : l'action du Club helvétique en France — l'action du Club helvétique en Suisse. Voici les chapitres de l'action en France : la naissance du Club, les séances, les membres, les relations avec l'assemblée nationale, les rapports avec la Commune, les districts, les autres clubs, la société et les régiments suisses. Dans ce contexte également, le Club helvétique et les journalistes français, analyse à notre avis pertinente et entièrement nouvelle. Et voici les points étudiés systématiquement dans la seconde partie principale : l'action révolutionnaire en général, le Club dans ses relations avec Fribourg, Berne, l'Evêché, le Valais, Neuchâtel, Genève, enfin la Suisse orientale.

Nous venons de citer Neuchâtel. C'est dire que l'activité du Club n'a pas passé totalement inaperçue dans la Principauté. Une dizaine de pages nous permettent d'analyser le système de sécurité, de contrôle et de répression mis en place par les autorités comme aussi de mesurer le degré de fidélité considérable des populations envers le régime.

Mais, trêve de renseignements détaillés. Renvoyons nos membres au volume lui-même, paru dans la collection « le Passé-présent », et en vente dans toutes les librairies. Et venons-en au jugement d'ensemble. L'ouvrage témoigne des qualités requises par le genre : information sûre, recherche de la vérité, maîtrise de soi, approche critique, style alerte encore que très ferme. L'auteur, jeune historienne de chez nous, dans sa façon d'analyser et ses tentatives de résoudre les problèmes mérite la confiance et l'hommage qu'à l'unanimité le comité de notre Société a décidé de lui réserver en lui accordant le prix Bachelin.

Le prince de Talleyrand aimait à dire que tout ce qui est exagéré demeure insignifiant. M^{lle} Ariane Méautis n'a ni grossi son sujet ni gonflé ses personnages. Elle n'a pas abaissé son récit au niveau d'une plaidoirie et s'est bien gardée de transformer son étude en démonstration. Elle a donc fait œuvre durable, ce qui est la plus belle récompense qu'on puisse imaginer.

Dombresson, le 13 septembre 1969.

Louis-Edouard ROULET.

TABLE DES MATIÈRES DE L'ANNÉE 1969

TROISIÈME SÉRIE - SIXIÈME ANNÉE

<i>Bauer, Eddy.</i> Les imprimeurs d'Yverdon et la Société typographique de Neuchâtel	140
— La mobilisation de 1939 dans le canton de Neuchâtel	145
<i>Béguin, Charles.</i> Trois lettres du docteur Pierre Coullery au temps de ses études à Paris (1854)	27
<i>Berthoud, Eric.</i> Un commerce de librairie entre Neuchâtel et Prague de 1777 à 1789	134
<i>Courvoisier, Jean.</i> Pour les deux cents ans de l'ancien « Concert », devenu le théâtre de Neuchâtel	3
— De quelques artisans neuchâtelois mis en cause à l'époque de la Révolution française	38
— Essai sur les noms des habitants de Cernier du XIV ^e au XVIII ^e siècle	84
<i>Faessler, François.</i> Le château des Frêtes et ses premiers propriétaires	49
<i>Guyot, Charly.</i> Voltaire et l'édition neuchâteloise des « Questions sur l'Encyclopédie »	123
<i>Loew, Fernand.</i> Les conditions serviles à Neuchâtel au XV ^e siècle	9
— La Maladière de Neuchâtel	32
— La confrérie du Saint-Esprit à Neuchâtel	78
<i>Rychner, Jacques.</i> Les archives de la Société typographique de Neuchâtel	99
<i>Schnegg, Alfred.</i> Les doléances d'un garde arsenal au début de la République	68
— Le bi-centenaire de la Société typographique de Neuchâtel	97
— Revue des publications historiques. <i>Bibliographie</i>	174

CHRONIQUE

Chronique des sociétés savantes 1967-1968 (Eric BERTHOUD), p. 60. — A propos de Vattel (H. T.), p. 48. — Prix Fritz Kunz 1968 (P. K.), p. 48. — Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel : Séance administrative tenue au château de Valangin samedi 21 juin 1969 (C. B. BOREL), p. 178. — XCV^e réunion annuelle tenue à Dombresson samedi 13 septembre 1969 (Paul GRANDJEAN), p. 184. — Le prix de peinture Bachelin 1969 (Paul SEYLAZ), p. 188. — Rapport du prix Bachelin d'histoire 1969 (Louis-Edouard ROULET), p. 189.

PLANCHES HORS TEXTE

Le château des Frêtes vers 1830 (côté habitation)	49
Le château des Frêtes vers 1830 (côté rural). Deux dessins de Hermann Früauf.	49
Archives de la Société typographique (Schéma des séries conservées). . .	99
Le colonel divisionnaire J. Borel	145

ILLUSTRATIONS DANS LE TEXTE

Le Tripot, la porte Saint-Maurice et le Concert vers 1783. Dessin de Jonas-Pierre Thiébaud	3
Page d'un registre « Banque des ouvriers », Ms 1051	105
Mobilisation de guerre (Mobilisation générale) 2 septembre (19)39	159

